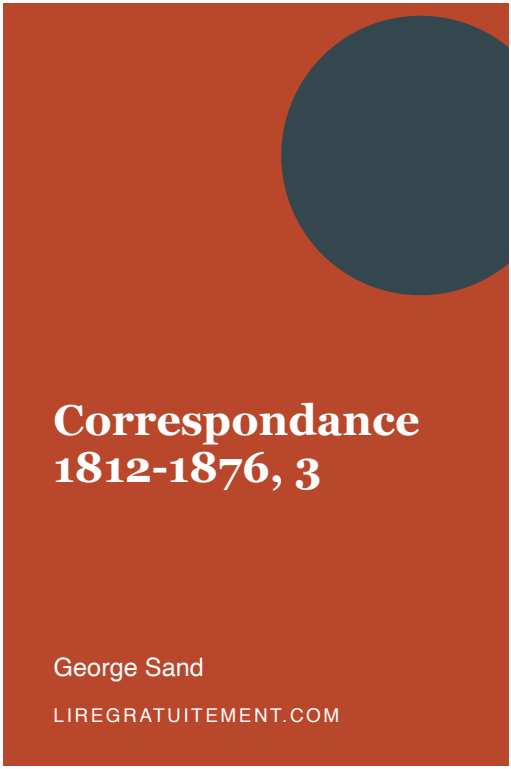


Correspondance 1812-1876, 3

George Sand

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

1848 · CCLXIV

Nohant, 18 février 1848.

Je suis bien contente d'avoir de tes nouvelles. Je ne suis pas bien gaie loin de toi, quoique je me batte les flancs pour l'être. Mais, enfin, il faut bien que tu remues un peu et que tu prennes l'air du bureau, que tu respires l'air pur et embaumé de Paris, et que tu ailles adorer les décrets divins du jury de peinture. Apprête-toi à tout ce qu'il y a de pis, afin de n'avoir pas la souffrance et le dépit des autres années.

Il me faut tout de suite les états de service de mon père : je t'avais dit que c'était une des choses les plus pressées, ainsi que de te renseigner auprès de ton oncle. Mais tu te plonges dans les délices du carnaval, et tu oublies tes commissions. Amuse-toi, c'est fort bien, « nous n'en doutons pas », comme on dit à Dunle-Carrik ; mais il faut faire marcher de front les affaires et les plaisirs, ni plus ni moins qu'un petit Buonaparte. Songe que, si je suis en retard, et que je paye mille francs d'amende par quinzaine, ça ne sera pas du tout drôle. Or j'arrive dans très peu de jours à l'époque de la vie de mon père où je ne sais plus rien. Les Villeneuve n'en savent rien non plus. J'ai écrit au général Exelmans ; mais il est à Bayonne, et Dieu sait quand il me répondra, Dieu sait de quoi il se souviendra. Mon oncle doit savoir les campagnes que mon père a faites depuis 1804 jusqu'à 1808. Demande surtout les états de service ; avec cela, on est sûr des principaux faits. Vite, vite et vite !

Rien de changé ici, en dehors de ton absence, qui fait un grand changement. Borie est encloué comme un canon, c'est-à-dire qu'il a un clou je ne sais pas où, mais je présume que c'est dans un vilain endroit. Il est sens dessus dessous à l'idée qu'on va faire une révolution dans Paris. Mais je n'y vois pas de prétexte raisonnable dans l'affaire des banquets. C'est une intrigue entre ministres qui tombent et ministres qui veulent monter. Si l'on fait du bruit autour de leur table, il n'en résultera que des horions, des assassinats commis par les mouchards sur des badauds inoffensifs, et je ne crois pas que le peuple prenne parti pour la querelle de M. Thiers contre M. Guizot. Thiers vaut mieux à coup sûr ; mais il ne donnera pas plus de pain aux pauvres que les autres. Ainsi je t'engage à ne pas aller flâner par là ; car on peut y être écharpé sans profit pour la bonne cause. S'il fallait que tu te sacrifiasses pour la patrie, je ne t'arrêterais pas, tu le sais ; mais se faire assommer pour Odilon Barrot et compagnie, ce serait trop bête. Écris-moi ce que tu auras vu de loin, et ne te fourre pas dans la bagarre, si bagarre il y a, ce que je ne crois pourtant pas.

Tu ne savais donc pas que Bakounine avait été banni par notre honnête gouvernement. J'ai reçu une lettre de lui il y a un mois environ, et je crois te l'avoir lue ; mais tu ne t'en souviens pas. Je lui ai répondu, avouant que nous étions gouvernés par de la canaille, et que nous avions grand tort de nous laisser faire. Au reste, l'Italie est sens dessus dessous. La Sicile se déclare indépendante, ou peu s'en faut. Naples est en révolution et le roi cède. Ces nouvelles sont certaines à présent. Seulement tout ce qu'ils y gagneront, c'est de passer du gouvernement despotique au gouvernement constitutionnel, de la brutalité à la corruption, de la terreur à l'infamie, et, quand ils en seront là, ils feront comme

nous, ils y resteront longtemps. Non, je ne crois pas non plus à la chimère de Borie.

Nous sommes une génération de fainéants et le Dieu nouveau s'appelle Circulus. Tâchons, dans notre coin, de ne pas devenir ignobles, afin que, si, sur mes vieux jours, ou sur les tiens, il y a un changement à tout cela, nous puissions en jouir sans rougir de notre passé.

Bonsoir, mon Bouli.

1848 · CCLXV

Nohant, 23 février 1848.

Nous sommes bien inquiets ici, comme tu peux croire. Nous savons seulement ce soir que la journée de mardi a été agitée et que celle d'aujourd'hui a dû l'être encore davantage. Il faut que tu reviennes tout de suite ; non pas que je me livre à de puériles frayeurs, ni que je veuille te les faire partager, quand même je les éprouverais.

Tu sais bien que je ne te donnerais pas un conseil de couardise. Mais ta place est ici, s'il y a des troubles sérieux. Une révolution à Paris aurait son contre-coup immédiat dans les provinces, et surtout ici, où les nouvelles arrivent en quelques heures. Tu as donc des devoirs à remplir dans ton domicile et ton absence ne serait pas excusable. Je ne te parle pas de moi : je ne crois à aucun danger personnel et ne suis d'ailleurs pas du tout disposée à m'en préoccuper. Mais, si j'avais à agir et à me prononcer pour quoi que ce soit, tu es mon représentant naturel.

Viens donc tout de suite, à moins que tu ne voies la tranquillité absolument rétablie. Laisse à Lambert le soin de nos affaires à Paris. Tu y retourneras d'ailleurs dans quelques jours, quand nous aurons vu l'état des choses.

Bonsoir, mon enfant ; je t'attends. J'espère un mot de toi demain matin. Si la poste n'arrive pas, c'est que l'affaire aura été sérieuse. Mais tu n'as là, je le répète, aucun devoir à remplir, et, ici, tu peux en avoir auxquels il ne faut pas manquer.

Je t'embrasse mille fois.

Ta mère.

1848 · CCLXVI

Nohant, 24 février 1848.

Ta lettre de mardi, reçue ce matin jeudi, m'a fait grand bien. Dieu veuille que j'en reçoive encore une demain matin ; car on nous a annoncé la journée de mercredi comme devant être grave, et mes inquiétudes ne sont calmées que pour renaître. Je vois que tu cours et que tu flânes, je m'y attendais bien ; mais, au moins, puisses-tu être prudent et adroit pour échapper aux chocs de ce grand ébranlement. Si tout est fini, reste à Paris pour achever tes affaires. Mais, si l'agitation continue, conforme-toi à ma lettre d'hier.

Rollinat est ici jusqu'à dimanche, et nous parlons sans cesse de Paris et de toi. Borie se lève à huit heures du matin et court à la Châtre pour me rapporter tes lettres.

Bonjour au petit Lambert ; qu'il soit prudent pour lui et pour toi.

Bonsoir, mon cher enfant. Je suis inquiète et je t'aime. Je voudrais être à demain.

Ta mère.

1848 · CCLXVII

Paris, lundi soir, 6 mars 1848.

Tout va bien. Les chagrins personnels disparaissent quand la vie publique nous appelle et nous absorbe. La République est la meilleure des familles, le peuple est le meilleur des amis. Il ne faut pas songer à autre chose.

La République est sauvée à Paris ; il s'agit de la sauver en province, où sa cause n'est pas gagnée. Ce n'est pas moi qui ai fait faire ta nomination : mais c'est moi qui l'ait confirmée ; car le ministre m'a rendue en quelque sorte responsable de la conduite de mes amis, et il m'a donné plein pouvoir pour les encourager, les stimuler, et les rassurer contre toute intrigue de la part de leurs ennemis, contre toute faiblesse de la part du gouvernement. Agis donc avec vigueur, mon cher frère. Dans une situation comme celle où nous sommes, il ne faut pas seulement du dévouement et de la loyauté, il faut du fanatisme au besoin. Il faut s'élever au-dessus de soi-même, abjurer toute faiblesse, briser ses propres affections si elles contrarient la marche d'un pouvoir élu par le peuple et réellement, foncièrement révolutionnaire. Ne t'apitoie pas sur le sort de Michel : Michel est riche, il est ce qu'il a souhai-

té, ce qu'il a choisi d'être. Il nous a trahis, abandonnés, dans les mauvais jours. À présent, son orgueil, son esprit de domination se réveillent. Il faudra qu'il donne à la République des gages certains de son dévouement s'il veut qu'elle lui donne sa confiance. La députation est un honneur qu'il peut briguer et que son talent lui assure peut-être. C'est là qu'il montrera ce qu'il est, ce qu'il pense aujourd'hui. Il le montrera à la nation entière. Les nations sont généreuses et pardonnent à ceux qui reviennent de leurs erreurs.

Quant au devoir d'un gouvernement provisoire, il consiste à choisir des hommes sûrs pour lancer l'élection dans une voie républicaine et sincère. Que l'amitié fasse donc silence, et n'influence pas imprudemment l'opinion en faveur d'un homme qui est assez fort pour se relever lui-même si son cœur est pur et sa volonté droite.

Je ne saurais trop te recommander de ne pas hésiter à balayer tout ce qui a l'esprit bourgeois. Plus tard, la nation, maîtresse de sa marche, usera d'indulgence si elle le juge à propos, et elle fera bien si elle prouve sa force par la douceur. Mais, aujourd'hui, si elle songe à ses amis plus qu'à son devoir, elle est perdue, et les hommes employés par elle à son début auront commis un parricide.

Tu vois, mon ami, que je ne saurais transiger avec la logique. Fais comme moi. Si Michel et bien d'autres déserteurs que je connais avaient besoin de ma vie, je la leur donnerais volontiers, mais ma conscience, point. Michel a abandonné la démocratie, en haine de la démagogie. Or il n'y a plus de démagogie. Le peuple a prouvé qu'il était plus beau, plus grand, plus pur que tous les riches et les savants de ce monde. Le calomnier la veille

pour le flatter le lendemain m'inspire peu de confiance, et j'estimerais encore mieux Michel s'il protestait aujourd'hui contre la République. Je dirais qu'il s'est trompé, qu'il se trompe, mais qu'il est de bonne foi.

Peut-être croit-il désormais travailler pour une république aristocratique où le droit des pauvres sera refoulé et méconnu. S'il agit ainsi, il brisera l'alliance qui s'est cimentée d'une manière sublime, sur les barricades, entre le riche et le pauvre. Il perdra la République et la livrera aux intrigants ; et le peuple, qui sent sa force, ne les supportera plus. Le peuple tombera dans des excès condamnables si on le trahit ; la société sera livrée à une épouvantable anarchie, et ces riches qui auront détruit le pacte sacré deviendront pauvres à leur tour dans des convulsions sociales où tout succombera.

Ils seront punis par où ils auront péché ; mais il sera trop tard pour se repentir. Michel ne connaît pas et n'a jamais connu le peuple ; que ne le voit-il aujourd'hui ! Il jugerait sa force et respecterait sa vertu.

Courage, volonté, persévérance à toute épreuve. Je suis à toi pour la vie.

GEORGE.

Je serai demain soir 7 mars à Nohant pour une huitaine de jours ; après quoi, je reviendrai probablement ici pour m'y consacrer entièrement aux nouveaux devoirs que la situation nous crée.

1848 · CCLXVIII

Nohant, 9 mars 1848.

Vive la République ! Quel rêve, quel enthousiasme, et, en même temps, quelle tenue, quel ordre à Paris ! J'en arrive, j'y ai couru, j'ai vu s'ouvrir les dernières barricades sous mes pieds. J'ai vu le peuple grand, sublime, naïf, généreux, le peuple français, réuni au cœur de la France, au cœur du monde ; le plus admirable peuple de l'univers ! J'ai passé bien des nuits sans dormir, bien des jours sans m'asseoir. On est fou, on est ivre, on est heureux de s'être endormi dans la fange et de se réveiller dans les cieux. Que tout ce qui vous entoure ait courage et confiance !

La République est conquise, elle est assurée, nous y périrons tous plutôt que de la lâcher. Le gouvernement est composé d'hommes excellents pour la plupart, tous un peu incomplets et insuffisants à une tâche qui demanderait le génie de Napoléon et le cœur de Jésus. Mais la réunion de tous ces hommes qui ont de l'âme ou du talent, ou de la volonté, suffit à la situation. Ils veulent le bien, ils le cherchent, ils l'essayent. Ils sont dominés sincèrement par un principe supérieur à la capacité individuelle de chacun, la volonté de tous, le droit du peuple. Le peuple de Paris est si bon, si indulgent, si confiant dans sa cause et si fort, qu'il aide lui-même son gouvernement.

La durée d'une telle disposition serait l'idéal social. Il faut l'encourager. D'un bout de la France à l'autre, il faut que chacun aide la République et la sauve de ses ennemis. Le désir, le principe, le vœu fervent des membres du gouvernement provisoire est qu'on envoie à l'Assemblée nationale des hommes qui repré-

sentent le peuple et dont plusieurs, le plus possible, sortent de son sein.

Ainsi, mon ami, vos amis doivent y songer et tourner les yeux sur vous pour la députation. Je suis bien fâchée de ne pas connaître les gens influents de notre opinion dans votre ville. Je les supplierais de vous choisir et je vous commanderais, au nom de mon amitié maternelle, d'accepter sans hésiter. Voyez : faites agir ; il ne suffit pas de laisser agir. Il n'est plus question de vanité ni d'ambition comme on l'entendait naguère. Il faut que chacun fasse la manœuvre du navire et donne tout son temps, tout son cœur, toute son intelligence, toute sa vertu à la République. Les poètes peuvent être, comme Lamartine, de grands citoyens. Les ouvriers ont à nous dire leurs besoins, leurs inspirations. Écrivez-moi vite qu'on y pense et que vous le voulez. Si j'avais là des amis, je le leur ferais bien comprendre.

Je repars pour Paris dans quelques jours probablement, pour faire soit un journal, soit autre chose. Je choisirai le meilleur instrument possible pour accompagner ma chanson. J'ai le cœur plein et la tête en feu.

Tous mes maux physiques, toutes mes douleurs personnelles sont oubliées. Je vis, je suis forte, je suis active, je n'ai plus que vingt ans. Je suis revenue ici aider mes amis, dans la mesure de mes forces, à révolutionner le Berry, qui est bien engourdi. Maurice s'occupe de révolutionner la commune. Chacun fait ce qu'il peut. Ma fille, pendant ce temps-là, est accouchée heureusement d'une fille. Borie sera probablement député par la Corrèze. En attendant, il m'aidera à organiser mon journal.

Allons, j'espère que nous nous retrouverons tous à Paris, pleins de vie et d'action, prêts à mourir sur les barricades si la République succombe. Mais non ! la République vivra ; son temps est venu. C'est à vous, hommes du peuple, à la défendre jusqu'au dernier soupir.

J'embrasse Désirée, j'embrasse Solange, je vous bénis et je vous aime.

Écrivez-moi ici. On me renverra votre lettre à Paris, si j'y suis.

Montrez ma lettre à vos amis. Cette fois, je vous y autorise et je vous le demande.

1848 · CCLXIX

Paris, 14 mars 1848.

Borie fait comme toi. On t'a annoncé un charivari et tu l'as bravé. Tu lui annonces une aubade d'un autre genre et cela lui donne d'autant plus d'envie d'aller la chercher. Mais je ne suis pas de son avis, je le retiendrai s'il m'est possible.

Braver des criailleries n'est rien du tout, pas plus pour un homme, je pense, que pour une femme. Mais je trouve que, pour le moment, il n'y a rien à faire, parce que le peuple est mis hors de cause à la Châtre, que le club devient une question de personnes, et qu'on ne pourrait prendre le parti du principe sans avoir l'air d'agir pour des noms propres.

Bonsoir, mon ami ; courage quand même ! la République n'est pas perdue parce que la Châtre n'en veut pas.

Àtoi.

GEORGE.

1848 · CCLXX

Paris, 18 mars 1848.

J'ai fait un très bon voyage ; mais je n'ai trouvé chez toi ni Élisa ni clefs. On a couru chez trois serruriers pour faire ouvrir la porte : pas de serruriers ! Ils étaient tous aux clubs. De guerre lasse, j'ai été coucher dans un hôtel garni. Ce matin, je suis chez Pinson, d'où je t'écris. Élisa et les clefs sont retrouvées. J'irai ce soir loger chez toi, en attendant que je m'installe un peu mieux s'il y a lieu. Mais je ne veux pas encore louer pour un mois, avant de savoir si je pourrai faire quelque chose ici. Je vais aller voir Pauline. Je viens de faire, en déjeunant, le récit de la fête de Nohant pour la Réforme. Borie en a fait un en déjeunant à Châteauroux, pour le journal de Fleury. Tu les recevras l'un et l'autre et tu feras bien de les lire dimanche, à haute et intelligible voix, à tes gardes nationaux. Ça les flattera. Tu développeras ces articles par des conversations dans les groupes. Tu feras sentir la nécessité de l'impôt pour ce moment de crise. Tu diras que nous sommes très contents d'en payer la plus grosse part et que ce n'est pas acheter trop cher les bienfaits de l'avenir. Voilà ton thème, que tu traduiras en berrichon.

Écris-moi, car je me trouve bien seule ici. Adresse-moi tes lettres rue de Condé. Je t'écrirai plus au long quand j'aurai vu un peu de monde et entamé quelque projet.

Tu as dû recevoir la nomination de ton adjoint. Nous allons nous occuper de l'affaire des noyers. Ne t'ennuie pas trop. Travaille à prêcher, à républicaniser nos bons paroissiens. Nous ne manquons pas de vin cette année, tu peux faire rafraîchir ta garde nationale armée, modérément, dans la cuisine, et, là, pendant une heure, tu peux causer avec eux et les éclairer beaucoup. Je t'enverrai du Blaise Bonnin, qui te servira de thème. Seulement, mets de l'ordre maintenant dans ces réunions, et, s'il le faut, forme une espèce de club, d'où seront exclus les flâneurs et les buveurs inutiles, les enfants et les femmes, qui ne songent qu'à crier et à danser. Pour le moment, c'est tout ce qu'on peut faire.

Je te rebige et je t'aime.

1848 · CCLXXI

Paris, 24 mars 1848.

Me voilà déjà occupée comme un homme d'État. J'ai fait deux circulaires gouvernementales aujourd'hui, une pour le ministère de l'instruction publique, et une pour le ministère de l'intérieur. Ce qui m'amuse, c'est que tout cela s'adresse aux maires, et que tu vas recevoir par la voie officielle les instructions de ta mère.

Ah ! ah ! monsieur le maire ! vous allez marcher droit, et, pour commencer, vous lirez, chaque dimanche, un des Bulletins de la République à votre garde nationale réunie. Quand vous l'aurez lu, vous l'expliquerez, et, quand ce sera fait, vous afficherez ledit Bulletin à la porte de l'église. Les facteurs ont l'ordre de faire leur

rapport contre ceux des maires qui y manqueront. Ne néglige pas tout cela, et, en lisant ces Bulletins avec attention, tes devoirs de maire et de citoyen te seront clairement tracés. Il faudra faire de même pour les circulaires du ministre de l'instruction publique. Je ne sais auquel entendre. On m'appelle à droite, à gauche. Je ne demande pas mieux.

Pendant ce temps, on imprime mes deux Lettres au Peuple. Je vais faire une revue avec Viardot, un prologue pour Lockroy. J'ai persuadé à Ledru-Rollin de demander une Marseillaise à Pauline. Au reste, Rachel chante la vraie Marseillaise tous les soirs aux Français d'une manière admirable, à ce qu'on dit. J'irai l'entendre demain.

Mon éditeur commence à me payer. Il s'est déjà exécuté de trois mille francs et promet le reste pour la semaine prochaine ; nous nous en tirerons donc, j'espère. Tu entends bien que je n'ai pas dû demander un sou au gouvernement. Seulement, si je me trouvais dans la débine, je demanderais un prêt, et je ne serais pas exposée à une catastrophe. Tu entends bien aussi que ma rédaction dans les actes officiels du gouvernement ne doit pas être criée sur les toits. Je ne signe pas. Tu dois avoir reçu les six premiers numéros du Bulletin de la République, le septième sera de moi. Je te garderai la collection ; ainsi affiche les tiens, et fiche-toi de les voir détruits par la pluie.

Tu verras dans la Réforme d'aujourd'hui mon compte rendu de la fête de Nohant-Vic et ton nom figurer au milieu. Tout va aussi bien ici que ça va mal chez nous. J'ai prévenu Ledru-Rollin de ce qui se passait à la Châtre. Il va y envoyer un représentant spécial. Garde ça pour toi encore. J'ai fait connaissance avec Jean Reynaud, avec Barbès, avec M. Boudin, prétendant à la députa-

tion de l'Indre ; celui-ci m'a paru un républicain assez crâne, et il est, en effet, ami intime de Ledru-Rollin. Il nous faudra peut-être l'appuyer. Je crois que les élections seront retardées. Il ne faut pas le dire, et il faut ne pas négliger l'instruction de tes administrés. Tu as ton bout de devoir à remplir, chacun doit s'y mettre, même Lambert, qui doit prêcher la république sur tous les tons aux habitants de Nohant.

Je suis toujours dans ta cambuse, et j'y resterai peut-être. C'est une économie, et le gouvernement provisoire vient m'y trouver tout de même. Solange m'écrit qu'elle va très bien et qu'elle part pour Paris. Clésinger fera peu à peu ses affaires. La République lui reconnaît du talent et l'emploiera quand elle aura de l'argent.

Rothschild fait aujourd'hui de beaux sentiments sur la République. Il est gardé à vue par le gouvernement provisoire, qui ne veut pas qu'il se sauve avec son argent, et qui lui mettrait de la mobile à ses trousses. Encore motus là-dessus. Il se passe les plus drôles de choses.

Le gouvernement et le peuple s'attendent à de mauvais députés et ils sont d'accord pour les ficher par les fenêtres. Tu viendras, nous irons, et nous rirons. On est aussi crâne ici qu'on est lâche chez nous. On joue le tout pour le tout ; mais la partie est belle. Bonsoir, mon Bouli ; je t'embrasse mille fois.

Le Pôtu va tous les soirs à un club de Corréziens. Il n'y a ni hommes ni femmes, ils sont tous Limougis. On n'y parle que le patois. Cha doit être chuperbe !

Il va partir pour chon beau pays, aussitôt que je serai enrayée. Il ch'embête beaucoup, parce que je le conduis chez les mi-

nichtres, oùche qu'il reste jusqu'à une heure du matin à m'attendre dans les antichambres. Il dit que ch'est un fichou métier. Je crois bien qu'il chera député et qu'il parlera chur la châtaigne.

Ne manque pas de dire à ta garde nationale qu'il n'est question que d'elle à Paris. Ça la flattera un peu.

Prends courage, nous allons ferme. Emmanuel a été deux heures au bout des fusils de brigands qui voulaient le tuer pour ne pas rendre les clefs de la poudrière de Lyon et huit canons. Il s'en est tiré par son éloquence et son courage ; il en a dans l'occasion.

Nous l'aurons, va, la République, en dépit de tout. Le peuple est debout et diablement beau ici. Tous les jours et sur tous les points, on plante des arbres de la liberté. J'en ai rencontré trois hier en diverses rues, des pins immenses portés sur les épaules de cinquante ouvriers. En tête, le tambour, le drapeau, et des bandes de ces beaux travailleurs de terre, forts, graves, couronnés de feuillage, la bêche, la pioche ou la cognée sur l'épaule ; c'est magnifique, c'est plus beau que tous les Robert du monde !

1848 · CCLXXII

Paris, avril 1848.

Je vous comprends bien. Vous ne songez qu'à éviter une révolution, l'effusion du sang, les violences, un avènement trop prompt de la démocratie aveugle et encore barbare sous bien des rapports. Je crois que vous vous exagérez, d'une part, l'état d'enfance de cette démocratie, et que, de l'autre, vous doutez des ra-

pides et divins progrès que ses convulsions lui feraient faire. Pourquoi en doutez-vous, vous qui lisez dans le sein de Dieu et qui voyez combien cette humanité en travail lui est chère ! vous qui pouvez juger des miracles que la Toute-Puissance tient en réserve pour l'intelligence des faibles et des opprimés, d'après les révélations sublimes qui sont tombées dans votre âme de poète et d'artiste ? Eh quoi ! en peu d'années, vous vous êtes élevé dans les plus hautes régions de la pensée humaine, et, vous faisant jour au sein des ténèbres du catholicisme, vous avez été emporté par l'esprit de Dieu, assez haut pour crier cet oracle que je répète du matin au soir :

« Plus il fait clair, mieux on voit Dieu ! »

Vous avez emporté, avec les flammes qui jaillissaient de vous, ce milieu de vaine fumée et de pâles brouillards où la vanité du monde voulait vous retenir ; et, maintenant, vous ne croiriez pas que la volonté divine, qui a accompli ce miracle dans un individu, puisse faire briller les mêmes éclairs de vérité sur tout un peuple ? vous croyez qu'il attendra des siècles pour réaliser le tableau magique qu'il vous a permis d'entrevoir ? Oh non ! oh non ! Son règne est plus proche que vous ne pensez, et, s'il est proche, c'est qu'il est légitime, c'est qu'il est saint, c'est qu'il est marqué au cadran des siècles. Vous vous trompez d'heure, grand poète, et grand homme ! Vous croyez vivre dans ces temps où le devoir de l'homme de bien et de l'homme de génie sont identiques, et tendent également à retarder la ruine de sociétés encore bonnes et durables ! Vous croyez que la ruine commence, tandis qu'elle est consommée, et qu'une dernière pierre la retient encore ! Voulez-vous donc être cette dernière pierre, la clef de cette voûte impure, vous qui haïssez les impuretés dans le fond de votre cœur,

et qui reniez le culte de Mammon à la face de la terre, dans vos élans lyriques ?

Si cette société d'hommes d'affaires à laquelle vous vous abaissez s'occupait franchement de l'émancipation de la famille humaine, je vous admirerais comme un saint, et je dirais que c'est joindre la douceur de Jésus à son génie, que de manger à la table des centeniers pour les amener à la vérité. Mais vous savez bien que vous n'amènerez pas de pareils résultats. Ce miracle de convertir et de toucher les âmes corrompues ou abruties n'est que dans la main de l'Éternel, et il paraît que ce n'est point par là qu'il veut entamer la régénération, puisqu'il n'éclaire et n'attendrit aucune de ces âmes ; c'est par-dessous qu'il travaille, et tout le dessus semble devoir être écarté comme une vaine écume. Pourquoi êtes-vous avec ceux que Dieu ne veut pas éclairer et non avec ceux qu'il éclaire ? pourquoi vous placez-vous entre la bourgeoisie et le prolétariat pour prêcher à l'un la résignation, c'est-à-dire la continuation de ses maux jusqu'à un nouvel ordre que vos hommes d'affaires retarderont le plus qu'ils pourront, à l'autre des sacrifices qui n'aboutiront qu'à de petites concessions, encore seront-elles amenées par la peur plus que par la persuasion ?

Eh ! mon Dieu, si la peur seule peut les ébranler et les vaincre, mettez-vous donc avec ces prolétaires pour menacer, sauf à vous placer en travers le lendemain pour les empêcher d'exécuter leurs menaces. Puisqu'il vous faut de l'action, puisque vous êtes une nature laborieuse, aimant à mettre la main à l'œuvre, voilà la seule action digne de vous ; car les temps sont mûrs pour cette action, et elle vous surprendra au milieu du calme impartial où vous vous retranchez, fermant les yeux et les oreilles, devant le

flot qui monte et qui gronde. Mon Dieu, mon Dieu, il en est temps encore, et, puisque votre cœur est plein de la vérité et de son amour, il n'y a entre ce peuple et vous qu'une erreur de calcul dans le calendrier, que vous consultez chacun d'un point de vue différent. Ne faites pas dire à la postérité : « Ce grand homme mourut les yeux ouverts sur l'avenir et fermés sur le présent. Il prédit le règne de la justice, et, par une étrange contradiction trop fréquente chez les hommes célèbres, il se cramponna au passé et ne travailla qu'à le prolonger. Il est vrai qu'un vers de lui eut plus de valeur et plus d'effet que tous les travaux politiques de sa vie ; car, ce vers, c'était la voix de Dieu qui parlait en lui, et, ces travaux politiques, c'était l'erreur humaine qui l'y condamnait ; mais il est cruel de ne pouvoir l'enregistrer que parmi les lumières, et non parmi les dévouements de cette époque de lutte dont il méconnut trop la marche rapide et l'issue immédiate. »

Si vous arrivez à la présidence de la Chambre, et que vous ne soyez pas, sur le fauteuil, un autre homme que celui de la chambre voûtée de Saint-Point, tant mieux. Je crois que, là, vous pouvez faire beaucoup de bien ; car vous avez de la conscience, vous êtes pur, incorruptible, sincère, honnête dans toute l'acception du mot en politique, je le sais maintenant ; mais qu'il vous faudrait de force, d'enthousiasme, d'abnégation et de pieux fanatisme pour être en prose le même homme que vous êtes en vers ! Non, vous ne le serez pas ; vous craindrez trop l'étrangeté, le ridicule ; vous serez trop soumis aux convenances ; vous penserez qu'il faut parler à des hommes d'affaires comme avec des hommes d'affaires. Vous oublierez que, hors de cette enceinte étroite et sourde, la voix d'un homme de cœur et de génie retentit dans l'espace et remue le monde.

Non, vous ne l'oserez pas ! après avoir dit les choses magnifiques dont vos discours sont remplis, vous viendrez, avec votre second mouvement, — ce second mouvement qui justifie si bien l'odieux proverbe de M. de Talleyrand, — calmer l'irritation qu'excitent vos hardiesses et passer l'éponge sur vos caractères de feu. Vous viendrez encore dire comme dans vos vers : « N'ayez pas peur de moi, messieurs, je ne suis point un démocrate, je craindrais trop de vous paraître démagogue. » Non, vous n'oserez pas !

Et ce n'est pas la peur des âmes basses qui vous en empêchera ; je sais bien que vous affronteriez la misère et les supplices ; mais ce sera la peur du scandale, et vous craindrez ces petits hommes capables qui se posent en hommes d'État et qui diraient d'un air dépité : « Il est fou, il est ignorant, il est grossier et flatte le peuple ; il n'est que poète, il n'est pas homme d'État, profond politique comme nous. » Comme eux ! comme eux qui se rengorgent et se gonflent, un pied dans l'abîme qui s'entr'ouvre sans qu'ils s'en doutent et qui déjà les entraîne !

Mais, quand même l'univers entier méconnaîtrait un grand homme courageux, quand le peuple même, ingrat et aveuglé, viendrait vous traiter de fou, de rêveur et de niais… Mais non, vous n'êtes pas fanatique, et cependant vous devriez l'être, vous à qui Dieu parle sur le Sinaï. Vous avez le droit ensuite de rentrer dans la vie ordinaire, mais vous ne devez pas y être un homme ordinaire. Vous devez porter les feux dont vous avez été embrasé dans votre rencontre avec le Seigneur, au milieu des glaces où les mauvais cœurs languissent et se paralysent.

Vous êtes un homme d'intelligence et un homme de bien. Il vous reste à être un homme vertueux.

Faites, ô source de lumière et d'amour, que le zèle de votre maison dévore le cœur de cette créature d'élite !

1848 · CCLXXIII

Paris, 13 avril 1848.

Je regrette que vous ayez pris la peine de venir chez moi pour ne pas me rencontrer. C'est la faute de Duplomb, que j'avais chargé de vous demander pour moi cette entrevue, en le priant de me faire savoir si l'heure et le jour vous convenaient. Ne recevant de lui aucun avis, j'ai pensé qu'il n'avait pas encore pu vous voir.

Ma soirée de demain n'est pas libre et je pense m'absenter après-demain pour quelques jours. Je viens donc, tout en vous remerciant d'avoir répondu à mon appel, vous mettre, par écrit, au courant de l'objet de l'explication que je désirais avoir avec vous de vive voix.

J'ai appris qu'au moment de nos élections, une manifestation avait été faite à Nohant par les ouvriers de la Châtre. Cette manifestation fort peu menaçante, je le sais, était pourtant hostile et les cris de À bas madame Dudevant ! À bas Maurice Dudevant ! À bas les communistes ! À bas les ennemis de M. Delaveau ! ont salué avec assez d'acharnement une maison qui a nourri et assisté plus de pauvres qu'aucune autre dans l'arrondissement. Enfin cette démonstration était faite en votre nom. Je ne m'en suis point préoccupée ; mais je me suis réservé le droit de vous en de-

mander l'explication, aussitôt qu'il me serait possible de vous voir.

Je provoquerai ces explications en vous en donnant sur mon compte, que je défie personne de démentir, et je veux vous les donner, parce que certainement vous avez cru, en dirigeant sur Nohant une démonstration hostile, répondre à quelque hostilité de ma part. S'il en était ainsi, vous seriez peu excusable d'avoir voulu exercer des représailles avant de vous être assuré de quelque provocation de ma part. Je vous dirai donc très franchement (en vous annonçant que je vais à Nohant attendre vos bandes dévouées) que je n'ai jamais, depuis assez longtemps, eu la moindre confiance dans votre conduite politique.

Ce n'est pas d'hier que nous nous connaissons. Nous avons été intimement liés dans notre jeunesse, et, à cette époque, vous alliez beaucoup plus loin que moi dans vos idées révolutionnaires ; j'avais alors très peu étudié la Révolution et je n'acceptais point la guillotine, que, du reste, je n'ai jamais acceptée et n'accepterai jamais. À cette époque pourtant, vous admiriez sans réserve Robespierre, Couthon et Saint-Just, que j'ai appris aussi à admirer depuis, sauf l'application excessive et sanglante de leur théorie. Nous nous sommes chamaillés assez souvent sur ce point pour qu'il m'en souvienne, et, comme ces discussions finissaient amicalement, mon frère et moi, nous vous appelions le docteur Guillotin ; ce qui ne vous fâchait point.

Depuis, vous êtes entré dans un système de modération dynastique que je n'ai jamais compris. Nous avions changé tous les deux. J'avais avancé dans mon opinion, vous aviez reculé dans la vôtre. Mes amis combattaient dans les élections pour vous porter à la Chambre comme l'expression de leurs idées. Je trouvais

qu'ils se trompaient, je le leur disais ; mais je n'essayais point de les arrêter, parce que vous étiez excusé, à mes yeux, de votre tiédeur politique par le rôle d'homme honnête et charitable.

Votre ferveur républicaine a eu droit de m'étonner après le 24 février ; vous avez changé encore une fois, je le veux bien, et j'admets que vous ayez été sincère, je veux le croire, d'autant plus que je vous vois, depuis quelques jours, voter avec l'extrême gauche ; mais j'ai été parfaitement fondée jusque-là à ne vous point croire républicain, et je ne me suis point gênée pour le dire, lorsque l'occasion s'est rencontrée.

Mais, en même temps que j'ai le droit de dire ce que je pense, et de penser ce que je crois vrai, je ne crois point avoir celui de me mêler à des intrigues et à des manœuvres électorales ; c'est ce que je n'ai jamais fait, c'est ce que je ne ferai jamais. Mon rôle de femme s'y oppose, ma conscience me le défend, et, si j'étais homme, je ne me croirais pas dispensée de porter la même droiture dans ma conduite politique. Si j'ai été accusée d'un acte quelconque tendant à contrarier votre élection, à noircir votre caractère privé, à tromper l'opinion sur votre compte, je vous somme de me le faire savoir, parce que je veux y répondre et ne pas rester sous le coup d'une calomnie.

Voilà pour moi ; mais, quant à vous, vous avez à m'expliquer aussi quelle part vous avez prise à la démonstration faite contre moi par des ouvriers de la Châtre, qui certainement n'ont point personnellement le plus léger reproche à me faire. — Voici ce dont toutes les apparences vous accusent :

Vous auriez excité ces ouvriers contre ma maison et contre mon nom, en exploitant la ridicule terreur que le mot de commu-

nisme inspire à ceux qui ne le comprennent pas. Vous auriez expliqué ainsi le communisme pour exaspérer ces braves gens : « Les communistes veulent prendre tous vos biens, toutes vos terres, et vous donner six ou huit sous de salaire par jour. Madame Dudevant est allée à Paris pour se joindre, par ses écrits, à ceux qui veulent réaliser tout de suite cette belle doctrine, etc., etc. »

Toutes ces accusations sont trop bêtes pour avoir été inventées par vous. Leurs auteurs ne sont probablement pas dignes d'être recherchés ; mais vous exerciez sur les gens de la Châtre une influence qui, jusque-là, vous avait fait honneur, et vous ne vous en êtes pas servi pour faire cesser ces bruits ridicules. Vous paraissez les avoir encouragés, au contraire, et vous avez laissé faire la démonstration sur Nohant. Vous êtes donc responsable devant l'opinion publique de l'égarement de vos partisans, non seulement en ce qui me concerne, mais aussi en ce qui concerne les paysans de ma commune, menacés et violentés dans leur vote. Il serait facile de prouver que, tandis que mon fils, contraire par opinion à votre élection, écrivait fidèlement votre nom sur tous les bulletins où les gens de la commune désiraient le voir inscrit, vos partisans arrachaient, à d'autres mains, d'autres bulletins et y substituaient le leur avec menace et brutalité. Une enquête va être ouverte à ce sujet, je l'apprends ce soir. Avant d'y porter mon témoignage, si je suis appelée à le faire, je veux savoir de vous la vérité et me mettre en demeure de vous accuser ou de vous justifier. J'accepterai une franche explication, si hostile qu'elle puisse être, et je la préférerai de beaucoup à une petite guerre d'intrigues, pour se disputer une popularité dont je ne voudrais pas à ce prix, et dont je suis peu jalouse dans les vilaines conditions où elle est placée.

Je sais que nous nous occupons là d'un très petit fait, et que, sur tout le sol de la France, il s'en est produit simultanément de semblables, même de beaucoup plus graves en plusieurs endroits. Mais ceci est une affaire de vous à moi que je tiens à éclaircir et dont il vous est impossible de me refuser la solution. J'attends donc votre réponse pour savoir si je puis encore vous conserver mon estime et mon ancienne amitié.

GEORGE SAND.

1848 · CCLXXIV

Paris, 17 avril 1848.

J'ai bien dans l'idée que la République a été tuée dans son principe et dans son avenir, du moins dans son prochain avenir. Aujourd'hui, elle a été souillée par des cris de mort. La liberté et l'égalité ont été foulées aux pieds avec la fraternité, pendant toute cette journée. C'est la contre-partie de la manifestation contre les bonnets à poil.

Aujourd'hui, ce n'étaient plus seulement les bonnets à poil, c'était toute la bourgeoisie armée et habillée ; c'était toute la banlieue, cette même féroce banlieue qui criait en 1832 : Mort aux républicains ! Aujourd'hui, elle crie : Vive la république ! mais : Mort aux communistes ! Mort à Cabet ! Et ce cri est sorti de deux cent mille bouches dont les dix-neuf vingtièmes le répétaient sans savoir ce que c'est que le communisme ; aujourd'hui, Paris s'est conduit comme la Châtre.

Il faut te dire comment tout cela est arrivé ; car tu n'y comprendrais rien par les journaux. Garde pour toi le secret de la chose.

Il y avait trois conspirations, ou plutôt quatre, sur pied depuis huit jours.

D'abord Ledru-Rollin, Louis Blanc, Flocon, Caussidière et Albert voulaient forcer Marrast, Garnier-Pagès, Carnot, Bethmont, enfin tous les juste-milieu de la République à se retirer du gouvernement provisoire. Ils auraient gardé Lamartine et Arago, qui sont mixtes et qui, préférant le pouvoir aux opinions (qu'ils n'ont pas), se seraient joints à eux et au peuple. Cette conspiration était bien fondée. Les autres nous ramènent à toutes les institutions de la monarchie, au règne des banquiers, à la misère extrême et à l'abandon du pauvre, au luxe effréné des riches, enfin à ce système qui fait dépendre l'ouvrier, comme un esclave, du travail que le maître lui mesure, lui chicane et lui retire à son gré. Cette conspiration eût donc pu sauver la République, proclamer à l'instant la diminution des impôts du pauvre, prendre des mesures qui, sans ruiner les fortunes honnêtes, eussent tiré la France de la crise financière ; changer la forme de la loi électorale, qui est mauvaise et donnera des élections de clocher ; enfin, faire tout le bien possible, dans ce moment, ramener le peuple à la République, dont le bourgeois a réussi déjà à le dégoûter dans toutes les provinces, et nous procurer une Assemblée nationale qu'on n'aurait pas été forcé de violenter.

La deuxième conspiration était celle de Marrast, Garnier-Pagès et compagnie, qui voulaient armer et faire prononcer la bourgeoisie contre le peuple, en conservant le système de Louis-Philippe, sous le nom de république.

La troisième était, dit-on, celle de Blanqui, Cabet et Raspail, qui voulaient, avec leurs disciples et leurs amis des clubs jacobins, tenter un coup de main et se mettre à la place du gouvernement provisoire.

La quatrième était une complication de la première : Louis Blanc, avec Vidal, Albert et l'école ouvrière du Luxembourg, voulant se faire proclamer dictateur et chasser tout, excepté lui. Je n'en ai pas la preuve ; mais cela me paraît certain maintenant.

Voici comment ont agi les quatre conspirations :

Ledru-Rollin, ne pouvant s'entendre avec Louis Blanc, ou se sentant trahi par lui, n'a rien fait à propos et n'a eu qu'un rôle effacé.

Marrast et compagnie ont appelé, sous main, à leur aide toute la banlieue et toute la bourgeoisie armée, sous prétexte que Cabet voulait mettre Paris à feu et à sang, et on l'a si bien persuadé à tout le monde, que le parti honnête et brave de Ledru-Rollin, qui était soutenu par Barbès, Caussidière et tous mes amis, est resté coi, ne voulant pas donner à son insu, dans la confusion d'un mouvement populaire, aide et protection à Cabet, qui est un imbécile, à Raspail et à Blanqui, les Marat de ce temps-ci. La conspiration de Blanqui, Raspail et Cabet n'existait peut-être pas, à moins qu'elle ne fût mêlée à celle de Louis Blanc. Par eux-mêmes, ces trois hommes ne réunissent pas à Paris mille personnes sûres. Ils sont donc peu dignes du fracas qu'on a fait à leur propos.

La conspiration Louis Blanc, composée de trente mille ouvriers des corporations, ralliés par la formule de l'organisation du travail, était la seule qui pût inquiéter véritablement le parti Mar-

rast ; mais elle eût été écrasée par la garde nationale armée, si elle eût bougé.

Toutes ces combinaisons avaient chacune un prétexte différent pour se mettre sur pied aujourd'hui.

Pour les ouvriers de Louis Blanc, c'était de se réunir au Champ de Mars, afin d'élire les officiers de leur état-major.

Pour la banlieue de Marrast, c'était de venir reconnaître ses officiers.

Pour la mobile et la police de Caussidière et Ledru, c'était d'empêcher Blanqui, Raspail et Cabet de tenter un coup de main.

Pour ces derniers, c'était de porter des offrandes patriotiques à l'hôtel de ville.

Au milieu de tout cela, deux hommes pensaient à eux-mêmes sans agir. Leroux se tenait prêt à escamoter la papauté de Cabet sur les communistes. Mais il n'avait pas assez de suite dans les idées ou pas assez d'audace pour en venir à bout. Il n'a pas paru.

L'autre homme, c'est Lamartine, espèce de Lafayette naïf, qui veut être président de la République et qui en viendra peut-être à bout, parce qu'il ménage toutes les idées et tous les hommes, sans croire à aucune idée et sans aimer aucun homme. Il a eu les honneurs et le triomphe de la journée sans avoir rien fait.

Voici maintenant comment les choses se sont passées :

Àdeux heures, les trente mille ouvriers de Louis Blanc ont été au Champ de Mars, où l'on dit que Louis Blanc n'est point venu ; ce qui les a mécontentés et refroidis. À la même heure, de tous les coins de Paris, ont apparu la garde nationale bourgeoise et la

banlieue, cent mille hommes au moins, qui ont été aux Invalides et n'ont fait que traverser pour se rendre à l'hôtel de ville en même temps que les ouvriers.

Ce mouvement s'est fait avec beaucoup d'art. Les ouvriers portaient des bannières sur lesquelles étaient écrites leurs formules : Organisation du travail, Cessation de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ils allaient demander au gouvernement provisoire de leur promettre définitivement la garantie de ce principe. On pense que, sur le refus de certains membres du gouvernement, ils auraient exigé leur démission. Ils l'auraient fait pacifiquement ; car ils n'avaient point d'armes, quoiqu'ils eussent pu en avoir, étant tous gardes nationaux.

Mais ils n'ont pu que présenter très civilement leurs offrandes et leurs vœux ; car à peine avaient-ils enfilé le quai du Louvre, que trois colonnes de gardes nationaux armés jusqu'aux dents, fusils chargés et cartouches en poche, se placèrent sur les deux flancs de la colonne des ouvriers. Arrivé au pont des Arts, on fit encore une meilleure division. On plaça une troisième colonne de gardes nationaux et de mobiles au centre. De sorte que cinq colonnes marchaient de front : trois colonnes bourgeoises armées au centre et sur les côtés, deux colonnes d'ouvriers désarmés, à droite et à gauche de la colonne du centre ; puis, dans les intervalles, promenades de gardes nationaux à cheval, laids et bêtes comme de coutume.

C'était un beau et triste spectacle que ce peuple marchant, fier et mécontent, au milieu de toutes ces baïonnettes. Les baïonnettes criaient et beuglaient : Vive la République ! Vive le gouver-

nement provisoire ! Vive Lamartine ! Les ouvriers répondaient : Vive la bonne République ! Vive l'égalité ! Vive la vraie République du Christ !

La foule couvrait les trottoirs et les parapets. J'étais avec Rochery, et il n'y avait pas moyen de marcher ailleurs qu'avec la colonne des ouvriers, toujours bonne, polie et fraternelle. Toutes les cinq minutes, on faisait faire un temps d'arrêt aux ouvriers, et la garde nationale avançait de plusieurs pelotons, afin de mettre un intervalle sur la place de l'Hôtel-de-Ville entre chaque colonne d'ouvriers et même entre chaque corporation. On les prenait dans un filet maille par maille. Ils le sentaient, et ils contenaient leur indignation.

Arrivé sur la place de l'Hôtel-de-Ville, on les fit attendre une heure pour que toute la mobile et toute la garde bourgeoise fût placée et échelonnée : Le gouvernement provisoire, aux fenêtres de l'hôtel de ville, se posait en Apollon. Louis Blanc avait une belle tenue de Saint-Just. Ledru-Rollin se montrait peu et faisait contre fortune bon cœur. Lamartine triomphait sur toute la ligne. Garnier-Pagès faisait une mine de jésuite, Crémieux et Pagnerre étaient prodigues de leurs hideuses boules et saluaient royalement la populace.

Les pauvres ouvriers étaient refoulés derrière la garde bourgeoise, le long des murs au fond de la place. Enfin, on leur ouvrit, au milieu des rangs, un petit passage si étroit, que, de quatre par quatre qu'ils étaient, ils furent forcés de se mettre deux par deux, et on leur permit d'arriver le long de la grille, c'est-à-dire devant cent mille baïonnettes et fusils chargés. Dans l'intérieur de la grille, la mobile armée, fanatisée ou trompée, aurait fait feu sur eux au moindre mot. Le grand Lamartine daigna descendre sur le

perron et leur donner de l'eau bénite de cour. Je n'ai pu entendre les discours ; mais, qu'ils en fussent contents ou non, cela dura dix minutes, et les ouvriers défilèrent par le fond des autres rues, tandis que la garde bourgeoise et la mobile se firent passer pompeusement en revue par Lamartine et les autres triomphateurs.

Comme je m'étais fourrée au milieu des gamins de la mobile, au centre de la place pour mieux voir, je me suis esquivée à ce moment-là, pour n'avoir pas l'honneur insigne d'être passée en revue aussi, et je suis revenue dîner chez Pinson, bien triste et voyant la République républicaine à bas pour longtemps peut-être.

Ce soir, je suis sortie à neuf heures avec Borie pour voir ce qui se passait. Tous les ouvriers étaient partis ; la rue était aux bourgeois, étudiants, boutiquiers, flâneurs de toute espèce qui criaient : À bas les communistes ! À la lanterne les cabétistes ! Mort à Cabet ! Et les enfants des rues répétaient machinalement ces cris de mort. Voilà comment la bourgeoisie fait l'éducation du peuple. Le premier cri de mort et le doux nom de lanterne ont été jetés aujourd'hui à la Révolution par les bourgeois. Nous en verrons de belles si on les laisse faire.

Sur le pont des Arts, nous entendons battre la charge et nous voyons reluire aux torches, sur les quais, une file de baïonnettes immense qui reprend au pas de course le chemin de l'hôtel de ville. Nous y courons ; c'était la deuxième légion, la plus bourgeoise de Paris et d'autres de même acabit, vingt mille hommes environ qui vociféraient à rendre sourd cet éternel cri de Mort à Cabet ! Mort aux communistes ! À coup sûr, je ne fais pas de Cabet le moindre cas ; mais, sur trois hommes, dont il est le moins mauvais, pourquoi toujours Cabet ? À coup sûr, Blanqui et Ras-

pail mériteraient plus de haine, et leur nom n'a pas été prononcé une seule fois. C'est qu'ils ne représentent pas d'idées, et que la bourgeoisie veut tuer les idées. Demain, on criera : À bas tous les socialistes ! À bas Louis Blanc ! et, quand on aura bien crié : À bas ! quand on se sera bien habitué au mot de lanterne, quand on aura bien accoutumé les oreilles du peuple au cri de mort, on s'étonnera que le peuple se fâche et se venge. C'est infâme ! Si ce malheureux Cabet se fût montré, on l'eût mis en pièces ; car le peuple, en grande partie, croyait voir dans Cabet un ennemi redoutable.

Nous suivîmes cette bande de furieux jusqu'à l'hôtel de ville, et, là, elle défila devant l'hôtel, où il n'y avait personne du gouvernement provisoire, en beuglant toujours le même refrain et en tirant quelques coups de fusil en l'air. Ces bourgeois, qui ne veulent pas que le peuple lance des pétards, ils avaient leurs fusils chargés à balle et pouvaient tuer quelques curieux aux fenêtres. Ça leur était fort égal, c'était une bande de bêtes altérées de sang. Que quelqu'un eût prononcé un mot de blâme, ils l'eussent tué. La pauvre petite mobile fraternisait avec eux sans savoir ce qu'elle faisait. Le général Courtais et son état-major, sur le perron, répondaient : Mort à Cabet !

Voilà une belle journée !

Nous sommes revenus tard. Tout le quai était couvert de groupes. Dans tous, un seul homme du peuple défendait, non pas Cabet, personne ne s'en soucie, mais le principe de la liberté violée par cette brutale démonstration, et tout le groupe maudissait Cabet et interprétait le communisme absolument comme le font les vignerons de Delaveau. J'ai entendu ces orateurs isolés que tous contredisaient, dire des choses très bonnes et très sages. Ils

disaient aux beaux esprits qui se moquaient du communisme que, plus cela leur semblait bête, moins ils devaient le persécuter comme une chose dangereuse : que les communistes étaient en petit nombre et très pacifiques ; que, si l'Icarie faisait leur bonheur, ils avaient bien le droit de rêver l'Icarie, etc.

Puis arrivaient des patrouilles de mobiles — il y en avait autant que d'attroupements — qui passaient au milieu, se mêlaient un instant à la discussion, disaient quelques lazzis de gamin, priaient les citoyens de se disperser, et s'en allaient, répétant comme un mot d'ordre distribué avec le cigare et le petit verre : À bas Cabet ! Mort aux communistes ! Cette mobile, si intelligente et si brave, est déjà trompée et corrompue. La partie du peuple incorporée dans les belles légions de bourgeois a pris les idées bourgeoises en prenant un bel habit flambant neuf. Souvent on perd son cœur en quittant sa blouse. Tout ce qu'on a fait a été aristocratique, on en recueille le fruit.

Dans tout cela, le mal, le grand mal, ne vient pas tant, comme on le dit, de ce que le peuple n'est pas encore capable de comprendre les idées. Cela ne vient pas non plus de ce que les idées ne sont pas assez mûres.

Tout ce qu'on a d'idées à répandre et à faire comprendre suffirait à la situation, si les hommes qui représentent ces idées étaient bons ; ce qui pèche, ce sont les caractères. La vérité n'a de vie que dans une âme droite et d'influence que dans une bouche pure. Les hommes sont faux, ambitieux, vaniteux, égoïstes, et le meilleur ne vaut pas le diable ; c'est bien triste à voir de près !

Les deux plus honnêtes caractères que j'aie encore rencontrés, c'est Barbès et Étienne Arago. C'est qu'ils sont braves comme des

lions et dévoués de tout leur cœur. J'ai fait connaissance aussi avec Carteret, secrétaire général de la police : c'est une belle âme. Barbès est un héros. Je crois aussi Caussidière très bon ; mais ce sont des hommes du second rang, tout le premier rang vit avec cet idéal : Moi, moi, moi.

Nous verrons demain ce que le peuple pensera de tout cela à son réveil. Il se pourrait bien qu'il fût peu content ; mais j'ai peur qu'il ne soit déjà trop tard pour qu'il secoue le joug. La bourgeoisie a pris sa revanche.

Ce malheureux Cabet, Blanqui, Raspail et quelques autres perdent la vérité, parce qu'ils prêchent une certaine face de la vérité. On ne peut faire cause commune avec eux, et cependant la persécution qui s'attachera à eux prépare celle dont nous serons bientôt l'objet. Le principe est violé, et c'est la bourgeoisie qui relèvera l'échafaud.

Je suis bien triste, mon garçon. Si cela continue et qu'il n'y ait plus rien à faire dans un certain sens, je retournerai à Nohant écrire et me consoler près de toi. Je veux voir arriver l'Assemblée nationale ; après, je crois bien que je n'aurai plus rien à faire ici.

1848 · CCLXXV

Paris, 19 avril 1848.

J'espère que tu dors sur les deux oreilles, et que, si les bruits qui circulent jour et nuit dans Paris vont jusqu'en province, où ils doivent prendre des proportions effrayantes, tu n'en crois pas un mot. Nous recommençons l'année de la peur. C'est fabuleux !

Hier dans la nuit, chaque quartier de Paris prétendait qu'on avait attaqué et pris deux postes. Cela faisait beaucoup de postes enlevés, et il n'y avait pas seulement un chat qui eût remué.

Ce matin, on a battu le rappel dès l'aurore. Puis on est venu contremander, en disant cependant aux gardes nationaux de rester équipés et prêts à sortir. À toutes les heures circulait une nouvelle nouvelle. Blanqui était arrêté, et puis Cabet attaquait l'hôtel de ville, lui qui fuit de peur ! Leroux est devenu invisible, je crois qu'il est retourné à Boussac. Raspail se fait passer pour mort. Et pourtant, à propos de ces trois hommes, on a mis la tête à l'envers, non seulement à toutes les portières de Paris, mais encore à tous les clubs, au gouvernement provisoire, à Caussidière lui-même, à la garde nationale de tous les rangs. On dit à la mobile que la banlieue pille ; à la banlieue, que les communistes font des barricades. C'est une vraie comédie. Ils ont tous voulu se faire peur les uns aux autres, et ils ont si bien réussi, qu'ils ont tous peur pour de bon.

Je suis revenue toute seule du ministère de la rue de Grenelle, la nuit dernière à deux heures, et, cette nuit, je rentre seule aussi à une heure et demie. Il fait le plus beau clair de lune possible. Il n'y a pas un chat dans les rues, excepté les patrouilles de vingt pas en vingt pas. Quand un pauvre piéton attardé apparaît au bout de la rue, la patrouille arme ses fusils, présente le front et le regarde passer. C'est de la folie, c'est vraiment, comme je te le disais, la même chose qu'en 89, et cela m'explique l'affaire. Tu sais qu'on ne l'a jamais bien sue et qu'on l'a attribuée, avec beaucoup de probabilité, à vingt causes différentes. Eh bien ! je suis sûre que toutes ces causes existaient à la fois comme aujourd'hui, et que ce n'était pas une seule en particulier.

Il y a un moment, dans les révolutions, où chaque parti veut essayer de la peur pour empêcher son adversaire d'agir. C'est ce qui arrive maintenant aux quatre conspirations sourdes que je t'ai signalées hier. On en ajoute une cinquième aujourd'hui, et je crois qu'il y en a deux ou trois autres. Les légitimistes ont voulu faire peur à la République, le juste-milieu, les Guizot et les Régence, les Thiers et Girardin, j'en suis sûre, ont aussi joué leur jeu, avec ou sans espoir d'amener un conflit.

Mais toutes ces menaces se paralysent mutuellement ; tous les clubs sont en permanence pour la nuit, tous armés, barricadés, ne laissant sortir aucun membre, dans la crainte qu'on ne vienne les assassiner ; et, comme tous ont la même venette, tous restent enfermés sans bouger ; le remède est donc dans le mal même. Il y en a d'exaltés qui seraient d'avis d'attaquer les premiers ; mais, comme ils ont peur d'être attaqués auparavant, ils se tiennent sur la défensive. C'est stupide, et la tragédie annoncée devient une comédie.

Je viens de quitter le gros Ledru-Rollin, prêt à se hisser sur un gros cheval, pour faire le tour de Paris, en riant et en se moquant de tout cela. Étienne est en colère et dit que ça l'embête. Borie et son cousin, sont enfermés au club du palais National et pestent, j'en suis sûre, de ne pas être à pioncer dans leur lit.

La population ne dort que d'un œil, attendant le tocsin et le canon. M. de Lamartine, qui veut être bien avec tout le monde, a offert un asile dans son ministère au grand Cabet, qui se pose en martyr. Tout le monde dit : « Nous sommes trahis ! » Enfin, c'est superbe. Si tu étais ici, nous irions passer le reste de la nuit à nous promener dans les rues pour voir la grande mystification.

Elle est telle, que beaucoup d'hommes sérieux donnent dedans en plein.

Il ne tiendrait qu'à moi de me poser aussi en victime ; car, pour un Bulletin un peu raide que j'ai fait, il y a un déchaînement de fureur incroyable contre moi dans toute la classe bourgeoise. Je suis pourtant fort tranquille, toute seule dans ta cambuse ; mais il ne tiendrait qu'à moi d'écrire demain dans tous les journaux, comme Cabet ou comme défunt Marat, que je n'ai plus une pierre où reposer ma tête.

Demain, le gouvernement publie les grandes mesures qu'il a prises hier sur l'impôt progressif, la loi des finances, l'héritage collatéral, etc. Ce sera sans doute la fin de cette panique, et d'une bêtise générale sortira un bien général. J'espère aussi que ce sera la fin de la crise financière. Ainsi soit-il ! Ce sera un premier acte de joué dans la grande pièce dont personne ne sait le dénouement.

Bonsoir, mon Bouli ! ne sois pas inquiet : je t'écrirais s'il y avait seulement un coup de fusil tiré ; ainsi sois tranquille. Je te bige. J'ai vu Solange aujourd'hui. Elle se porte bien. Rien de nouveau pour mes affaires. Ma Revue ne prend guère : on est trop préoccupé, on vit au jour le jour.

Bonsoir encore ; j'écoute si la guerre civile commence : je n'entends que les heures qui sonnent au Luxembourg et ta girouette qui se plaint comme un œuf.

1848 · CCLXXVI

Paris, 21 avril 1848.

Ne t'inquiète pas. Tu ne m'as pas dit quelles raisons tu avais eues pour casser ton conseil, mais il aurait fallu commencer par là.

Quoi qu'il en soit, je te réponds que tu n'auras pas le dessous ; j'ai parlé de cela à Ledru-Rollin, qui m'a dit que probablement tu n'avais pas agi ainsi par caprice, que sans doute il y avait nécessité, et que tu devais être appuyé et soutenu. Je viens d'écrire à Fleury un peu ferme là-dessus ; ne te laisse pas émouvoir par les récriminations et les menaces.

Tout homme qui agit révolutionnairement en ce moment-ci, qu'il soit membre du gouvernement provisoire ou maire de Nohant-Vic, trouve la résistance, la réaction, la haine, la menace. Est-ce possible autrement, et aurions-nous grand mérite à être révolutionnaires si tout allait de soi-même, et si nous n'avions qu'à vouloir pour réussir ? Non, nous sommes, et nous serons peut-être toujours dans un combat obstiné.

Ai-je vécu autrement depuis que j'existe, et avons-nous pu croire que trois jours de combat dans la rue donneraient à notre idée un règne sans trouble, sans obstacle et sans péril ? Nous sommes sur la brèche à Paris comme à Nohant. La contre-révolution est sous le chaume comme sous le marbre des palais. Allons toujours ! ne t'irrite pas, tiens ferme, et surtout habitue tes nerfs à cet état de lutte qui deviendra bientôt un état normal. Tu sais bien qu'on s'accoutume à dormir dans le bruit. Il ne faut jamais

croire que nous pourrons nous arrêter. Pourvu que nous marchions en avant, voilà notre victoire et notre repos.

La fête de la Fraternité a été la plus belle journée de l'histoire. Un million d'âmes, oubliant toute rancune, toute différence d'intérêts, pardonnant au passé, se moquant de l'avenir, et s'embrassant d'un bout de Paris à l'autre au cri de Vive la fraternité ! c'était sublime. Il me faudrait t'écrire vingt pages pour te raconter tout ce qui s'est passé, et je n'ai pas cinq minutes. Comme spectacle, tu ne peux pas t'en faire d'idée. Tu en trouveras une relation bien abrégée dans le Bulletin de la République et dans la Cause du peuple. La reçois-tu, à propos ? J'ai affaire à la plus détestable boutique d'éditeurs qu'il y ait ; ils n'envoient pas les numéros et s'étonnent de ne pas recevoir d'abonnements. Je vais changer tout cela.

Mais, pour revenir à cette fête, elle signifie plus que toutes les intrigues de la journée du 15. Elle prouve que le peuple ne raisonne pas tous nos différends, toutes nos nuances d'idées, mais qu'il sent vivement les grandes choses et qu'il les veut. Courage donc ! demain peut-être, tout ce pacte sublime juré par la multitude sera brisé dans la conscience des individus ; mais, aussitôt que la lutte essayera de reparaître, le peuple (c'est-à-dire tous) se lèvera et dira :

— Taisez-vous et marchons !

Ah ! que t'ai regretté hier ! Du haut de l'arc de l'Étoile le ciel, la ville, les horizons, la campagne verte, les dômes des grands édifices dans la pluie et dans le soleil, quel cadre pour la plus gigantesque scène humaine qui se soit jamais produite ! De la Bastille, de l'Observatoire à l'Arc de triomphe et au delà et en deçà hors de

Paris, sur un espace de cinq lieues, quatre cent mille fusils pressés comme un mur qui marche, l'artillerie, toutes les armes de la ligne, de la mobile, de la banlieue, de la garde nationale, tous les costumes, toutes les pompes de l'armée, toutes les guenilles de la sainte canaille, et toute la population de tout âge et de tout sexe pour témoin, chantant, criant, applaudissant, se mêlant au cortège. C'était vraiment sublime. Lis les journaux, ils en valent la peine ; tu aurais été fou de voir cela ! Je l'ai vu pendant deux heures, et je n'en avais pas assez ; et, le soir, les illuminations, le défilé des troupes, la torche en main, une armée de feu, ah ! mon pauvre garçon, où étais-tu ? J'ai pensé à toi plus de cent fois par heure. Il faut que tu viennes au 5 mai, quand même on devrait brûler Nohant pendant ce temps-là.

Adieu ; je t'aime.

1848 · CCLXXVII

Nohant, 20 mai 1848.

J'étais, le 15 mai, dans la rue de Bourgogne, mêlée à la foule, curieuse et inquiète comme tant d'autres, de l'issue d'une manifestation qui semblait n'avoir pour but qu'un vœu populaire en faveur de la Pologne. En passant devant un café, on me montra à la fenêtre du rez-de-chaussée une dame fort animée, qui recevait une sorte d'ovation de la part des passants et qui haranguait la manifestation. Les personnes qui se trouvaient à mes côtés m'assurèrent que cette dame était George Sand ; or je vous assure, citoyen, que ce n'était pas moi, et que je n'étais dans la foule qu'un témoin de plus du triste événement du 15 mai.

Puisque j'ai l'occasion de vous fournir un détail de cette étrange journée, je veux vous dire ce que j'ai vu.

La manifestation était considérable, je l'ai suivie pendant trois heures. C'était une manifestation pour la Pologne, rien de plus pour la grande majorité des citoyens qui l'avaient augmentée de leur concours durant le trajet, et pour tous ceux qui l'applaudissaient au passage. On était surpris et charmé du libre accès accordé à cette manifestation jusqu'aux portes de l'Assemblée. On supposait que des ordres avaient été donnés pour laisser parvenir les pétitionnaires ; nul ne prévoyait une scène de violence et de confusion au sein de la représentation nationale. Des nouvelles de l'intérieur de la Chambre arrivaient au dehors. L'Assemblée, sympathique au vœu du peuple, se levait en masse pour la Pologne et pour l'organisation du travail, disait-on. Les pétitions étaient lues à la tribune et favorablement accueillies.

Puis, tout à coup, on vint jeter à la foule stupéfaite la nouvelle de la dissolution de l'Assemblée et la formation d'un pouvoir nouveau dont quelques noms pouvaient répondre au vœu du groupe passionné qui violentait l'Assemblée en cet instant, mais nullement, j'en réponds, au vœu de la multitude. Aussitôt cette multitude se dispersa, et la force armée put, sans coup férir, reprendre immédiatement possession du pouvoir constitué.

Je n'ai point à rendre compte ici des opinions et des sympathies de telle ou telle fraction du peuple qui prenait part à la manifestation ; mais toute voix en France a le droit de s'élever en ce moment pour dire à l'Assemblée nationale : « Vous avez traversé heureusement un incident inévitable en temps de révolution, et, grâce à la Providence, vous l'avez traversé sans effusion de sang humain. Dans le désordre d'idées où cet événement va vous jeter

durant quelques jours, prouvez, citoyens, que vous pouvez maîtriser votre émotion et ne pas perdre la notion d'une équité supérieure aux troubles passagers de la situation.

» Ne confondez point l'ordre, ce mot officiel du passé, avec la méfiance qui aigrit et provoque. Il vous est bien facile de maintenir l'ordre sans porter atteinte à la liberté. Vous n'avez pas droit sur la liberté, conquête du peuple, et, comme ce n'est pas le peuple, que c'est une très petite fraction du peuple qui vous a outragés le 15 mai, vous ne pouvez pas, vous ne devez pas châtier la France de la faute commise par quelques-uns, en restreignant les droits et les libertés de la France.

» Prenez garde, et n'agissez pas sous l'influence de la réaction ; car ce n'est pas le 15 mai que vous avez couru un danger sérieux, c'est aujourd'hui, derrière le rempart de baïonnettes qui vous permet de tout faire. Le danger pour vous, ce n'est pas d'affronter une émeute parlementaire. Tout homme investi d'un mandat comme le vôtre doit envisager de sang-froid le passage de ces petites tempêtes ; mais le danger sérieux, c'est de manquer au devoir que ce mandat vous impose, en faisant entrer la République dans une voie monarchique ou dictatoriale ; c'est d'étouffer le cri de la France, qui vous demande la vie, et à laquelle un retour vers le passé donnerait la mort ; c'est enfin de préparer, par crainte de l'anarchie partielle dont vous venez de sortir sains et saufs, une anarchie générale que vous ne pourriez plus maîtriser. »

GEORGE SAND.

1848 · CCLXXVIII

Nohant, 24 mai 1848.

Voyez si vous avez quelques mots à retrancher ou à ajouter, pour ce qui vous concerne, dans les premières lignes de la lettre que je vous adresse ; ces premières lignes sont une réponse à certaines gens qui disent que je me suis sauvée pour n'être pas arrêtée. Comme je ne pouvais pas craindre la moindre chose, je n'avais point à me sauver et je suis fort aisée à trouver à Nohant.

Vous avez raison de faire comme vous faites. La raison du plus brave est toujours la meilleure. Mais soyez prudent en ce qui concerne nos amis. On m'a envoyé quelques numéros de la Vraie République ; après quoi, on s'est arrêté, et, depuis deux jours, je ne reçois plus rien. C'est déplorable, cette négligence ! Il est impossible d'écrire à propos dans un journal qu'on ne lit pas.

J'ignore à quelles personnes appartient l'avenir, je n'ai que la passion de l'idée, et je crains bien que l'idée ne soit paralysée pour longtemps. Vive l'idée quand même !

Àvous.

GEORGE SAND.

1848 · CCLXXIX

Nohant, 28 mai 1848.

Vous ne savez pas que j'écris dans un journal qui vous est hostile, à vous personnellement moins qu'à tout autre, mais qui se

fâche de beaucoup de choses et de beaucoup de gens sans que je sois solidaire de toutes les sympathies et de toutes les antipathies de la Rédaction en chef. Vous n'avez pas le temps de lire les journaux sans doute ; mais vous aviez naguère celui de causer de temps en temps quelques minutes avec moi, et je vous impose de me lire ; ce qui, j'espère, ne vous prendra guère plus de minutes qu'à l'ordinaire.

C'est parce que probablement vous ne savez pas que je rédige dans la Vraie République que je veux que vous le teniez de moi ; et ce que je veux que vous sachiez aussi, c'est que je n'accepte pas la responsabilité des attaques contre les personnes ; c'est pour cela que je signe tout ce que j'y écris.

Lorsque j'ai consenti à cette collaboration, la lutte n'était pas dessinée ; en la voyant naître, j'ai vainement essayé de la tempérer. Mais l'événement du 15 mai est venu, et il y aurait eu lâcheté de ma part à me retirer. Voilà pourquoi je reste attachée à un journal qui vous traite collectivement de Roi, de Consul, de Directoire, etc., et qui vous reproche de rester au pouvoir quand Barbès est en prison. Cela me fait une position fausse et que je dois subir dans mon petit coin, comme beaucoup d'autres la subissent sur un plus grand théâtre. Je reste persuadée que vous ne devez pas abandonner le terrain à la réaction sans avoir essayé de la briser. Mais je ne puis pas dire cela dans ce journal. Ce serait inopportun et imprudent ; ce serait peut-être agir contrairement à la voie que vous avez résolu de suivre, quant aux moyens.

En fait de politique proprement dite, je suis on ne peut plus incapable, vous le savez. Mais je vous demande une chose, c'est de me faire signe quand vous consentirez à ce que je dise dans ce même journal, qui vous attaque, et où je garderai toujours le

droit d'émettre mon avis sous ma responsabilité personnelle, ce que je sais et ce que je pense de votre caractère, de votre sentiment politique et de votre ligne révolutionnaire.

Si vous n'avez pas le temps d'y songer, je ne vous en voudrai point et je ne me croirai pas indispensable à votre justification auprès de quelques personnes dont le jugement ne vous est pas indispensable non plus. Mais, pour l'acquit de ma conscience, de mon affection, je me dois (au risque de faire l'importante) de vous dire cela ; vous le comprendrez comme je vous le donne, de bonne foi et de bon cœur.

On me dit ici que j'ai été compromise dans l'affaire du 15 mai. Cela est tout à fait impossible, vous le savez. On me dit aussi que la commission exécutive s'est opposée à ce que je fusse poursuivie. Si cela est, je vous en remercie personnellement ; car ce que je déteste le plus au monde, c'est d'avoir l'air de jouer un rôle pour le plaisir de me mettre en évidence. Mais, si l'on venait à vous accuser de la moindre partialité à mon égard, laissez-moi poursuivre, je vous en supplie. Je n'ai absolument rien à craindre de la plus minutieuse enquête. Je n'ai rien su ni avant ni pendant les événements, du moins rien de plus que ce qu'on voyait et disait dans la rue. Mon jugement sur le fait, je ne le cache pas, je l'écris et je le signe ; mais je crois que ce n'est pas là conspirer.

Adieu et à vous de tout mon cœur.

GEORGE SAND.

1848 · CCLXXX

Nohant, 28 mai 1848.

Je vous enverrai de la copie, non pas une éclatante protestation comme vous me disiez, mais la suite (et non la fin) de la protestation de toute ma vie.

Quant à l'affaire du 15, je passerai à côté. Elle est accomplie, je n'ai plus le droit de la blâmer puisqu'elle est vaincue, et je garderai le silence sur les hommes qui l'ont soulevée et que nous n'aimons pas. Seulement je peux vous dire, à vous, que, lorsque j'appris, dans la foule, ce bizarre mélange de noms jetés en défi à l'avenir, je rentrai chez moi décidée à ne pas me faire arracher un cheveu pour des Raspail, des Cabet et des Blanqui. Tant que ces hommes s'inscriront sur notre bannière, je m'abstiendrai. Ce sont des pédants et des théocrates ; je ne veux point subir la loi de l'individu et je m'exilerai le jour où nous ferons la faute de les amener au pouvoir.

Ne me dites point de n'avoir pas peur, ce mot-là n'est pas français. Je suis trop lasse de la vie pour éviter une occasion de la perdre, trop ennemie de la propriété pour ne pas désirer de m'en voir débarrassée ; trop habituée à la fatigue et au travail pour comprendre les avantages du repos.

Mais ma conscience est craintive et je pousse loin le scrupule quand il s'agit de conseiller et d'agiter le peuple dans la rue. Il n'est point de doctrine trop neuve et trop hardie ; mais il ne faut pas jouer avec l'action. Je connais, tout comme un homme, l'émotion du combat et l'attrait du coup de fusil. Dans ma jeunesse, j'aurais suivi le diable s'il avait commandé le feu. Mais j'ai

appris tant de choses depuis, que je crains beaucoup le lendemain de la victoire. Sommes-nous mûrs pour rendre un bon compte à Dieu et aux hommes ? Je dis nous, parce que je ne puis, dans ma pensée, nous séparer du peuple. Eh bien ! le peuple n'est pas prêt, et, en le stimulant trop, nous le retardons ; c'est là un fait qui n'est pas très logique ; le fait l'est si rarement ! Mais il est réel, et cela est encore plus sensible en province qu'à Paris.

Barbès est un héros, il raisonne comme un saint, c'est-à-dire fort mal quant aux choses de ce monde. Je l'aime tendrement et je ne saurais comment le défendre, parce que je ne puis admettre qu'il ait eu le droit, au nom du peuple, dans cette triste journée. Ceux qu'on a appelés des factieux étaient, en effet, plus factieux qu'on ne pense. Dans l'ordre politique, ils l'étaient moins que l'Assemblée nationale ; mais, dans l'ordre moral et intellectuel, ils l'étaient, n'en doutez pas.

Ils voulaient imposer au peuple, par la surprise, par l'audace (par la force, s'ils l'avaient pu), une idée que le peuple n'a pas encore acceptée. Ils auraient établi la loi de fraternité non comme Jésus, mais comme Mahomet. Au lieu d'une religion, nous aurions eu un fanatisme. Ce n'est pas ainsi que les vraies idées font leur chemin. Au bout de trois mois d'une pareille usurpation philosophique, nous aurions été, non pas républicains, mais cosaques. Est-ce que ces chefs de secte, en supposant même qu'ils eussent eu avec eux seulement chacun dix mille hommes et que l'exaltation de leurs forces réunies eût suffi à tenir Paris contre la province pendant quelques semaines, est-ce que ces chefs de secte se seraient supportés entre eux ? Est-ce que Blanqui aurait subi Barbès ? Est-ce que Leroux aurait toléré Cabet ? Est-ce que Raspail vous aurait accepté ? Quelle bataille au sein de cette asso-

ciation impossible ! Vous eussiez été forcés de faire bien plus de fautes que le gouvernement provisoire, vous n'auriez pu convoquer une assemblée et vous auriez déjà l'Europe sur les bras.

La réaction ne partirait pas de la bourgeoisie, qu'il est toujours facile d'intimider quand on a le peuple avec soi : elle partirait du peuple même, qui est indépendant et fier à l'endroit de ses croyances plus qu'à celui de son existence matérielle, et qui ne veut pas qu'on violente son ignorance quand il n'a que de l'ignorance à opposer au progrès.

Puisque vous êtes seul et caché, mon pauvre enfant, je puis causer avec vous et vous ennuyer quelques instants. C'est toujours une manière de passer le temps. Pardonnez-moi donc de le faire et de vous sermonner un peu. Vous êtes trop vif et trop dur à l'endroit des personnes. Vous vous pressez trop d'accuser, de traduire devant l'opinion publique les hommes qui ont l'air d'abandonner ou de trahir notre cause. Les hommes sont faibles, incertains, personnels, je le sais, et il n'en est pas un depuis le 24 février qui n'ait été au-dessous de sa tâche. Mais nous-mêmes, en les condamnant au jour le jour, nous avons été au-dessous de la nôtre. Nous avons fait trop de journalisme à la manière du passé, et pas assez de prédication comme il convenait à une doctrine d'avenir. Cela fait, en somme, de la mauvaise politique, inefficace quand elle n'est pas dangereuse. Ce n'est pas l'intelligence qui vous a manqué, à vous, personnellement ; car, au milieu de votre fougue, vous arrivez toujours à toucher très juste le point sensible de la situation.

Mais un peu plus de formes (à mes yeux, la véritable politesse est l'esprit de charité), un peu moins de précipitation à déclarer

traîtres les irrésolus et les étourdis, n'eût pas nui à votre propagande.

Nous avons tous fait des sottises, disait Napoléon au retour de l'île d'Elbe. Eh bien ! nous pouvons nous dire cela les uns aux autres aujourd'hui, et, quand on fait cet aveu de bonne foi, on n'est que plus unis et plus forts. Vous-même, vous dites, dans un des numéros que je reçois aujourd'hui : Nos amis d'hier, qui le seront encore demain. C'est donc vrai, qu'il ne faut pas se brouiller avec ceux qui ont combattu avec nous hier et qui reviendront combattre avec nous demain, quand la réaction sur laquelle ils croient pouvoir agir les chassera du pouvoir.

Voyez-vous, je ne crois pas, moi, qu'on devienne, du jour au lendemain, un misérable et un apostat ; et pourtant notre vie, surtout dans un temps de crise comme celui-ci, est si flottante, si difficile, si troublée, qu'en nous jugeant au jour le jour, on peut aisément nous trouver en faute. Eh bien ! on n'est jamais juste envers son semblable quand on le juge ainsi sur une suite variable de faits journaliers. Il faut voir l'ensemble.

Il y a un mois, je me sentais fort montée contre M. de Lamartine, je doutais de sa loyauté, je le voyais courant à la présidence suprême. Il a pourtant compromis, perdu peut-être, sa popularité bourgeoise pour conserver sa popularité démocratique. Vous direz que c'est une vanité mieux entendue ; soit ! il a toujours eu le goût de faire le bon choix, et le plus courageux dans ce moment-ci. Aujourd'hui, il me semble bien, comme à vous, que Ledru-Rollin devrait se retirer du pouvoir, et j'ai de plus fortes raisons que vous encore pour le penser.

Mais j'attends, et je compte que le bon élan lui viendra quand il verra clairement la situation. Je le connais, il a du cœur, il a des entrailles, et, de ce qu'il ne voit pas comme nous en ce moment, il ne résulte pas qu'il ne sente pas comme nous quand la grande fibre populaire nous montrera clairement à tous le chemin qu'il faut prendre.

J'en connais d'autres que vous accusez et qui ont bonne intention pourtant. N'accusons donc pas, je vous en supplie, au nom de l'avenir de notre pauvre République, que nos soupçons et nos divisions déchirent dans sa fleur ! Ne varions pas pour cela sur les principes. Ne vous gênez pas pour dire aux hommes, même à ceux que vous aimez, qu'ils se trompent ; et ne perdez rien de votre vigueur de discussion sur les idées, sur les faits mêmes. Ce que je vous demande en grâce, c'est de ne pas condamner les intentions, les motifs, les caractères. Eussiez-vous raison, ce serait, je le répète, de la mauvaise politique, surtout dans la forme, comme en a fait la Réforme contre le National, du temps de l'autre.

Voilà le tas de lieux communs que j'aurais voulu vous dire de vive voix, avant toutes ces catastrophes, et ce que je disais quelquefois à Barbès. Mais on n'avait pas le temps de se voir, et c'était un mal. Il faut quelquefois entendre le lieu commun, il a souvent la vérité pour lui.

C'est cette absence de formes et de procédés, que j'appellerai, si vous voulez, le savoir-vivre intellectuel, qui me choque particulièrement dans l'affaire du 15. Le peuple a, par-dessus-tout, ce savoir-vivre d'aspiration qui rend ses mœurs publiques injurieuses aux nôtres dans le moment où nous vivons. Cela est bien prouvé depuis le 24 février. Nous l'avons vu, dans toutes les manifesta-

tions, communier en place publique avec ses ennemis et sacrifier toutes ses haines légitimes, tous ses ressentiments fondés, à l'idée de fraternité ou de générosité. Certes, nous autres, nous n'en faisons pas volontiers autant dans nos relations particulières. Eh bien ! le peuple porte au plus haut point le respect des relations publiques. Le 15 mai, il se dirige sur le palais Bourbon avec des intentions pacifiques (sauf les meneurs). On le laisse passer. Soit préméditation, soit inspiration, les baïonnettes disparaissent devant lui. Il avance, il va jusqu'à la porte en chantant et en riant. La tête du défilé forçait les grilles, le milieu n'en savait rien (j'y étais). On se croyait admis, reçu à bras ouverts par l'Assemblée. Je ne le pensais pas, moi ; je jugeais que la crainte du sang répandu avait engagé la bourgeoisie à faire contre mauvaise fortune, sinon bon cœur, du moins bonne mine, et j'entendais dire autour de moi qu'on n'abuserait pas de ce bon accueil, qu'on montrerait la force du nombre, et qu'on défilerait décemment, paisiblement en respectant l'Assemblée pour lui apprendre à respecter le peuple. Vous savez le reste ; la masse n'a point pénétré, elle est restée calme dans l'attente d'un résultat qu'elle ne prévoyait pas, et tout ce qui a eu le malheur d'entrer dans l'enceinte maudite, s'y est conduit sans dignité, sans ordre et sans force véritable. Tout a fui, à l'approche des baïonnettes. Est-ce qu'une révolution doit fuir ? Ceux qui avaient quelque chose d'arrêté dans l'esprit, si toutefois il y avait de ceux-là, devaient périr là. C'eût été du moins une protestation. Je vous jure que, si j'y fusse entrée, je n'en serais pas sortie vivant (je me suppose homme).

Ce n'est donc ni une protestation ni une révolution, ni même une émeute. C'est tout bonnement un coup de tête, et Barbès ne s'y est trompé que parce qu'il a voulu s'y tromper. Chevalier de la

cause, comme vous l'appelez très bien, il s'est dit qu'il fallait se perdre pour elle et avec elle. Honneur à lui toujours ! mais malheur à nous ! Notre idée s'est déconsidérée dans la personne de certains autres. Ce n'est pas le manque de succès qui la condamne : tant s'en faut. Mais c'est le manque de tenue et de consentement général. On avait mené là, par surprise et à l'aide d'une tromperie, des gens qui n'y comprenaient goutte, et il y a là dedans quelque chose de très contraire au caractère français, quelque chose qui sent la secte, quelque chose enfin que je ne puis souffrir et que je désavouerais hautement, si Barbès, Louis Blanc et vous n'aviez pas été forcés d'en subir la conséquence fatale.

Voilà, mon cher ami, tout ce que j'avais besoin de vous dire, et ne faites pas fi du sentiment d'une femme. Les femmes et les enfants, toujours désintéressés dans les questions politiques, sont en rapport plus direct avec l'esprit qui souffle d'en haut sur les agitations de ce monde. J'écrirai dans la Vraie République quand même, et sans y mettre aucune condition morale. Mais, au nom de la cause, au nom de la vérité, je vous demande d'avoir le feu non moins vif, mais plus pur, la parole non moins hardie mais plus calme. Les grandes convictions sont sereines. Ne vous faites point accuser d'ambition personnelle. On suppose toujours que la passion politique cache cette arrière-pensée chez les hommes. Enfin, écoutez-moi, je vous le demande, sans craindre que vous m'accusiez de présomption. J'ai pour moi l'enfance de l'âme et la vieillesse de l'expérience. Mon cœur est tout entier dans ce que je vous dis ; quand vous me connaîtrez tout de bon, vous saurez que vous pouvez vous confier aveuglément à l'instinct de ce cœur-là.

On m'a beaucoup conseillé de me cacher aussi ; mes amis m'ont écrit de Paris que je serais arrêtée. Je n'en crois rien et j'attends. Je ne suis pas très en sûreté non plus ici. Les bourgeois ont fait accroire aux paysans que j'étais l'ardent disciple du père Communisme, un gaillard très méchant qui brouille tout à Paris et qui veut que l'on mette à mort les enfants au-dessous de trois ans et les vieillards au-dessus de soixante. Cela ressemble à une plaisanterie, c'est pourtant réel. Hors de ma commune, on le croit et on promet de m'enterrer dans les fossés. Vous voyez où nous en sommes. Je vis pourtant tranquille, et je me promène sans qu'on me dise rien. Jamais les hommes n'ont été si fervents… en paroles. Mais quelle lâche et stupide éducation les habiles donnent aux simples !

Bonsoir ! cachez-vous encore. Vous n'auriez rien à craindre d'une instruction ; mais on vous ferait perdre du temps, et cette réaction passera vite quant au fait actuel. Je crois que, quant au fait général, elle pourra durer quelques mois. Les vrais républicains se sont trop divisés, le mal est là.

Écrivez-moi et brûlez ma lettre. Courage et fraternité.

G. SAND.

1848 · CCLXXXI

Nohant, 10 juin 1848.

Je n'ai reçu votre lettre qu'aujourd'hui 10 juin, cher et admirable ami. Je vous remercie de cette bonne pensée, j'en avais besoin ; car je n'ai pas passé une heure, depuis le 15 mai, sans pen-

ser à vous et sans me tourmenter de votre situation. Je sais que cela vous occupe moins que nous ; mais enfin il m'est doux d'apprendre qu'elle est devenue matériellement supportable. Ah ! oui, je vous assure que je n'ai pas goûté la chaleur d'un rayon de soleil sans me le reprocher, en quelque sorte, en songeant que vous en étiez privé. Et moi qui vous disais : « Trois mois de liberté et de soleil vous guériront ! »

On m'a dit que j'étais complice de quelque chose, je ne sais pas quoi, par exemple. Je n'ai eu ni l'honneur ni le mérite de faire quelque chose pour la cause, pas même une folie ou une imprudence, comme on dit ; je ne savais rien, je ne comprenais rien à ce qui se passait ; j'étais là comme curieux, étonné et inquiet, et il n'était pas encore défendu, de par les lois de la République, de faire partie d'un groupe de badauds. Les nouvelles les plus contradictoires traversaient la foule. On a été jusqu'à nous dire que vous aviez été tué. Heureusement, cela était démenti au bout d'un instant par une autre version. Mais quelle triste et pénible journée !

Le lendemain était lugubre. Toute cette population armée, furieuse ou consternée, le peuple provoqué, incertain, et à chaque instant, des légions qui passaient, criant à la fois : Vive Barbès ! et À bas Barbès ! Il y avait encore de la crainte chez les vainqueurs. Sont-ils plus calmes aujourd'hui après tout ce développement de terrorisme ? j'en doute.

Enfin, je ne sais par quel caprice, il paraît qu'on voulait me faire un mauvais parti, et mes amis me conseillaient de fuir en Italie. Je n'ai pas entendu de cette oreille-là. Si j'avais espéré qu'on me mît en prison près de vous, j'aurais crié : Vive Barbès ! devant le premier garde national que j'aurais trouvé nez à nez. Il

n'en aurait peut-être pas fallu davantage ; mais, comme femme, je suis toujours forcée de reculer devant la crainte d'insultes pires que des coups, devant ces sales invectives que les braves de la bourgeoisie ne se font pas faute d'adresser au plus faible, à la femme, de préférence à l'homme.

J'ai quitté Paris, d'abord parce que je n'avais plus d'argent pour y rester, ensuite pour ne pas exposer Maurice à se faire empoigner ; ce qui lui serait arrivé s'il eût entendu les torrents d'injures que l'on exhalait contre tous ses amis et même contre sa mère, dans cet immense corps de garde qui avait remplacé le Paris du peuple, le Paris de Février. Voyez quelle différence ! Dans tout le courant de mars, je pouvais aller et venir seule dans tout Paris, à toutes les heures, et je n'ai jamais rencontré un ouvrier, un voyou qui, non seulement ne m'ait fait place sur le trottoir, mais qui encore ne l'ait fait d'un air affable et bienveillant. Le 17 mai, j'osais à peine sortir en plein jour avec mes amis : l'ordre régnait !

Mais c'est bien assez vous parler de moi. Je n'ose pourtant pas vous parler de vous : vous comprenez pourquoi. Mais, si vous pouvez lire des journaux, et si la Vraie République du 9 juin vous est arrivée, vous aurez vu que je vous écrivais en quelque sorte avant d'avoir reçu votre lettre. Ne faites attention dans cet article qu'au dernier paragraphe. Le reste est pour cet être à toutes facettes qu'on appelle le public, la fin était pour vous.

Ah ! mon ami, que votre foi est belle et grande ! Du fond de votre prison, vous ne pensez qu'à sauver ceux qui paraissent compromis, et à consoler ceux qui s'affligent. Vous essayez de me donner du courage, au rebours de la situation normale qui me commande de vous en donner. Mon Dieu, je sais que vous n'en

avez pas besoin, vous n'en avez que trop. Moi, je n'en ai pas pour les autres. Leurs malheurs me brisent, et le vôtre m'a jetée dans un grand abattement ; j'ai peur de l'avenir, j'envie ceux qui n'ont peur que pour eux-mêmes et qui se préoccupent de ce qu'ils deviendront. Il me semble que le fardeau de leur angoisse est bien léger, au prix de celui qui pèse sur mon âme.

Je souffre pour tous les êtres qui souffrent, qui font le mal ou le laissent faire sans le comprendre ; pour ce peuple qui est si malheureux et qui tend toujours le dos aux coups et les bras à la chaîne. Depuis ces paysans polonais qui veulent être Russes, jusqu'à ces lazzaroni qui égorgent les républicains ; depuis ce peuple intelligent de Paris, qui se laisse tromper comme un niais, jusqu'à ces paysans des provinces qui tueraient les communistes à coups de fourche, je ne vois qu'ignorance et faiblesse morale en majorité sur la face du globe. La lutte est bien engagée, je le sais. Nous y périrons, c'est ce qui me console. Après nous, le progrès continuera. Je ne doute ni de Dieu ni des hommes ; mais il m'est impossible de ne pas trouver amer ce fleuve de douleurs qui nous entraîne, et où, tout en nageant, nous avalons beaucoup de fiel.

Adieu, cher ami et frère. Borie vous aime, allez ! et Maurice aussi ! Ils sont ici près de moi. Si nous étions à Paris, nous irions vous voir, vous nous auriez déjà vus, vous pouvez bien le croire, et, aussitôt que nous irons, vous nous verrez.

Adieu, adieu ; écrivez-moi si vous pouvez, et sachez bien que vous avez en moi une sœur, je ne dis pas aussi bonne, mais aussi dévouée que l'autre.

G. S.

1848 · CCLXXXII

15 juin 1848.

Que peuvent faire ceux qui ont consacré leur vie à l'idée d'égalité fraternelle, qui ont aimé l'humanité avec ardeur, et qui adorent dans le Christ le symbole du peuple racheté et sauvé ? que peuvent faire les socialistes, en un mot, lorsque l'idéal quitte le sein des hommes, lorsque l'humanité s'abandonne elle-même, lorsque le peuple méconnaît sa propre cause ? N'est-ce point ce qui menace d'arriver aujourd'hui, demain peut-être ?

Vous avez du courage, ami ; c'est-à-dire que vous garderez l'espérance. Moi, je garderai ma foi : l'idée pure et brillante, l'éternelle vérité sera toujours dans mon ciel, à moins que je ne devienne aveugle. Mais l'espoir, c'est la croyance à un prochain triomphe de la foi, et je ne serais pas sincère si je disais que cette disposition de mon âme ne s'est point modifiée depuis deux mois.

Je vois l'Europe civilisée se précipiter, par l'ordre de la Providence, dans la voie des grandes luttes. Je vois l'idée de l'avenir aux prises avec le passé. Ce vaste mouvement est un immense progrès, après les longues années de stupeur qui ont marqué un temps d'arrêt dans la forme des sociétés opprimées. Ce mouvement, c'est l'effort de la vie qui veut sortir du tombeau et briser la pierre du sépulcre, sauf à se briser elle-même avec les débris. Il serait donc insensé de désespérer ; car, si Dieu même a soufflé sur notre poussière pour la ranimer, il ne la laissera pas se disperser au vent. Mais est-ce une résurrection définitive vers laquelle nous nous élançons, ou bien n'est-ce qu'une agitation prophétique, un tressaillement précurseur de la vie, après lequel

nous dormirons encore un peu de temps, d'un sommeil moins lourd, il est vrai, mais encore accablés d'une langueur fatale ? Je le crains.

Quant à la France, la question est arrivée à son dernier terme et se pose sans détour, sans complication, entre la richesse et la misère. Elle pourrait encore se résoudre pacifiquement ; les prétendants ne sont point des incidents sérieux, ils s'évanouiront comme des bulles d'écume à la surface du flot. La bourgeoisie veut régner. Depuis soixante ans, elle travaille à réaliser sa devise : Qu'est-ce que le tiers état ? rien. Que doit-il être ? tout. Oui, le tiers état veut être tout dans l'État, et le 24 février l'a débarrassé de l'obstacle de la royauté. Il est donc indubitable que la France sera désormais une république, puisque, d'une part, la classe la plus pauvre et la plus nombreuse aime cette forme de gouvernement, qui lui ouvre les portes de l'avenir, et que, de l'autre, la classe la plus riche, la plus influente, la plus politique trouve son compte à une oligarchie.

Le suffrage universel fera justice, un jour, de cette prétention du tiers état. C'est une arme invincible dont le peuple n'a pas encore su faire usage et qui s'est retournée contre lui-même dans un premier essai. Son éducation politique se fera plus vite qu'on ne pense et l'égalité progressive, mais ininterrompue dans sa marche, peut et doit sortir du principe de sa souveraineté de droit. Voilà le fait logique, tel qu'il se présente de lui-même. Mais les déductions logiques sont-elles toujours la loi régulière de l'histoire des hommes ? Non ! le plus souvent, il y a une autre logique que celle du fait général : c'est celle du fait particulier, qui jette le désordre dans l'ensemble, et, chez nous, le fait particulier, c'est l'inintelligence de la situation dans la majorité du tiers état.

Cette inintelligence peut rendre violente et terrible notre nouvelle révolution, et, par des essais de domination liberticide, exaspérer la souffrance des masses. Alors la marche solennelle du temps est rompue. La misère excessive n'appelle plus sa souffrance vertu, mais abjection. Elle invoque le secours de sa propre force, elle dépossède violemment le riche et engage une lutte extrême où la souveraineté du but lui semble justifier tous les moyens. Époques funestes dans la vie des peuples, que celles où le vainqueur, pour avoir abusé, devient à son tour le vaincu !

Les socialistes du temps où nous vivons ne désirent point les solutions du désespoir. Instruits par le passé, éclairés par une plus haute intelligence de la civilisation chrétienne, tous ceux qui méritent ce titre, à quelque doctrine sociale qu'ils appartiennent, répudient pour l'avenir le rôle tragique des vieux jacobins, et demandent à mains jointes à la conscience des hommes de s'éclairer et de se prononcer pour la loi de Dieu.

Mais l'idée du despotisme est, par sa nature, tellement identique à l'idée de la peur, que la bourgeoisie tremble et menace à la fois. Elle s'effraye du socialisme à ce point de vouloir l'anéantir par la calomnie et par la persécution, et, si quelque parole prévoyante s'élève pour signaler le danger, aussitôt mille voix s'élèvent pour crier anathème sur le fâcheux prophète.

« Vous provoquez à la haine, s'écrie-t-on, vous appelez sur nous la vengeance. Vous faites croire au peuple qu'il est malheureux, vous nous désignez à ses fureurs. Vous ne le plaignez que pour l'exciter. Vous lui faites savoir qu'il est pauvre parce que nous sommes riches. » Enfin ce que le Christ prêchait aux hommes de son temps, la charité, l'amour fraternel, est devenu une prédication incendiaire, et, si Jésus reparaissait parmi nous,

il serait empoigné par la garde nationale comme factieux et anarchiste.

Voilà ce que je crains pour la France, ce Christ des nations, comme on l'a appelée avec raison dans ces derniers temps. Je crains l'inintelligence du riche et le désespoir du pauvre. Je crains un état de guerre qui n'est pas encore dans les esprits, mais qui peut passer dans les faits, si la classe régnante n'entre pas dans une voie franchement démocratique et sincèrement fraternelle. Alors, je vous le déclare, il y aura une grande confusion et de grands malheurs, car le peuple n'est pas mûr pour se gouverner seul. Il y a dans son sein de puissantes individualités, des intelligences à la hauteur de toutes les situations ; mais elles lui sont inconnues, elles n'exercent pas sur lui le prestige dont le peuple a besoin pour aimer et croire. Il n'a point confiance en ses propres éléments, il vient de le prouver dans les élections de toute la France ; il croit trouver des lumières au-dessus de lui, il aime les grands noms, les célébrités, quelles qu'elles soient.

Il chercherait donc encore ses sauveurs parmi les bourgeois prétendus démocrates, socialistes ou autres, et il serait encore trompé ; car, sauf quelques exceptions peut-être, il n'existe point en France un parti démocratique éclairé suffisamment pour exercer une dictature de salut public. S'en remettrait-il à la sagesse ou à l'inspiration d'un seul ? Ce serait reculer et faire abstraction de tout le progrès de l'humanité depuis vingt ans.

Nul homme ne sera supérieur à un principe, et le principe qui doit donner la vie aux sociétés nouvelles, c'est le suffrage universel, c'est la souveraineté de tous. Ce n'est donc qu'avec le concours de tous, avec la bourgeoisie réactionnaire, comme avec la bourgeoisie démocratique, comme avec les socialistes, que le

peuple doit se gouverner. Il lui faut, pour s'éclairer, la lutte pacifique et légale de tous ces éléments divers.

Qu'une majorité démocratique et sociale se dessine dans le sein de notre Assemblée, et nous sommes sauvés avec le temps ; mais, que ce soit une majorité définitivement réactionnaire et marchant à son but, la dissolution de l'ordre social commence, l'insolente chimère d'une république oligarchique s'évanouit dans une crise extrême, et le hasard s'empare pour longtemps des destinées de la France.

Voilà ce qu'il n'est point permis de dire en France, à l'heure qu'il est, sans s'attirer la haine des partis. La réaction appelle cette prévoyance un appel à la guerre civile. Le parti modéré sourit d'un air capable et méprise souverainement toute autre solution que celle qu'il prétend avoir et qu'il n'a point. Chaque coterie philosophico-politique a son homme, son fétiche qui pourrait sauver la République à lui tout seul et dont il n'est point permis de douter. Chaque ambitieux satisfait devient optimiste à l'instant même ; l'ambitieux mécontent déclare que la République est perdue, faute de son concours.

Au milieu de ces tiraillements de l'intérêt personnel, la foi au principe s'efface ou du moins l'intelligence de ce principe s'amoindrit dans les esprits. Toutes les frayeurs, comme tous les appétits de pouvoir, convergent vers le même but, le respect de la représentation nationale, l'appel jaloux à son omnipotence. Mais ce n'est point un respect sincère, ce n'est point une foi sérieuse. Cette Assemblée, qui représente bien un principe, n'est pas un principe en action. C'est quelque chose de creux comme une formule ; c'est l'image de quelque chose qui devrait être ; chaque nuance de l'opinion trouve là quelques noms propres qu'elle pré-

conise ; mais tout bas chacun se dit : « Excepté Pierre, Jacques et Jean, tous ces représentants ne représentent rien. »

Le nom propre est l'ennemi du principe, et pourtant il n'y a que le nom propre qui émeuve le peuple. Il cherche qui le représentera, lui, l'éternel représenté, et il cherche, dans les individualités extrêmes, ceux-ci M. Thiers, ceux-là M. Cabet, d'autres Louis Bonaparte, d'autres Victor Hugo, produit bizarre et monstrueux du vote, et qui prouve combien peu le peuple sait où il va et ce qu'il veut.

La question est pourtant facile à éclairer pour le peuple : « Être ou ne pas être ; » mais il ignore les moyens. On a suscité, pour l'éblouir et lui donner le vertige, le grand fantôme du mensonge politique, et, quand je dis le mensonge, c'est faire trop d'honneur à l'élément bizarre et ridicule qui fait mouvoir l'opinion de la France en ce moment. Nous avons un mot trivial que vous traduirez par quelque équivalent dans votre langue : c'est le canard politique. Tous les matins, une histoire merveilleuse, absurde, ignoble le plus souvent, part de je ne sais quels cloaques de Paris et fait le tour de la France, agitant les populations sur son passage, leur annonçant un sauveur nouveau, ou un ogre prêt à les dévorer, les livrant à de folles espérances ou à de sottes frayeurs, et se personnifiant, par une mystérieuse solidarité, dans les individus qui plaisent ou déplaisent aux diverses localités. Ce peuple intelligent mais crédule et impressionnable, on travaille ainsi à l'abrutir ; mais, comme ce n'est pas facile, on ne réussit qu'à l'exalter et à le rendre fou. Aussi nulle part il n'est tranquille, nulle part il ne comprend. Ici, il crie : « À bas la République ! et vive l'égalité ! » Ailleurs : « À bas l'égalité ! et vive la République ! »

D'où peut sortir la lumière, au milieu d'un tel conflit d'idées fausses et de formules menteuses ? De belles et nobles lois peuvent seules expliquer à la foule que la République est non pas la propriété de telle ou telle classe, de telle ou telle personne, mais la doctrine du salut de tous.

Qui fera ces lois ? Une Assemblée vraiment nationale. La nôtre malheureusement subit toutes les préventions et cède à toutes les influences qui font la perte des monarchies.

Vous voyez, ami, combien il est difficile à une société de se transformer sans combat et sans violence. Et pourtant notre idéal, à nous autres, c'était d'arriver à cette transformation sans discorde civile, sans cette guerre impie des citoyens d'une même nation les uns contre les autres. Je vous confesse que, la royauté mise de côté, après ce court et glorieux élan du peuple de Paris, qu'on ne peut pas appeler un combat, mais qui fut bien plutôt une manifestation puissante où quelques citoyens se sont offerts à Dieu et à la France comme une hécatombe sacrée, mon âme ne s'était pas cuirassée au point d'envisager sans horreur l'idée de la guerre sociale. Je ne la croyais pas possible, et elle ne l'est point, en effet, de la part de ce peuple magnanime où les idées sociales ont assez pénétré pour le rendre éminemment pacifique et généreux. Bourgeoisie aveugle et ingrate, qui ne voit point que ces idées l'ont sauvée en février et qui essaye de tourner contre les socialistes une rage factice, excitée par elle dans le sein du peuple ! Caste insensée, téméraire comme une royauté expirante, qui joue sa dernière partie, qui cherche son appui, comme les monarques d'hier, dans la force matérielle, et qui, depuis trois mois, travaille à sa propre perte avec une ardeur déplorable !

D'un bout de la France à l'autre, cette caste se donne le mot d'ordre et ne craint pas de jeter un cri de mort contre ceux qu'elle appelle des factieux, sans songer que ce même peuple, qu'elle provoque contre lui-même, peut perdre en un jour le fruit d'une civilisation morale acquise depuis vingt ans, et redevenir, sous le coup de la peur, du soupçon et de la colère, le peuple terrible à tous, le peuple de 93, qui fut la gloire farouche de son temps et qui serait la honte sanglante de la cause nouvelle !

Espérons encore que notre peuple sera plus fort et plus grand que les passions funestes qu'on s'efforce de réveiller en lui. Espérons qu'il restera sourd à ces agents provocateurs qui veulent l'agiter à leur profit et qui s'imaginent qu'après l'avoir déchaîné contre nous, il ne se retournerait pas contre eux le lendemain. Il ne tient pas à la bourgeoisie réactionnaire que le peuple de France n'agisse comme les lazzaroni de Naples.

Mais ce complot impie échouera, Dieu interviendra et peut-être la caste des riches ouvrira-t-elle aussi les yeux. Nous, les amis de l'humanité, nous ne voulons pas que les riches soient punis, nous disons après Jésus : « Qu'ils se convertissent et qu'ils vivent ! »

Prions pour qu'il en soit ainsi. Ah ! qu'ils nous connaissent mal, ceux qui nous croient leurs ennemis et leurs juges implacables ! Comment ne savent-ils pas qu'on ne peut pas aimer le peuple sans haïr le mal que commettrait le peuple ! comment ne voient-ils pas que l'œuvre qu'ils accomplissent, en cherchant à rendre le peuple brutal et sanguinaire, nous est mille fois plus douloureuse que tout le mal qu'ils pourraient nous faire à nous-mêmes ! Nous aimons le peuple comme notre enfant ; nous l'aimons comme on aime ce qui est malheureux, faible, trompé et

sacrifié ; comme on aime ce qui est jeune, ignorant, pur encore, et portant en soi le germe d'un avenir idéal. Nous l'aimons comme on aime la victime innocente, disputée à la fatalité éternelle ; comme on aime le Christ sur la croix, comme on aime l'espérance, comme on aime l'idée de la justice, comme on aime Dieu dans l'humanité ! Peut-on aimer ainsi et vouloir que l'objet d'un tel amour s'avilisse dans la misère ou se souille dans le pillage ?

Demandez à la mère si elle souhaite que l'enfant de ses entrailles devienne un bandit et un assassin !

Et pourtant voilà ce dont on nous accuse. On dit que nos idées d'égalité fraternelle sont le tocsin du meurtre et de l'incendie, et, en disant cela, on sonne aux oreilles du peuple le tocsin du délire, on lui signale d'invisibles ennemis qu'on lui conseille d'étrangler. On marque la porte de nos maisons, on voudrait une Saint-Barthélémy d'hérétiques nouveaux, on lui crie : « Tue ! afin qu'il n'y ait plus personne entre toi, peuple, et nous, bourgeoisie, et alors nous compterons ensemble. »

Le peuple ne tuera pas. Eh ! que m'importerait à moi qu'il me tuât, si mon sang pouvait apaiser la colère du ciel et même celle de la bourgeoisie ? Mais le sang enivre et répand dans l'atmosphère une influence contagieuse. Le meurtre rend fou. L'injure même, les mauvaises paroles, les cris de menace tuent moralement ceux qui les exhalent. L'éducation de la haine est une école d'abrutissement et d'impiété qui finit par l'esclavage. Bourgeois, bourgeois ! rentrez en vous-mêmes. Parlez-nous de charité et de fraternité ; car, après que vous aurez tué moralement le peuple, vous vous trouverez en face des cosaques, des lazzaroni de Naples et des paysans de la Gallicie !

1848 · CCLXXXIII

Nohant, juillet 1848.

Merci, mon amie ; j'aurais été inquiète de vous si vous ne m'aviez pas écrit ; car, au désastre général, on tremble d'avoir à ajouter quelque désastre particulier. On souffre et on craint dans tous ceux qu'on aime. Je suis navrée, je n'ai pas besoin de vous le dire, et je ne crois plus à l'existence d'une république qui commence par tuer ses prolétaires. Voilà une étrange solution donnée au problème de la misère. C'est du Malthus tout pur.

Comment ! miss Ashurst est arrivée au milieu de cette tragédie ? Pauvre enfant ! elle est venue assister aux funérailles de notre honneur. Elle est venue trop tard : elle n'aura pas vu la République. Embrassez-la pour moi ; je suis contente qu'elle soit chez vous et j'ai la certitude que vous serez contentes l'une de l'autre. Je voudrais bien pouvoir vous aller embrasser toutes deux. Mais, d'ici à quelque temps, outre que je serais peut-être hors d'état de me conduire prudemment à Paris, il faut que je tienne en respect par ma présence une bande considérable d'imbéciles de la Châtre qui parlent tous les jours de venir mettre le feu chez moi.

Ils ne sont braves ni au physique ni au moral, et, quand ils viennent se promener par ici, je vais au milieu d'eux, et ils m'ôtent leur chapeau. Mais, quand ils ont passé, ils se hasardent à crier : À bas les communisques ! Ils espéraient me faire peur et s'aperçoivent enfin qu'ils n'y réussissent pas. Mais on ne sait à quoi peuvent les pousser une douzaine de bourgeois réactionnaires qui leur font sur moi les contes les plus ridicules. Ainsi, pendant les événements de Paris, ils prétendaient que j'avais ca-

ché chez moi Ledru-Rollin, deux cents communistes et quatre cents fusils !

D'autres, mieux intentionnés, mais aussi bêtes, accouraient au milieu de la nuit pour me dire que ma maison était cernée par des brigands, et ils le croyaient si bien, qu'ils m'ont amené la gendarmerie. Heureusement, tous les gendarmes sont mes amis et ne donnent pas dans les folies qui pourraient me faire empoigner un beau matin sans forme de procès. Les autorités sont pour nous aussi ; mais, si on les change, ce qui est possible, nous serons peut-être un peu persécutés. Tous mes amis ont quitté le pays, à tort selon moi. Il faut faire face à ces petits orages, éclaboussures inévitables du malheur général.

Bonsoir, amie. Quels jours de larmes et d'indignation ! J'ai honte aujourd'hui d'être française, moi qui naguère en étais si heureuse ! Quoi qu'il arrive, je vous aime.

GEORGE.

1848 · CCLXXXIV

Nohant, 6 août 1848.

Je suis en effet l'auteur du XVI Bulletin, et j'en accepte toute la responsabilité morale. Mon opinion est et sera toujours que, si l'Assemblée nationale voulait détruire la République, la République aurait le droit de se défendre, même contre l'Assemblée nationale.

Quant à la responsabilité politique du XVI Bulletin, le hasard a voulu qu'elle n'appartînt à personne. J'aurais pu la rejeter sur M. Ledru-Rollin, de même qu'on aurait fort bien pu ne pas rejeter sur moi la responsabilité morale. Mais, dans un moment où le temps manquait à tout le monde, j'aurais cru, moi, manquer à ma conscience, si j'avais refusé de donner quelques heures du mien à un travail gratuit autant comme argent que comme amour-propre. C'était la première et ce sera probablement la dernière fois de ma vie que j'aurai écrit quelques lignes sans les signer.

Mais, du moment que je consentais à laisser au ministre la responsabilité d'un écrit de moi, je devais accepter aussi la censure du ministre, ou des personnes qu'il commettait à cet examen. C'était une preuve de confiance personnelle de ma part envers M. Ledru-Rollin, la plus grande qu'un écrivain qui se respecte puisse donner à un ami politique.

Il avait donc, lui, la responsabilité politique de mes paroles, et les cinq ou six Bulletins que je lui ai envoyés ont été examinés. Mais le XVI Bulletin est arrivé dans un moment où M. Élias Regnault, chef du cabinet, venait de perdre sa mère. Personne n'a donc lu, apparemment, le manuscrit avant de l'envoyer à l'imprimerie. J'ignore si quelqu'un en a revu l'épreuve. Je ne les revoyais jamais, quant à moi.

Un moment de désordre dans le cabinet de M. Élias Regnault, désordre qu'il y aurait cruauté et lâcheté à lui reprocher, a donc produit tout ce scandale, que, pour ma part, je ne prévoyais guère et n'ai jamais compris jusqu'à présent.

Comme, jusqu'à ce fameux Bulletin, il n'y avait pas eu un mot à retrancher dans mes articles, ni le ministre, ni le chef du cabi-

net n'avaient lieu de s'inquiéter extraordinairement de la différence d'opinion qui pouvait exister entre nous.

Apparemment, M. Jules Favre, secrétaire général, qui, je crois, rédigeait en chef le Bulletin de la République, était absent, ou préoccupé aussi par d'autres soins. Il est donc injuste d'imputer au ministre ou à ses fonctionnaires le choix de cet article parmi trois projets rédigés sur le même sujet dans des nuances différentes. Je n'ai pas le talent assez souple pour tant de rédactions et c'eût été trop exiger de mon obligeance que de me demander trois versions sur la même idée. Je n'ai jamais connu trois manières de dire la même chose, et je dois ajouter que le sujet ne m'était point désigné.

Une autre circonstance que je me rappelle exactement et qu'il est bon d'observer, c'est que l'article avait été envoyé par moi le mardi 12 avril, alors qu'il n'était pas plus question, dans mon esprit, des événements du 16, que dans les prévisions de tous ceux qui vivent comme moi en dehors de la politique proprement dite. Par suite de la préoccupation douloureuse du chef du cabinet, cet article n'a paru que le 16 : c'est dire assez que, dans l'agitation où se trouvaient alors les esprits, on a voulu à tort donner, à des craintes que j'avais émises d'une manière générale, une signification particulière.

Voilà ma réponse aux explications que tu me demandes. Pour ma part, il m'est absolument indifférent qu'on incrimine mes pensées ; je ne reconnais à personne le droit de m'en demander compte et aucune loi n'autorise à chercher au fond de ma conscience si j'ai telle ou telle opinion. Or un écrit que l'on compte soumettre à un contrôle avant de le publier, et que dans cette prévision, on ne se donne le soin ni de peser, ni de relire, est

un fait inaccompli, ce n'est rien de plus qu'une pensée qui n'est pas encore sortie de la conscience intime.

Mais peu importe ce qui me concerne. Je devais seulement à la vérité et à l'amitié de te raconter ce qui entoure ce fait, c'est-à-dire la part qu'on accuse certaines personnes d'y avoir prise.

Si le XVI Bulletin a été un brandon de discorde entre républicains, ce que j'étais loin d'imaginer durant les cinq à dix minutes que je passai à l'écrire, il ne fut pas écrit du moins en prévision ou en espérance de l'événement du 15 mai, que je n'approuve en aucune façon. Je crois que tu me connais assez pour savoir que, si je l'avais approuvé avant et pendant, ce ne serait pas l'insuccès qui me le ferait désavouer après.

Àtoi de cœur, mon ami.

GEORGE SAND.

1848 · CCLXXXV

Nohant, mardi 7 août 1848.

Quoique bien malade, je t'ai écrit hier pour te donner, vite, les explications que tu me demandais et que tu désirais peut-être, par amitié pour moi, pouvoir donner à quelques personnes. Il y a assez longtemps qu'on m'ennuie avec ce XVI Bulletin. J'ai dédaigné de répondre à toutes les attaques indirectes des journaux de la réaction. Ma réponse, conforme à l'exacte vérité, est dans la lettre que je t'ai envoyée hier et dont je t'autorise à faire l'usage que tu jugeras convenable, soit en la communiquant, soit en la

faisant imprimer dans un journal de notre opinion. J'aurais pu l'écrire plus tôt ; mais je voulais laisser à M. Ledru-Rollin le soin de désavouer ce Bulletin comme il l'entendrait ; les explications que le rapport prétend avoir reçues de hauts fonctionnaires ne sont pas conformes à la vérité, et tu comprendras qu'il me plaise peu de passer pour son rédacteur payé, apparemment, puisqu'on suppose que j'envoyais divers projets, parmi lesquels on choisissait la nuance, je tiens à garder l'attitude qui me convient comme écrivain, et à laquelle je n'ai jamais manqué, ni comme dignité, ni comme modestie, ni comme désintéressement.

Avise donc de toi-même ; car je prends ici conseil de toi, sur ce que tu dois faire de ma lettre. Je désire rétablir la vérité en ce qui me concerne, et c'est aussi défendre M. Ledru-Rollin que de me défendre moi-même. C'est la seule occasion convenable peut-être que j'aurai de le faire ; car, le rapport oublié, il serait de mauvais goût de ramener sur moi l'attention pour un fait personnel, comme vous dites à l'Assemblée. Peut-être aussi faut-il attendre que M. Ledru-Rollin s'en explique lui-même ? Confères-en avec lui, ce sera utile, et montre-lui mes lettres si tu veux.

Je te remercie, mon vieux frère, d'avoir pensé à moi tout de suite ; j'étais bien sûre que tu aurais ce soin-là.

Je crois que tu dois blâmer, toi, l'homme de la douceur et de la prudence généreuse, la brutalité du XVI Bulletin. Pardonne-moi ce péché, que je ne puis appeler un péché de jeunesse. Je ne reviendrai pas sur ce que je t'ai écrit hier du fait non accompli dans ma réflexion, et pourtant accompli par le vouloir d'un hasard singulier. Ma défense, là-dessus, n'est point trop métaphysique, elle est simple et même naïve, je crois. Mais, après tout, je ne me repens pas bien sincèrement, je te le confesse, de cette énormité. Je

suis sincère en te disant que je n'ai jamais donné dans le 15 mai. L'Assemblée n'avait pas mérité d'être traitée si brutalement. Le peuple n'avait pas droit ce jour-là. Il ne s'agissait pas pour lui de sauver la République par ces moyens extrêmes qu'il n'a mission d'employer que dans les cas désespérés. D'ailleurs, il n'était pas là, le peuple, puisqu'on ne s'est pas battu. Quelques groupes socialistes n'ont pas le droit d'imposer leur système à la France qui recule ; mais, quand je disais, dans l'abominable XVI Bulletin, que le peuple a droit de sauver la République, j'avais si fort raison, que je remercie Dieu d'avoir eu cette inspiration si impolitique. Tout le monde l'avait aussi bien que moi ; mais il n'y avait qu'une femme assez folle pour oser l'écrire. Aucun homme n'eût été assez bête et assez mauvaise tête pour faire tomber de si haut une vérité si banale. Le hasard, qui est quelquefois la Providence, s'est trouvé là pour que l'étincelle mît le feu. J'en rirais sur l'échafaud si cela devait m'y envoyer. Le bon Dieu est quelquefois si malin !

Mais que M. Ledru-Rollin s'en défende, je le veux de tout mon cœur, et je l'y aiderai tant qu'il voudra. Je l'eusse fait plus tôt s'il ne m'eût dit que cela n'en valait pas la peine. Pourtant, puisque l'accusation de ce fait prend place dans les choses officielles, hâtons-nous de dire la vérité. Ce que je n'accepte pas, c'est que M. Élias Regnault, ou quelque autre (je ne sais pas qui), arrange la vérité à sa manière.

Je t'envoie une lettre que j'ai reçue le 8 ou le 10 juin d'un Anglais qui n'est pas précisément de mes amis, mais qui m'est sympathique. Remets-la à Louis Blanc, et qu'il juge si elle peut lui être utile. S'il veut des détails sur le caractère et la position de M. Milnes, M. de Lamennais lui en donnera d'excellents, et, s'il y

avait lieu à l'appel en témoignage, je suis sûre qu'il le ferait de bon cœur. C'est un homme de vérité et de sincérité, quoique un peu sceptique. Au reste, sa lettre le peint tout entier.

Bonsoir, ami et frère. Toujours à toi.

GEORGE SAND.

1848 · CCLXXXVI

Nohant, 24 septembre 1848.

Je viens bien tard répondre à une lettre que vous m'avez écrite le 19 juillet dernier. Vous me l'aviez adressée à Paris, et, par un concours de circonstances trop long à vous expliquer ici, je ne l'ai reçue que depuis peu de jours avec un paquet d'autres lettres.

Vous me demandez si le socialisme combattait en juin à Paris. Je le crois, bien qu'aucun de mes amis, parmi les ouvriers, n'ait cru devoir prendre part à cette lutte effroyable. J'étais déjà ici à cette époque et je n'ai rien vu par moi-même : je ne puis donc juger que par induction. Je crois que le socialisme a dû combattre dans toutes ses nuances, parce qu'il y a de tout dans ce grand peuple de Paris, et même des combinaisons d'idées et de doctrines que nous ne connaissons pas.

Mais je ne crois pas que le socialisme ait suscité le mouvement ni qu'il l'ait dirigé. Je doute qu'il l'eût dominé et réglé si les insurgés eussent triomphé. Il y a eu, je crois, toute sorte de désespoirs dans cette mêlée, et, par conséquent, toute sorte de fantaisies ; car le désespoir en a, vous le savez, comme les maladies ex-

trêmes. L'élection de Louis Bonaparte à côté de celle de Raspail doit nous expliquer un peu aujourd'hui la confusion de l'événement de juin.

En somme, il y a un grand fait qui domine tout, et je vous l'explique assez par le mal de désespoir. Le désespoir ne peut pas raisonner, il ne peut pas attendre. Là est le malheur. Le peuple n'a pas eu confiance en l'Assemblée nationale, et, aujourd'hui, nous voyons bien que son instinct ne l'avait pas trompé ; car l'Assemblée nationale, sauf une minorité républicaine méritante, et une infiniment petite minorité socialiste, enterre toutes les questions vitales de la démocratie.

Mais ce n'est point par le combat que le peuple triomphera d'ici à longtemps. On a trop effrayé la bourgeoisie propriétaire. Elle croit qu'on veut tout lui ravir, l'argent et la vie, et elle trouve de l'appui dans la majorité du peuple, qui craint aussi pour l'ombre de propriété qu'elle possède ou qu'elle rêve. Je crois que la question est retardée parce qu'elle est mal posée de part et d'autre.

Il y a, selon moi, deux espèces de propriétés : la propriété individuelle et la propriété sociale. Les bourgeois ne veulent reconnaître que la première ; certains socialistes, poussés à l'extrême par cette monstrueuse négation de la propriété sociale, ne veulent reconnaître que la seconde.

Cependant plus les sociétés se civilisent et se perfectionnent, plus elles étendent le fonds commun, pour faire contrepoids à l'abus et à l'excès de la propriété individuelle. Mais il doit aussi y avoir une borne à cette extension de la propriété commune ; au-

trement, la liberté individuelle et la sécurité de la famille périraient.

Aussi le ministre Duclerc avait une pensée vraiment sociale en voulant donner à l'État le monopole des chemins de fer et des assurances contre l'incendie. C'étaient des mesures parfaitement logiques et qui devaient s'étendre à mesure que la société en aurait recueilli le bénéfice. Ainsi tout ce qui concerne les voies de communication, les routes, les canaux et les richesses qui, de leur nature, sont communes à tous, les grandes mesures financières portant sur les hypothèques et qui peuvent mettre l'argent à bon marché, tout cela devra être socialisé avec le temps, pourvu que la bonne volonté y soit. Mais elle n'y est pas, la vérité ayant été outrepassée par les écoles socialistes qui vont jusqu'à ôter à l'individu, sa maison, son champ, son jardin, son vêtement et même sa femme.

La peur, une peur pusillanime et furieuse en même temps, s'est emparée de la bourgeoisie. Et puis les spéculateurs qui, sous la dernière monarchie, se sont emparés de ces richesses communes (et c'est en ce sens que Proudhon a raison de dire que la propriété, c'est le vol), ne veulent point restituer à la communauté ce qui est essentiellement du domaine commun. S'ils pouvaient, comme sous la féodalité, posséder les ponts, les chemins, les rivières, les maisons et même les hommes, ils trouveraient cela fort légitime, tant ils font peu, vis-à-vis de la communauté, la distinction du tien et du mien.

Le peuple qui s'est battu en juin avait-il compris cette distinction ? On le croirait à cause du fait de la dissolution des ateliers nationaux, qui a servi de cause ou de prétexte. Il semble qu'il ait pris les armes pour maintenir son droit au travail. Mais le fait ac-

compli se présente si confusément et, je le répète, les dernières élections de Paris sont si bizarres, qu'on ne sait plus que penser de la masse.

Est-ce par haine de la dictature de Cavaignac qu'on ambitionne celle d'un neveu de Napoléon ? Comment le savoir ? Nous nous agitons dans une fournaise, et il est malheureux que le peuple ne connaisse pas sa vraie force. Elle est dans le suffrage universel qui le met toujours à même de réparer ses fautes et de refaire sa constitution. Mais l'excès de sa souffrance la lui fait méconnaître, et, dans les orages qu'il soulève, dans les vœux étranges qu'il émet lors des élections, il compromet le principe même de sa souveraineté.

Cavaignac a peut-être combattu le peuple pour lui conserver, malgré lui, cette inviolable souveraineté. Je ne sais. Il faut croire cela pour ne pas le haïr de s'être fait, en apparence, l'exécuteur des hautes-œuvres de la bourgeoisie.

Voilà, monsieur, mes idées sur notre malheur. Elles sont assez vagues, comme vous voyez ; car on n'a pas l'esprit bien lucide quand le cœur est si profondément déchiré. La foi dans l'avenir ne doit jamais être ébranlée par ces catastrophes ; car l'expérience est un fruit amer et plein de sang ; mais comment ne pas souffrir mortellement du spectacle de la guerre civile et de l'égorgement du peuple ?

Je vous remercie de la citation de Pascal que vous m'envoyez. — Elle est bien belle, en effet, et bien frappante. Vous me demandez dans quel journal j'écris. Je n'écris nulle part en ce moment du moins, je ne puis dire ma pensée sous l'état de siège. Il faudrait faire aux prétendues nécessités du temps des concessions

dont je ne me sens pas capable. Et puis mon âme a été brisée, découragée pendant quelque temps. Elle est encore malade et je dois attendre qu'elle soit guérie.

Agréez, monsieur, et faites agréer à vos amis, l'expression de mes sentiments fraternels.

GEORGE SAND.

1848 · CCLXXXVII

Nohant, 30 septembre 1848.

Je ne sais si vous avez reçu deux lettres que je vous ai écrites à Milan, l'une pendant nos horribles événements de juin, l'autre quelque temps après. Comme je vous sais plein de courage pour écrire à ceux qui vous aiment, je présume, si vous ne m'avez pas répondu, que vous n'avez rien reçu. Dieu sait quels obstacles peuvent être entre nous ! Je n'en verrais le motif de la part d'aucune police européenne ; car nous sommes désormais de ceux qui conspirent au grand jour. Mais, enfin, nous vivons dans un temps où toutes choses ne s'expliquent pas. Si vous recevez celle-ci, ayez la bonté de me faire savoir, ne fût-ce que par un mot, que vous savez que je pense à vous.

Heureusement, j'ai eu de vos nouvelles par Eliza Ashurst. Presque toutes les lettres que vous avez écrites à ses parents lui ont été adressées à Paris, d'où elle me les a envoyées ici, d'où, enfin, je les renvoie à Londres. Vous voyez que vos petits bouts de papier circulent beaucoup et intéressent plus d'une famille. J'ai donc su vos malheurs, vos douleurs, vos agitations ; je n'avais pas

besoin de les lire pour les apprécier. Je n'avais qu'à interroger mon propre cœur pour y trouver toutes vos souffrances, et je sais que vous avez dû ressentir aussi les miennes. Ce qui s'est passé à Milan est mortel à mon âme, comme ce qui s'est passé à Paris doit être déchirant pour la vôtre. Quand les peuples combattent pour la liberté, le monde devient la patrie de ceux qui servent cette cause. Mais votre situation est plus logique et plus claire que la nôtre, quoiqu'il y ait au fond les mêmes éléments. Vous avez l'étranger devant vous et les crimes de l'étranger s'expliquent comme la lutte du faux et du vrai. Mais nous qui avons tout recouvré en février, et qui laissons tout perdre, nous qui nous égorgeons les uns les autres sans aller au secours de personne, nous présentons au monde un spectacle inouï.

La bourgeoisie l'emporte, direz-vous, et il est tout simple que l'égoïsme soit à l'ordre du jour. Mais pourquoi la bourgeoisie l'emporte-t-elle, quand le peuple est souverain, et que le principe de sa souveraineté, le suffrage universel, est encore debout ? Il faut enfin ouvrir les yeux, et cette vision de la réalité est horrible. La majorité du peuple français est aveugle, crédule, ignorante, ingrate, méchante et bête ; elle est bourgeoise enfin ! Il y a une minorité sublime dans les villes industrielles et dans les grands centres, sans aucun lien avec le peuple des campagnes, et destinée pour longtemps à être écrasée par la majorité vendue à la bourgeoisie. Cette minorité porte dans ses flancs le peuple de l'avenir. Elle est le martyr véritable de l'humanité. Mais, à côté d'elle et autour d'elle, le peuple, même celui qui combat avec elle en de certains jours, est monarchique. Nous qui n'avons pas vu les journées de juin, nous avons cru, jusqu'à ce moment, que les faubourgs de Paris avaient combattu pour le droit au travail. Sans doute, tous l'ont fait instinctivement ; mais voici des élec-

tions nouvelles qui nous donnent le chiffre des opinions formulées. La majorité est à un prétendant, ensuite à un juif qui paye les votes, et enfin, en nombre plus limité, aux socialistes. Et, pourtant, Paris est la tête et le cœur des socialistes. De leur côté, les chefs socialistes ne sont ni des héros ni des saints. Ils sont entachés de l'immense vanité et de l'immense petitesse qui caractérisent les années du règne de Louis-Philippe.

Aucune idée ne trouve la formule de la vie. La majorité de la Chambre vote la mort du peuple, et le peuple en masse ne se lève pas sous le drapeau de la République. Il faut à ceux-ci un empereur, à ceux-là des rois, à d'autres des révélateurs bouffis et des théocrates. Nul ne sent en lui-même ce qu'il est et ce qu'il doit être. C'est une effrayante confusion, une anarchie morale complète et un état maladif où les plus courageux se découragent et souhaitent la mort.

La vie sortira, sans aucun doute, de cette dissolution du passé, et quiconque sait ce que c'est qu'une idée ne peut être ébranlé dans sa foi, en tant que principe. Mais l'homme n'a qu'un jour à passer ici-bas, et les abstractions ne peuvent satisfaire que les âmes froides. En vain nous savons que l'avenir est pour nous ; nous continuons à lutter et à travailler pour cet avenir que nous ne verrons pas. Mais quelle vie sans soleil et sans joies ! quelle lourde chaîne à porter ! quels ennuis profonds ! quels dégoûts ! quelle tristesse ! Voilà le pain trempé de larmes qu'il nous faut manger. Je vous avoue que je ne puis accepter de consolations et que l'espérance m'irrite. Je sais aussi bien que qui que ce soit qu'il faut aller en avant ; mais ceux qui me disent que c'est pour traverser en personne de plus riantes contrées, sont des enfants qui se croient assurés de vivre un siècle. J'aime mieux qu'on me

laisse dans ma douleur. J'ai bien la force de boire le calice, je ne veux pas qu'on me dise qu'il est de miel quand j'y vois le sang et les larmes de l'humanité.

J'ai vu votre amie Eliza. Elle est venue passer quelques jours ici. Nous avons beaucoup parlé de vous ; mais je vous dirai tout franchement qu'elle m'a fait un effet tout opposé à celui que vous avez produit sur moi. Après vous avoir vu, je vous ai aimé beaucoup plus qu'auparavant, tandis qu'avec elle, c'est le contraire. Elle est très bonne, très intelligente, elle doit avoir de grandes qualités. Mais elle est infatuée d'elle-même, elle a le vice du siècle, et ce vice ne me trouve plus tolérante comme autrefois, depuis que je l'ai vu, comme un vilain ver, ronger les plus beaux fruits et porter son poison sur tout ce qui pouvait sauver le monde. Je crains que la lecture de mes romans ne lui ait été mauvaise et n'ait contribué, en partie, à l'exalter dans un sens qui n'est pas du tout le mien. L'homme et la femme sont tout pour elle, et la question de sexe, dans une acception où la pensée de l'homme ni celle de la femme ne devrait s'arrêter exclusivement, efface chez elle la notion de l'être humain, qui est toujours le même être et qui ne devrait se perfectionner ni comme homme ni comme femme, mais comme âme et comme enfant de Dieu. Il résulte de cette préoccupation, chez elle, une sorte d'état hystérique dont elle ne se rend pas compte, mais qui l'expose à être la dupe du premier drôle venu. Je crois sa conduite chaste, mais son esprit ne l'est pas et c'est peut-être pire. J'aimerais mieux qu'elle eût des amants et n'en parlât jamais que de n'en point avoir et d'en parler sans cesse. Enfin, après avoir causé avec elle, j'étais comme quelqu'un qui a mangé un mauvais aliment et qui souffre de l'estomac. J'ai été sur le point de le lui dire, et c'était peut-être

mon devoir. Mais je m'apercevais que cela l'irriterait et je n'étais pas sûre de lui faire utilement de la peine.

Elle a pour vous, du reste, une sorte d'adoration, un culte, dont vous devez lui savoir gré, car il est sincère et profond. Mais encore, en me parlant de vous, elle m'a impatientée sans le savoir. Elle voulait avoir mon opinion sur le sentiment que vous avez pour les femmes, et, pour me débarrasser d'une si sotte question, je lui ai dit un peu brusquement que vous ne deviez pas les aimer du tout, que vous n'en aviez pas le temps ; et qu'avant les femmes il y avait pour vous les hommes, c'est-à-dire l'humanité, qui comprend les deux sexes à un point de vue plus élevé que celui des passions individuelles. Là-dessus, elle s'est animée et m'a parlé de vous comme d'un héros de roman, ce qui me blessait et m'ennuyait énormément. Enfin, une véritable Anglaise, prude sans pudeur ; et c'est aussi un véritable Anglais, car l'esprit n'a pas de sexe, et chaque Anglais se croit le plus bel homme de la plus belle nation qu'il y ait au monde.

Et, pourtant, je sens qu'il faut de l'indulgence avec ces heureux êtres qui trouvent encore, dans les petites satisfactions ou dans les petites illusions de leur amour-propre, un refuge contre le malheur des temps. Nous sommes bien à plaindre, nous qui ne pouvons plus vivre en tant qu'individus et qui sommes dans l'humanité en travail, comme les vagues dans la mer battues de l'orage.

Vous avez revu votre sœur et votre mère, c'est toujours cela de pris ! Je ne vous parle pas de mes chagrins domestiques. Ils sont toujours les mêmes et ne changeront pas. Mon intérieur est du moins tranquille et doux, mon fils toujours bon et calme ; et les deux autres enfants que vous connaissez, laborieux et affectueux

autour de moi. Je ne demande rien à Dieu pour moi-même, je ne le prie même pas de me préserver des cuisantes douleurs qui me viennent d'ailleurs. Je lui demande d'ôter aux autres les peines dont je souffre. Mais c'est encore lui demander plus que sa terrible loi n'a voulu accorder à notre race infortunée.

Adieu, ami ; je vous aime.

G. SAND.

1848 · CCLXXXVIII

Nohant, 14 octobre 1848.

Les idées que je vous ai exprimées au courant de la plume dans ma dernière lettre sont trop incomplètes pour être publiées. On peut faire sans cérémonie un échange d'idées par lettres ; mais il ne faut soumettre au public que ce qu'on a travaillé de son mieux, et cela, non par respect de soi-même et vanité d'écrivain, mais par respect pour l'idée même qu'on doit présenter sous la meilleure forme possible. Je m'occupe en ce moment, avec un de mes amis, d'un travail aussi complet, et pourtant aussi court et aussi simple que nous pouvons le résumer, sur la question que je vous ai exposée rapidement dans ma lettre. Cette brochure paraîtra incessamment et je vous en enverrai plusieurs exemplaires. Si le principe développé ainsi vous paraît juste et satisfaisant, vous pourrez, par l'action que vous exercez autour de vous, lui donner une extension et l'appuyer de preuves nouvelles ; car une idée n'est à personne et son application est l'œuvre de tous.

Je vous remercie des paroles affectueuses et sympathiques que vous m'adressez personnellement. Mes sentiments n'ont de valeur que parce qu'ils répondent au sentiment des âmes généreuses, et qu'ils le confirment comme ils sont confirmés par lui.

Agréez, monsieur, pour vous et vos amis, l'expression de mon dévouement fraternel.

GEORGE SAND.

Je rouvre ma lettre pour répondre à une question que vous m'adressiez, et j'y répondrai mal, parce que je suis comme vous dans de grandes incertitudes en face du fait politique. D'abord, je pense être d'accord avec vous sur ce point : l'institution de la présidence est mauvaise et c'est une sorte de restauration demi-monarchique. Ensuite (le président accordé), faut-il qu'il soit nommé par le peuple ou par l'Assemblée nationale ? En principe, il doit être nommé par le peuple, tous les démocrates sont d'accord là-dessus ; car le contraire est le rétablissement du suffrage à deux degrés.

Mais, en fait, des républicains très sincères ont voté pour la nomination par l'Assemblée, pensant que les besoins de la politique exigeaient cette infraction au principe. Moi, j'avoue que je déteste ce qu'on appelle aujourd'hui la politique, c'est-à-dire cet art maladroit, peu sincère et toujours déjoué dans ses calculs par la fatalité ou la Providence, de substituer à la logique et à la vérité des prévisions, des ressources, des transactions, la raison d'État des monarchies, en un mot. Jamais l'instinct du peuple ne ratifiera les actes de la politique proprement dite, parce que l'instinct populaire est grand quand Dieu souffle sur lui, tandis que l'esprit

de Dieu est toujours absent de ces conciliabules d'individus où l'on fabrique avec de grands moyens de si petits expédients.

Pourtant, le peuple va se tromper et manquer de lumière et d'inspiration dans le choix de son président. Du moins, on le prévoit et on craint l'élection du prétendant. Qu'y faire ? En lui laissant son droit, on lui laisse au moins l'intelligence et la foi du principe, et il vaut mieux qu'il en fasse, au début, un mauvais usage que s'il perdait la notion de son droit et de son devoir en secondant avec prudence et habileté les exigences de la politique.

S'il fait un mauvais choix, il pourra aussi le défaire, au lieu que, s'il ne fait pas de choix du tout, il n'y aura pas de raison pour qu'il ne subisse pas celui qu'on aura fait à sa place.

1848 · CCLXXXIX

Nohant, 1 novembre 1848.

Je suis toute triste et consternée de n'avoir pas de vos nouvelles depuis si longtemps. Je sais que vous vous portez bien (si on ne me trompe pas pour me rassurer !). Mais je suis inquiète quand même, parce que j'espérais que vous pourriez m'écrire, et apparemment vous ne l'avez pas pu. N'avez-vous pas reçu une lettre de moi, une seule ; car on ne m'a pas fourni, depuis, d'autre occasion et d'autre moyen de vous écrire. Je n'ose vous rien dire ; d'ailleurs, que vous dirais-je que vous ne sachiez aussi bien que moi ? Les événements sont tristes et sombres partout ; mais l'avenir est toujours clair et beau pour ceux qui ont la foi. Depuis mai, je me suis mise en prison moi-même dans ma retraite, qui

n'est point dure et cruelle comme la vôtre, mais où j'ai peut-être eu plus de tristesse et d'abattement que vous, âme généreuse et forte ! j'y ai même été moins en sûreté ; car on m'a fait beaucoup de menaces. Vous savez que la peur n'est point mon mal, et nous sommes de ceux pour qui la vie n'est pas un bien, mais un rude devoir à porter jusqu'au bout. Cependant, ces cris, ces menaces me faisaient mal, parce que c'était l'expression de la haine, et c'est là notre calice.

Être haï et redouté par ce peuple pour qui nous avons subi physiquement ou moralement le martyre depuis que nous sommes au monde ! Il est ainsi fait et il sera ainsi tant que l'ignorance sera son lot. Pourtant, on me dit que partout il commence à se réveiller, et en bien des endroits on crie aujourd'hui : « Vive Barbès ! » là où l'on criait naguère (et c'étaient souvent les mêmes hommes) : « Mort à Barbès ! » — « Eh ! mon Dieu, me disais-je, ce martyre, il l'a déjà subi mille et mille fois, et il l'a cherché à tous les instants de sa vie. C'est sa destinée d'être le plus haï et le plus persécuté, parce qu'il est le plus grand et le meilleur. »

Je fais souvent des châteaux en Espagne, c'est la ressource des âmes brisées. Je m'imagine que, quand vous sortirez d'où vous êtes, vous viendrez passer un an ou deux chez moi. Il faudra bien que nous nous tenions tous cois, sous le règne du président, quel qu'il soit ; car la partie, comme vous l'entendiez, est perdue pour un peu de temps. Le peuple veut faire un nouvel essai de monarchie mitigée : il le fera à ses dépens, et cela l'instruira mieux que tous nos efforts. Pendant ce temps-là, nous reprendrons des forces dans le calme, nous apprendrons la patience dans les moyens, les partis s'épureront et l'écume se séparera de la lie. Enfin, la nation mûrira, car elle est moitié verte et moitié pour-

rie… Et peut-être que, dans cet intervalle, nous aurons les seuls moments de bonheur que vous et moi aurons connus dans notre vie. Il nous sera permis de respirer, et l'air de mes champs, l'affection et les soins de ma famille vous feront une nouvelle santé et une nouvelle vie.

Laissez-moi faire ce rêve. Il me console et me soutient dans l'épreuve que vous subissez.

Adieu. L'ami, l'ami qui vous porte ma lettre, essayera de vous voir. S'il ne le peut, il essayera de vous la faire tenir et de me rapporter un mot de vous. Mon fils vous embrasse tendrement et nous vous aimons.

GEORGE.

1848 · CCXC

Nohant, 22 novembre 1848.

Je vous croyais rentré en Italie, je ne savais où vous prendre ; cette énergique proclamation de vous, que j'ai lue dans les journaux, n'indiquait point où vous étiez. Vous avez une existence difficile à suivre matériellement, et le cœur seul s'attache à vos pas, au milieu de mille anxiétés douloureuses.

Comment pouviez-vous croire que vous m'aviez fâchée ? Est-ce jamais possible ? Non, non, je ne le crois pas. Vous me gronderiez bien fort que je baisserais la tête, reconnaissant que vous en avez le droit et le devoir. Mais, bien loin de là, votre avant-dernière lettre était pleine de tendresse et de douceur comme toutes

les autres, et vous ne songiez qu'à me consoler et à m'encourager. Quand je ne vous écris pas, dans le doute de votre situation, c'est par une crainte instinctive de vous compromettre si vous vous trouviez dans des circonstances plus périlleuses que de coutume. Tenez-moi donc toujours au courant, ne fût-ce que par un mot. De mon côté, je vous écrirai un mot seulement pour vous dire que je pense à vous, quand je craindrai que ma pensée sur les événements ne vous arrive mal à propos. Mais vous le savez bien, que je pense à vous sans cesse, et, pour ainsi dire, à toute heure. Votre souvenir n'est-il pas lié à toutes mes pensées sur le présent et l'avenir de l'humanité ? N'êtes-vous pas un de ces travailleurs infatigables du grand œuvre des temps modernes ? Ouvriers qui peuvent bien se compter entre eux ; car ceux de la douzième heure forment les masses et il en est peu qui ne se corrompent pas ou ne se rebutent pas, au milieu de tant de revers !

Sans doute l'avenir est à nous ; mais irons-nous jusqu'à l'avenir ? Peu importe ! dites-vous ; oui, peu importe pour nous qui sommes dévoués. Mais combien souffrent sans comprendre, et sans pouvoir s'adjurer eux-mêmes ! combien succombent dans le pèlerinage, et comment ne pas pleurer amèrement sur les mourants qu'on laisse derrière soi ! Notre route est semée de cadavres, et, tandis que l'ennemi fait des cadavres véritables par le fer et le feu, nous sommes environnés de découragements et de désespoirs qui s'asseyent au bord du chemin et refusent d'aller plus loin.

L'état moral de la France, en ce moment, est une retraite de Russie. Les soldats sont pris de vertige et se battent entre eux pour mourir plus vite. Voyez les socialistes divisés, exaspérés, fu-

rieux, au moment où toutes les nuances de l'idée démocratique devraient se réunir et se retourner contre l'ennemi commun !

Mais il y a là dedans quelque chose de fatal. Ce ne sont pas seulement les orgueilleux et les intolérants qui ne savent quel nom opposer à celui du prétendant : ce sont les âmes honnêtes et modestes, ce sont les serviteurs les mieux disciplinés de la cause, qui reculent effrayés devant une adhésion à donner au proconsul algérien, au mitrailleur des faubourgs. Lui seul peut nous sauver, dit-on. Sauver notre parti, peut-être ! Encore c'est très douteux, d'après sa conduite récente. Mais le peuple est-il un parti ? Et cet homme a-t-il la moindre intelligence des besoins du peuple, la moindre sympathie pour ses souffrances, la moindre pitié pour ses égarements ?

Si nous lui opposons Ledru-Rollin, quelle garantie nous donne ce caractère impressionnable et capricieux dont on ne saurait dire, depuis le 4 mai, s'il est pour le peuple ou pour une certaine bourgeoisie démocratique qui n'est pas le peuple, et qui manque d'intelligence au premier chef !

Je vais vous envoyer la constitution de Leroux. C'est savant, ingénieux, et très bon à lire dans un temps de calme et de spéculation philosophique. Mais toutes ces formes symboliques, et ces systèmes à priori ne répondent en rien aux besoins, aux possibilités du moment. C'était facile à tourner en ridicule, on l'a fait, et cet écrit n'a servi à rien. Proudhon est bien plus fort que lui dans les théories absolues et personnelles. Mais c'est l'esprit de Satan, et malheur à nous si nous mettons ainsi l'idéal à la porte ! Leroux en a trop ; mais, pour n'en point avoir du tout, Proudhon n'est pas plus praticable.

Ces esprits-là en cherchent trop long. Il n'en faudrait pas tant pour nous sauver. Je vous enverrai une brochure de Lamennais, et ce que je pourrai rassembler ici, avec un livre que mon ami Borie vient de faire et dont j'ai écrit l'introduction. Vous m'en direz votre avis.

Je ne veux pas vous parler des événements de l'Italie et de ceux qui particulièrement vous intéressent. Il me semble qu'il ne le faut pas, par prudence pour vous. Vous me tiendrez au courant, tant que vous pourrez, et vous savez si je m'y intéresse, si je me tourmente, si je m'afflige et si j'espère et souffre comme vous et avec vous !

Mes enfants vous aiment et me chargent de vous le dire. J'ai toujours hors de la maison, les mêmes douleurs de famille. Je travaille, j'attends le 10 décembre comme tout le monde. Il y a là un gros nuage, ou une grande mystification, et il faut s'avouer impuissant devant cette fatalité politique d'un nouvel ordre dans l'histoire : le suffrage universel.

Adieu, ami.

GEORGE.

1848 · CCXCI

Nohant, 8 décembre 1848.

Voilà trois ou quatre lettres que je vous écris, que je fais porter à Paris, et qu'on ne trouve pas le moyen de vous faire passer, apparemment parce qu'on s'y prend mal, ou qu'il y a entre vous et

moi un guignon particulier. Je vous envoie la dernière, pour que vous voyiez que je n'ai pas cessé de penser à vous.

Cette fois, on m'assure qu'on réussira à vous faire tenir ma lettre. Ce qui fait que je n'insiste pas trop, c'est que je n'ai rien de pressé et de particulier à vous dire en fait de politique. Sur ce chapitre-là, je sais ce que vous pensez et vous savez ce que je pense. Ce à quoi je tiens, c'est que vous ne croyiez pas que je vous oublie un seul instant, vous le meilleur de tous. Ce qui se passe au dehors, vous le savez sans doute.

Je présume que vous n'êtes pas privé de journaux, bien qu'après tout, ce serait peut-être un bonheur d'ignorer combien une partie de la France est absurde, aveugle, égarée en ce moment-ci. Mais, malgré l'engouement pour l'Empire, qui est le mauvais côté de l'esprit public, il y a, d'autre part, un changement sensible, un progrès réel dans les idées. Cela est surtout frappant dans nos provinces, où les questions de personnes s'amoindrissent pour faire place, je ne dirai pas à des questions, mais à des besoins de principes. Je ne suis guère contente, pour ma part, de nos socialistes : ces divisions, ces fractionnements sentent l'orgueil et l'intolérance, défauts inhérents au rôle d'homme à idées, et que je leur ai toujours reproché, vous le savez. Mais la volonté de Dieu est que nous marchions ainsi et que nos disputes servent à l'instruction du peuple, puisque nous ne savons pas l'instruire par de meilleurs exemples. Pourvu que ce but soit atteint, qu'importe que tels ou tels laissent un nom plus ou moins pur !

Le vôtre, grâce au ciel, sera toujours un symbole de grandeur et de sainte abnégation. Si vous aviez de l'orgueil, cela vous consolerait de votre martyre ; mais l'orgueil n'est pas votre fait,

vous êtes au-dessus de lui, et vous ne pouvez vous consoler que par l'espérance de jours meilleurs pour l'humanité.

Ces jours viendront ; les verrons-nous ? qu'importe ? Travaillons toujours. Moi, je prends aisément mon parti de tous les déboires personnels. Mais j'avoue que je manque de courage pour la souffrance de ceux que j'aime, et que, depuis le 15 mai et le 25 juin, j'ai l'âme abattue par votre captivité et par les malheurs du prolétaire. Je trouve ce calice amer et voudrais le boire à votre place.

Adieu ; écrivez-moi si vous pouvez, ne fût-ce qu'un mot. Je fais toujours le rêve que vous viendrez ici et que vous consentirez à vous reposer pendant quelque temps de cette vie terrible que vous endurez avec trop de stoïcisme. Je ne comprends rien aux lenteurs ou plutôt à l'inaction du pouvoir en ce qui vous concerne. Il me semble que vous devez être acquitté infailliblement si vous daignez dire la vérité de vos intentions, et répondre un mot à vos accusateurs.

Maurice me charge de vous dire qu'il vous aime. Si vous saviez comme nous parlons de vous en famille ! Adieu encore.

GEORGE.

1849 · CCXCII

Nohant, 13 février 1849.

Permettez-moi, citoyen, de défendre le travail de mon ami auprès des vôtres et de vous-même. Il ne me semble pas que ce tra-

vail soit incomplet à son point de vue, et vous en seriez plus satisfait si vous vous détachiez du vôtre, comme j'ai été obligée de le faire pour le mien propre. Mais remarquez bien que ce petit livre, est, quoique sous une forme modeste, un livre de philosophie, l'examen d'un principe, bien plutôt qu'un livre de pratique sociale, d'économie politique.

Il s'agissait de poser ce principe et de savoir s'il était juste, s'il était admissible. Il vous paraît tel puisque vous acceptez la préface. Le livre n'est que le développement historico-philosophique de ce principe, que je répète ici pour mieux nous entendre :

La propriété est de deux natures. Il y a une propriété commune, il y a une propriété individuelle.

Lorsqu'en causant, nous arrivâmes à cette formule, M. Borie et moi, notre premier cri fut celui : « Il n'y a guère d'idées nouvelles, et ce que nous avons trouvé là, n'est probablement qu'une réminiscence. Si nous avions tous nos souvenirs bien présents, nous verrions que nous avons lu cela dans les philosophes de toute l'humanité. »

Quant à moi, je n'ai pas d'instruction, quoique j'aie beaucoup lu. Mais je manque de précision dans la mémoire. M. Borie, étant beaucoup plus jeune, eut plus de facilité à retrouver les textes que je n'en aurais eu, et c'est pourquoi il fit très vite ce travail, que j'aurais fait très lentement. Il me semble aussi que son point de départ, car ses opinions ne sont pas absolument les miennes, donnait plus de force à son raisonnement sur la propriété commune. On devait l'accepter mieux de la part d'un esprit hostile au communisme absolu que de la mienne ; car, moi, j'ai longtemps cru au communisme absolu de la propriété et peut-être que,

même en admettant une propriété individuelle, comme je le fais aujourd'hui, je ferais cette dernière part si petite, que peu de gens s'en contenteraient.

Maintenant, ce que vous reprochez à M. Borie, c'est de n'avoir pas donné un moyen pratique, en définissant d'une manière nette et absolue, ce qui est du domaine de la propriété individuelle et ce qui est de celui de la propriété commune. Voilà où, je crois, l'auteur devait s'arrêter dans un petit ouvrage de cette nature ; car les moyens sont toujours une chose arbitraire, une chose essentiellement discutable et modifiable, une chose enfin qui, proposée aujourd'hui par un individu, devient aussitôt beaucoup meilleure si beaucoup d'individus prennent le temps de l'examiner et de la perfectionner. La nature des moyens, selon moi, importe fort peu à priori ; et la nature des principes nous est très nécessaire.

Croyez-vous que, le jour où les hommes seront d'accord sur les principes de justice et de fraternité, ils seront à court de moyens ? Croyez-vous donc que, même dans ce moment-ci, les moyens n'abondent pas ? Est-ce l'intelligence de la pratique qui fait défaut en France ? Nullement. Il y a des moyens à remuer à la pelle, et, si nous avions une Assemblée législative composée de socialistes intelligents (certes on en trouverait bien assez pour remplir le Palais-Bourbon), on verrait plus d'un homme de génie apporter son moyen. Ces moyens différeraient ; mais, si la même religion sociale unissait les intelligences, on s'entendrait, et, d'amendements en amendements, on formulerait des lois équitables et vraies qui sauveraient la société.

Croyez-vous qu'en fait de moyens, Proudhon n'ait pas, dans sa banque, de quoi rendre la vie matérielle à ce corps épuisé ? Et

croyez-vous qu'il n'y ait pas d'autres grandes intelligences financières qui végètent dans l'obscurité, par impuissance de se produire ? Je dis donc que proposer un moyen pur et simple est une chose puérile, si on ne se sent pas spécialement l'homme du moyen, et si on n'a pas, en outre, le moyen de propager son moyen. C'est dans un concile social, ou du haut d'un journal très répandu, ou du droit d'une grande capacité pratique, qu'on peut venir proposer un système pratique. Mais disséminer le travail des esprits sur une multitude de propositions isolées, c'est ce que je désapprouve.

C'est cette multitude de systèmes pratiques qui nous a empêchés d'en suivre un seul au début de la Révolution. En ce moment, Proudhon parle, et, bien qu'il ne s'inquiète point des principes qui nous préoccupent, je suis d'avis qu'il nous faut l'étudier attentivement et nous tenir prêts à le seconder, s'il est seulement dans la route, ou sur la pente du vrai dans la pratique ; car autre chose est de cultiver en soi une religion, et autre chose est de la pratiquer dans la communauté et le consentement de ses semblables. Il faut bien que chacun fasse une concession pour arriver à l'accord qui seul rend la pratique possible, et c'est ce que ferait probablement Proudhon, s'il se trouvait dans un concile organisateur, en présence d'esprits de sa force, agissant vers un but commun.

Je ne sais pas si je me fais bien comprendre ; mais, si vous ne me comprenez pas, il y a de ma faute. Voici ce que je veux dire en résumé : C'est que nous devons travailler sérieusement à dégager en nous les principes, et qu'en même temps nous devons nous faire très accessibles et très modestes devant les moyens proposés. Nous devons ne point croire que nous ayons chacun un

moyen qui est le seul, et nous bien persuader que les moyens ne se trouvent qu'en commun et par la discussion pacifique. L'erreur de Proudhon, c'est de croire que tout est dans un moyen. Hélas ! ce moyen, fût-il parfait, tombe dans le vide, s'il est offert à une majorité récalcitrante. Mais il est bon peut-être que Proudhon ait cette croyance étroite qui concentre sa force intellectuelle.

Quelques hommes ont cette étroitesse de vues et deviennent grands par cela même. Témoin Voltaire et tant d'autres, qui, à force de rejeter ce qu'ils croyaient inutile, se sont rendus utiles et puissants dans leur spécialité. Laissons grandir les hommes pratiques parmi nous et gardons-nous de croire qu'il n'en faille point. Mais gardons-nous également de nous croire tous des hommes pratiques ; car, bien qu'il y en ait en France maintenant plus qu'à aucune autre époque, c'est encore et ce sera peut-être toujours une précieuse minorité par rapport à la population.

Voilà pourquoi je n'ai pas vu avec regret que M. Borie s'arrêtât précisément devant le moyen ; s'il a en lui un moyen, c'est après un autre genre de travail, c'est dans un ouvrage spécial qu'il doit l'exposer, s'il le juge à propos. Mais nous n'en sommes pas encore, en France, à ce point de pouvoir présenter simultanément la théorie et l'application. Pierre Leroux y a échoué, malgré son génie.

Remarquez bien. Il y a plus d'un moyen de définir la propriété individuelle et la propriété commune. Proudhon vous dira que tout cela est concilié par son système. Un autre vous proposera une banque hypothécaire ; je crois que ce serait le rêve de M. Borie, par exemple, et je connais plusieurs personnes qui croient aussi à ce moyen sous diverses formes. Un troisième viendra et

vous parlera de l'impôt progressif ; un quatrième, de moyens plus modestes, mais qui seraient immédiatement applicables si l'Assemblée nationale avait seulement un peu de foi et de volonté, la communauté dans le système des chemins de fer par l'État, les assurances mutuelles sous diverses formes, et, toutes, tendant à constituer un fonds social réel ; car nous en avons déjà un fictif qui repose sur l'impôt, mais qui est mal assis et ne profite qu'aux riches.

Vous voyez que voilà bien des moyens, et je crois que tous sont bons. Si j'avais la capacité financière, je suis sûre que j'en trouverais dix autres à vous proposer. Je dis qu'ils sont tous bons par eux-mêmes et qu'ils seraient excellents en venant se fondre dans un système consenti par la nation. Mais où est le consentement ? Les riches ne veulent pas, et les pauvres ne savent pas. Un principe se formule en trois mots, et s'appuie sur des raisons purement philosophiques. Ces raisons peuvent être facilement acceptées de tous, parce que ce qui est vrai et beau saisit presque tout le monde ; qui osera dire que Socrate, Jésus, Confucius et les autres grands révélateurs se sont trompés ? Mais, quand on arrive au fait palpable, chacun a son avis, et il faut bien consulter tout le monde pour agir.

Voilà pourquoi les pensées de colère doivent être refoulées en nous, par le sentiment même de la fraternité et de la justice. Nous sommes bien forcés, si nous aimons l'humanité, de la respecter et de regarder comme sacrée la liberté qu'elle a de se tromper.

Eh quoi ! Dieu souffre cette erreur et nous ne la souffririons pas ? Pourquoi vous indigner contre les riches ? Est-ce que les riches seraient à craindre, si les pauvres étaient détachés de l'ava-

rice et du préjugé ? Les riches ne font tout ce mal que parce que le peuple tend le cou. Si le peuple connaissait son droit, les riches rentreraient dans la poussière et nous aurions si peu à les redouter, que personne ne se donnerait la peine de les haïr. Notre obstacle n'est pas là ; il est parmi nous, et nos plus implacables adversaires, à cette heure, sont, à une imperceptible minorité près, ceux-là mêmes que nous voulons défendre et sauver. Patience donc ! Quand le peuple sera avec nous, nous n'aurons plus d'ennemis et nous serons trop puissants pour ne pas être encore une fois généreux.

Quant à moi, je ne veux pas écrire au courant de la plume pour le public en ce moment-ci, et c'est précisément pour ne pas me laisser entraîner par l'émotion. Je ne suis pas toujours aussi calme que je le parais. J'ai du sang dans les veines tout comme un autre, et il y a des jours où l'indignation me ferait manquer à mes principes, à la religion qui est au fond de mon âme. J'obéis donc à la prudence, comme vous le dites fort bien, mais ce n'est pas à cause de moi. Je n'ai pas cette qualité-là pour ce qui concerne ma sécurité personnelle ; mais la passion fait du mal aux autres ; elle est un mauvais enseignement, un magnétisme funeste. J'ai assez de vertu pour me taire, je n'en aurais pas assez pour parler toujours avec douceur et charité. Or croyez bien que la charité seule peut nous sauver.

Cette lettre est toute confidentielle pour vous et vos amis. Mon nom est, à cause du XVI Bulletin, un épouvantail pour les réactionnaires, et des relations avouées avec moi pourraient vous compromettre sérieusement, je dois vous en prévenir. Si quelque chose dans mes lettres pouvait vous paraître utile à dire, je vous autorise pleinement, puisque vous avez un journal, à le repro-

duire comme venant de vous ; car ce ne sont pas les choses que je dis qui effrayent et irritent les gens, c'est mon nom.

En ce qui me concerne, j'ai été forcée de refuser à plusieurs amis d'être leur collaborateur, et, si j'écrivais dans votre journal, cela m'attirerait des chagrins personnels.

Recevez, citoyen, l'assurance de mes sentiments de fraternité.

G. SAND.

1849 · CCXCIII

Nohant, 14 mars 1849.

J'avais reçu votre lettre du mois de décembre. N'en soyez point inquiet. Si je ne vous ai pas écrit depuis, c'est que j'espérais aller à Paris, et j'aurais bien préféré vous voir ; mais je n'ai pu quitter mon île de Robinson. En outre, malgré cette apparence de sérénité dont on doit l'exemple ou la consolation à ceux qu'on aime et qui vous voient de près, j'ai été sous le coup d'un accablement physique et moral que je n'aurais pu vous cacher en vous écrivant.

J'ai eu ensuite la volonté d'aller à Bourges, et j'ai eu à subir des luttes domestiques pour ne pas le faire. Je n'ai cédé que devant cette considération que tous s'accordaient à me présenter : « Vous êtes, me disait-on, la bête noire, le bouc émissaire du socialisme. On veut que vous conspiriez sans cesse, et plus vous vous tenez coite, plus on vous accuse. Si vous allez à Bourges, on cherchera tous les moyens de vous vexer. » À quoi je répondais

que cela m'était bien égal ; mais on ajoutait aussitôt que « la malveillance de certain parti rejaillirait d'autant sur vous et augmenterait vos chances de condamnation ».

J'ai peine à le croire. Je ne puis me persuader que l'on s'occupe de moi à ce point, ni que nos adversaires eux-mêmes soient assez lâches et assez méchants pour reporter sur vous la haine qu'on leur suppose pour moi. M'a-t-on trompée pour me soustraire à quelque péril imaginaire ? Mais il a fallu céder, mon fils se mettant de la partie, et me disant aussi une chose qui m'a paru la seule vraisemblable. C'est que, sans respect pour mon âge ni pour le sérieux de notre destinée et des circonstances, les journaux de la réaction s'empareraient du fait de ma présence à Bourges pour calomnier et profaner la plus sainte des amitiés, par d'ignobles insinuations. Cela, c'est dans l'ordre, et nous savons de quoi ils sont capables. Un journal rédigé par des dévots et des prêtres ne publiait-il pas, il y a quelques années, que j'avais l'habitude de m'enivrer à la barrière avec Pierre Leroux ?

Je me serais encore moquée, pour ma part, de ces outrages stupides sur lesquels je suis tout à fait blasée ; mais on me remontrait que cela, venant jusqu'à vous, vous affligerait profondément dans votre amitié pour moi, et qu'au lieu de vous avoir porté quelques consolations, j'aurais été pour vous une nouvelle occasion d'indignation et de douleur.

Je vous devais toute cette explication ; car mon premier mouvement était d'aller vous voir et embrasser votre digne sœur, et nos premiers mouvements sont toujours un cri de la conscience autant que du cœur. Les réflexions de mes amis et de mes proches m'ont ébranlée, vous serez juge entre nous.

Je ne vous ai écrit qu'un mot par Dufraisse, et rien par Aucante. J'ignorais s'ils parviendraient jusqu'à vous et s'ils pourraient vous remettre une lettre. Dufraisse devait m'écrire à cet égard en arrivant à Bourges. Il l'a peut-être fait, mais je n'ai rien reçu ; il y a peut-être un cabinet noir installé pour la circonstance. De sorte que je serais encore sans nouvelles particulières de vous, si ce bon Émile Aucante n'eût réussi à vous voir. Il m'a dit que vous aviez bon visage et que vous vous disiez tout à fait bien portant.

C'est un bonheur pour moi au milieu de ma tristesse et de mes inquiétudes ; car l'avenir nous appartient et il faut que vous soyez avec nous pour le voir. Soignez-vous donc et n'usez pas vos forces. Tenez-vous toujours calme. Il n'est plus de longues oppressions à craindre désormais. Il n'est plus besoin de conspirations sous le ciel. Le ciel conspire, et, nous autres humains, nous n'avons plus qu'à nous laisser porter par le flot du progrès. Il est bien rapide maintenant et toutes ces persécutions dont nous sommes l'objet ont enfin une utilité manifeste, immédiate. Ah ! votre sort est beau, ami, et, si vous n'en étiez pas plus digne que nous tous, je vous l'envierais. Vous êtes peut-être l'homme le plus aimé et le plus estimé des temps modernes en France, malgré les terreurs des masses ignorantes suscitées par la perfidie de ceux que vous savez.

Tout ce qui a un peu de lumière dans l'esprit et de droiture dans l'âme se tourne vers vous comme vers le nom entièrement pur, et le symbole de l'esprit chevaleresque de la France républicaine. Vous ne vous préservez de rien, vous, quand tous les autres se mettent à l'abri. Aussi vous traitent-ils de fou, ceux qui ne peuvent vous imiter. Mais, selon moi, vous êtes le seul sage et le

seul logique, comme vous êtes le meilleur et le plus loyal. Quelqu'un vous comparait hier devant moi à Jeanne d'Arc, et, moi, je disais qu'après la pureté de Robespierre l'incorruptible (mais le terrible !), il fallait dans nos fastes révolutionnaires quelque chose de plus pur encore, Barbès, tout aussi ferme et aussi incorruptible, mais irréprochable dans ses sentiments de franchise et d'humanité.

Je vous dis tout cela, et pourtant, je n'accepte pas le 15 mai. Ce que j'en ai vu par mes yeux n'était qu'une sorte d'orgie improvisée, et je savais que vous ne vouliez point de cela. Le peuple a, en principe, selon moi, le droit de briser sa propre représentation, mais seulement quand cette expression perfide de sa volonté brise le principe par lequel elle est devenue souveraineté nationale. Si cette Assemblée eût repoussé la République au 4 mai, même si elle se fût constituée, en principe, république aristocratique, si elle eût voulu détruire le suffrage universel et proclamer la monarchie, croyez-moi, le 15 mai aurait été un grand jour, et nous ne serions pas où nous en sommes. Mais, quelque mal intentionnée que fût déjà la majorité de cette Assemblée, il n'y avait point encore de motifs suffisants pour que le peuple recourût à ce moyen extrême.

Aussi le peuple se tint-il tranquille, tandis que les clubs seuls agissaient, et nous savons bien que, dans ces mouvements de la portion la plus bouillante des partis, il y a des ambitions d'une part et des agents de provocation de l'autre. Vous rappelez-vous que, les jours qui précédèrent ce malheureux jour, je me permettais de vous calmer autant qu'il était en moi.

J'aurais voulu plus de douceur et de patience dans les formes de notre opposition en général. Je trouvais nos amis trop

prompts au soupçon, à l'accusation, à l'injure. Je croyais ces représentants modérés meilleurs qu'ils ne paraissaient, je me persuadais que c'étaient pour la plupart des hommes faibles et timides, mais honnêtes dans le fond, et qui accepteraient la vérité si on venait à bout de la leur exposer sans passion personnelle, et en ménageant leur amour-propre encore plus peut-être que leurs intérêts. Je me trompais probablement sur leur compte ; car la manière dont ils ont agi depuis prouve qu'avec ou sans le 15 mai, avec ou sans les journées de juin, ils eussent ouvert les bras à la réaction plus volontiers qu'à la démocratie. Mais, n'importe quelle eût été leur conduite, nous n'aurions pas à nous faire le reproche d'avoir compromis pour un temps, par trop de précipitation, le sort de la République.

En somme, je veux vous le dire franchement, et je crois être certaine que c'est aussi votre pensée, le 15 mai est une faute, et plus qu'une faute politique, c'est une faute morale. Entre l'idolâtrie hypocrite des réactionnaires pour les institutions-bornes, et la licence inquiète des turbulents envers les institutions encore mal affermies, il y a un droit chemin à suivre.

C'est le respect pour l'institution qui consacre les germes évidents du progrès, la patience devant les abus de fait, et une grande prudence dans les actes révolutionnaires qui peuvent nous faire, j'en conviens, sauter par-dessus ces obstacles, mais qui peuvent aussi nous rejeter bien loin en arrière et compromettre nos premières conquêtes, comme cela nous est arrivé. Ah ! si nous avions eu des motifs suffisants, le peuple eût été avec nous ! mais nous n'avions encore que des prétextes, comme ceux qu'on cherche pour se battre avec un homme dont la figure vous déplaît. Il est bien vrai que la figure d'un homme et ses paroles

montrent et prouvent ce qu'il est, et qu'un jour ou l'autre, s'il est un coquin, l'honnête homme aura le droit de le châtier. Mais il faut qu'il y ait eu des actions bien graves et bien concluantes, autrement, notre précipitation est un procès de tendance, une injustice contre laquelle la conscience humaine se révolte. Voilà pourquoi les clubs ont été seuls au 15 mai.

Au milieu de tout cela, vous, décidé comme moi à attendre tout du temps, et de la maturité de la question sociale (vous l'aviez dit devant moi, l'avant-veille, à votre club), vous avez fait ce que j'eusse probablement fait à votre place ; on vous a dit : « C'est une révolution, le peuple le veut, le peuple triomphe ; abandonnez-le ou marchez avec lui. » Vous avez accepté l'erreur et la faute du peuple, et vous avez voulu suivre son mouvement pour l'empêcher d'abuser de sa force s'il était vainqueur, ou pour périr avec lui s'il était foudroyé.

J'oserai vous dire que je regrette que vous n'ayez pas voulu accepter les débats : vous ne vous seriez pas défendu, il n'y a pas de danger qu'on vous y prenne, pauvre cher martyr ! mais vous auriez eu l'occasion de faire entendre des paroles utiles. Il est vrai qu'il vous eût fallu peut-être séparer votre cause de celle de certains coaccusés, lesquels, plus coupables peut-être que vous, se défendent bel et bien aujourd'hui. Je ne puis être juge de vos motifs personnels, et j'ai d'avance la certitude que vous avez pris, comme à l'ordinaire, le plus noble et le plus généreux parti.

Ce que je n'ai jamais bien compris et ce que vous m'expliquerez seulement quand nous nous verrons, — car, jusque-là, soyez tranquille, j'accepterai tout de vous avec la confiance la plus absolue dans vos intentions, — c'est le vote du milliard. Vous pensez bien que je ne m'occupe pas de la chose en elle-même ; mais

je ne comprends pas bien l'opportunité politique de cet appel rémunératoire en un pareil moment.

Les représentants réactionnaires eussent-ils voté sous le coup de la peur comme en prairial, ils devaient certainement agir ensuite comme leurs pères, c'est-à-dire provoquer un contre-coup et se parjurer le plus tôt possible. La dissolution de l'Assemblée par la force me paraîtrait plus logique, si je reconnaissais qu'on en eût eu le droit à ce moment-là. Mais pourquoi cette proposition d'impôt au milieu d'un tumulte encore sans issue et sans couleur arrêtée ? Était-ce pour sauver l'Assemblée en lui offrant ce moyen de transaction avec la masse irritée ? Était-ce pour apaiser cette masse et l'empêcher de demander davantage ?

C'est là, je crois, le grand grief des réactionnaires contre vous, car le fait d'aller à l'hôtel de ville pour maîtriser ou diriger un mouvement accompli pour ainsi dire malgré vous, est un acte dont les plus hostiles devraient vous innocenter dans leur propre intérêt. Ils ne vous pardonneront pas le milliard, et vous ne voulez point qu'ils vous pardonnent rien, je le conçois. J'ai été bien tourmentée du désir de prendre ouvertement votre défense dans un écrit spécial, auquel j'aurais donné, dans un moment décisif, le plus de retentissement possible ; mais il aurait fallu que vous y consentissiez d'abord, et j'en doutais ; d'autre part, il aurait fallu savoir à fond ce que vous vouliez dire de tout cela au public indépendant.

Je me suis trouvée dans un cercle vicieux ; car, selon toute apparence, une défense, au point de vue de mon amitié et de ma sollicitude, vous eût déplu, et une défense, selon toute la portée de votre franchise, vous eût fait condamner d'avance par ceux de qui dépend aujourd'hui votre liberté. Je me suis trouvée bien

malheureuse de ne pouvoir rien faire pour vous prouver mon affection et mon admiration, sans risquer de vous nuire ou de vous déplaire. Peut-être ai-je une propension de caractère vers des moyens plus réguliers et plus lents que ceux que vous accepteriez dans la pratique.

Thoré me reprochait, dit-on, ma tolérance et mon optimisme dans les faits. Je ne crois pourtant pas être en désaccord avec vous en théorie, et je reste sur ce souvenir d'un dernier soir d'entretien dans ma mansarde, où vous rejetiez l'idée d'une dictature pour notre parti, parce que la dictature était impossible sans la terreur, et la terreur impossible par elle-même en France désormais.

Nous avons bien la preuve de cette impossibilité, aujourd'hui que nous voyons la nation se républicaniser et se socialiser plus rapidement et plus généralement, sous l'arbitraire de la réaction, que nous n'avons réussi à le faire quand nous avions le haut du pavé. Il nous faut donc reconnaître que les temps sont changés, que la terreur, moyen extrême, qui n'a pas fait triompher nos pères et qui n'a eu, après tout, qu'une courte durée suivie d'une longue et profonde réaction, n'est plus au nombre des moyens sur lesquels les révolutionnaires d'aucun parti puissent compter. Il reçoit en ce moment son coup de grâce entre les mains de nos adversaires ; Dieu soit loué, que ce soit entre les leurs et non entre les nôtres !

Vous disiez dans cette mansarde, je m'en souviens bien : « La terreur ! cela se supporterait maintenant un mois tout au plus, et, après, nous aurions peut-être vingt ans de monarchie. » Eh ! bien, nous pouvons aujourd'hui retourner la question. Cavaignac nous a fait une terreur militaire au point de vue de la République

bourgeoise. Le socialisme s'est, pour ainsi dire, joint à la réaction royaliste et impérialiste pour le renverser. Cette réaction nous fait à son tour une petite terreur dans le goût de 1815. Le socialisme, la montagne, l'armée, le peuple, tout gronde contre elle, même les modérés, même une partie de la bourgeoisie. On n'attend plus que le réveil et le désabusement du paysan pour souffler sur cette force dérisoire. Et alors, si jusque-là nous avons le bonheur de résister aux provocations, si nous avons la force et la vertu de subir pour un temps les persécutions et la misère, nous n'aurons plus besoin de cette arme impuissante et dangereuse de la terreur.

Les Français jouissent depuis un quart de siècle d'une sorte de liberté constitutionnelle, qui est une hypocrisie, j'en conviens, si on songe à l'avenir, mais qui est du moins une réalité si on la compare au passé. Leurs mœurs se sont faites à cette liberté ; seulement, avec eux, il faut tenir la balance égale entre le plus et le moins : plus les effraye, et voilà leur faiblesse ; mais moins les révolte, et là est leur force contre tous les moyens empruntés au passé.

Je ne suis pas d'accord avec tous mes amis sur ce point. Plusieurs rêvent les moyens du passé pour l'avenir ; vous savez si je respecte et si je défends le passé ; mais je crois être dans la vérité en constatant que le présent diffère essentiellement, et qu'il ne nous faut rien recommencer, rien copier, mais tout inventer et tout créer. Je suis bien d'accord avec eux sur la souveraineté du but, et le proverbe « Qui veut la fin veut les moyens » est vrai. Seulement, il ne faut pas l'étendre jusqu'à dire aujourd'hui : « Qui veut une fin d'avenir et de progrès veut les moyens du passé, » parce que le passé est toujours rétrograde, quoi qu'on fasse.

Mais je me suis laissé entraîner à vous parler de ce qui devrait rester étranger à notre correspondance ; car vous êtes assez livré à vos pensées, et vous auriez besoin en prison de témoignages de tendresse beaucoup plus que de discussions politiques. Je m'étais promis de ne vous en jamais fatiguer, et vous vous souvenez qu'à Paris même, j'aurais voulu que ceux qui vous aiment vous parlassent au moins deux heures par jour de la pluie et du beau temps, pour vous forcer à vous reposer l'esprit. Si j'ai fait la faute que je reprochais aux autres, c'est pour n'y plus revenir, et c'est par suite d'un besoin que j'éprouve de me résumer avec vous en ce moment solennel qui va peut-être nous séparer encore pour un temps, je ne dirai pas plus ou moins long, mais plus ou moins court.

Faites-moi donner un moyen de pouvoir correspondre avec vous d'une manière prompte et discrète autant que possible, n'importe où vous serez.

Le livre que je vous ai envoyé a un autre mérite que celui de l'édition Elzévir, c'est l'œuvre d'un premier chrétien persécuté par le vieux monde, alors que le christianisme et la papauté elle-même représentaient le progrès et l'avenir. C'est l'œuvre d'un prisonnier et d'un martyr. Il y a de belles choses et un mélange de christianisme et de paganisme assez curieux, c'est-à-dire l'idée chrétienne et la forme païenne, ce qui marque un temps de transition comme le nôtre. Je ne sais pas si vous êtes plus latiniste que moi ; ce ne serait pas dire beaucoup plus que zéro. Mais ce latin est facile, et le latin est une langue qu'on se remet toujours à comprendre en peu de jours. Ensuite, c'est un de ces livres à consulter plus qu'à lire, et enfin je vous l'ai envoyé comme je vous aurais envoyé une bague, n'ayant que cela de portatif sous la

main. Si vous avez besoin de livres pour de bon, faites-le-moi dire, et je vous enverrai ce que vous désirerez.

Adieu ; ne me répondez que quand vous en avez le loisir et le besoin. C'est un bonheur pour moi qu'une lettre de vous, mais je ne veux pas que ma joie vous coûte un effort ou une fatigue.

Aucante, qui a vu votre sœur, ne me fait pas espérer qu'elle puisse venir me voir. J'en éprouve un vif regret. Dites-le-lui bien ; mais qu'elle me laisse l'espérance de la connaître dans des temps meilleurs, et viennent bientôt ces jours-là ! Je sais que c'est une femme d'un caractère admirable et qui vous aime comme vous devez être aimé. Je vous charge de l'embrasser pour moi, elle ne peut point refuser l'intermédiaire. Je vous charge aussi de me rappeler au souvenir du brave citoyen Albert, votre compagnon de malheur et de courage, et de lui serrer pour moi la main d'aussi bon cœur et avec autant de foi et d'espérance que je la lui ai serrée au Luxembourg.

Maurice vous embrasse tendrement, Borie aussi. J'ai reçu de Paris ce matin une longue lettre de Marc Dufraisse, qui m'avait promis de me rendre bon compte de vous et qui m'en donne douze pages. Vous voyez si nous nous occupons de vous.

Adieu encore, ami. Faites que je puisse vous écrire quelquefois. Je ne vous recommande pas le courage, vous n'en avez que trop pour ce qui vous concerne. Rappelez-vous seulement que je vous aime du meilleur de mon âme.

GEORGE.

1849 · CCXCIV

Nohant, 5 mars 1849.

Je reçois aujourd'hui votre lettre de Florence. Je vous ai écrit à Florence à l'adresse de M. Cajali, il y a plusieurs jours. Êtes-vous bien sûr de me donner sans distraction et sans erreur les adresses que vous m'indiquez ? Vous m'avez désigné M. Cajali dans deux lettres différentes, à Marseille et à Florence. Est-ce vous qui preniez ce nom, ou bien est-ce un ami qui a ces deux domiciles ? Ne manquez pas à l'avenir d'être très précis ; car je crois que mes lettres se perdent ou éprouvent des retards.

Maintenant, Dieu merci, je puis vous écrire sous votre nom. C'est le signe de la liberté en Italie, et ce nom est comme celui de la République elle-même, qui se montre ou se cache, selon que Dieu se manifeste aux hommes par le patriotisme, ou se retire de leur cœur. Ah ! mon cher Joseph ! il s'est accompli de grandes choses chez vous et en partie grâce à vous, depuis la dernière lettre que je vous ai écrite. J'ignorais alors les événements de la Toscane, et tout ce qui se prépare en Piémont. Rome isolée me faisait trembler. Tout dépend désormais du courage et de la foi de votre peuple.

Nos journaux de la réaction sont infâmes sur cette question italienne, comme ils le sont d'ailleurs pour tout mouvement de la vie dans l'humanité. Ceux de notre couleur demandent en vain l'intervention contre les Autrichiens et les Russes, qui menacent l'étincelle naissante de nos libertés. Le gouvernement est sourd et muet. Traître ou stupide, on ne sait trop lequel des deux.

La fatalité qui poursuit cette époque, c'est que les mouvements du salut ne se font pas simultanément. Si l'Italie s'était soulevée ainsi en février ! si on eût proclamé la République à Rome en même temps que Vienne chassait l'empereur ! et si, maintenant, la France se réveillait et imposait silence aux aristocraties perfides ! Enfin, ce jour d'élan unanime viendra, et alors les royautés en auront fini pour toujours. Quelle que soit l'issue de votre République italienne, ce qu'elle fait aujourd'hui ne sera pas perdu, et votre œuvre portera ses fruits d'une manière durable avant qu'un siècle se soit écoulé. Maintenant, il dépend des hommes que Dieu se laisse arracher ce miracle dès à présent. La flèche est lancée ; si elle manque le but, ce ne sera toujours pas votre faute, à vous homme de persévérance et d'abnégation, et vous n'avez pas de raisons pour ne pas rester tranquille et plein de foi dans l'avenir et dans vous-même, quand même il vous faudrait encore voir un nouveau temps d'arrêt. Nous étions, nous sommes, nous serons dans la vérité, et alors, pourquoi nous attrister sur nous-mêmes ? Donnons tout ce qui est en nous, et mourons en regardant devant nous ; car tout ce qui est tombé derrière est tombé utilement.

Je suis tentée de vous gronder d'avoir de temps en temps des doutes sur moi, lorsque vous me demandez si je suis mécontente de vous. C'est la suite du procès que vous voulez de temps en temps vous faire à vous-même, pauvre cher saint homme que vous êtes ! Vous vous accusez quand l'humanité hésite ou recule, comme si c'était votre faute, comme si vous n'aviez pas toujours été sur la brèche le premier et le plus exposé. Vous êtes trop bon et trop grand pour ne pas être triste et timoré. Que ne puis-je vous donner un peu de cet orgueil que les autres ont de trop ! Vous souffririez moins. Mais cette humilité de votre cœur fait

qu'on vous aime autant, qu'on vous estime, je dirais qu'on vous admire, si ce n'était à vous que je le dis. Vous ne le croiriez peut-être pas, tant vous êtes simple et doux. Croyez, au moins, que je vous aime de toute mon âme, et n'en doutez jamais, ou je croirai que vous ne m'aimez plus.

Mon fils et nos amis vous embrassent.

Écrivez-moi.

1849 · CCXCV

Nohant, 29 mars 1849.

Il faut que je n'écrive point socialisme et fasse le mort pour le moment. Ce n'est pas un engagement que j'ai pris, comme bien vous pensez, mais c'est une contrainte volontaire que je m'impose pour sauver une existence qui m'est plus chère que la mienne. Je vous dirais cela si nous pouvions causer ensemble.

Attendez-moi donc quelque temps sans parler de moi. Mon bâillon tombera bientôt, j'espère. Ne vous inquiétez point de l'affaire matérielle en ce qui me concerne. Je crois avoir été plus que payée du travail que j'ai fait pour le journal, et j'espère bien, quand la liberté me sera rendue, n'être plus dans les mêmes embarras d'argent, et n'avoir plus à vous en demander pour ma collaboration. Il y a longtemps que je me reproche de n'avoir pas reçu de vos nouvelles directement, regret que vous ne m'auriez pas causé si je vous avais écrit moi-même. J'ai été triste et malade, et je n'ai pas su me défendre d'un effroyable abattement après juin. Cela s'est dissipé pourtant, et j'ai fait un nouveau bail

avec la patience et la foi dans l'avenir. Pourtant, les événements officiels ne sont pas plus riants. Barbès à Bourges, l'Italie perdue ou trahie, Proudhon condamné, la réaction triomphante sur toute la ligne ! Mais cela n'empêche pas l'idée de faire son chemin, et, jusque dans les provinces les plus arriérées, le peuple s'indigne contre le pouvoir, et de grandes protestations se préparent, non pour les prochaines élections, c'est trop tôt, mais pour un temps qui n'est pas si éloigné qu'on le croirait, à ne voir que la surface des choses.

Courage donc ! L'humanité gagnera son procès. Je n'ai pas besoin de vous dire que j'ai suivi vos persécutions et votre espèce d'acquittement avec le plus vif intérêt. Vous ne doutez pas de mes sentiments pour vous et de l'encouragement fraternel que je voudrais vous apporter sans cesse, si, Dieu merci, cela ne vous était point parfaitement inutile, puisque vous avez la persévérance et la foi plus que personne.

Tout à vous de cœur.

G. SAND.

Mon fils se rappelle à votre souvenir.

1849 · CCXCVI

Nohant, 13 mai 1849.

Je crois que tu devrais revenir, sauf à retourner ensuite s'il ne se passe rien de tout ce que le monde appréhende. Je ne m'inquiète pas follement ; mais je vois bien que la situation est plus

tendue qu'elle ne l'a jamais été, et, non seulement par les journaux, mais encore par toutes les lettres que je reçois, je vois que le pouvoir veut absolument en venir aux mains. Il fera de telles choses que le peuple, qui est un être collectif et un composé de mille idées et de mille passions diverses, ne pourra probablement continuer ce miracle de rester calme et uni comme un seul homme en présence des provocations insensées d'une faction qui joue son va-tout. La lutte sera terrible ; il y a tant de partis ennemis les uns des autres qu'on ne peut en prévoir l'issue, et qu'il y aura peut-être de plus horribles méprises, s'il est possible, de plus sanglants malentendus qu'en juin. Si la République rouge donne, elle donnera jusqu'à la mort ; car c'est la République européenne qui est en jeu avec elle contre l'absolutisme européen. Voilà du moins ce que je crois, et cela peut éclater d'un moment à l'autre. Tu ne lis pas les journaux peut-être ; mais, si tu suivais les discussions orageuses de l'Assemblée, tu verrais que chaque jour, chaque heure fait naître un incident qui est comme un brandon lancé sur une poudrière.

Reviens donc, je t'en prie ; car je n'ai que toi au monde, et ta fin serait la mienne. Je peux encore être d'une petite utilité à la cause de la vérité ; mais, si je te perdais, bonsoir la compagnie ! Je n'ai pas le stoïcisme de Barbès et de Mazzini. Il est vrai qu'ils sont hommes et qu'ils n'ont pas d'enfants. D'ailleurs, selon moi, ce n'est point par le combat, par la guerre civile que nous gagnerons en France le procès de l'humanité. Nous avons le suffrage universel : malheur à nous si nous ne savons pas nous en servir ; car lui seul nous affranchira pour toujours, et le seul cas où nous ayons le droit de prendre les armes, c'est celui où l'on voudrait nous retirer le droit de voter.

Mais ce peuple, si écrasé par la misère, si brutalisé par la police, si provoqué par une infâme politique de réaction, aura-t-il la logique et la patience vraiment surhumaines d'attendre l'unanimité de ses forces morales ? Hélas ! je crains que non. Il aura recours à la force physique. Il peut gagner la partie ; mais c'est tant risquer pour lui, qu'aucun de ceux qui l'aiment véritablement ne doit lui en donner le conseil et l'exemple. Pour n'être ni avec lui ni contre lui, il faut n'être pas à Paris. Reviens donc, si tu m'en crois ; j'estime qu'il est temps. Ramène aussi Lambert, je le lui conseille, et je serai plus tranquille de vous voir tous ici.

Je t'embrasse, mon enfant, et te prie de penser à moi.

1849 · CCXCVII

Nohant, 26 mai 1849.

Il y a longtemps que je vous dois, que je me dois de vous écrire. J'espérais avoir le temps de vous voir à Paris, où j'ai été au commencement du mois passer trois jours pour affaires. Je ne l'ai pas eu, le temps. Et puis j'espérais vous complimenter sur votre élection et me réjouir avec vous, mais vous avez échoué, quoique avec une grande masse de voix. Enfin, j'ai été malade en revenant ici, toujours malade depuis deux ans, non pas de manière à inquiéter ceux qui tiennent à ma vie, mais de manière à perdre mon temps et à m'ennuyer mélancoliquement sous le poids d'un accablement physique extraordinaire. Je suis dans une phase d'impuissance matérielle. Je ne me sens ni découragée ni ennuyée de rien quand la vie me revient. Mais la vie s'en va par moments, par jours, par semaines entières, et alors je m'ennuie

de ne pas pouvoir vivre, et de penser sans écrire. J'en sortirai, car j'ai la volonté de voir encore quelques années. Je suis sûre qu'elles me feront du bien et que je pourrai dire comme ce vieux d'Israël : Et à présent, je puis mourir.

Cet autre empêchement dont je vous parlais et qui ne tenait pas à moi est à peu près hors de cause maintenant. Attendez-moi encore quelque temps et je vous aiderai. J'ai demandé des détails sur Mazzini : je veux faire sa biographie ; mais ne l'annoncez pas ; car, si ces renseignements n'arrivaient pas, je serais forcée de manquer de parole, et puis le travail annoncé me déplaît toujours. Il faut ensuite trop bien faire et cela me décourage. Au reste, vous allez bien sans moi. Votre journal n'est pas mal fait, comme vous le disiez. Je trouve, au contraire, que vous êtes en grande progression de talent et de clarté, et j'ai remarqué des articles de vous qui étaient non seulement bons, mais beaux. Maintenant, je suis fâchée de cette espèce de polémique avec le Peuple. Vous êtes trop batailleur, vous avez le diable au corps. Vous êtes trop rancunier aussi. Pourquoi ne voulez-vous pas que le National en revienne ? Vous savez bien que, personnellement, j'ai, même depuis le temps de Carrel, à me plaindre du National plus que qui que ce soit. C'est une race d'esprits qui ne m'est nullement sympathique ; c'est peut-être ce qu'il y a de plus déplorable, de plus irritant, dans les temps où nous vivons, que de voir ceux qui ouvraient jadis la marche vouloir nous la fermer, à nous, peuple, parce qu'ils sont au bout de leurs idées et de leurs jambes, et qu'ils ne peuvent pas supporter qu'on les dépasse. Mais, enfin, les voilà arrivés à ce point qu'il leur faut nous suivre, ou mourir, et, s'ils essayent de faire un pas, ne leur tendrons-nous pas la main ? N'est-ce pas à nous d'être les chevaliers de la Révolution, comme ce beau peuple de Février, comme Barbès,

notre chevalier-type ?… Est-ce que l'opinion, le parti du National ne sont pas maintenant dans une situation à faire pitié ? Je ne connais guère les hommes de Paris qui représentent cette couleur ; mais il y en a dans nos provinces, il y en a beaucoup parmi les élus que le peuple a choisis comme socialistes, et je vous assure que ce ne sont pas des traîtres, que ce sont des hommes sincères qui ont ouvert les yeux. Nous n'aurions certes pas eu un si beau résultat dans les départements, où l'on proclame le triomphe de la liste rouge, si nous n'eussions admis que les socialistes de la veille, et je crois qu'à Paris, si nous n'avons pas eu la majorité socialiste dans l'élection, c'est que nous avons voulu trop accuser le socialisme pur dans le choix des individus.

Je sais bien que vous me trouvez trop bonne femme. C'est vrai que j'ai toujours été du bois dont on fait les dupes ; mais n'est-ce pas le devoir de toute religion, que la confiance et le pardon ? Vous l'avez dit plusieurs fois, et, aujourd'hui encore, ce n'est pas une secte que nous formons, c'est une religion que nous voulons proclamer.

Et puis je suis fâchée aussi que vous vous mettiez en bisbille avec Proudhon. Je sais bien les côtés qui nous blessent et qui ne nous iront jamais en lui. Mais quel utile et vigoureux champion de la démocratie ! quels immenses services n'a-t-il pas rendus depuis un an ! Cela fait mal à tous ceux qui voient les choses naïvement et d'un peu loin, de vous trouver en guerre un beau matin ensemble, quand on a besoin que les forces vives de l'avenir marchent d'accord. Et songez que c'est le grand nombre qui voit comme cela. On lit le pour et le contre, et on conclut en disant : « Ils ont raison tous deux à leur point de vue. Donc, ils ont tort de

ne pas réunir leurs deux raisons dans une seule qui nous profite. »

Cela ressemble à un paradoxe, à des raisons de malade pour mon compte ; mais la majorité de la France est femme, enfant et malade. Ne l'oubliez pas trop. Il faut des flambeaux comme votre esprit ardent et jeune. Je ne voudrais pas souffler dessus. Mais je voudrais aussi ne pas vous voir brûler trop, en courant, ce qui peut être conservé et ce que nous serons bien forcés d'avoir avec nous quand la flamme sera partout.

Bonsoir, mon ami. Croyez que mon cœur est avec ceux qui combattent, avec vous, par conséquent.

GEORGE.

1849 · CCXCVIII

Nohant, 12 juin 1849.

Ah ! mon cher enfant, tu devrais bien revenir ! Ce choléra m'épouvante, et tu as beau avoir payé ton tribut en douceur, tu respires un air empesté, et tu peux retomber malade. D'ailleurs, nous sommes toujours sous le coup d'un branle-bas général. Ces affaires d'Italie sont plus graves que tout ce qui s'est passé. Je ne vis pas tant que tu seras à Paris dans cette funeste saison. Dans toutes les lettres qu'on m'écrit de Paris, on me dit que je devrais te faire revenir, qu'il meurt douze cents personnes par jour, et cela sur documents officiels que le Moniteur et les journaux ne publient pas. Je ne sais pas te contrarier, ni rien exiger de toi, mais tu devrais bien toi-même mettre un terme à mes angoisses.

Qu'est-ce que le plaisir de voir l'Exposition au prix de ce que tu risques et me fais risquer ; car tu sais bien que ta vie est la mienne, et que je ne te survivrais pas.

Nous avons eu fort peu d'orages ; il paraît qu'il y en a eu un terrible à Paris. Il a dû pleuvoir des cheminées, et puis les sergents de ville assomment les étudiants et les jeunes gens de vos quartiers. Quelles mauvaises circonstances pour être loin les uns des autres ! Reviens donc dans ton nid, et attends de meilleurs jours pour aller travailler au Musée ; car ce n'est pas dans ce moment-ci que tu pourrais y faire un travail soutenu et utile. La réponse de ton père te parviendra aussi bien ici.

Nous avons eu aujourd'hui nombreuse compagnie. Camus, avec un jeune homme très bien de Châteauroux ; Fleury, Périgois, Desmousseaux, Laussedat, Gustave Tourangin, Lumet, et le nez de Germann. Lumet est un vigneron d'Issoudun aussi grave et absolu que Patureau est malin et persuasif. Il a une tête magnifique, distinguée ; une pénétration, une fermeté, une éloquence extraordinaire par moments, et tout cela avec le langage paysan et des manières nobles comme ne les ont plus les grands seigneurs.

Non, les hommes supérieurs ne manquent pas dans le peuple ; il ne s'agit plus que de les mettre à leur plan, et cela ne tardera guère.

Bonsoir, cher petit Bouli. Je suis presque guérie. N'en déplaise à ton ordonnance, plus je reste dans l'eau, mieux je m'en trouve ; chacun a son tempérament. Moi, j'ai un peu de celui des poissons ou des grenouilles. Nous étions dans l'eau l'autre jour pendant l'orage. Il pleuvait à verse ; mais la rivière était tiède, presque

chaude, et c'est bien décidément un proverbe très sage, et non un paradoxe, que Gribouille se jetant dans l'eau de peur de la pluie.

Reviens donc ! il fait si bon ici, et tu es si mal là-bas ! J'en souffre dans tes os et je ne jouis de rien sans toi. Pôtu part décidément jeudi ; sa sœur va mieux, mais sa famille veut absolument voir cette masse de graisse. Je ne pourrai travailler que quand tu seras là. Je n'ai le cœur à rien sans toi. Je t'embrasse mille fois.

1849 · CCXCIX

Nohant, 23 juin 1849.

Ah ! mon ami, mon frère, quels événements ! et comment vous peindre la profonde anxiété, la profonde admiration et l'indignation amère qui remplissent nos cœurs ? Vous avez sauvé l'honneur de notre cause ; mais, hélas ! le nôtre est perdu en tant que nation. Nous sommes dans une angoisse continuelle.

Chaque jour, nous nous attendons à quelque nouveau désastre, et nous ne savons la vérité que bien longtemps après que les faits sont accomplis. Aujourd'hui, nous savons que l'attaque est acharnée, que Rome est admirable, et vous aussi. Mais qu'apprendrons-nous demain ? Dieu récompensera-t-il tant de courage et de dévouement ? livrera-t-il les siens ? protégera-t-il la trahison et la folie la plus criminelle que l'humanité ait jamais soufferte ? Il semble, hélas ! qu'il veuille nous éprouver et nous briser pour nous purifier, ou pour laisser cette génération comme un exemple d'infamie d'une part, d'expiation de l'autre.

Quoi qu'il arrive, mon cœur désolé est avec vous. Si vous triomphez, il ne m'en restera pas moins une mortelle douleur de cette lutte impie de la France contre vous. Si vous succombez, vous n'en serez pas moins grand, et votre infortune vous rendra plus cher, s'il est possible, à votre sœur.

1849 · CCC

Nohant, 5 juillet 1849.

Allons au fond de la question, puisque vous le voulez. Laissons de côté mon dégoût et mon découragement, comme une situation toute personnelle qui ne prouve rien pour ou contre vos vues et moyens. J'avais à dessein omis, dans ma dernière lettre, de répondre à ce que vous me disiez de Louis Blanc, parce que je ne voulais pas en venir à vous parler de Ledru-Rollin. Je trouvais inutile de confier au papier des jugements qui, par le temps de police qui court, peuvent toujours tomber dans les mains de nos ennemis. — Mais, puisque vous y revenez, je vous dois de m'expliquer.

Vous faites de la politique, dans ce moment-ci, rien que de la politique. Vous êtes au fond aussi socialiste que moi, je le sais ; mais vous réservez les questions d'avenir pour des temps meilleurs, et vous croyez qu'une association toute politique entre quelques hommes qui représentent la situation républicaine telle qu'elle peut être, en ce moment, est un devoir pour vous. Vous le faites, vous surmontez vos répugnances (vous m'écriviez cela dans la lettre à laquelle j'ai répondu), vous croyez enfin qu'il n'y a

rien autre chose à faire. Il est possible ; mais est-ce une raison pour le faire ? Là est la question.

Vous voyez les choses en grand ; vous faites bon marché des individus ; vous admettez l'homme, pourvu qu'il représente une idée ; vous le prenez comme un symbole et vous l'ajoutez à votre faisceau, sans trop vous demander si c'est une arme éprouvée. Eh bien, pour moi, Ledru-Rollin est une arme faible et dangereuse, destinée à se briser dans les mains du peuple. Soyons juste et faisons la part de l'homme. Je commence par vous dire que j'ai de la sympathie, de l'amitié même pour cet homme-là. Je suis sans aucune prévention personnelle à son égard, et, tout au contraire, mon goût me ferait préférer sa société à celle de la plupart des hommes politiques que je connais. Il est aimable, expansif, confiant, brave de sa personne, sensible, chaleureux, désintéressé en fait d'argent. Mais je crois ne pas me tromper, je crois être bien sûre de mon fait quand je vous déclare, après cela, que ce n'est point un homme d'action ; que l'amour-propre politique est excessif en lui ; qu'il est vain ; qu'il aime le pouvoir et la popularité autant que Lamartine ; qu'il est femme dans la mauvaise acception du mot, c'est-à-dire plein de personnalité, de dépits amoureux et de coquetteries politiques ; qu'il est faible, qu'il n'est pas brave au moral comme au physique ; qu'il a un entourage misérable et qu'il subit des influences mauvaises ; qu'il aime la flatterie ; qu'il est d'une légèreté impardonnable ; enfin, qu'en dépit de ses précieuses qualités, cet homme, entraîné par ses incurables défauts, trahira la véritable cause populaire. Oui, souvenez-vous de ce que je vous dis, il la trahira, à moins que des circonstances ne se présentent qui lui fassent trouver un profit d'amour-propre et de pouvoir à la servir. Il la trahira, sans le vouloir, sans le savoir peut-être, sans comprendre ce qu'il fait.

Ses aversions sont vives, sinon tenaces. Il verra dans les grands événements de petites considérations qui l'empêcheront de faire le bien et qui satisferont sa passion, son caprice du moment. Il transigera pour les choses les plus graves, par des motifs dont personne ne pourra soupçonner la frivolité.

C'est l'homme capable de tout, et pourtant c'est un très honnête homme, mais c'est un pauvre caractère. Il ira à droite, à gauche ; il glissera dans vos mains. Il brisera devant vous avec un ennemi ; le lendemain matin, vous apprendrez qu'il a passé la nuit à se réconcilier. Rien de plus impressionnable, rien de plus versatile, rien de plus capricieux que lui, vous verrez !

Vous me direz que vous savez tout cela ; vous devez le savoir, puisque vous le voyez, et qu'il y a en lui une certaine naïveté, aimable mais effrayante, qui ne permet pas de douter de sa nature, après un mois ou deux d'examen. Il n'en faut même pas tant à des gens plus clairvoyants et moins optimistes que je ne le suis parfois. Vous me direz donc que cela vous est égal ; que, puisqu'il est l'homme le plus populaire du parti républicain en France, vous l'acceptez comme l'instrument que Dieu place sous votre main. Qui a tort ou raison de vous ou de moi ? Je ne sais ; mais nous avons une disposition tout opposée. Vous n'avez pas besoin d'estimer et d'aimer beaucoup un homme pour l'employer, pour le juger propre à l'œuvre sainte.

Moi, je suis capable d'estimer et d'aimer, comme individu privé, un homme aimable et bon ; je le défendrais comme tel avec chaleur contre ses ennemis, je voudrais lui rendre service, je partagerais ses chagrins. J'ai plusieurs amis dont je ne goûte pas les idées, dont je n'approuve pas la conduite, et que j'aime pourtant et à qui je suis très dévouée, dans tout ce qui est en dehors de

l'opinion. Mais, dans l'action générale, c'est autre chose. Si je faisais de la politique, je serais d'une rigidité farouche. Je voudrais sauver la vie, l'honneur et la liberté de ces hommes-là : mais je ne voudrais pas qu'une mission leur fût confiée, et rien ne me ferait transiger là-dessus, ni la considération de leur talent, ni celle de leur popularité (la popularité est si aveugle et si folle !), ni celle d'une utilité momentanée. Je ne crois pas à l'utilité momentanée. On paye cela trop cher le lendemain, pour qu'il y ait une utilité réelle.

Voilà donc, pour la France, le chef de l'association politique formée sous le titre du Proscrit. Il est possible que la nuance que cet homme représente soit la seule possible en fait de gouvernement républicain immédiat : on doit respect à cette nuance pendant un certain temps.

Je ne la combattrais donc pas, si j'étais homme et écrivain politique, tant qu'elle ne ferait pas de fautes graves, et surtout tant que nous serions en présence d'ennemis formidables contre lesquels cette nuance serait le seul point de ralliement. Mais je ne pourrais plus mettre mon cœur, mon âme et mon talent à son service. Je m'abstiendrais jusqu'au jour où ce parti deviendrait le persécuteur avoué et agissant d'un parti plus avancé qui représenterait davantage la raison et la vérité par le peuple. Ce jour, hélas ! ne se ferait pas longtemps attendre.

Votre âme ardente me répond, je l'entends d'avance, qu'il ne faut jamais s'abstenir, pas une heure, pas un moment !

Je sens la beauté mais non la vérité rigoureuse de cette réponse ; je crois que tout le mal vient de ce que personne ne veut jamais s'abstenir pendant un temps donné. Les uns y sont pous-

sés par leurs passions, les autres par leur vertu, c'est le petit nombre. Mais quiconque serait bien pénétré de l'esprit de l'histoire et de la nature des lois qui régissent les destinées humaines, saurait se mettre en retraite pendant certains jours, et se dirait : « J'ai dans mon âme une vérité supérieure à celle que les hommes acceptent aujourd'hui, je la dirai quand ils seront capables de l'entendre. »

C'est pour la politique seulement que je dis cela ; car, en restant sur le terrain philosophique, socialiste, si vous voulez, on peut et on doit toujours tout dire, et aucun gouvernement n'a le droit de l'empêcher. Les idées ont toujours le droit de lutter contre les idées. Seulement, il y a des temps où les hommes ne doivent pas combattre contre certains hommes, sans motifs puissants et pressants.

Vous me direz encore que je fais, entre la politique et le socialisme, une distinction arbitraire, et que j'ai combattue moi-même mainte et mainte fois. Lorsque je l'ai combattue, c'était contre les politiques précisément qui faisaient, au point de vue du National, ce que le Proscrit est bien près de faire en excluant les hommes à système. Les hommes du Proscrit s'intitulent socialistes aujourd'hui ; mais, croyez-moi, ils ne le sont guère plus que ceux d'hier. Ils admettent le programme de la Montagne, c'est quelque chose ; mais, pour quiconque tendrait à le dépasser un peu, ils seraient tout aussi intolérants, tout aussi railleurs ; tout aussi colère était le National en 1847. Ils ne sont pas assez forts pour vaincre par le raisonnement : ils vaincraient par la violence, ils y seraient entraînés, forcés, pour se maintenir, et ils se retrancheraient sur les nécessités de la politique. Par le fait, la politique et le socialisme sont donc encore choses très distinctes pour eux,

quoi qu'ils en disent, et il faut bien que les socialistes s'en tiennent pour avertis. Il y a donc, aujourd'hui encore, nécessité à distinguer ce qu'il faut faire et ne pas faire dans une pareille situation.

Si Ledru-Rollin et les siens étaient au pouvoir, et que je fusse écrivain politique, je croirais faire mon devoir, comme socialiste, en discutant l'esprit et les actes de son gouvernement ; mais je croirais faire une mauvaise action, comme politique, en attaquant les intentions de l'homme et en publiant sur son compte, ou en disant tout haut à tout le monde ce que je vous écris ici. Je ne voudrais pas conspirer contre lui par la seule raison que je ne me fie point à lui. Je retrancherais enfin l'amertume et la personnalité qui sont, malheureusement, la base de toute polémique jusqu'à nos jours.

Mais je ne suis pas, je ne serai pas écrivain politique, parce que, pour être lu en France aujourd'hui, il faut s'en prendre aux hommes, faire du scandale, de la haine, du cancan même. Si on se borne à disserter, à prêcher, à expliquer, on ennuie et autant vaut se taire.

Émile de Girardin a la forme quand il veut ; il n'a pas le vrai fond. Louis Blanc a le fond et la forme. On ne s'en occupe point. Il se doit à lui-même d'écrire toujours, parce qu'il a un parti et qu'il ne peut l'abandonner après l'avoir formé. Mais, en dehors de son parti, il est sans action.

Et parlons de Louis Blanc maintenant, puisque vous le voulez. Pour moi, c'est lui qui a raison, c'est lui qui est dans le vrai. Vous me parlez de ses défauts personnels. Il a les siens, sans doute, et certainement Ledru-Rollin est plus conciliant, plus engageant,

plus entouré, plus entourable, plus populaire par conséquent. Mais, dans la vie politique, Louis Blanc est un homme sûr. Que m'importe que, dans la vie privée, il ait autant d'orgueil que l'autre a de vanité, si, dans la vie publique, il sait sacrifier orgueil ou vanité à son devoir ? Je compte sur lui, je sais où il va, et je sais aussi qu'on ne le fera pas dévier d'une ligne. J'ai trouvé en lui des aspérités, jamais de faiblesse ; des souffrances secrètes, aussitôt vaincues par un sentiment profond et tenace du devoir. Il est trop avancé pour son époque, c'est vrai. Il n'est pas immédiatement utile, c'est vrai. Son parti est restreint et faible, c'est vrai ; il n'aurait d'action qu'en se joignant à celui de Ledru-Rollin. Mais voilà ce que je ne lui conseillerai jamais ; car Ledru-Rollin ne s'unira jamais sincèrement à lui, et travaillera désormais plus qu'autrefois à le paralyser ou à l'anéantir.

Louis Blanc ne peut plus être solidaire des frasques du parti de Ledru-Rollin. Il ne le doit pas. Qu'il reste à l'écart, s'il le faut ; son jour viendra plus tard, qu'il se réserve ! Est-ce qu'il n'a pas la vérité pour lui ? est-ce qu'il ne faudra pas, après bien des luttes inutiles et déplorables, en venir à accorder à chacun suivant ses besoins ? Si nous n'en venons pas là, à quoi bon nous agiter, et pour quoi, pour qui travaillons-nous ? Vous voudriez qu'il mît sa formule dans sa poche pour un temps, et qu'il employât son talent, son mérite, sa valeur individuelle, son courage, à faire de la politique de transition. Moi aussi, je le lui conseillerais, s'il pouvait se joindre à des hommes comme vous ; s'il pouvait avoir la certitude de ne pas fermer l'avenir à son idée, en l'accommodant aux nécessités du présent ; si chacun de ses pas prudents et patients vers cet avenir n'était pas rétrograde ; si enfin il pouvait et devait se fier.

Mais il ne le peut pas. Ledru-Rollin le trahira, non pas sciemment et délibérément, non ! Ledru dit comme nous quand on l'interroge. Il comprend le progrès illimité de l'avenir, il est trop intelligent pour le contester. Sous l'influence d'hommes comme vous et comme Louis Blanc, il y marcherait. Mais la destinée, c'est-à-dire son organisation, l'entraînera où il doit aller, à la trahison de la cause de l'avenir. Si je me trompe, tant mieux ! je serai la première, dans dix ans d'ici, si nous sommes encore de ce monde et s'il a bien marché, à lui faire amende honorable. Mais, aujourd'hui, ma conviction est trop forte pour me permettre d'associer mon nom au sien dans une œuvre dont le premier acte est de rejeter, de honnir, de maudire Louis Blanc en lui imputant, comme mal produit, le bien qu'il n'a pu faire et qu'on l'a empêché de faire.

C'est là, cher ami, une des causes de mon découragement. J'estime qu'on se trompe, que vous vous trompez aussi sur un fait, que vous n'avez pas mis la main sur un véritable élément de salut pour la France, et par conséquent pour l'Italie, dont la cause est solidaire de la nôtre. Je me dis qu'il n'y a pas à lutter contre le courant qui vous entraîne à ce choix, et je m'abstiens, toujours triste, toujours attachée à vous par la foi la plus vive en vos sentiments et par l'affection la plus tendre et la plus profonde.

Votre sœur,

GEORGE.

1849 · CCCI

Nohant, juillet 1849.

J'ai le cœur gros. Ils vont fusiller ce pauvre Kléber, qui était venu à Nohant après les journées de juin, et qui était vraiment un homme de sens et de courage. Les assassins ! Il me semble que je vois recommencer 1815.

Au point de vue critique, vous avez raison. À force d'être dans les romans et dans les poèmes, et sur la scène, et dans l'histoire même, l'amour, la vérité de l'être et des affections n'y sont pas du tout. La littérature veut idéaliser la vie. Eh bien, elle n'y parvient pas, elle ment, elle doit mentir, puisque l'art est une fiction, ou tout au moins une interprétation. On est superbe, on est grand, on a cent pieds de haut dans les romans et dans les poèmes ; et, pourtant, on y vaut moins que dans la réalité, cela n'est pas un paradoxe. Il n'est pas vrai que nous ayons tous mérité la corde ; mais ce que vous dites, que nous avons tous été en démence, ne fût-ce qu'une heure dans la vie, est parfaitement exact. Il y a plus, nous sommes tous des fous, des enfants, des faibles, des inconséquents, des niais ou des fantasques, quand nous ne sommes pas des gredins. Voilà précisément pourquoi nous valons mieux que des héros de roman. Nous avons les misères de notre condition, nous sommes des personnages réels, et, quand nous avons de bons mouvements, de bons retours, de bons vouloirs, nous plaisons à Dieu et à ceux qui nous aiment en raison du contraste de ce bon et de ce fort avec notre pauvre ou notre mauvais. Moi, je suis plus touchée du vrai que du beau, et du bon que du grand. J'en suis plus touchée à mesure que je vieillis et que je sonde l'abîme de la faiblesse humaine. J'aime dans Jésus la défaillance

de la montagne des Oliviers ; dans Jeanne Darc, les larmes et les regrets qui font d'elle un être humain. Je n'aime plus cette raideur et cette tension des héros qu'on ne voit que dans les légendes, parce que je n'y crois plus. Soyez certain que personne encore n'a su peindre ni décrire l'amour vrai ; et, l'eût-on su, le public ne l'aurait peut-être pas compris. Le lecteur veut un ornement à la vérité, et Rousseau n'a pas osé nous dire pourquoi il aimait Thérèse. Il l'aimait pourtant, et il avait raison de l'aimer, bien qu'elle ne valût pas le diable. On voulait le faire rougir de cet attachement, il faisait son possible pour n'en pas être humilié. Ni lui ni les autres ne comprenaient que sa grandeur était de pouvoir aimer la première bête qui lui était tombée sous la main. Pourquoi n'osait-il pas dire à ceux qui la trouvaient laide et sotte qu'il la trouvait belle et intelligente ? C'est qu'il faisait des romans et ne s'avouait pas que la vie, pour être terre à terre, est plus tendre, plus généreuse, plus humble, meilleure enfin que les fictions. Il faut des fictions pourtant : l'humanité, la jeunesse surtout en est avide. Vous l'avez dit, vous les maudissiez pour leurs mensonges, et vous en aviez la tête si remplie, que vous ne pouviez regarder l'avenir qu'à travers leur prisme. Pourquoi faut-il qu'elles nous dégoûtent de vivre avant d'avoir vécu, et pourquoi faut-il que nous nous dégoûtions d'elles quand nous vivons tout de bon ? C'est une solution qui peut vous occuper encore une heure ou deux, et dont vous vous tirerez mieux que moi ; car vous êtes dans l'âge où l'on peut encore analyser et approfondir. Faites donc la suite et la fin de ces belles pages ; car vous nous laissez dans le doute ou dans l'attente d'une certitude, et je suis bien sûre qu'Angèle vous a fait trouver la vie plus douce et plus complète que Shakespeare, Byron et compagnie.

Sur ce, j'embrasse Angèle et je suis à vous de cœur.

1849 · CCCII

Nohant, juillet 1849.

Il y a longtemps que je veux vous écrire ; Mais, dans ce triste temps, on ose à peine causer avec ses amis. On se sent si démoralisé, si sombre ; on a tant de peine à ne pas devenir égoïste ou méchant ! On craint de faire du mal à ceux qu'on aime en leur disant tout le mal qu'on porte en soi-même. Et pourtant, tout cela est lâche et impie. Dieu abandonne ceux qui doutent de lui. Il ne fait de miracles que pour les croyants. C'est le scepticisme des vingt années de Louis-Philippe qui est cause de tout ce qui nous arrive.

Mais Rome croyait ! Rome espérait et combattait, hélas ! et nous l'avons tuée. Nous sommes des assassins, et on parle de gloire à nos soldats ! Mon Dieu, mon Dieu, ne nous laissez pas plus longtemps douter de vous ! Il ne nous reste qu'un peu de foi. Si nous perdons cela, nous n'aurons plus rien.

J'espère que Mazzini est sauvé de sa personne. Mais son âme survivra-t-elle à tant de désastres ? Vous avez raison quand vous dites qu'il a vécu trente ans pour mourir comme il va mourir un de ces jours ; car l'Europe est livrée aux assassins, et, s'il ne se jette pas dans leurs mains, il y tombera, tôt ou tard. J'ai reçu de lui une lettre admirable. Mais je ne vous dirai pas quels sont ses projets. Je crains que le secret des lettres ne soit pas respecté à la poste.

Et vous, mon enfant, vous êtes fatigué, ennuyé de la vie de bureau. Vous regrettez le travail des bras, la vie de l'ouvrier. Je le conçois bien. Moi, je voudrais être paysan et avoir de la terre à bêcher huit heures par jour. Je fais pourtant un métier plus doux que le vôtre, puisque je suis libre de choisir mon genre de travail sédentaire. Mais je n'ai le cœur à rien. Tout ce qui est écrit ou à écrire me semble froid. Les paroles ne peuvent plus rendre ce qu'on éprouve de douleur et de colère, et, dans ces temps-ci, on ne vit que par la passion. Tout raisonnement est inutile, toute prédication est vaine. Nous avons affaire à des hommes qui n'ont ni loi, ni foi, ni principes, ni entrailles. Le peuple les subit. C'est au peuple qu'on est tenté de reprocher l'infamie des gens qui le mènent, le trompent et l'écrasent.

Ah ! mon enfant, quelle affreuse phase de l'histoire nous traversons ! Nous en sortirons d'une manière éclatante, je n'en doute pas. Mais, pour qu'une nation démoralisée à ce point se relève et se purifie, il faut qu'elle ait expié son égoïsme, et Dieu nous réserve, je le crains, des châtiments exemplaires !

Rien de nouveau ici. Maurice, Borie et Lambert partagent toujours ma vie retirée. Nous nous occupons en famille ; nous tâchons de ne donner que quelques courtes heures aux journaux et aux commentaires indignés que leur lecture provoque. Malgré soi, on y revient plus souvent qu'on ne voudrait. Du moins, nous avons la consolation d'être tous du même avis et de ne pas nous quereller amèrement, comme il arrive maintenant dans beaucoup de familles. Les intérieurs subissent généralement le contre-coup du malheur général. Le nôtre est uni et fraternel. Nous nous affligeons ensemble et d'un même cœur. Nous tâ-

chons de nous donner de l'espoir les uns aux autres, et souvent c'est le plus désolé qui s'efforce de consoler les autres.

Aimez-moi toujours, mon enfant. La douleur doit rapprocher et resserrer les liens de l'affection. Je vous bénis bien tendrement, ainsi que Solange et Désirée. Mes enfants vous embrassent.

1849 · CCCIII

Nohant, 24 juillet 1849.

Ômon ami ! l'affection est égoïste, et, quand j'ai appris ce triste dénouement, mille fois plus triste pour la France que pour l'Italie, je confesse que je ne me suis d'abord inquiétée que de vous.

Que Dieu me le pardonne, et vous aussi, qui êtes un saint ! Un ami que j'ai à Toulon m'a écrit, avant tout, que vous étiez en sûreté, et je l'ai mille fois béni.

Vous pensez bien que, d'ailleurs, j'ai le cœur brisé. Quelque innocent qu'on soit du crime d'une nation à laquelle on appartient, il y a une sorte d'intime solidarité qui fait passer dans notre propre cœur le remords que devraient avoir les autres. Oui, le remords et la honte. Moi qui étais si fière de la France en février ! Hélas ! que sommes-nous devenus, et quelle expiation nous réserve la justice divine avant de nous permettre de nous relever ?

Vous, vous êtes plus heureux que moi, malgré la défaite, malgré l'exil et la persécution ; vous êtes plus heureux par ce seul fait

que vous êtes Romain ; car vous l'êtes plus qu'aucun de ceux qui sont nés sur le Tibre. Et plus heureux que personne au monde, parce que vous seul (avec Kossuth) avez fait votre devoir. Quand je dis vous et Kossuth, je dis ceux qui étaient avec vous et ceux qui sont avec lui ; car les plus obscurs dévouements sont aussi chers à Dieu que les plus illustres. Et, à présent, ami, malgré le malheur, malgré la douleur, n'avez-vous pas cette satisfaction de vous-même, cette paix profonde de l'âme qui se sent quitte envers le ciel et les hommes ? N'avez-vous pas accompli jusqu'au bout une mission sainte ? n'avez-vous pas tout immolé pour la vérité, l'honneur, la justice et la foi ? n'avez-vous pas des jours résignés et des nuits tranquilles ? Je suis certaine que vous êtes calme et que vous goûtez les joies austères de la foi. On peut l'avoir pour les autres, pour l'humanité, quand on la porte en soi-même, quand on est soi-même la foi vivante et militante.

Oui, vous avez bien agi et bien pensé en toutes choses. Vous avez bien fait de sauver l'honneur jusqu'à la dernière extrémité, et vous avez bien fait aussi, lorsque cette dernière extrémité est arrivée, de sauver la vie des assiégés, des femmes, des enfants, des vieillards. Les monuments de l'art viennent ensuite, quoique nos journaux se soient plus préoccupés du sort des fresques de Raphaël et de Michel-Ange que de celui des orphelins et des veuves.

Tout ce que vous avez voulu et accompli est juste. Le monde entier le sent, même les misérables qui ne croient à rien, et le monde entier le dira bien haut quand l'heure sera venue.

Moi, je n'ai que cela à vous dire. Je n'ai que cette consolation à vous offrir. Pour le moment, je suis humiliée et découragée dans mon sentiment national. Mais je suis fière de ce qui reste encore

de combattants et de victimes sur la terre, et je suis fière de vous. Donnez-moi, si vous pouvez, de vos nouvelles. Si vous aviez quelques besoins d'argent, écrivez-le-moi et me donnez les moyens de vous en faire passer. Adressez-moi vos lettres, sous double enveloppe, à M. Victor Borie, à la Châtre (Indre). Je vous embrasse de toute mon âme. Respects et amitiés de Maurice.

J'ai reçu vos deux lettres de Rome.

1849 · CCCIV

Nohant, 26 juillet 1849.

Je vous ai écrit hier, j'ai envoyé à un ami que j'ai à Toulon et qui m'avait donné avis que vous faisiez voile pour Malte. Je lui écris de nouveau, il vous renverra ma lettre. Je vous donnais son nom et son adresse pour qu'il aidât à notre correspondance. À présent, que j'aime bien mieux vous savoir plus près de moi ! Ce sera, comme je vous l'écrivais, à Victor Borie, à la Châtre (Indre), que vous ferez bien d'adresser vos lettres. La curiosité inquiète de la police pourrait me priver de l'une d'elles, et cela ne ferait plus mon compte.

Pendant que j'y pense et pour en finir avec ces détails, je vous demandais dans cette lettre envoyée à Toulon, si vous aviez besoin d'argent ; car, en de pareils événements, on peut se trouver surpris et empêché d'aller où l'on veut, faute de cette prévision matérielle. Nous sommes d'ailleurs tous ruinés, et nous ne sommes pas de ceux qui ont sujet d'en avoir honte. Je vous demande donc de me traiter comme une sœur, comme j'en ai le

droit, et, quelque peu qui me reste, comptez que ce peu est à vous.

Mon ami, je vous disais hier soir que vous aviez bien agi et bien pensé devant Dieu et devant les hommes ; que vous aviez accompli de grands devoirs et que vous aviez sujet d'être calme. Oui, je crois que vous êtes calme comme les anges, et, si vous ne l'étiez pas, vous seriez ingrat envers Dieu, qui vous a permis d'accomplir une aussi belle mission. Si vous avez échoué politiquement, c'est que la Providence voulait s'arrêter là, et que ce grand fait doit mûrir dans la pensée des hommes avant qu'ils en produisent de nouveaux.

Non, les nationalités ne périront pas ! Elles sortiront de leurs ruines, ayons patience. Ne pleurez pas ceux qui sont morts, ne plaignez pas ceux qui vont mourir. Ils payent leur dette ; ils valent mieux que ceux qui les égorgent ; donc, ils sont plus heureux.

Et, pourtant, malgré soi, on pleure et on plaint. Ah ! ce n'est pas sur les martyrs qu'il faudrait pleurer, c'est sur les bourreaux.

Plaignez ceux qui ne font rien et qui ne peuvent rien ; plaignez-moi d'être Française. C'est une douleur et une honte en ce moment-ci.

Je vis toujours calme et retirée à Nohant, en famille, aimant et sentant toujours la nature et l'affection. J'ai repris mes Mémoires, interrompus par un grand dérangement dans ma santé. Grâce à Raspail, j'ai été mon propre médecin et je me suis guérie. Jamais, depuis dix ans, je n'avais eu la force et la santé que j'ai enfin depuis deux mois. Voilà ce qui me concerne matériellement ; mais, moralement, je suis bien sombre dans le

secret de mon cœur. Je tâche de ne pas penser, j'aurais peur de devenir l'ennemi ou tout au moins le contempteur du genre humain, que j'ai tant aimé, que j'ai oublié de m'aimer moi-même. Mais je ne me laisse point aller, je ne veux pas perdre la foi, je la demande à Dieu, et il me la conservera.

D'ailleurs, vous êtes là, dans mon cœur, vous, Barbès et deux ou trois autres moins illustres, mais saints aussi, mais croyants et purs de toutes les misères et de toutes les méchancetés de ce siècle. Donc, la vérité est incarnée quelque part ; donc, elle n'est pas hors de la portée de l'homme, et un bon prouve plus que cent mille mauvais.

Oui, je vous écrirai longuement ; mais, ce soir, je me hâte de fermer ma lettre pour qu'elle parte. Je veux que vous sachiez que je suis plus occupée de vous que de tout au monde. Écrivez-moi aussi. Ce n'est pas vous qui avez besoin de courage, c'est moi.

Bonsoir ! je vous aime ; Maurice et Borie aussi, soyez-en sûr.

1849 · CCCV

Nohant, 21 septembre 1840.

Je trouve enfin une occasion pour vous écrire. Elle se présente à moi ; car, loin de tout comme je suis, et n'osant guère me fier à la poste, je ne sais souvent à qui m'adresser pour parler à ceux que j'aime.

Mais je n'ai pas passé un jour, presque pas une heure, sans penser à vous. Toujours, vous et Mazzini, vous êtes dans ma pen-

sée comme les martyrs héroïques de ces tristes temps. À vous deux, il n'y a pas l'ombre d'un reproche à faire. En vous deux, il n'y a pas une tache. Je crois toujours, je crois fermement que les révolutions ne se feront plus ni profondes ni durables tant qu'il n'y aura pas à leur sommet des hommes d'une vertu sans bornes et d'une profonde modestie de cœur.

Les peuples sont blasés sur les hommes de talent, d'éloquence et d'invention. On les écoute parce qu'ils amusent ; le peuple français surtout, éminemment artiste, se passionne pour eux à la légère. Mais cette passion ne va pas jusqu'au dévouement, jusqu'au sacrifice de soi-même. Le dévouement seul commande le dévouement, et il est plus rare encore aujourd'hui chez les chefs de parti que chez le peuple. Le jour viendra, n'en doutez pas ! Gardez-vous pour ce jour-là. Votre force morale vous fera triompher de la mort lente qu'on voudrait vous donner.

On ne tue pas les hommes comme vous, on ne les use pas, parce qu'on ne peut les irriter. Je ne vous dis pas d'avoir courage et patience, parce que je sais que vous en avez pour vous et pour nous. C'est nous qui en avons besoin pour supporter ce que vous souffrez.

S'il vous était possible de me dire comment vous êtes, je serais bien heureuse. Mais je ne veux pas que, pour me donner cette joie, vous risquiez de voir resserrer davantage les liens qui vous pressent et dont mon cœur saigne.

Je m'imagine, d'ailleurs, que vous pensez souvent à moi comme je pense à vous, et qu'il n'est pas un instant où vous doutiez de mon affection. Comptez-y bien, et que ce soit pour vous un adoucissement à cette vie de sacrifice qui nous fait tant de

mal. Ah ! si tous ceux qui vous chérissent pouvaient donner une partie de leur vie à la captivité, en échange de votre liberté, on trouverait des siècles de prison pour contenter nos ennemis.

Sachez bien, du moins, qu'on vous tient compte de ce que vous souffrez, que les plus tièdes et les plus ignorants l'apprécient, et que les discussions politiques s'arrêtent devant votre nom, devenu sacré pour tous.

Mon fils vous chérit toujours, et tous deux nous vous embrassons de toute notre âme.

G. S.

1849 · CCCVI

Nohant, 10 octobre 1849.

J'ai reçu votre première lettre, puis la seconde, puis votre Revue. J'avais lu déjà votre lettre à MM. de T. et de F., dans nos journaux français. C'est un chef-d'œuvre que cette lettre. C'est une pièce historique qui prendra place dans l'histoire éternelle de Rome et dans celle des républiques. Elle a fait beaucoup d'impression ici, même en ce temps d'épuisement et de folie, même dans ce pays humilié et avili. Elle n'a pas reçu un démenti dans l'opinion publique ; c'est le cri de l'honneur, du droit, de la vérité, qui devrait tuer de honte et de remords la tourbe jésuitique. Mais je crois que certains fronts ne peuvent plus rougir ; il n'y a point d'espoir qu'ils se convertissent. Le peuple le sait maintenant et ne parle de rien de moins que les tuer. L'irritation est grande en France, et de profondes vengeances couvent dans l'attente d'un

jour rémunérateur ; mais ce n'est pas l'ensemble de la nation qui sent vivement ces choses. La grande majorité des Français est surtout malade d'ignorance et d'incertitude. Ah ! mon ami, je crois que nous tournons, vous et moi, dans un cercle vicieux, quand nous disons, vous, qu'il faut commencer par agir pour s'entendre ; moi, qu'il faudrait s'entendre avant d'agir. Je ne sais comment s'effectue le mouvement des idées en Europe ; mais, ici, c'est effrayant comme on hésite avant de se réunir sous une bannière. Certes, la partie serait gagnée si tout ce qui est brave, patriotique et indigné voulait marcher d'accord. C'est là malheureusement qu'est la difficulté, et c'est parce que les Français sont travaillés par trop d'idées et de systèmes différents que vous voyez cette République s'arrêter éperdue dans son mouvement, paralysée et comme étouffée par ses palpitations secrètes, et tout à coup si impuissante ou si préoccupée, qu'elle laisse une immonde camarilla prendre le gouvernail et commettre en son nom des iniquités impunies. Je crois que vous ne faites pas assez la distinction frappante qui existe entre les autres nations et nous.

L'idée est une en Italie, en Pologne, en Hongrie, en Allemagne peut-être. Il s'agit de conquérir la liberté. Ici, nous rêvons davantage, nous rêvons l'égalité ; et, pendant que nous la cherchons, la liberté nous est volée par des larrons qui sont sans idée aucune et qui ne se préoccupent que du fait. Nous, nous négligeons trop le fait de notre côté, et l'idée nous rend bêtes. Hélas ! ne vous y trompez pas. Comme parti républicain, il n'y a plus rien en France qui ne soit mort ou près de mourir. Dieu ne veut plus se servir de quelques hommes pour nous initier, apparemment pour nous punir d'avoir trop exalté le culte de l'individu. Il veut que tout se fasse par tous, et c'est la nécessité, trop peu prévue peut-être, de l'institution du suffrage universel. Vous en avez fait un

magnifique essai à Rome ; mais je suis certaine qu'il n'a réussi qu'à cause du danger, à cause de ce fait nécessaire de la liberté à reconquérir. Si, au lieu de suivre la fade et sotte politique de Lamartine, nous avions jeté le gant aux monarchies absolues, nous aurions la guerre au dehors, l'union au dedans et la force, par conséquent, au dedans et au dehors. Les hommes qui ont inauguré cette politique, par impuissance et par bêtise, ont été poussés par la ruse de Satan sans le savoir. L'esprit du mal nous conduisait où il voulait, le jour où il nous conseillait la paix à tout prix.

Àprésent, il nous faut attendre que les masses soient initiées. Ce n'est point par goût que j'ai cette conviction. Mon goût ne serait pas du tout d'attendre ; car ce temps et ces choses me pèsent tellement, que souvent je me demande si je vivrai jusqu'à ce qu'ils aient pris fin. J'ai dix fois par jour l'envie très sérieuse de n'en pas voir davantage et de me brûler la cervelle. Mais cela importe peu. Que j'aie ou non patience jusqu'au bout, la masse n'en marchera ni plus ni moins vite. Elle veut savoir, elle veut connaître par elle-même ; elle se méfie de qui en sait plus qu'elle ; elle repousse les initiateurs, elle les trahit ou les abandonne, elle les calomnie, elle les tuerait au besoin. Elle abhorre le pouvoir, même celui qui vient au nom de l'esprit de progrès. La masse n'est point disciplinée et elle est peu disciplinable. Je vous assure que, si vous viviez en France, — je ne dis pas à Paris, qui ne représente pas toujours l'opinion du pays, mais au cœur de la France, — vous verriez qu'il n'y a rien à faire, sinon de la propagande, et encore, quand on a un nom quelconque, ne faut-il pas la faire directement ; car elle ne rencontrerait que méfiance et dédain chez le prolétaire.

Et, pourtant, le prolétaire fait parfois preuve d'engouement, me direz-vous. Je le sais ; mais son engouement tombe vite et se traduit en paroles plus qu'en actions. Il y a en France une inégalité intellectuelle épouvantable. Les uns en savent trop, les autres pas assez. La masse est à l'état d'enfance, les individualités à l'état de vieillesse pédante et sceptique. Notre révolution a été si facile à faire, elle eût été si facile à conserver, qu'il faut bien que le mal soit profond dans les esprits, et que la cause du mal soit ailleurs que dans les faits.

Tout cela nous conduit à un grand et bel avenir, je n'en doute pas. Le suffrage universel, avec la souffrance du pauvre d'un côté, et la méchanceté du riche de l'autre, nous fera, dans quelques années, un peuple qui votera comme un seul homme. Mais, jusque-là, ce peuple n'aura pas la vertu de procéder, comme Rome et la Hongrie, par le sacrifice et l'héroïsme. Il patientera avec ses maux ; car on vit avec la misère et l'ignorance, malheureusement. Il lui faudrait des invasions et de grands maux extérieurs pour le réveiller. S'il plaît à Dieu de nous secouer ainsi, que sa volonté s'accomplisse ! Nous irions plus douloureusement mais plus vite au but.

Il faut bien se faire ces raisonnements, mon ami, pour accepter la torpeur politique qui assiste impassible à tant d'infamies. Autrement, il faudrait maudire ses semblables, haïr ou abandonner leur cause. Mais je ne vous dis pas tout cela pour vous détourner d'agir dans le sens que vous croyez efficace. Il faut toujours agir quand on a foi dans l'action, et la foi peut faire des miracles. Mais, si, dans le parti des idées en France, vous ne trouvez pas un concours digne d'une grande nation, rappelez-vous le jugement que je vous soumets, afin de ne pas trop nous mépriser ce

jour-là. Soyez sûr que nous n'avons pas dit notre dernier mot. Nous sommes ce que nous a faits le régime constitutionnel, mais nous en reviendrons. Nous ne sommes pas tous corrompus. Voyez ce fait significatif du peuple de Paris sifflant sur le théâtre l'entrée des Français à Rome.

Bonsoir, cher frère et ami ; ne m'écrivez que quand vous avez du loisir et point de fatigue. Je ne veux pas d'un bonheur qui vous coûterait une heure de lassitude et de souffrance. Que vous m'écriviez ou non, je pense toujours à vous, je sais que vous m'aimez et je vous aime de même. Maurice et Borie vous embrassent fraternellement.

G. SAND.

1849 · CCCVII

Nohant, octobre 1849.

Si vous êtes pressée de savoir mon opinion, je suis tout à fait désolée ; car je vais être forcée de numéroter votre manuscrit au 153. C'est-à-dire que j'ai 153 manuscrits à lire, qui m'ont été envoyés depuis six mois par des personnes inconnues, et c'est ainsi tous les ans.

Comme je suis forcée de travailler pour remplir divers genres de devoirs, il m'est impossible de n'être pas affreusement en arrière. Mais, quand j'aurai lu ces 153 manuscrits, qu'en ferai-je ? Trouverai-je 153 éditeurs ? Trouverai-je place dans la Revue indépendante, seul journal dont je connaisse le directeur particulièrement, pour 153 manuscrits ? Il en a déjà au moins 100 que je

lui ai fait passer pour les lire, et je doute que plus que moi il ait le temps de le faire. Probablement, s'il en choisit un, ce sera le meilleur et je désire vivement que ce soit le vôtre. Mais, dans tous les cas, j'aurai cette année 152 ennemis de plus qui penseront, les uns que je suis jalouse de ma réputation menacée par leur succès, les autres que je suis jalouse des personnes de mon sexe.

Puisque la faculté d'écrire est répandue à ce point qu'il me faudrait, pour la satisfaire chez les autres, quatre ou cinq secrétaires examinateurs que je n'ai pas le moyen de payer, je suis bien forcée de me soumettre à tous les ressentiments que mon impuissance soulève, et de supporter patiemment toutes les menaces, injures et récriminations qui viennent à la suite.

Pardonnez, mademoiselle, la hâte avec laquelle je vous écris : vous êtes la septième aujourd'hui, et je n'ai pas le temps de vous faire mes excuses comme je le voudrais.

G. SAND.

Si votre intention est de faire reprendre votre manuscrit chez moi et que je sois absente, comme il est probable, veuillez faire réclamer le n 153, on le trouvera cacheté et en ordre.

1849 · CCCVIII

Nohant, 5 novembre 1849.

Oui, mon ami, j'ai reçu tous les numéros de l'Italia ; on n'a pas encore songé à me les supprimer. C'est un heureux hasard. Continuez à me les envoyer. Vos articles sont excellents et admi-

rables. Je ne vous dirai pas, comme Kléber à Napoléon : « Mon général, vous êtes grand comme le monde ! » Je vous dirai mieux, je vous dirai : Mon ami, vous êtes bon comme la vérité. Non, je ne suis pas d'un avis différent du vôtre sur ce qu'il faut faire. Vous vous trompez absolument quand vous me dites que ma persistance dans l'idée communiste est au nombre des choses qui ont fait du mal. Je ne le crois pas pour mon compte, parce que je n'ai jamais marché, ni pensé, ni agi avec ceux qui s'intitulent l'école communiste. Le communisme est ma doctrine personnelle ; mais je ne l'ai jamais prêchée dans les temps d'orage, et je n'en ai parlé alors que pour dire que son règne était loin et qu'il ne fallait pas se préoccuper de son application. Ce que cette doctrine a d'applicable dès aujourd'hui a toute sorte d'autres noms, que l'on accepte parce qu'ils représentent des choses immédiatement possibles.

Ce sont les premiers échelons de mon idée, selon moi ; mais je n'ai jamais été de ceux qui veulent faire adopter leur croyance entière, et qui rejettent l'état intermédiaire, les transitions nécessaires, inévitables, justes et bonnes par conséquent.

Bien au contraire, je blâme ceux qui ne veulent rien laisser faire, quand on ne veut pas faire tout de suite ce qu'ils rêvent ; je les regarde comme vous les regardez, comme des fléaux dans les temps de révolution.

Je m'explique mal apparemment ; mais comprenez-moi mieux que je ne m'explique. Je ne suis pas de ces sectes orgueilleuses qui ne supportent pas la contradiction et qui rejettent tout ce qui n'est pas leur Église. Je ne veux point paralyser l'action qui doit briser les obstacles ; ce n'est point par complaisance et par amitié que je vous dis : Allez toujours, vous faites bien. Mais je vous si-

gnale simplement les obstacles, et, parmi ces obstacles, je vous signalerais volontiers l'entêtement communiste comme tous les autres entêtements.

Je vous dis où est notre mal en France : trop de foi à l'idée personnelle chez quelques-uns, trop de scepticisme chez la plupart. L'orgueil chez les premiers, le manque de dignité chez les autres. Mais je constate un mal, et je ne fais rien de plus. Je sais, je vois qu'on ne peut pas faire agir des gens qui ne pensent pas encore et qui ne croient à rien, tandis que ceux qui agissent un peu chez nous n'ont en vue qu'eux-mêmes, leur gloire ou leur vanité, leur ambition ou leur profit.

Vous me trouverez bien triste et bien découragée. Je suis malade de nouveau ; des chagrins personnels affreux contribuent peut-être à me donner un nouvel accès de spleen ! mais à Dieu ne plaise que je veuille faire des prosélytes à mon spleen. Voilà pourquoi je ne publie rien sous l'influence de mon mal. Je tâcherai pourtant d'écrire pour vous, sous la forme d'une lettre. Si je n'y réussis pas, c'est que mon cœur est brisé. Mais les morceaux en sont bons, comme on dit chez nous, et, avec un peu de temps, ils se recolleront, j'espère.

Recevez-vous l'Événement là où vous êtes ? J'y ai publié ces jours-ci un article que les préoccupations du moment, la crise ministérielle ont fait oublier de reproduire dans les autres journaux. Je voudrais pouvoir vous l'envoyer ; mais on ne me l'a pas envoyé à moi-même. C'est par hasard que cet article a été donné à ce journal. Il est intitulé Aux modérés. C'est peu de chose, littérairement parlant ; mais vous y verrez, s'il vous tombe sous la main, que je ne suis pas obstinée.

Je vous aime et vous embrasse. Maurice aussi, Borie aussi. Il est poursuivi pour un délit de presse où, comme de juste, il a mille fois raison contre ses accusateurs.

1850 · CCCIX

Nohant, janvier 1850.

Tout en vous remerciant de beaucoup d'éloges et de bienveillance que vous m'accordez, permettez-moi de rectifier plusieurs faits absolument controuvés dans ma biographie, écrite par vous, et dont une revue me fait connaître des fragments.

Je sais comme tout le monde le genre d'importance qu'il faut attacher à ces biographies contemporaines faites par inductions, par déductions et par suppositions plus ou moins ingénieuses, plus ou moins gratuites. La mienne surtout n'a aucune chance d'être fidèle de la part d'un écrivain dont je n'ai pas l'honneur d'être connue et qui n'a reçu de moi, ni des personnes qui me connaissent réellement, aucune espèce de communication.

Ces biographies contemporaines peuvent avoir une valeur sérieuse comme critique littéraire ; mais comme document historique, on peut dire qu'elles n'existent pas.

Je le prouverais facilement en prenant d'un bout à l'autre celle dont je suis le sujet. Il ne s'y rencontre pas un fait exact, pas même mon nom, pas même mon âge. Je ne m'appelle pas Marie et je suis née, non en 1805, mais en 1804. Ma grand'mère n'a jamais été à l'Abbaye-aux-Bois. Mon père n'était pas colonel. Ma grand'mère mettait l'Évangile beaucoup au-dessus du Contrat so-

cial. À quinze ans, je ne maniais pas un fusil, je ne montais pas à cheval, j'étais au couvent. Mon mari n'était ni vieux ni chauve. Il avait vingt-sept ans et beaucoup de cheveux. Je n'ai jamais inspiré de passion au moindre armateur de Bordeaux. Le vingtième chapitre d'un roman célèbre est un chapitre de roman. Il est vraiment trop facile de construire la vie d'un écrivain avec des chapitres de roman, et il faut le supposer bien naïf ou bien maladroit pour croire que, si, dans ses livres, il faisait allusion à des émotions ou à des situations personnelles, il ne les entourerait d'aucune fiction qui déroutât complètement le lecteur sur le compte de ses personnages et sur le sien propre.

Le trait que vous rapportez de M. Roret est très honorable et je l'en crois très capable ; mais il n'a pu m'apporter mille francs après le succès en déchirant le traité primitif, puisque je n'ai jamais eu le plaisir de traiter avec lui pour quoi que ce soit.

M. de Kératry ni M. Rabbe n'ont été appelés par M. Delatouche à juger Indiana. D'abord M. Delatouche jugeait lui-même. Ensuite il n'avait aucune espèce de relations avec M. de Kératry. Je n'ai pas eu, après le succès d'Indiana, un appartement ni des réceptions. Pendant cinq ou six ans, j'ai habité la même mansarde et reçu les mêmes amis intimes.

J'arrive au premier des faits que je tiens à démentir, faisant très bon marché de tous les autres. Je vous citerai, permettez-le-moi, monsieur.

« Au milieu de cet enivrement du succès, elle eut le tort d'oublier le fidèle compagnon de ses mauvais jours. Sandeau, blessé au cœur, partit pour l'Italie seul, à pied, sans argent. »

1 M. Jules Sandeau n'est jamais parti pour l'Italie à pied et sans argent, bien que vous sembliez insinuer que, s'il était sans argent, c'était ma faute ; ce qui suppose que, brouillé avec moi, il en eût accepté de moi : supposition injurieuse et que vous n'avez pas eu l'intention de faire. Je vous assure, et il vous assurerait au besoin, qu'il avait des ressources acquises à lui seul.
2 Il ne partit pas le cœur blessé : j'ai de lui des lettres aussi honorables pour lui que pour moi, qui prouvent le contraire, lettres que je n'ai pas de raison pour publier, sachant qu'il parle de moi avec l'estime et l'affection qu'il me doit. Je ne défendrai pas ici M. de Musset des offenses que vous lui faites. Il est de force à se défendre lui-même et, pour le moment, il ne s'agit que de moi ; c'est pourquoi je me borne à dire que je n'ai jamais confié à personne ce que vous croyez savoir de sa conduite à mon égard et que, par conséquent, vous avez été induit en erreur par quelqu'un qui a inventé ces faits. Vous dites que, après le voyage d'Italie, je n'ai jamais revu M. de Musset : vous vous trompez, je l'ai beaucoup revu et je ne l'ai jamais revu sans lui serrer la main. Je tiens à cette satisfaction de pouvoir affirmer que je n'ai jamais gardé d'amertume contre personne, de même que je n'en ai jamais laissé de durable et de fondée à qui que ce soit, pas même à M. Dudevant, mon mari.

Vous ne m'avez jamais rencontrée avec M. de Lamennais, ni dans la forêt de Fontainebleau, ni nulle part au monde. Je vous en demande mille pardons, mais vous ne connaissiez de vue ni lui ni moi, le jour où vous avez fait cette singulière rencontre, racontée par vous, d'ailleurs, avec beaucoup d'esprit. Je n'ai jamais fait un pas dehors avec M. de Lamennais, que j'ai toujours connu souffrant et retiré. Puisque nous en sommes à M. de Lamennais, voici le second fait que je tiens essentiellement à démentir. Vous

dites que, plus tard, lorsqu'on amenait l'entretien sur le rédacteur en chef du Monde, je m'écriais : Taisez-vous ! il me semble que j'ai connu le diable !

Je déclare, monsieur, que la personne qui vous a rapporté ceci a chargé sa conscience d'un gros mensonge. Mon intimité avec M. de Lamennais, comme il vous plaît d'appeler mes relations respectueuses avec cet homme illustre, n'a jamais changé de nature. Vous dites que George Sand ne tarda pas à rompre une intimité qui n'avait pu devenir sérieuse que par distraction ou par surprise. Il n'y a de distraction et de surprise possibles à l'égard de M. de Lamennais que celles dont vous êtes saisi en parlant de la sorte, à propos d'une des plus pures gloires de ce siècle.

Mon admiration et ma vénération pour l'auteur des Paroles d'un croyant ont toujours été et demeureront sans bornes. La preuve ne me serait pas difficile à fournir, et vous eût frappé si vous aviez eu le temps et la patience de lire tous mes écrits.

Je passe encore bon nombre d'erreurs sans gravité, et au sujet desquelles je me borne à rire dans mon coin, — non de vous, monsieur, mais de ceux qui prétendent fournir des documents à l'histoire des vivants, — pour arriver à cette phrase : Elle fermait l'oreille quand il parlait d'une application trop directe du système.

Cela n'a pas l'intention d'être une calomnie, je le sais ; mais c'est un ridicule gratuit que vous voulez prêter à un homme non moins respectable que M. de Lamennais. N'auriez-vous pu trouver deux victimes moins sacrées qu'un vieillard au bord de la tombe, et un noble philosophe proscrit ? Je suis sûre qu'en y son-

geant vous regretterez d'avoir trop écouté le penchant ironique qui est la qualité, le défaut et le malheur de la jeunesse en France.

Permettez-moi aussi de vous dire qu'une certaine anecdote enjouée à propos d'un M. Kador, que je ne connais pas, est très jolie, mais sans aucun fondement.

Enfin, la modestie me force à vous dire que je n'improvise pas tout à fait aussi bien que Liszt, mon ami, mais non pas mon maître : il ne m'a jamais donné de leçons et je n'improvise pas du tout. Le même sentiment de modestie m'oblige à dire aussi qu'on dîne fort bien en blouse à ma table et que je n'ai pas tant d'élégance et de charme que vous voulez bien m'en supposer. Là, il m'en coûte certainement de vous contredire ; mais je crois que cela vous est fort égal, et qu'en me prenant pour l'héroïne d'un roman plein d'esprit dont vous êtes l'auteur, vous ne teniez pas à autre chose que montrer le talent et l'imagination dont vous êtes doué.

G. SAND.

1850 · CCCX

Nohant, 10 mars 1850.

J'ai pris plus de courage depuis que je ne vous ai écrit, bien que j'aie perdu plus de santé et de force physique. Mais ce qui me donne patience, c'est justement que je ne me sens plus cette énergie matérielle qui résistait à tous les coups. À présent, je n'aurai qu'à me laisser faire pour m'en aller tout doucement et sans crime, puisque, selon vous, c'est un crime de s'en aller vo-

lontairement. Je persiste à croire que nous avons tous cette liberté, ce droit de protester contre la vie, telle que l'ont faite les erreurs et les mauvaises passions des sociétés fausses et injustes. Et, quand beaucoup de nous auraient suivi mon exemple, où eût été le mal ? Tous ces suicides qui ont marqué les années scandaleuses et impies de l'empire romain ne sont-ils pas une protestation qui a son importance et qui a eu son effet ?

Quand les premiers chrétiens se jetèrent dans les thébaïdes, n'était-ce pas une manière de se tuer et de protester contre la corruption et les violences des sociétés ? Et quand ce peuple, qui oublie ses martyrs en prison et dans l'exil, apprendrait que Barbès et autres ont mis fin à des jours intolérables, où serait le mal encore une fois ? Moi, je suis toujours plus frappée des actes de désespoir que des résistances héroïques, et j'ai plus appris à haïr l'injustice en voyant la mort volontaire de certains anciens qu'en lisant les écrits des inébranlables stoïques.

Mais laissons ce morne chapitre, qui ne vous convaincrait pas, puisque vous appréciez tout cela avec un autre sentiment. Ce sentiment est plus puissant que tous les raisonnements du monde. D'ailleurs, je n'aurai pas la force que j'ambitionne, je ne me tuerai pas. Se tuer n'est rien, sans doute ; mais s'endurcir contre les larmes de quelques êtres qui ne vivent que par vous, c'est là ce qui me manquera probablement. Et puis à quoi bon, puisqu'on meurt sans cela ?

Ne vous tourmentez pas et ne vous affligez pas des lettres que je vous écris. Les lettres, surtout les lettres espacées, sont plus sombres que la vie courante, parce qu'elles résument certain sentiment suprême, certaine conclusion fatale qui se trouve au bout de tout, quand on se recueille pour ouvrir à un ami le fond de son

cœur. Dans la vie courante, rien ne paraît. On a des habitudes de gaieté, parce qu'en France surtout la gaieté, la légèreté apparente est comme une loi de savoir-vivre. Dans certains milieux particulièrement, il faut toujours savoir rire avec ceux qui rient. Je vis presque toujours avec des artistes, avec des personnes jeunes ; on s'amuse chez moi et j'y suis toujours gaie.

J'y suis heureuse et très tranquille si l'on n'apprécie que les relations apparentes. Le mal de ma vie est en moi. Il est dans ma secrète appréciation de toutes ces choses qui paraissent si divertissantes et qui font vibrer dans le fond de mon âme des cordes si lugubres. Rassurez-vous donc, je porte bien mon costume, et personne que vous peut-être ne se doutera jamais que je me meurs de chagrin.

Vous êtes content, vous, dans ce moment-ci, n'est-ce pas ? Nos élections sont bonnes et tous mes amis sont pleins de joie et d'espérance. Ils disent, et je pense qu'ils ont raison, que nous irons sans secousse jusqu'aux prochaines élections générales et qu'alors la majorité sera dans le sens de l'avenir républicain. Je le crois aussi. Mais cela ne rendra pas la vie à ceux qui sont morts victimes de l'ignorance et de l'indécision des masses ; vous acceptez la loi du malheur, vous êtes religieux.

Il se peut qu'en fin de compte, je sois impie, puisque je ne peux pas me soumettre au mal accompli, à ce passé que Dieu lui-même ne peut réparer, puisqu'il ne peut le reprendre, et qui saigne toujours en moi comme une blessure incurable.

Cher ami, ne perdez pas votre temps à répondre à mes tristes lettres et à réfuter ce que vous regardez comme mes hérésies. Aimez-moi, et envoyez-moi deux lignes quand vous avez le temps,

pour me parler de vous et me dire que vous vous souvenez de moi.

1850 · CCCXI

Nohant, 4 août 1850.

Cher, j'ai reçu la trop courte visite de votre jeune et jolie amie Caroline. Je sais que sa sœur est ou a dû être auprès de vous. Qu'elles sont heureuses, ces Anglaises, de pouvoir courir où le cœur les pousse ! Cela vous a donné un peu de bonheur et de consolation. Vous n'avez pas besoin qu'on vous dise que vous êtes aimé, estimé, vénéré ; mais vous êtes sensible à l'affection, parce que vous la ressentez en vous-même.

Caroline m'a paru charmante. Elle m'a dit qu'Élisa était heureuse. Elles voient à Londres Louis Blanc, qui aime et estime infiniment toute la famille.

Élisa me parle d'un journal où vous désirez que j'écrive. J'y ferai mon possible ; mais je doute d'écrire désormais quelque chose qui ait le sens commun. J'écris mes Mémoires, parce que j'y parle du passé où j'ai vécu. Aujourd'hui, on ne vit plus en France, on est comme frappé de stupeur au bord d'un abîme, sans pouvoir faire un mouvement pour le fuir. Heureusement, cette stupeur même empêchera peut-être qu'on ne fasse un mouvement pour s'y jeter ; mais que la vie qui s'écoule ainsi est lente et triste !

La supporter sans maudire la destinée humaine et sans méconnaître la Providence, c'est bien tout ce qu'on peut faire. Je défie qu'on se sente artiste, ou, si on l'est encore en face de la na-

ture, je ne crois pas qu'on puisse être inspiré par les événements qui s'accomplissent sous nos yeux.

La douleur rend muet, l'indignation serait la seule corde vivante du cœur ; mais la presse est bâillonnée, et je n'ai pas l'art de ne dire que la moitié de mon sentiment. Mon silence m'a bien été reproché depuis un an ; mais il ne dépend pas de moi de le rompre. Je ne suis pas dans l'action, je suis sans illusion, sans personnalité qui m'enivre comme la plupart des hommes, sans responsabilité comme il vous est arrivé d'en avoir une terrible et sacrée à accepter.

Je n'ai jamais compris les poètes faisant des vers sur la tombe de leur mère et de leurs enfants. Je ne saurais faire de l'éloquence sur la tombe de la patrie. Le chagrin me serre le cœur quand je touche à une plume. La sérénité, la gaieté sont faciles en famille. Mais la douleur, comme la joie, rentre en moi-même quand je songe au public.

Ce public froid et lâche qui a laissé égorger la liberté et souiller la ville éternelle redevenue sainte, ce public égoïste, aveugle, ingrat, qui ne s'émeut pas aux exploits de la Hongrie et qui ne s'alarme pas même des efforts de la Russie et de l'Autriche, se réveillerait-il devant un livre, un journal, un écrit quelconque ? Ce serait un devoir pourtant de poursuivre l'œuvre par tous les moyens. Il y en a d'autres peut-être que celui-là, et je ne les néglige pas, je vous les dirai plus tard. Quant à écrire, discuter, prêcher, je crois que la mission des gens de lettres de ce temps-ci est finie ou ajournée en France, et que les plus sincères sont les plus taciturnes. C'est qu'on ne peut pas vivre et sentir isolément. On n'est pas un instrument qui joue tout seul. Ne fût-on qu'un orgue de Barbarie, il faut une main pour vous faire tourner. Cette main,

cette impulsion extérieure, le vent qui fait vibrer les harpes écossaises, c'est le sentiment collectif, c'est la vie de l'humanité qui se communique à l'instrument, à l'artiste.

Croyez-moi, ceux qui sont toujours en voix et qui chantent d'eux-mêmes sont des égoïstes qui ne vivent que de leur propre vie. Triste vie que celle qui n'est pas une émanation de la vie collective. C'est ainsi que bavarde, radote et divague ce pauvre Lamartine, toujours abondant en phrases, toujours ingénieux en appréciations contradictoires, toujours riche en paroles et pauvre d'idées et de principes ; il s'enterre sous ses phrases et ensevelit sa gloire, son honneur peut-être, sous la facilité prostituée de son éloquence.

Ce que je vous dis là n'est-il pas votre sentiment, lorsque vous me dites qu'écrire pour le présent est chose tout à fait inutile ? Mais vous pensez qu'il faut toujours écrire pour l'avenir. C'est bien ce qu'il vous faudra faire dans vos jours de repos, quoi que vous en disiez. Vous avez des faits à raconter, votre vie appartient à l'histoire, et rien ne vaut la parole de l'historien qui a fait l'histoire avant de l'écrire. Vos actes et vos proclamations sont là, je le sais ; mais votre sentiment intime, vos espérances, vos douleurs, vos abattements même instruiront encore plus la postérité. La défaillance de Jésus sous les oliviers, les larmes de Jeanne Darc marchant au supplice sont l'attendrissement et l'enthousiasme éternels des âmes aimantes. Il y a en nous un foyer intime que nous devons laisser voir quand il est pur. Vous écrirez donc votre vie, je l'espère. Ce sera, d'ailleurs, le martyrologe des plus grands cœurs de l'Italie moderne, et nul comme vous ne tressera cette couronne qui leur est due.

Vos amies espèrent vous revoir en Angleterre dans quelques mois. Quand nous reverrons-nous en France ?

Adieu, cher ami ; écrivez-moi si vous avez le temps. Sinon, ne vous fatiguez pas. Je sais que votre cœur ne s'endort point ; je tiens seulement, s'il vous est possible, à savoir que vous vivez, sans trop souffrir, et que vous savez bien que je vous aime tendrement et éternellement.

J'ai reçu le volume dont vous me parlez : c'est un précieux et magnifique document historique.

1850 · CCCXII

Nohant, 14 août 1850.

Je ne vous ai pas remercié en personne, monsieur, et vous me chagrinerez beaucoup si vous m'ôtez le plaisir de le faire de vive voix à Nohant, c'est-à-dire à la campagne, où l'on se parle mieux en un jour qu'à Paris en un an. Je ne suis plus sûre d'y aller avant la fin du mois. J'ai été malade, retardée, par conséquent dans mon lit.

Si vous pouviez venir d'ici au 25, j'en serais bien contente et reconnaissante. Si vous ne le pouvez pas, ayez l'obligeance de faire porter le paquet bien cacheté, chez M. Falampin (pardon pour le nom, ce n'est pas moi qui l'ai donné au baptême à ce brave homme), rue Louis-le-Grand, 33.

Je ne veux pas encore perdre l'espérance de vous voir ici avec votre père. Il me disait, ces jours-ci, qu'il y ferait son possible, à

condition d'être embrassé de bon cœur. Dites-lui que je ne suis plus d'âge à le priver et à me priver moi-même d'une si sincère marque d'amitié et que je compte bien le recevoir à bras ouverts. Si, tous deux, vous me privez de ce plaisir, au revoir donc à Paris, le mois prochain, si vous n'êtes pas repartis pour quelque Silésie ou autres environs.

Avant de vous serrer ici la main, en remerciement de votre bonté pour moi, je veux vous la serrer d'une manière toute désintéressée pour le joli livre que je suis en train de lire. C'est charmant de retrouver Charlotte et Manon et Virginie et tous ces êtres qu'on aime tant et qu'on a tant pleurés ! L'idée est neuve, singulière et paraît cependant toute naturelle à mesure qu'on lit. Il est impossible de s'en tirer plus adroitement et plus simplement. Si vous me gardez Paul et Virginie purs et fidèles, comme je l'espère, je vous remercierai doublement du plaisir de cette lecture. Vous avez réussi à faire parler Gœthe sans qu'on s'en offusque. Au fait, il n'était pas meilleur que cela, et vous ne lui donnez pas moins de grandeur et d'esprit qu'il n'en savait avoir. J'entends crier un peu contre la hardiesse de votre sujet ; mais, jusqu'à présent, je n'y trouve rien qui profane, rabaisse ou vulgarise ces types aimés ou admirés. J'attends la fin avec impatience. Adieu encore, et, de toute façon, à bientôt, et à vous de cœur.

GEORGE SAND.

1850 · CCCXIII

Nohant, 27 août 1850.

Je n'ai reçu qu'il y a deux jours votre lettre du 5 courant. J'avais aussitôt résolu d'aller à Londres, d'y voir nos amis et d'essayer de faire ce que vous me conseillez. Mais des empêchements majeurs sont survenus déjà, et je ne saurais m'assurer de quelques jours de liberté. Et puis il s'est passé déjà trop de jours depuis votre lettre, et chacun doit avoir pris son parti. J'ai pourtant écrit à Louis Blanc, le seul sur lequel j'espère avoir non pas de l'influence morale, mais la persuasion du cœur et de l'amitié. Je lui ai parlé de vous et j'ai appuyé votre opinion sur la connaissance que j'ai du fait principal ; c'est-à-dire qu'à lui seul il ne peut rien quant à présent. Je l'ai conjuré, pour le cas où il croirait devoir répondre, et où sa réponse serait peut-être déjà sous presse, de ménager la forme à l'avenir, de montrer une patience, un esprit de conciliation et de fraternité supérieur aux discussions de principes. Mais je n'espère rien de mes prières. Les hommes dans cette situation sont entraînés sur une pente fatale. Une voix s'élève pour les rappeler à la charité ; mille autres voix étouffent celle-là pour souffler la colère et engager le combat. Je pense que, de votre côté, vous avez écrit. S'ils ne vous écoutent pas, qui écouteront-ils ? Quant à Ledru-Rollin, je ne suis pas en relations avec lui ; je suis presque sûre qu'une lettre de moi ne lui ferait aucun effet. Il déteste trop ceux qu'il n'aime pas. Je l'aurais vu, si j'avais pu faire ce voyage. Mais croyez que tout cela n'eût pas été d'un effet sérieux sur leurs dispositions intérieures. Vous savez bien comme moi que, derrière les dissidences de convictions, il y a trop de passion personnelle, et que l'orgueil de l'homme est trop puissant pour que la parole d'une femme le guérisse et l'apaise. Vous êtes un saint, vous ; mais, eux, ils sont des hommes, ils en ont les orages ou les entraînements. Et puis je suis si découragée du fait présent, que je ne sens pas en moi la

puissance de convaincre. Je vois que nous marchons à la constitutionnalité ; quelle que soit la forme qu'elle revête, elle fera encore l'engourdissement de la France pendant quelque temps. Tant mieux, peut-être ; car le peuple n'est pas mûr, et, malgré tout, il mûrit dans ce repos qui ressemble à la mort. Nous en souffrons, nous qui nous élançons vers l'avenir avec impatience. Nous sommes les victimes agitées ou résignées de cette lenteur des masses. Mais la Providence ne les presse pas : elle nous a jetés en éclaireurs pour supporter le premier feu et périr, s'il le faut, aux avant-postes. Acceptons ! L'armée vient derrière nous, lentement et sans ordre ; mais enfin elle marche, et, si on peut la retarder, on ne peut pas l'arrêter.

Si j'avais pu aller en Angleterre, j'aurais été à Doullens, au retour. Mais les jours que j'ai à passer à Paris sont comptés maintenant, et ce ne sera pas encore pour cette fois. Dites-moi toujours, en attendant que je puisse réaliser un des plus chers rêves que je fasse, comment il faut s'y prendre pour vous voir. À qui demander l'autorisation ? Et ne me la refusera-t-on pas ? Adressez-moi toujours vos lettres à Nohant par la même voie que la dernière. Vous savez que M. Lebarbier de Tinan est dans une bonne position. Je pense que sa femme doit être près de lui maintenant à Angoulême. Borie est toujours en Belgique, bien triste, comme nous tous. Si vous voulez que je vous parle de moi, je vous dirai que j'ai beaucoup travaillé pour le théâtre, cette année, mais que la révocation de Bocage me retardera indéfiniment. Je ne veux pas séparer mes projets de ceux d'un artiste démocrate, brave et généreux, qu'on ruine brutalement, parce qu'il a commis le crime d'envoyer des billets gratis à des ouvriers, d'avoir des employés et des acteurs républicains, d'être républicain lui-même, d'avoir fait jouer « la Marseillaise », etc. Tels sont les considérants de sa ré-

vocation. Nous reprendrons quand même nos projets de moralisation douce et honnête, pour lesquels le théâtre est un grand moyen d'expansion, et nous viendrons à bout de prêcher l'honneur et la bonté, en dépit de la censure et des commissions.

J'ai toujours vécu à Nohant de la vie de famille, presque sans relations avec le dehors, depuis que je ne vous ai vu. Maurice ne me quitte point ; c'est un bon fils, il vous aime et il vous embrasse tendrement.

Et vous, toujours calme, toujours tendre, toujours patient et sublime, vous pensez à nous quelquefois, n'est-ce pas, et vous nous aimez ? C'est une des consolations et la plus pure gloire de ma vie, ne l'oubliez pas, que l'amitié que je vous porte et que vous me rendez.

M. Pichon n'est pas seulement originaire du Berry, il est presque natif de mon village. Sa famille, qui est une famille de paysans, demeure porte à porte avec nous. Aucante va bien et vous aime.

1850 · CCCXIV

Nohant, 25 septembre 1850.

Écrire aujourd'hui ? Non, je ne pourrais pas. Cette situation est nauséabonde et je ne saurais trouver un mot d'encouragement à donner aux hommes de mon temps. Je ne suis plus malade, cependant ; ma situation personnelle n'est point douloureuse et j'ai l'esprit calme, le cœur satisfait des affections qui m'entourent. Mais l'espérance ne m'est pas revenue et je ne suis

pas de ceux qui peuvent chanter ce qui ne chante pas dans leur âme. L'humanité de mon temps m'apparaît comme une armée en pleine déroute, et j'ai la conviction qu'en conseillant aux fuyards de s'arrêter, de se retourner et de disputer encore un pouce de terrain, on ne fera que grossir de quelques crimes et de quelques meurtres l'horreur du désastre. Les bourreaux eux-mêmes sont ivres, égarés, sourds, idiots. Ils vont à leur perte aussi ; mais plus on leur criera d'arrêter, plus ils frapperont, et, quant aux lâches qui plient, ils laisseront égorger leurs chefs, ils verront tomber les plus nobles victimes sans dire un mot. J'ai beau faire, voilà où j'en suis. Je me croyais malade et je me reprochais mes défaillances ; mais je ne peux plus me faire un reproche de souffrir à si bon escient. Je me trompe, peut-être ; Dieu le veuille ! Ce n'est pas à vous, martyr stoïque, que je veux, que je peux ou dois remontrer obstinément que j'ai raison. Mais, tout en respectant en vous cette vertu de l'espérance, je ne puis la faire éclore en moi à volonté. Rien ne me ranime, je ne sens en moi que douleur et indignation. Savez-vous la seule chose dont je serais capable ? Ce serait une malédiction ardente sur cette race humaine si égoïste, si lâche et si perverse. Je voudrais pouvoir dire au peuple des nations : « C'est toi qui es le grand criminel ; c'est toi, imbécile, vantard et poltron, qui te laisses avilir et fouler aux pieds ; c'est toi qui répondras devant Dieu des crimes de la tyrannie ; car tu pouvais les empêcher et tu ne l'as pas voulu, et tu ne le veux pas encore. Je t'ai cru grand, généreux et brave. Tu l'es en effet, sous la pression de certains événements et quand Dieu fait en toi des miracles. Mais, quand Dieu te fait sentir sa clémence, quand tu retrouves une heure de calme ou d'espérance, tu vends ta conscience et ta dignité pour un peu de plaisir et de bien-être, pour du repos, du vin et des illusions grossières. Avec des pro-

messes de bien-être, de diminution d'impôts, on te mène où l'on veut. Avec des excitations à la souffrance, à l'héroïsme et au dévouement, qu'obtient-on de toi ? Quelques holocaustes isolés que ta masse contemple froidement ! »

Oui, je voudrais réveiller le peuple de sa torpeur et de sa honte, l'indigner sur lui-même, le faire rougir de son abaissement, et je retrouverais peut-être encore des lueurs d'éloquence que l'idée de sa colère inintelligente, la presque certitude d'être massacrée par lui le lendemain, ferait éclore plus ardentes et plus fécondes. Ce qui me retient, c'est un reste de compassion. Je ne sais pas dire à l'enfant qui se noie : « C'est ta faute ! » Je pense aux souffrances et aux misères de ce peuple coupable et si cruellement puni.

Je n'ai plus la force de lui jeter à la face l'anathème qu'il mérite. Alors je m'arrête, je me retourne vers la fiction et je fais, dans l'art, des types populaires tels que je ne les vois plus, mais tels qu'ils devraient et pourraient être. Dans l'art, cette substitution du rêve à la réalité est encore possible. Dans la politique, toute poésie est un mensonge auquel la conscience se refuse.

Mais l'art ne se fait pas à volonté non plus, c'est fugitif, et la conscience d'un devoir à remplir ne force pas l'inspiration à descendre. La forme du théâtre, étant nouvelle pour moi, m'a un peu ranimée dernièrement, et c'est la seule étude à laquelle j'aie pu me livrer depuis un an.

Ce sera peut-être inutile. La censure, qui laisse un libre cours aux obscénités révoltantes du théâtre, ne permettra peut-être pas qu'on prêche l'honnêteté avec quelque talent, aux hommes, aux femmes et aux enfants du peuple. J'ai refusé d'être jouée au

Théâtre-Français ; je veux aller au boulevard avec Bocage. On ne nous y laissera pas aller probablement : plus on aura la certitude que nous y voulons porter une prédication évangélique sous des formes douces et chastes, plus on nous en empêchera. Mais, si nous voulions y porter le scandale de la gaudriole, les couplets obscènes du vaudeville, les gentillesses divertissantes du bon temps de la Régence, nous aurions le champ libre comme les autres.

Me retournerai-je vers la contemplation des faits ? me réjouirai-je de l'amélioration des mœurs ? me dirai-je qu'il est indifférent d'y contribuer ou non, pourvu que le bien se fasse et que le vrai bonheur sourie autour de soi ? C'est en vain que je chercherais cette consolation dans le milieu où je vis. Le peuple des provinces est affreusement égoïste. Le paysan est ignorant ; mais l'artisan qui comprend, qui lit et qui parle est dix fois plus corrompu à l'heure qu'il est. Cette révolution avortée, ces intrigues de la bourgeoisie, ces exemples d'immoralité donnés par le pouvoir, cette impunité assurée à toutes les apostasies, à toutes les trahisons, à toutes les iniquités, c'est là, en fin de compte, l'ouvrage du peuple, qui l'a souffert et qui le souffre. Une partie de nos ouvriers tremble devant le manque d'ouvrage et se borne à hurler tout bas des menaces fanfaronnes. Une autre partie s'hébète dans le vin. Une autre encore rêve et prépare de farouches représailles, sans aucune idée de reconstruction après avoir fait table rase. Les systèmes, dites-vous ? Les systèmes n'ont guère pénétré dans les provinces. Ils n'y ont fait ni bien ni mal, on ne s'en inquiète point, et il vaudrait mieux qu'on les discutât et que chacun forgeât son rêve. Nous ne sommes pas si avancés ! Payera-t-on l'impôt, ou ne le payera-t-on pas ? Voilà toute la question.

On ne se tourmente même pas des encouragements dont l'agriculture, sous peine de périr, ne peut plus se passer.

On ne sait ce que signifient les promesses de crédit faites par la démocratie. On n'y croit point. Toute espèce de gouvernement est tombée dans le mépris public, et le prolétaire qui dit sa pensée la résume ainsi : Un tas de blagueurs, les uns comme les autres ; il faudra tout faucher !

Sans doute il y a des groupes qui croient et comprennent encore ; mais la vertu n'est point avec eux beaucoup plus qu'avec les autres. L'esprit d'association est inconnu. La presse est morte en province, et le peuple n'a pas compris qu'avec des sous on faisait des millions.

L'article du second numéro du Proscrit sur l'organisation de la presse démocratique est rigoureusement vrai pour signaler le mal, et parfaitement inutile pour y porter remède. Il est facile de démontrer ce qu'on peut faire ; il est impossible de faire éclore du dévouement là où il n'y en a pas ; notre Travailleur est ruiné. Notre ami le rédacteur est en prison. Sa femme et ses enfants sont dans la misère. Nous sommes trois ou quatre qui nous cotisons pour tout le désastre. Les bourgeois du parti sont sourds, le peuple du parti, plus sourd encore. Le banquet donné à Ledru-Rollin il y a deux ans, et qui paraissait si beau, si spontané, si populaire, qui l'a payé ? Nous. Et c'est toujours ainsi. Il importe peu quant à l'argent ; mais le dévouement, où est-il ? Une masse va à un banquet comme à une fête qui ne coûte rien. On s'amuse, on crie, on se passionne, on en parle huit jours, et puis on retombe, et c'est à qui dira qu'il y a été entraîné, et qu'il ne savait pas de quoi il s'agissait.

Regarderai-je ailleurs ? Je verrai des provinces un peu plus braves sans résultat meilleur. Est-ce à la Montagne que nous chercherons le produit de toutes les opinions socialistes ? Est-ce à Paris, dans les faubourgs décimés par la guerre civile, et tremblants devant une armée qu'on sait bien n'être pas ce qu'on croyait ? Non, nulle part, j'en suis malheureusement sûre ! Il y a un temps d'arrêt. Le sentiment divin, l'instinct supérieur ne peut périr ; mais il ne fonctionne plus. Rien n'empêchera l'invasion de la réaction. Nous ne devons qu'aux divisions de ces messieurs et à leurs intrigues, qui se combattent, d'avoir encore le mot de république et le semblant d'une constitution. La coalition des rois étrangers, la discipline de leurs armées, instruments aveugles chez eux comme chez nous, l'égoïsme et l'abrutissement de leurs peuples, qui, là comme ici, laissent faire, trancheront la question entre les trois dynasties qui se disputent le trône de France.

Voilà, hélas ! que je dis ce que je ne voulais pas dire. Savez-vous que je n'ose plus écrire à mes amis, que je n'ose plus parler à ceux qui sont près de moi, dans la crainte de détruire les dernières illusions qui les soutiennent ? Je devrais ne pas écrire ; car j'ai la certitude qu'on lit toutes mes lettres ; du moins, toutes celles que je reçois ont été décachetées et portent la trace grossière de mains qui ne cherchent pas même à cacher l'empreinte de leur violation. On surprend nos espérances pour les déjouer, on surprend nos découragements pour s'en réjouir. Toutes les administrations publiques sont remplies de gens qui ont mérité les galères. On n'ose plus confier cent francs à la poste. Rien ne sert de se plaindre ; pourvu que les voleurs pensent bien, ils ont l'impunité.

Voilà la France ! le peuple le sait, cela lui est indifférent. Que voulez-vous qu'on dise aux pouvoirs pour les faire rougir ? que voulez-vous qu'on dise aux opprimés pour les réveiller ?

Il faudrait pouvoir écrire avec le sang de son cœur et la bile de son foie, le tout pour faire plus de mal encore ; car il est des heures où l'homme est comme un somnambule qui court sur les toits.

Si on crie pour l'avertir, on le fait tomber un peu plus vite.

Et cependant vous agissez, vous écrivez. Vous le devez, puisque vous êtes soutenu par la foi. Mais, dussiez-vous me haïr et me rejeter, je sens qu'il m'est impossible d'avoir la foi, de bonne foi.

Merci pour la réponse à Calamatta ; je crois que c'est tout ce qu'il désire.

Adieu, mon ami ; je suis navrée, mais je vous aime et vous admire toujours.

1850 · CCCXV

Nohant, 26 septembre 1850.

Vous me demandez si cela me sourirait, de vous fournir de quoi faire votre édition à bon marché. Oui, certes, rien ne me sourirait plus que de vous servir. Mais, pour ce mois-ci, c'est-à-dire pour le mois où nous allons entrer, je ne puis vous rien promettre. J'ai dix mille francs à verser pour une dette d'honneur que rien au monde ne peut reculer. Je ne suis pas dans la posi-

tion des propriétaires aisés, qui peuvent toujours emprunter tant qu'ils ont un petit capital au soleil. Je suis femme, c'est-à-dire mineure, séparée de mon mari légalement, et cependant toujours sous sa dépendance pour les affaires d'argent, tant les lois protègent mon sexe ! Je ne peux pas donner d'hypothèque sur ma propriété. Forcée d'emprunter pour les autres, dans des moments difficiles, je ne l'ai pu qu'en me servant, pour sauver mes amis et mes parents pauvres, de la caution d'autres parents moins pauvres. Mais cette caution les expose à perdre leur argent, si je meurs sans avoir payé. Mon mari et mon gendre n'auraient aucun scrupule d'invoquer la loi, et de leur laisser tout perdre. L'honneur de Maurice serait leur refuge ; mais Maurice aussi peut mourir. Il y a donc danger pour qui me prête, et ces amis moins pauvres dont je vous parle sont loin d'être riches. Ma conscience m'ordonne donc d'éteindre toutes mes dettes aussitôt que je reçois quelque argent de mes éditeurs. Et voilà comme quoi je tire toujours le diable par la queue. Me voici dans une de ces crises financières qui se renouvellent deux ou trois fois par an. D'ici à quinze jours, il faut que je ramasse, en redemandant, à droite et à gauche, ce qu'on me doit en détail, et j'espère arriver à faire cette somme de dix mille francs. Et puis il faut payer aussi les intérêts. Mes rentrées ne sont pas toutes certaines, il s'en faut ! Je ne sais donc pas si je pourrai disposer de quatre cents francs à la fois. Je vous en garantis cent pour un pressant besoin, et le reste peu à peu. Est-ce que votre imprimeur ne peut vous faire cette avance ? Hetzel va revenir d'Allemagne. S'il est à même de payer ce qu'il me redoit, cela ira tout seul. Mais le sera-t-il ? J'arrive de Paris, où lesdites affaires m'ont forcée d'aller chercher un recouvrement qui m'a manqué. Je ne suis revenue

que depuis deux jours. C'est ce qui vous explique le retard de ma réponse.

J'ai deux pièces de théâtre en portefeuille. Le succès du Champi m'a mise en passe de gagner de l'argent. Le Théâtre-Français et tous les autres théâtres m'ont fait des offres, avec promesses de primes payées d'avance. Tout cela est bien joli. Mais j'ai tout refusé pour attendre que Bocage, qui est destitué arbitrairement, persécuté injustement, et que la réaction voudrait ruiner, ait acquis la direction d'un autre théâtre (non subventionné) ou qu'il remonte sur les planches comme artiste, et qu'il puisse, avec mes pièces, dicter pour lui des conditions honorables et avantageuses. Cela me laisse sans profit pour le moment. Mais peut-on, dans cette société-ci, respecter la délicatesse des sentiments et faire des affaires ! Non. Les honnêtes gens sont condamnés à être gueux. Bien entendu que je cache ma gêne à Bocage ; car il refuserait de la prolonger.

Mais ma gêne, c'est bel et bon ; elle m'empêche d'agir selon mes goûts ; elle ne me prive pas de l'aisance accoutumée, et la vôtre est plus grave. Elle peut vous priver du nécessaire. Un mot donc, si vous arrivez là le mois prochain, et je vous expédie un autre petit billet, en attendant mieux.

Une autre cause de gêne, c'est notre journal le Travailleur, que l'on a tué à force de procès et d'amendes. Le rédacteur, un de nos meilleurs amis, brave prolétaire instruit, et du plus noble caractère, est en prison pour huit mois, sa femme et ses cinq enfants sans ressources. Eh bien, tout retombe sur nous, c'est-à-dire sur quatre ou cinq amis et sur moi ! Quand on fait un journal démocratique chez nous, tout le monde souscrit, tout le monde promet. À l'heure de payer, il n'y a plus personne, et la cause ferait

lâchement banqueroute, le rédacteur, martyr de la cause, pourrirait en prison, si nous n'étions pas là. C'est avec de continuelles défections de ce genre qu'on nous épuise. Ce qu'il y a de plus triste là dedans, ce n'est pas qu'on nous ruine : cela n'est rien ; c'est que le peuple ne sache pas s'imposer le plus petit sacrifice pour sauver et protéger l'organe de ses intérêts et de ses besoins. Ils sont fiers et jaloux de leur journal ; avec un sou par semaine, ils le relèveraient. Mais le sou du pauvre, les sous avec lesquels les prêtres, les moines et les missionnaires font des millions, on les donne au fanatisme, on les donne à la débauche, on les refuse à la cause républicaine. C'est bien décourageant, vous en conviendrez. Je crains qu'il n'en arrive autant avec votre édition populaire, et que ceux-là qui devraient la dévorer, ceux-là pour qui vous avez travaillé et souffert, ne vous abandonnent avec ingratitude. Le temps est mauvais, affreux. L'humanité subit une crise déplorable. Les pouvoirs sont lâches et corrompus, le peuple est abattu, aveugle, et laisse tout faire. On dit que nous sortirons de là en 1852 ; que le travail qui s'accomplit mystérieusement éclatera pour sauver la République. J'avoue que je le désire plus que je ne l'espère, et que je me sens malade de découragement en voyant celui de mes semblables.

Bonsoir, cher enfant. Embrassez pour moi tendrement Désirée et Solange. Je vous aime et vous bénis.

1850 · CCCXVI

Nohant, 15 octobre 1850.

Je n'ai pas subi d'influences, vous vous trompez. Je vis dans une retraite trop absolue pour cela. Je vous ai refusé avant d'avoir reçu un mot de Louis Blanc, et, entre ma première et ma seconde lettre à vous, je n'ai rien reçu de lui qui ait pu agir sur ma résolution.

Louis Blanc n'a pas refusé, que je sache, son concours à l'œuvre du Proscrit. C'est vous qui me disiez qu'il voulait rester en dehors, et, d'après lui, on ne l'aurait même pas consulté. Il ne résulte point de sa lettre à moi qu'il soit décidé à se séparer hautement de cette nuance du parti. Il me semble au contraire, que, si on l'avait bien voulu, il s'y serait joint, tout en faisant loyalement ses réserves quant à l'avenir. La doctrine de l'abstention, si on peut appeler ainsi ce que je vous disais, m'est toute personnelle, et, si je l'ai attribuée à Louis Blanc, c'est en réponse à ce que vous me disiez de lui. Vous êtes plus près de lui que moi, pour connaître ses intentions et ses dispositions. Faites donc un effort pour le rapprocher de votre centre d'action, si vous le jugez utile, et qu'il se prononce.

Il me dit, et je le connais sincère et ferme, qu'il saura toujours mettre de côté les questions personnelles devant l'accomplissement d'un devoir. Qu'il juge donc lui-même de son devoir politique. Là, je ne suis point compétente. S'il connaissait comme moi l'antipathie de Ledru-Rollin pour ses idées et pour sa personne, il n'agirait jamais de concert avec lui en quoi que ce soit. Mais ce n'est pas moi qui me charge de répéter ce que j'entends. Vous trouveriez d'ailleurs que c'est une misérable chose que de se soucier de cela ; moi aussi, au point de vue de la rancune d'amour-propre. Mais, au point de vue de la raison, je ne conce-

vrais guère qu'il soit dans la logique du devoir de se jeter dans un filet qui vous attend pour vous étrangler.

Or l'entourage de Ledru attend celui de Louis Blanc pour lui rendre cet office. Ce qui est arrivé arrivera.

Vous pensez, mon ami, que je vois trop la question de personnes ; mais enfin les personnes représentent des principes, et, vous-même, vous voyez bien que vous êtes arrêté devant Louis Blanc par une formule. Il dit : À chacun suivant ses besoins. C'est le premier terme d'une formule triple bien simple, et qui est dans l'esprit de chacun. Vous admettez le second terme : À chacun suivant ses œuvres.

Le troisième sera celui des saint-simoniens, qui ne valait rien, isolé et exclusif, mais qui a sa valeur et son droit, joint aux deux autres : À chacun suivant sa capacité.

Oui, je crois qu'il faut admettre ces trois termes pour arriver à un résumé complet de la doctrine sociale. Mais je ne vois pas que Louis Blanc, qui s'est attaché particulièrement à la première question, se soit prononcé contre les deux autres, et je crois cette première indispensable pour que les deux autres puissent exister. À l'homme épuisé, mourant de misère, d'ignorance et d'abrutissement, il faut le pain avant tout. Tant qu'on ne voudra s'occuper du pain qu'après tout le reste, l'homme mourra au physique et au moral. Je ne vois pas, d'ailleurs, dans la formule simple de Louis Blanc une solution matérialiste.

Qu'on développe et qu'on dise : « À chacun suivant les besoins de son estomac, de son cœur et de son intelligence. » Ou bien : « À chacun selon son appétit, sa conscience et son génie. » C'est toujours la même chose.

Ici, je suis d'accord avec Leroux, qui est parti de là pour composer un étrange système de triade où mon intelligence ne peut le suivre.

Vous voyez bien que je ne suis pas plus en désaccord de principes avec vous qu'avec Louis Blanc, et je ne saisis pas même le combat que ces formules, posées d'une manière ou de l'autre, peuvent se livrer dans votre esprit ou dans le sien. Ou je ne suis pas assez intelligente pour le comprendre, ou la différence est imaginaire et tient à des préventions toutes politiques, ou bien encore vous ne vous êtes pas assez interrogés et compris l'un l'autre. C'est le défaut des formules. Il y a un moment où le sentiment général, étant un, les admet comme l'expression d'une vérité irréfutable, dans la pratique ; mais, tant qu'elles planent dans la sphère des discussions métaphysiques, elles prennent, pour les divers esprits, diverses significations mystérieuses, et on se dispute sur des mots sans tomber d'accord sur l'idée. Toutes les fois que j'ai entendu démolir Louis Blanc, c'est au moyen d'inductions qui n'étaient nullement, selon moi, la déduction de ses formules.

Quant à moi, je vous avoue que je suis si lasse, si ennuyée, si fatiguée, si affligée de voir les faits entravés toujours par des mots, et le fond sacrifié à la forme, que je ne m'occupe plus du tout des formules, et que, si j'en avais trouvé une, j'en ferais bien bon marché. Ce qui m'occupe aujourd'hui, ce qui fait que vous me croyez en dissidence avec vous quand je ne pense pas y être, c'est le caractère, l'intuition, la volonté des hommes ; je me demande à quel but ils marchent, et cela me suffit. Eh bien, on crée un centre, on lui donne un journal, un manifeste pour organe.

Votre manifeste est beau et juste, à ce qu'il me semble. S'il était isolé, je ne ferais pas de réserves ; mais il est encadré par un groupe, qui croit devoir s'en prendre au socialisme de Louis Blanc de l'impuissance politique et sociale du gouvernement provisoire. Pour moi, ce groupe se trompe. Ce groupe met à sa tête un homme que j'estime comme particulier, auquel je ne crois pas comme homme politique ; et, avec cela, on se prononce assez ouvertement contre un homme au caractère duquel je crois fermement ; ma conscience me défend de joindre ma signature à ces signatures.

Il y a plus, Louis Blanc y apporterait la sienne, que ne le suivrais pas, parce que je sais des choses qu'il ne sait peut-être pas, parce que je me souviens de choses que je ne dois pas dire, les ayant surprises au laisser-aller de l'intimité.

Aimez-moi donc comme si de rien n'était, mon ami, et, de ce que je ne fais pas un acte que vous me conseillez de faire, n'y voyez pas une différence de sentiments et de principes : voyez-y seulement une manière différente d'apprécier un fait passager.

Ce qui me fait rester calme devant vos tendres reproches, c'est la profonde conviction que, si vous étiez moi, vous feriez ce que je fais.

Il y a plus, si vous étiez à ma place, vous seriez communiste comme je le suis, ni plus ni moins, parce que je crois que vous n'avez jugé le communisme que sur des œuvres encore incomplètes, quelques-unes absurdes et repoussantes, dont il n'y a pas même à se préoccuper. La vraie doctrine n'est pas exposée encore et ne le sera peut-être pas de notre vivant. Je la sens profondément dans mon cœur et dans ma conscience, il me serait impos-

sible probablement de la définir, par la raison qu'un individu ne peut pas marcher trop en avant de son milieu historique, et que, eussé-je la science et le talent qui me manquent, je n'aurais pas pour cela la divine clef de l'avenir. Tant de progrès paraissent impossibles qui seront tout simples dans un temps moins reculé que nous ne pensons ! Mon communisme suppose les hommes bien autres qu'ils ne sont, mais tels que je sens qu'ils doivent être.

L'idéal, le rêve de mon bonheur social, est dans des sentiments que je trouve en moi-même, mais que je ne pourrais jamais faire entrer par la démonstration dans des cœurs fermés à ces sentiments-là. Je suis bien certaine que, si je fouillais au fond de votre âme, j'y trouverais le même paradis que je trouve dans la mienne. Je dis avec vous que c'est irréalisable quant à présent ; mais la tendance qui y entraîne les hommes malgré eux, et dont quelques-uns se rendent compte, dès à présent plus ou moins bien, comment et pourquoi la maudire et la repousser ?

Bonsoir, ami ; la nuit vient, et je ne veux point discuter davantage. Je ne crois pas qu'il en soit besoin, vous me connaissez et me comprenez de reste. Si nous ne marchons point du même pas, je crois que c'est toujours sur le même chemin que nous sommes ; seulement vous faites une étape, à laquelle je ne crois pas devoir m'arrêter. Vous me retrouverez non loin, et, si votre tentative a été heureuse, que Dieu en soit béni, et vous aussi.

GEORGE.

1850 · CCCXVII

Nohant, 18 novembre 1850.

Je vous remercie de votre bon souvenir, mon cher enfant, et vous remercie encore de votre obligeance pour nous. Je compte bien que ce ne sera pas la dernière fois que nous la mettrons à l'épreuve, et que cela me fournira l'occasion de vous être utile autant que je le désire.

Pour le moment, mon pouvoir n'est pas grand à la Porte-Saint-Martin, puisque, après y avoir trouvé peu de bonne grâce pour engager les acteurs indispensables à ma pièce, j'ai été forcée de me retourner vers un autre théâtre. Et je ne sais pas encore auquel Hetzel se sera fixé. Si ce ministère continue, j'aurai toujours de la peine à faire de l'art comme je l'entends ; car partout je trouve des gens que mon nom épouvante et des influences qui me traversent. N'importe, j'arriverai par la patience. Je suis en pourparler au Vaudeville pour notre Nello.

Si j'y peux quelque chose, est-il entendu que vous aimeriez à jouer sur ce théâtre et dans cette pièce ? Je pense aller bientôt à Paris ; fixez vos désirs sur quelque point, et j'espère que je pourrai vous aider les réaliser.

Je vous ai promis une lettre pour Rachel. Je vous l'envoie ; c'est elle qui pourrait tout, si elle voulait.

Tout le monde désire vous revoir et s'applaudit de vous connaître, et moi, à la tête de ma troupe d'enfants, je vous serre les mains, de tout mon cœur.

Nous rejouons demain Nello avec le troisième acte tout refait. C'est le vieux Frantz qui fait votre rôle.

1850 · CCCXVIII

Nohant, 28 novembre 1850.

De quoi donc vous alarmez-vous ainsi, mon ami ? Vraiment ; vous êtes le seul en France à croire qu'un soupçon sur votre compte soit possible. Tout le monde voit ici la vérité ; elle est trop grossière de la part du pouvoir pour imposer même aux esprits les plus bornés. C'est une exception en votre faveur, c'est-à-dire une aggravation de peine. Ce pouvoir, eût-il eu l'infâme pensée de vouloir vous exposer aux méfiances de vos frères, n'a ici qu'une déception dont la honte retombe sur lui. J'avoue que je rougirais pour vous d'avoir à vous défendre contre de si fantastiques apparences. Non, non, il est des hommes placés trop haut pour qu'un plaidoyer en leur faveur ne soit pas une sorte d'outrage gratuit. La France entière me répondrait dans son cœur : « De quoi vous mêlez-vous ? » Vos ennemis eux-mêmes souriraient des perplexités de votre grande âme et de mon indiscrète sollicitude pour une réputation que nul ne peut atteindre, et que, dans l'avenir comme dans le présent, le monde entier honore ou subit. Les méchants la subissent avec rage, ils s'en vengent en vous qualifiant de jacobin. Eh bien, ceci ne vous fâche pas, puisque vous savez ce que cela signifie dans leur appréciation. Quant à la trahison, je vous assure qu'ils n'ont pas même espéré le faire croire. Ils ont voulu vous séparer des autres victimes pour

ôter peut-être au reste de l'hécatombe le prestige qui s'attachait à votre nom.

Calmez-vous, mon frère ; vous êtes trop modeste, trop humble de croire à une atteinte possible portée à votre caractère. S'il existe dans les murs de Belle-Isle, s'il a existé dans ceux de Doullens des esprits assez malades, des cœurs assez aigris pour vous accuser (et cela même, j'en doute), soyez certain que ces hallucinations de la souffrance et de la colère n'ont pas dépassé le mur des cachots où elles sont trop expiées. Mais vous, homme fort, ne vous laissez pas amoindrir, dans le sanctuaire de votre raison supérieure, par des illusions du même genre. Ne croyez pas que la plainte amère et folle qui pourrait sortir contre vous de ces tristes murs aurait le moindre écho en France. Souvenez-vous que vous êtes notre force, à nous, et que vous seul pourriez nous l'ôter, en doutant de vous-même. Soyez tranquille, si une insulte partait de je ne sais quels bourbiers de la réaction, nous ne la laisserions pas passer, et, tout en la méprisant, nous l'écraserions. Mais cette insulte ne viendra pas, et nous ne devons même pas supposer qu'elle puisse venir ; ce n'est pas quand il s'agit de vous qu'il faut aller au-devant d'un semblant de soupçon.

Vous avez dû recevoir une lettre de Louis Blanc et une de Landolphe que je vous ai fait passer par M. P… Soutenez les vivants dans leur lutte, vous qui êtes déjà à moitié dans le ciel. Et que ce calme de la tombe illustre où l'on vous tient enfermé vous conserve comme Jésus dans la sienne. Songez à en sortir vivant et fort ; car le jour viendra de lui-même, et nous aurons encore besoin de vous dans le monde des souffrances et des passions.

Donnez-moi de vos nouvelles. Je crains que vous ne soyez réellement malade sans vouloir l'avouer, et que tout cela ne soit

le résultat très naturel et très impartial d'une consultation de médecins. Vous avez peut-être été assez malade à ce moment-là pour qu'on n'ait pas voulu prendre la responsabilité d'aggraver trop votre état par le transfèrement. Je ne crois pas que personne ait demandé grâce pour vous. Ce ne pourrait être qu'un ami maladroit ; mais c'est fort invraisemblable qu'on vous aime et qu'on agisse malgré vous. L'inquiétude que j'éprouve a saisi tout le monde. Rassurez-nous. Conservez-vous. Il le faut, et pour la cause et pour ceux qui, comme moi, vous chérissent de toute leur âme.

GEORGE.

1850 · CCCXIX

Nohant, novembre 1850.

Je vous envoie la lettre que vous m'avez ordonnée pour miss Hays. Je suis bien paresseuse pour répondre à toutes ces formules qui s'adressent au nom plus qu'à l'âme, et j'y réponds si bêtement, que je ferais mieux de me taire. Mais vous l'avez voulu, et, comme je donnerais mon sang pour vous, je ne me fais pas un mérite de répandre un peu d'encre. Cela me fait penser que vous ne m'avez jamais demandé d'écrire à madame Ashurst, et que, celle-là, vous la nommez toujours votre amie. Elle doit donc être meilleure que toutes les autres, et, en ce cas, parlez-lui de moi et dites-lui pour moi tout ce que je ne sais pas écrire. Vous le lui direz mieux et elle le comprendra. Ce que vous estimez, ce que vous aimez, je l'aime et je l'estime aussi. Quant à l'honorable John Minter Morgan, je lui fais un grand salut ; mais, en parcourant

son ouvrage, je suis tombée sur un éloge si naïf de M. Guizot et du king of the French, que je n'ai pu m'empêcher de rire.

C'est assez vous parler des autres. Permettez-moi de vous parler de vous et de vous dire tout bonnement ce que j'en pense, à présent que je vous ai vu. C'est que vous êtes aussi bon que vous êtes grand, et que je vous aime pour toujours. Mon cœur est brisé, mais les morceaux en sont encore bons, et, si je dois succomber physiquement à mes peines avant de vous retrouver, du moins j'emporterai dans ma nouvelle existence, après celle-ci, une force qui me sera venue de vous. Je suis fermement convaincue que rien de tout cela ne se perd, et qu'à l'heure de mon agonie, votre esprit visitera le mien, comme il l'avait déjà fait plusieurs fois avant que nous eussions échangé aucun rapport extérieur.

Tout ce que vous m'avez dit sur les vivants et sur les morts est bien vrai, et c'est ma foi que vous me résumiez. À présent que vous êtes parti, quoique nous ne nous soyons guère quittés pendant ces deux jours, je trouve que nous ne nous sommes pas assez parlé ! Moi surtout, je me rappelle tout ce que j'aurais voulu vous demander et vous dire. Mais j'ai été un peu paralysée par un sentiment de respect que vous m'inspirez avant tout. Croyez pourtant que ce respect n'exclut pas la tendresse, et que, excepté votre mère, personne n'aura désormais des élans plus fervents envers vous et pour vous.

J'espère que vous me donnerez de vos nouvelles de Paris, si vous en avez le temps. Je suis en dehors des conditions de l'activité, je ne puis rien pour vous, que vous aimer ; mais Dieu écoute ces prières-là, et elles ne sont pas sans fruit.

Adieu, mon frère ; quand vous souffrez, pensez à moi et appelez mon âme auprès de la vôtre. Elle ira.

Ma famille d'enfants et d'amis vous envoie ses vœux sincères.

GEORGE.

1850 · CCCXX

Nohant, décembre 1850.

Mes enfants, envoyez-moi deux objets dont j'ai le plus pressant besoin : une dinde et Muller.

Une dinde ! la meilleure que vous aurez, morte ou vive ! il nous arrive des truffes ; mais on va aux épinettes, pas de dinde ! on va dans le village, pas de dinde ! Il faudrait attendre à samedi pour n'en pas trouver de bonne, peut-être. Envoyez-nous ce que vous aurez, et, quand les truffes auront suffisamment parfumé l'intérieur de ladite volaille, venez la manger avec nous. Je crois que, par ce temps humide, trois jours seront le maximum. Nous sommes à jeudi : venez donc samedi ou dimanche ; qu'Eugénie fixe elle-même, d'après ses notions culinaires, le jour convenable.

Muller ! J'ai besoin tout de suite de lui pour remettre au net la chanson du père Rémy et d'autres airs berrichons ; Bocage attend. On va jouer Claudie à la Porte-Saint-Martin : grands acteurs, peut-être Bocage, traité superbe pour moi, etc. ; enfin, ça paraît lancé.

Vite Muller ! vite la dinde ! j'envoie le cabriolet pour l'un et pour l'autre.

Je vous embrasse,

GEORGE.

Pouvez-vous me renvoyer ce que vous avez lu des Mémoires ?

1850 · CCCXXI

Nohant, 24 décembre 1850.

Je crois que je vais vous faire plaisir en vous disant qu'on a retrouvé, dans un coin de la chambre que vous avez habitée ici, une bague qui doit vous appartenir et vous être chère. Si j'en juge par la devise : Ti conforti amor materno, ce doit être un don de votre mère, et vous croyez sans doute l'avoir perdue. Je l'ai serrée précieusement, et, quand vous m'indiquerez une occasion sûre, je vous l'enverrai. Faut-il, en attendant, la faire remettre à M. Accursi ?

J'ai reçu votre lettre au pape, elle est fort belle. Mais votre voix sera-t-elle écoutée ? N'importe, après tout ! D'autres que le pape liront cette lettre et ranimeront leur zèle et leur patriotisme pour entraîner ou combattre le zèle ou la tiédeur des princes. Les bonnes pensées sont déjà de bonnes actions, et vous n'avez que de ces pensées-là.

Je suis vivement touchée de tout ce que vous me dites de bon et d'affectueux de la part de vos amies. Remerciez-les pour moi de leur affectueuse hospitalité. J'y répondrais avec empressement si j'étais libre. Mais, avant de l'être, il faut que je passe toute une année dans les chaînes. J'ai conclu un marché, un véri-

table marché, pour travailler un an entier et recevoir une somme. Je jouissais depuis quelques années d'une sorte d'indépendance ; mais, l'âge d'établir les enfants étant venu, et, moi n'ayant jamais su épargner en refusant d'assister autant de gens qu'il m'était possible, je me suis vue dans la nécessité de penser sérieusement au prix matériel du travail de l'art. Comme, au reste, ce travail dont je vous ai parlé me plaît, et était depuis longtemps un besoin moral pour moi, j'aurais mauvaise grâce à me plaindre, tandis que des millions d'hommes accomplissent des travaux rebutants et antipathiques pour une rétribution insuffisante à leurs premiers besoins. Je regarde même ce que je fais, au point de vue de l'argent, comme un devoir que je continue à remplir pour soulager des gens plus pauvres que moi, puisque, jusqu'à ce jour, je leur ai tout donné, sans penser à ma propre famille ; et, pour cela, je suis blâmée par les esprits positifs. Je vais donc réparer mes fautes, qui n'étaient pourtant pas grandes, à mon sens, puisque j'avais réussi à donner cent cinquante mille francs à ma fille. Et il me semblait qu'avec cela on pouvait vivre.

Tout cela n'est rien, mon ami ; c'est pour vous dire seulement que je ne bougerai pas de ma campagne que je n'aie accompli ma tâche et satisfait à toutes les exigences justes ou injustes. Je me porte bien maintenant, et, si je suis triste, du moins, je suis calme. J'ai appris à être gaie à la surface ; ce qui, en France, à l'heure qu'il est, est comme une question de savoir-vivre. Quelle étrange époque que celle où tout est sur le point de se dissoudre de fond en comble, et où c'est être blessant et cruel de s'en apercevoir !

Parlez-moi de temps en temps, mon ami. Votre voix me soutiendra, et la vibration en est restée dans mon cœur bien pure et

bien consolante. Vous, vous n'avez pas besoin qu'on vous recommande le courage et la patience, vous en avez pour nous tous. Vous avez besoin d'être aimé, parce que c'est un besoin des âmes complètes, et comme un instinct de justice religieuse qui leur fait demander aux autres l'échange de ce qu'elles donnent. Comptez que, pour ma part, je suis portée autant par la sympathie que par le devoir à vous aimer comme un frère.

Àvous,

G. S.

1850 · CCCXXII

Nohant, 24 décembre 1850.

Cher mignon, je t'écris encore par Mancel le Vieil ; car je ne sais pas si tu demeures au n 1, 3, 5 ou 7. C'est curieux, ni Lambert ni moi ne nous en souvenons. J'ai, sur mon carnet, 5 ou 7, et dans mon souvenir à moi, 1 ou 3. Je ne veux pas que le facteur aille crier ton nom chez tous les portiers de la place et de la rue Furstemberg. Envoie-moi ton numéro ; car, si Manceau et toi ne vous voyez pas tous les jours, ça pourrait retarder des lettres pressées.

J'ai reçu ta seconde. Je te vois posant l'auteur à ma place, sur le théâtre de la Porte-Saint-Martin. Ce soir, nous avons fait un paquet d'airs berrichons, de bœufs, de jougs, de charrettes (dessinés) que nous envoyons à Bocage. Dis-lui que j'ai retrouvé une mine de musique dans le sieur Jean Chauvet, maçon qui fait des trous dans mon mur, pour le calorifère. Pour charmer ses ennuis, il chantait sans s'apercevoir que je l'écoutais. Il chante juste et

avec le vrai chic berrichon ; je l'ai emmené au salon et j'ai noté trois airs dont un fort joli ; après quoi, je l'ai fait bien boire et manger, là, tout son saoul. Il a été retrouver ses camarades, et, leur faisant tâter sa chemise toute trempée de sueur, il leur a dit : « J'ai jamais tant peiné de ma vie ! c'te dame et ce monsieur (c'était Muller) m'ont fait asseoir sur une chaise ; et puis les v'là de causer et de se disputer à chaque air que je leur disais ; et v'là qu'ils disaient que je faisais du bémol, du si, du sol, du diable, que j'y comprenais rien, et j'avais tant d'honte que je pouvais pus chanter. Mais, tout de même, je suis bien content, parce que, puisque je sais du bémol, du si, du sol et du diable, j'ai pus besoin d'être maçon. Je m'en vas aller à Paris, où on me fera bin boire, bin manger pour écouter mes chansons. »

Là-dessus, tous les autres maçons se sont mis à gueuler dans les corridors pour me faire entendre qu'ils savent tous chanter, depuis le maître maçon, qui chante du Donizetti comme un savetier, jusqu'au goujat, qui imite assez bien le chant du cochon. Mais ça ne me touche pas, et chacun envie le sort de Jean Chauvet.

Le calorifère va vite. On monte aujourd'hui l'appareil dans la cave, et c'est très ingénieux. M. Montelier dîne avec nous le dimanche, et nous régale des histoires les plus spérituelles. Mais, c'est égal, il est intelligent en diable dans sa partie. C'est un ouvrier très fort, et plein d'amour-propre, ce qui fait qu'il ne rate pas ses travaux. Cependant ne chantons pas victoire, le calorifère ne fonctionne pas encore !

La Tournite fait des vol-au-vent succulents, des meringues mirobolantes, et, comme tu aimes ses fricots, tout est pour le mieux.

Mais revenons à Claudie. Si le père Fauveau et le Ronciat sont mauvais, ne te gêne pas pour le bien dire à Bocage, et tâche qu'il ait un ensemble comme pour le Champi. Surveille bien la mise en scène du chariot, la tenue et l'aiguillée du boiron ; que ça soit naïf et ne fasse pas rire. Dis à Bocage que, s'il ne joue pas, ça me fera bien de la peine. Mais je crois qu'il jouera et qu'il veut seulement se faire prier. Prie-le donc sérieusement ; il fait la coquette, mais n'aie pas l'air de t'en apercevoir.

Je suis bien contente que Delacroix t'ait encouragé, cette fois. S'il faut que tu ailles en Belgique et en Hollande, eh bien, tu iras au printemps. Pourquoi pas ? Ça peut te faire du bien, certainement, et ça t'intéressera. Si j'avais de l'argent, j'irais bien avec toi ; mais il faut que je pense à en gagner et non à en dépenser ; car je voudrais te faire faire ton atelier. Ça te serait si commode et si agréable ! M. Montelier a fait un très bon plan, tout pareil à celui dont tu avais marqué les dimensions, mais simple et, il me semble, mieux entendu que celui de M. Regnault. Il dit que ça ne coûtera que moitié de ce que disait M. Regnault. Il établit ses dépenses, et dit que, s'il s'en charge, en quatre mois, il pourra te mettre la clef dans la main : c'est-à-dire tout terminé, vitrage, chauffage, boiseries, peintures, tout en un mot.

Bonsoir, mon cher mignon ; je t'embrasse de toute mon âme. Le Paloignon t'embrasse et part le 17. Lambrouche t'embrasse et attendra ou que j'aille à Paris, si la pièce va vite, ou que Manceau vienne me tenir compagnie, si la pièce va plus loin ; car je ne voudrais pas rester inutilement des semaines à Paris dans ce moment-ci, où les capitaux ne pleuvent pas encore. Écris-moi le plus souvent que tu pourras. Marquis a été triste le jour de ton départ

et il a flairé Paloignon, qui avait pris ta place à table, puis s'en est allé, d'un air de dégoût.

P. S. — Paloignon s'est endormi encore aujourd'hui dans son pavillon. Il est venu dîner à l'entremets. Il devient très violent et très pédant au domino. Hier au soir, il voulait tuer Aucante, parce que celui-ci ne bouchait pas la pose.

Je viens de recevoir une charmante lettre d'Emmanuel. Va donc le voir. Parle-lui de nous, de Claudie, etc. Il demeure toujours rue Neuve-des-Petits-Champs, 55. Dis à Manceau de lui porter une épreuve de mon portrait. Voici ce qu'il me dit ; lis-le à Manceau :

« Et, à propos, je viens d'entendre dire qu'on a vu un chef-d'œuvre à Paris : la gravure de ton portrait de Couture, gravure superbe d'un des jeunes artistes commensaux de Nohant (quel charmant calembour !). Est-ce que, par hasard, tu te figures que je ne veux pas une des premières épreuves ? »

N'oublie pas de porter un Gribouille à Camille et d'envoyer une épreuve de mon portrait, quand ça se pourra, à Clotilde et à ma tante.

1850 · CCCXXIII

Nohant, 25 décembre 1850.

Je suis toute malade depuis quinze jours et accablée d'une grosse correspondance pour la pièce qu'on va jouer à Paris un de ces jours. Je dois m'y rendre aussitôt après la première représen-

tation, si la pièce ne tombe pas ; auquel cas je n'ai pas besoin de m'en occuper plus après qu'auparavant. Mais, pour le moment, il faut répondre à mille questions de détail, et j'en ai la tête cassée. J'aime bien à écrire, à composer ; j'aime bien mon art, mais je n'en aime pas le métier, et tout ce qui est relatif à l'exécution matérielle m'est odieux. J'ai un ami dévoué, et des plus compétents, qui s'en occupe à ma place et qui joue même le principal rôle, bien qu'il ait renoncé au théâtre. C'est Bocage, qui se donne un mal affreux pour moi, et que je suis obligée de seconder par correspondance, n'ayant pas le courage de me fourrer en personne dans cette pétaudière.

Maurice est à Paris, qui fait de la peinture et attend l'Exposition (laquelle s'ouvre aujourd'hui). Je suis seule ici avec le petit Lambert, que vous ne connaissez pas, je crois, quoiqu'il soit avec nous depuis six ans. Mais je crois qu'il était absent quand vous êtes venu. C'est le plus gentil de mes enfants, et il a beaucoup de talent pour la peinture. Mais nous sommes comme des corps sans âme quand Maurice n'est pas ici.

Je travaille tant que je peux, mais je ne peux guère, étant souffrante et sans cesse interrompue par des lettres pressées, et mille détails d'affaires et d'intérieur. Les artistes et les poètes n'ont jamais le temps de faire ce qu'ils préfèrent à toute autre occupation, soyez-en convaincu. Les banalités du monde en distrayent beaucoup. Les soins de l'intérieur, qui ne sont, après tout, que les soucis et les devoirs de la famille, en dérangent d'autres qui n'ont pourtant pas à se faire le reproche de sacrifier aux vanités d'ici-bas.

Vous enragez, vous, avec vos chiffres et cette dure nécessité de penser au pain du corps avant celui de l'âme ! C'est peut-être un

rude bienfait de la Providence, qui nous prive de nos joies intellectuelles pour nous en rendre la jouissance plus complète et plus féconde quand, par hasard, nous pouvons la saisir au vol.

Vous ne me parlez plus de votre édition des chansons. Avez-vous épuisé toute la première ? Après ma pièce, si elle me rapporte quelques sous, je pourrai vous prendre d'autres exemplaires, s'il vous en reste sur les bras.

Bonsoir, mon cher fils. Impossible de vous écrire plus longtemps ; je suis trop fatiguée. Mais je pense toujours à vous, et je vous aime toujours, et j'aime toujours Désirée et Solange, que j'embrasse de toute mon âme. Augustine est venue passer les vacances avec nous. Elle est heureuse ; elle a un bon mari, un bel enfant ; elle est à Lunéville, où elle vit passablement avec la modeste place de son mari et les leçons de musique qu'elle donne.

Borie est en Angleterre. Mais nous n'avons pas de ses nouvelles depuis assez longtemps. Aucante est ici ce soir. Il vous serre les mains. C'est un brave jeune homme.

Voici le jour de l'an qui approche. Dites tout ce qu'il y a de plus gentil à Désirée pour moi ce jour-là, et je la charge de vous répondre aussi, pour moi, tout ce qu'il y a de plus affectueux, et que Solange vous donne à tous deux un baiser de ma part à votre réveil.

1851 · CCCXXIV

Nohant, 9 janvier 1851.

Tu me dis aujourd'hui que tout va bien pour Claudie et qu'on va jouer. Arago m'écrit, de son côté, que le bruit court que ça va à la diable et qu'il va y avoir un procès. Je pense qu'il est mal informé et que tu l'es bien. Cependant, s'il y avait quelque chose de vrai dans ce qu'il a entendu dire, tâche d'empêcher ça. Je ne veux pas être fourrée dans trente-six procès à la fois. Je les déteste ; la solution n'en est jamais équitable pour ceux qui, comme moi, ne s'en occupent pas, et cela me donne, à mon début dans la carrière dramatique, une apparence de chicanerie qui m'est désagréable. Dis à Bocage que je n'en veux absolument pas, pour mon compte.

J'irai à la seconde ou à la troisième représentation, c'est-à-dire aussitôt que je saurai que la première est un fait accompli ; car, de se fier au jour annoncé, même la veille, tu vois si c'est possible, et ce qui me serait arrivé si j'avais compté sur le 28.

Tâche donc de savoir positivement de Bocage si c'est vrai ou faux qu'on joue ma pièce ; car, si cela doit traîner un an, et un procès ne dure pas moins (c'est même court), il vaut mieux que tu reviennes ici. Mais qu'il réfléchisse que ces coups de tête-là sont une ruine pour moi ; que le premier effet d'un procès sera de me faire interdire par la direction le droit de faire jouer d'autres pièces avant la fin du procès, et qu'il peut y en avoir pour dix-huit mois et deux ans ; ce sera comme pour le Champi, dont nous n'entendrons plus parler avant 1852, et qui serait à nous si on n'avait pas cassé les vitres.

Ne le blesse pas, ne le tourmente pas pour le passé. Ce qui est fait est fait, et il ne faut pas revenir sur les faits accomplis ; mais, pour ce qui est à faire, on peut se préserver, et, encore une fois, je veux que la pièce soit jouée telle quelle, et qu'elle tombe, plutôt que d'être conquise au prix d'un procès.

Bonsoir, mon cher mignon ; je t'embrasse de toute mon âme.

1851 · CCCXXV

Nohant, 22 janvier 1851.

Oui, mon ami, je la reçois avec reconnaissance et avec bonheur, cette chère bague dont je n'ai pas besoin pour penser à vous tous les jours de ma vie, mais qui sera pour moi une relique sacrée dont mon fils héritera. Il en est digne ; car il a la religion des souvenirs, comme nous.

En disant que je pense à vous tous les jours de ma vie, je ne me sers pas d'une formule vaine. Je mentirais si je disais que je pense tous les jours à tous mes amis. Mais, comme les chrétiens ont certains bienheureux de préférence, auxquels ils s'adressent chaque soir dans leurs prières, je puis dire que j'ai certaines affections sérieuses sur cette terre et ailleurs, dont la commémoration se fait naturellement dans mon âme chaque fois qu'elle s'élève vers Dieu, dans la douleur et dans la foi. Oui, je vois bien qu'il faut que vous alliez en Italie tôt ou tard. Je sais bien que vous lui devez votre vie ou votre mort. C'est notre lot à tous de vivre ou de mourir pour nos principes. Pour vous, l'éventualité est plus prochaine en apparence que pour nous. Ce n'est pas moi qui vous dirai de craindre la souffrance, de reculer devant les périls, et d'éviter la mort. Je vous le dirais, d'ailleurs, sans vous ébranler. La douleur et l'effroi qui me serrent le cœur à cette idée, je ne dois même pas vous en parler ; mais vous seriez mon propre fils, que je ne vous détournerais pas de votre devoir. Que nos amis soient parmi nous ou dans une meilleure vie, nous les sen-

tons toujours en nous et nous les aimons de même ; nous nous sommes dit cela l'un à l'autre et nous le pensons bien profondément. Pourtant, cette idée de séparation ici-bas répugne à la nature, et le cœur saigne malgré lui. Que Dieu nous donne la force de croire assez pour que cette douleur ne soit pas le désespoir ! Mais enfin, fût-elle le désespoir, acceptons tout. L'âme a ses agonies et doit subir ses tortures, comme le corps.

Il faut que je vous dise maintenant que, depuis trois semaines, je suis fort tourmentée et indignée à cause de vous. Imaginez-vous que j'ai traduit en français votre lettre au pape, et que je l'ai accompagnée de réflexions qui, loin d'être violentes et subversives, sont, au contraire, chrétiennes et vraies. J'ai envoyé tout cela à Paris, pour que mes amis le fissent publier dans un journal. Je crois que la Réforme, qui est dans nos idées plus que les autres, l'aurait accepté sans objection ; mais la Réforme n'a qu'un petit nombre de lecteurs, et je tenais à ce que votre lettre eût un certain retentissement en France, surtout dans un moment où notre Assemblée vient de discuter si pauvrement la question italienne, et où le jésuite Montalembert et autres cerveaux despotiques et étroits vous ont personnellement lancé leur anathème méprisable. Je tenais beaucoup à montrer que ces beaux chrétiens étaient des hérétiques, et vous un chrétien beaucoup plus sincère et plus orthodoxe. Eh bien, le Siècle a gardé mon manuscrit quinze jours et a fini par le rendre, en disant qu'il manquait de place pour le publier ; ce qui n'est qu'un prétexte pour éviter de se compromettre dans l'esprit des bourgeois voltairiens. On a porté votre lettre et mes réflexions au Constitutionnel, qui a promis de les insérer, mais qui les tient depuis plusieurs jours sans en rien faire. De sorte que j'ignore si, comme le Siècle, il ne se ravisera pas. J'ai écrit hier pour leur dire que, s'ils étaient effrayés

de mes idées, je les autorisais à les supprimer entièrement, pourvu qu'ils publiassent ma traduction de votre lettre. Nous verrons s'ils auront un peu de cœur et de courage ; mais je suis honteuse pour la presse française non seulement que vous n'y ayez pas un défenseur spontané, mais encore qu'on ait tant de peine à laisser entendre une voix qui s'élève dans le désert pour dire que vous n'êtes ni un jacobin ni un impie.

Au reste, notre ami Borie, que vous avez vu chez moi, a pris plusieurs fragments de cette traduction et a fait de son côté un bon article qu'il a envoyé au Journal du Loiret, en même temps que j'envoyais le mien avec la traduction complète à Paris. Il a mieux réussi que moi. Cet article a été publié, il y a quelques jours, et j'attends, pour vous l'envoyer, que j'y puisse joindre le mien. J'ai vu aujourd'hui Leroux, à qui j'ai remis un exemplaire de votre texte italien, et qui va s'en occuper sérieusement dans la Revue sociale. Il ne sera pas autant que moi de votre avis. Il rendra justice à la pureté et à l'élévation de vos idées et de vos sentiments ; mais il est possédé aujourd'hui d'une rage de pacification, d'une horreur pour la guerre, qui va jusqu'à l'excès et que je ne saurais partager.

Blâmer la guerre dans la théorie de l'idéal, c'est tout simple ; mais il oublie que l'idéal est une conquête, et qu'au point où en est l'humanité, toute conquête demande notre sang.

Il vous envoie probablement ses travaux quotidiens. Le voilà qui croit tenir la science religieuse, politique et sociale, et qui s'annonce avec beaucoup d'audace comme possédant un dogme, une organisation, un principe de subsistance ; c'est beaucoup dire ! Cette admirable cervelle a touché, je le crains, la limite que l'humanité peut atteindre. Entre le génie et l'aberration, il n'y a

souvent que l'épaisseur d'un cheveu. Pour moi, après un examen bien sérieux, bien consciencieux, avec un grand respect, une grande admiration et une sympathie presque complète pour tous ses travaux, j'avoue que je suis forcée de m'arrêter, et que je ne puis le suivre dans l'exposé de son système. Je ne crois pas, d'ailleurs, aux systèmes d'application à priori. Il y faut le concours de l'humanité et l'inspiration de l'action générale. Enfin, lisez et dites-moi si j'ai tort et si vous le croyez dans le vrai. Je tiens beaucoup à votre jugement. J'en ai même besoin pour sonder encore le mien propre. Je vous demande donc de donner deux ou trois heures à cette lecture, et d'en consacrer encore une ou deux, s'il le faut, à résumer pour moi votre opinion. Ne craignez pas de me faire payer un gros port de lettre. Je n'ai pas encore discuté avec Leroux, j'étais tout occupée de l'écouter et de le faire expliquer. Et puis il était aujourd'hui dans une sorte d'ivresse métaphysique, et il n'eût rien entendu.

Adieu, mon ami ; permettez-moi d'affranchir ce paquet, que je vais grossir de ma réponse à miss Hays. Je ne me souciais pas de répondre, je l'avoue. Une personne qui avait débuté par des altérations ne me paraissait pas très bien venue à me demander une consécration de la fidélité de sa traduction. Et puis il me semblait que mistress Ashurst, votre amie, ayant traduit aussi quelque chose, je ne devais pas créer à une autre un monopole. Je conclus de votre lettre que mistress Ashurst a renoncé à ce travail et je fais ce que vous me dites. Mais je vous envoie ma lettre à miss Hays, pour que, réflexion faite, vous en agissiez comme vous trouverez bon.

Adieu encore, mon ami et mon frère. Bénissez-moi, j'en vaudrai mieux.

GEORGE.

Mon fils et ses amis vous aiment.

1851 · CCCXXVI

Nohant, 24 janvier 1851.

J'ai reçu à Paris ta lettre de félicitation. Claudie a réussi, en effet, au delà de toute prévision. Succès de larmes, succès d'argent. Tous les jours, salle comble, pas un billet donné, pas même une place pour Maurice. La pièce est admirablement jouée. Bocage est magnifique ; le public pleure, on se mouche comme au sermon. Enfin on dit que jamais, de mémoire d'homme, on n'a vu une première représentation comme celle qui a eu lieu et à laquelle je n'ai pas assisté. Tous mes amis sont bien contents, et Maurice aussi.

Moi, je ne me suis pas laissée détempser par tous ces compliments. J'ai passé huit jours là-bas, et je reviens ici reprendre un travail qui m'intéresse plus que celui qui est terminé. Le travail en train a des attraits que l'on ne sait pas et qui l'emportent sur celui du travail accompli et livré au public. Et puis, cette vie de Paris, tu sais comme je l'aime peu et comme elle me fatigue. Je me trouve ici mieux que partout ailleurs.

J'attends Maurice dans quelques jours. Je travaille à la belle surprise que nous voulons lui faire et qui est presque prête. C'est la suppression du mur qui séparait le théâtre du billard. À présent, ces deux pièces sont jointes par une belle arcade. Le public

n'en dépassera pas la limite et verra à distance l'effet dans la partie de la salle qu'il occupait autrefois.

Sur les côtés, les coulisses sont artistement prolongées et imitent des loges grillées, où les acteurs (sans être vus du public) seront bien assis et assisteront à la pièce, quand ils ne seront pas en scène. Le billard roulera sur des bandes de bois qui permettront qu'on le place le long de la fenêtre, et toute la salle de billard pourra être pleine de spectateurs.

La toile ne s'ouvre plus en deux, elle monte sur un cylindre. Enfin, c'est un bijou que notre petit théâtre, et on y fera encore les épreuves des pièces destinées aux grandes scènes de Paris, et tu viendras encore y faire les jeunes premières. Maurice ne s'attend à rien de tout cela.

J'ai vu à Paris, ma tante, toujours forte et gaie ; mon oncle, Clotilde, tous bien portants et me parlant de toi.

Bonsoir, ma mignonne ; j'embrasse Bertholdi de tout mon cœur, pour son contentement à la lecture des journaux qui lui ont appris le succès de Claudie ; je l'embrasse aussi pour toi et pour lui, ça fait trois. Toi, je te bige mille fois, ainsi que mon petit amour de George.

1851 · CCCXXVII

Nohant, 17 février 1851.

Il y a bien longtemps que je veux t'écrire. J'ai été très souffrante de crampes d'estomac et occupée par-dessus la tête. Je

suis heureuse de toutes les bonnes nouvelles que tu me donnes de ton petit George d'abord, et puis de tes succès dans le monde musical. Mais pourquoi ne m'as-tu pas déjà écrit le résultat de ton concert à Nancy ?

Il ne faut pas attendre mes réponses pour m'écrire et me tenir au courant de ce qui t'intéresse.

Tu sais bien que je m'y intéresse aussi, moi, et que j'aime à te suivre jour par jour. Si je ne suis pas exacte, ce n'est pas ma faute.

Je suis assez malade, mais non pas dangereusement, et cela n'empêche pas les comédies d'aller leur train et la maison d'être gaie comme de coutume. Nous avons en plus, pour quelques jours, un architecte du gouvernement, qui est venu pour faire réparer l'église de Vic ; car tu sauras que cette église est classée parmi les monuments historiques. Cela t'étonne un peu, n'est-ce pas ?

Eh bien, cette grange, cette masure si nue, si laide, si insignifiante, elle est au nombre des choses rares et précieuses. Notre nouveau curé, en grattant les murs pour les nettoyer, a découvert, sous trois couches de badigeon, dans le chœur et dans le sanctuaire, des fresques romanes du XI siècle au moins. J'en ai porté des croquis à Paris, je les ai montrés aux gens compétents et l'église a été classée.

Ces peintures sont barbares, comme tu penses, mais très curieuses, et cela intéressera beaucoup ton mari quand il les verra.

Il n'y a que cela de nouveau ici. Borie est à Bruxelles bien installé. Il vous écrit probablement. Les Duvernet vont bien et me parlent toujours de toi. Maurice et Lambert te disent mille ami-

tiés de grand cœur. Nous t'aimons toujours bien, sois-en sûre, et tu es toujours ma fille chérie.

Embrasse bien Bertholdi et mon George pour moi et pour nous tous.

1851 · CCCXXVIII

Nohant, 16 mars 1851.

Cher enfant, je vous ai écrit certainement depuis mon retour de Paris ; je vous ai dit que j'y avais passé seulement huit jours et que j'étais de retour ici à la fin de janvier. Je ne vous ai pas envoyé Claudie, il est vrai ; elle n'était pas imprimée encore. Je vous l'envoie. Accusez-m'en réception, ainsi que de ma lettre ; car il me semble que la poste n'est pas bien fidèle. Je ne vous mets rien sur la première page, vous savez que la poste s'y oppose.

Ce succès de Claudie, dont vous me faites compliment, a été coupé par la moitié, au beau milieu. Des intrigues de théâtre que je ne sais pas, des directeurs endettés, ruinés, forcés d'obéir à je ne sais quelles volontés (le ministère, dit-on, sous jeu), m'ont suscité de tels empêchements, qu'à la quarantième représentation environ, j'ai dû retirer ma pièce pour qu'elle ne fût pas tuée par le mauvais vouloir. Elle avait fait pourtant gagner beaucoup d'argent à ce théâtre ruiné, et, la veille encore, la salle était pleine. Je ne sais pas ce qu'il y a dans ces arcanes de la coulisse. Je laisse la gouverne à mon ami Bocage, qui fait de son mieux, mais qui ne peut lutter contre le diable. J'ai donc retiré fort peu d'argent de Claudie. Nous comptions sur cent représentations, et

nous sommes loin de compte. Nous aviserons à la faire jouer sur un théâtre plus honnête, s'il y en a, et je prépare une autre pièce ; car, mes petites dettes payées, me voilà pauvre comme devant et travaillant toujours sans pouvoir me reposer.

Je voudrais vous écrire longuement. C'est impossible ce soir, et je veux pourtant vous répondre par le courrier.

Je ne connais pas M. Lugi Bordèse. S'il a fait quelque chose sur des paroles de moi, s'il m'a écrit, si je lui ai répondu, je n'en ai pas souvenance. Donc, en tout cas, je ne le connais guère. Je ne sais pas quelle affaire il vous propose ; je ne connais pas du tout ces arrangements de publication musicale. Renseignez-vous et ne livrez pas légèrement votre avoir littéraire, sans savoir de quoi il s'agit. Savez-vous que, si Claudie m'avait rapporté dix mille francs nets, mes dettes payées, je comptais vous dire de venir bien vite bâtir un atelier à Maurice ? Je ne voulais pas vous le dire avant de savoir si je le pourrais, et j'ai bien fait de ne pas porter vos idées et vos projets sur ce travail, puisque, mes dettes payées, il ne me reste pas un centime. C'est donc pour une autre pièce, si elle réussit sous le rapport des écus, et pour une autre année probablement, si vous êtes libre quand je serai riche. Il faut aussi que je rentre dans la disposition d'une petite maison que j'ai dans le village, et qui est louée à bail, jusqu'en novembre prochain. Je la ferai arranger proprement pour que vous y puissiez loger, si nos projets se réalisent ; car, maintenant, avec les arrangements que Maurice a faits dans la grande maison, les amis qui y sont à demeure et le théâtre, il ne me resterait pas un coin grand comme la main pour loger votre famille. Si j'avais eu ce logement libre, je vous aurais fait venir cet hiver pour le calorifère, dont je ne pouvais plus me passer, et que j'ai fait construire

par un homme du pays. Mais je n'aurais pas pu vous séparer deux mois, n'est-ce pas ? de Désirée et de Solange, et je n'aurais pas voulu vous mettre tous les trois sur un lit de sangle, dans une soupente. Cette question-là m'a empêchée de suivre mon désir, et même de vous en parler.

Espérons que tout ne sera pas bouleversé en 1852, comme les bourgeois le prétendent. Je crois, au contraire, qu'on ne bouleversera pas assez ! Alors, nous pourrons passer six mois ensemble en famille. Dans ce moment, j'emprunte une somme à intérêts pour faire, à mes frais, la publication de mes œuvres complètes, à quatre sous la livraison. Ce sera enfin le moyen de populariser des ouvrages faits en grande partie pour le peuple, mais que, grâce aux spéculations stupides et aristocratiques des éditeurs, les bourgeois seuls ont lus. C'est une grande affaire dont je confie le soin à Hetzel. S'en tirera-t-il, et m'en tirerais-je moi même ? À la garde de Dieu ! Je crois que c'était un devoir, le principal devoir de ma vie, et je le remplis à mes risques et périls.

Bonsoir, cher enfant ; je vous embrasse de cœur, ainsi que Désirée et Solange. Maurice vous embrasse aussi.

Borie est en Belgique et m'écrit souvent.

1851 · CCCXXIX

Nohant, 11 avril 1851.

Votre lettre m'a beaucoup touchée, monsieur, et, dans le service que vous ont rendu les miennes, je vois quelque chose de providentiel entre Dieu, vous et moi. Je n'ai pas l'habitude de ré-

pondre à cette foule de lettres oiseuses et inutiles qu'on écrit à toutes les personnes un peu connues dans les arts, et auxquelles le temps et la raison ne permettent pas de donner une attention sérieuse. Mais la première que je reçus de vous me prouva, par sa modestie et sa sagesse, que je devais faire une de ces rares exceptions qu'on est heureux de signaler, et, autant qu'il m'a été possible, j'ai répondu aux discrets et généreux appels de votre esprit délicat et sensé. Je m'en applaudis doublement aujourd'hui en apprenant que mon estime et ma sympathie vous ont assuré celles d'un homme généreux dans des circonstances funestes. Faites savoir, je vous prie à M. Francisco Cardozzo de Mello, s'il est toujours aux îles du Cap-Vert, que je suis de moitié dans la reconnaissance que vous lui portez. Elle lui est due de ma part, puisque c'est un peu à cause de moi qu'il vous a si bien traité. Mais son bon cœur a été le premier mobile de sa bonne action, et votre mérite en sera la récompense. Si mes sentiments peuvent y ajouter quelque chose, soyez-en l'interprète auprès de lui.

Vous ne me dites pas ce que vous allez faire à Manille. Croyez que je m'intéresserai cependant à tout ce qui vous concerne et que j'aurai beaucoup de satisfaction à recevoir de vos nouvelles. Je vous envie beaucoup d'avoir la jeunesse et la liberté qui permettent ces beaux voyages, traversés, sans doute, de périls, de souffrances et de désastres, mais où la vue des grands spectacles de la nature et des richesses de la création apportent de si nobles dédommagements. Je pense que vous prendrez beaucoup de notes et que vous tiendrez un journal qui vous permettra de donner une bonne relation de vos voyages.

Ces vastes excursions, de quelque côté qu'on les envisage, et le mieux est de les envisager sous tous les côtés à la fois, ont tou-

jours un puissant intérêt, et vous y trouverez des ressources pour l'avenir. Occupez-vous d'histoire naturelle ; n'y fussiez-vous pas très versé, vos collections et vos observations auront leur utilité. Pour ma part, je vous demande des insectes et des papillons ; les plus humbles, les plus chétifs, me seront encore une richesse ; et, comme je connais quelques amateurs, je pourrais, à votre retour, vous procurer d'agréables relations.

La meilleure manière d'apprêter les papillons et les insectes, c'est de ne pas chercher à les préparer. Quand le papillon est tué et piqué dans une longue épingle, ses ailes se ferment et il se dessèche ainsi. On peut donc en apporter une quantité, debout côte à côte dans une boîte assez petite ; et, pourvu qu'ils soient bien plantés et ne se touchent pas, ils ne courent aucun risque. À leur arrivée, on les ramollit, on les ouvre, et on les étale par des procédés très simples, dont je me chargerai. Il faut coller un petit morceau de camphre à chaque coin de la boîte. Vous pourriez aussi apporter des chrysalides de papillons et d'insectes dans du son. Il en meurt, et il en éclôt mal à propos bon nombre dans la traversée ; mais il en arrive toujours quelques-unes qu'on fait éclore ici par une chaleur artificielle et qui donnent des individus superbes.

Mais ce à quoi je tiens beaucoup plus qu'à mes papillons, c'est à recevoir de vos nouvelles, et, si je puis vous être utile en quoi que ce soit, veuillez vous souvenir de moi.

Adieu, monsieur ; mes meilleurs vœux vous accompagnent, et je demande à Dieu qu'ils vous portent encore bonheur.

GEORGE SAND.

1851 · CCCXXX

Nohant, 5 juin 1851.

J'ai été passer quinze jours à Paris ; j'en suis revenue depuis environ quinze jours ; j'en ai rapporté la grippe, dont je suis guérie par ces dernières chaleurs, mais qui m'a bien fatiguée. Je n'ai pu la soigner, ni me coucher, ni m'arrêter un instant au milieu de mes courses et de mes ennuis de théâtre. Au milieu de tout cela, le profond chagrin de la mort de ma pauvre petite tante m'est tombé sur la tête comme un coup de foudre. J'étais depuis cinq jours à Paris, je n'avais pas eu une minute pour aller la voir. Je lui avais envoyé une loge pour voir la première représentation de Molière. Elle était morte la veille. Afin de ne pas m'accabler et me mettre hors d'état de veiller à mes affaires, Clotilde n'avait rien voulu me faire savoir. Pendant la représentation, cachée dans les coulisses, je voyais les avant-scènes et la loge que j'avais destinée à ma tante remplie de figures étrangères. Cela m'étonnait et m'inquiétait beaucoup, quoique je n'eusse pas de motifs d'inquiétude. Les acteurs me disaient : « Qu'est-ce que vous avez donc à vous tourmenter de cette loge ? Pensez donc à votre pièce ! Ça va bien, on applaudit. » Je n'y faisais pas attention, j'avais une idée fixe pour ma pauvre tante. Cependant, le lendemain matin, ce pressentiment était dissipé, je me disais qu'il y avait eu quelque changement dans la distribution des loges, et mon premier moment de liberté fut pour aller chez Clotilde et de là, à Chaillot. Clotilde était à la campagne. Je demande si ma tante est à Paris. « Madame Maréchal ? me répond le portier. On l'a enterrée ce matin. » Voilà comment se brise une affection de toute la vie, une affection filiale, je peux dire ; car j'aimais ma tante comme si elle m'avait mise au monde. Elle était ma mère autant que ma mère ;

elle m'avait nourrie de son lait autant que ma mère ; elle m'aimait, je crois, autant que sa fille ; et elle était si bonne, si égale, si douce, si gaie, si jeune de santé, d'esprit et de cœur ! Je ne l'ai pleurée que dans la surprise du premier moment, et j'ai continué à faire mes affaires, mes corvées, et à traîner ma fièvre et ma toux, qui m'ont pris juste à ce moment-là, je ne sais par quelle coïncidence. Je sais que ma tante avait un grand âge, je savais que je devais m'attendre à la perdre et à l'apprendre comme cela quelque jour, puisque nous vivions à quatre-vingts lieues de distance. Mais, c'est égal, la résignation ne console pas, et l'idée qu'une chose est inévitable ne la rend pas moins amère. J'y pense et j'y penserai tous les jours de ma vie, pour me dire que, maintenant, je suis tout à fait orpheline. Je ne l'étais pas encore tant qu'elle vivait. Elle a pensé à moi jusqu'au dernier jour de sa vie ; sa dernière parole a été : « Donnez-moi donc un journal, pour que je voie si on joue ce soir la pièce d'Aurore. Je veux y aller. » Pendant que la bonne allait chercher ce journal, elle a jeté un cri : on l'a trouvée sans parole, sans connaissance, foudroyée d'une apoplexie pulmonaire, dit-on (je ne sais pas ce que c'est), et, une heure après, elle expirait dans les bras de Clotilde, sans comprendre et sans souffrir, à ce qu'on assure. Dieu veuille qu'elle n'ait pas pu savoir qu'elle quittait la vie ! Elle l'aimait, elle se trouvait heureuse partout et toujours. Cette manière de finir est encore un bonheur ; mais il aurait pu, il aurait dû arriver dix ans plus tard. Ou bien, il faudrait que des êtres si excellents, si doux, si inoffensifs et si aimables ne finissent jamais. On se retrouve ailleurs, je le crois, je l'espère. Sans cela, il vaudrait mieux ne pas vivre que de passer sa vie à s'aimer pour se perdre à jamais.

Je n'ai pas grand'chose à te dire de Molière. Le public a applaudi la pièce ; mais on ne l'a jouée que douze fois. Bocage dit

que le directeur n'a pas voulu la faire prendre. Le directeur était, je crois, en pleine déconfiture, le théâtre est fermé. Bocage ne s'accorde pas avec les théâtres où il n'est pas le maître. On y est très voleur, c'est vrai ; mais Bocage est un peu terrible avec eux, et je crois qu'il faudra, ou que j'attende qu'il ait un théâtre à lui, ou que je change mes batteries si je veux gagner quelque argent avec mes pièces. Mais je n'ai pas le cœur à te parler beaucoup de cela aujourd'hui. Je t'enverrai la pièce quand je l'aurai reçue. Je me suis remise au travail, espérant, de l'avenir et de meilleures combinaisons, de meilleurs résultats. Bonsoir, ma chère fille ; je t'attends au mois d'août. Je t'aime ; j'embrasse mon petit George et Bertholdi. Écris-moi souvent. Maurice t'embrasse ; les jeunes gens te saluent très amicalement et humblement. Sois toujours heureuse à ta manière, toi ; c'est la bonne !

1851 · CCCXXXI

Nohant, 6 juin 1851.

Oui, chère sœur, c'est une grande douleur pour nous, et c'est à présent que nous sommes tout à fait orphelines ; car nous avions conservé, malgré nos cheveux blancs, une seconde mère qui nous chérissait d'un cœur toujours jeune. Elle était si jeune de santé aussi, que ce coup imprévu est bien cruel.

Elle devait aller le soir au théâtre pour voir cette pièce nouvelle de moi ; elle avait reçu sa loge, elle se portait on ne peut mieux. Elle disait à son ouvrière : « Allez me chercher un journal, que je voie si on joue ce soir la pièce de ma nièce. » Ç'a été sa dernière parole. On l'a retrouvée mourante sur son fauteuil. Elle a

expiré une heure après dans les bras de Clotilde, sans souffrir et sans rien comprendre. Clotilde n'a rien voulu me faire savoir, à cause des occupations où je me trouvais. Le soir, pendant la première représentation, j'étais dans les coulisses, j'apercevais la loge d'avant-scène où elle devait être. J'y voyais des figures étrangères, je m'en inquiétais ; j'avais un pressentiment affreux, je ne pensais pas plus à ma pièce que si elle était d'un autre. Le lendemain matin, je cours chez Clotilde, et j'apprends de son portier la triste nouvelle. Je ne peux pas te dire le mal que cela m'a fait. La fièvre et la grippe m'ont prise instantanément. Je suis comme toi, je ne m'écoute guère. J'ai traîné cette vilaine maladie sans me coucher et ne m'en suis trouvée débarrassée qu'il y a deux jours, par une journée de forte chaleur, la seule que nous ayons encore eue ici depuis le printemps.

Le succès de Molière a été bon comme approbation du public, mais nul d'argent. Les théâtres du boulevard sont vides dès qu'il fait beau, et on a joué ma pièce trop tard dans la saison morte. Le théâtre était d'ailleurs en déconfiture, à ce qu'il paraît ; car il a fermé brusquement ces jours-ci, et on le reconstitue, je ne sais si c'est avec la même direction.

Je vais tenter autre chose. Il faut s'attendre à bien du travail perdu dans cette partie.

Je viens de recevoir une lettre que le colonel d'Oscar écrit au général Baraguey d'Hilliers, et que ledit général m'a renvoyée pour me faire voir qu'on promettait positivement qu'Oscar passerait maréchal des logis. J'espère, sans être certaine, et je voudrais dire cette bonne nouvelle à Oscar. Mais tu m'annonces qu'ils vont partir, et tu ne m'apprends pas où ils vont. Est-ce qu'ils reviennent en France ? Ce n'est pas probable. Les spahis ne

quittent jamais l'Afrique ; je t'envoie toujours une petite lettre pour lui. Fais-la-lui passer, si tu sais où il est, et change l'adresse, s'il y a lieu. Bonsoir, chère sœur ; je t'embrasse mille fois, ainsi que notre bon Cazamajou, que j'aime de tout mon cœur. Maurice vous embrasse aussi tous les deux bien tendrement. Il est revenu de Paris avec moi ; c'est le seul qui n'ait pas eu la grippe. Les autres enfants d'ici te présentent leurs respects. J'attends Solange dans quelques jours. Elle est très gentille pour moi à présent, malgré la froideur et la raideur du fond. Mais elle est comme cela, il faut bien aimer ses enfants comme ils sont. Sa petite est charmante. Son mari a des travaux et gagne de l'argent.

Adieu encore, chère amie.

Ta sœur.

1851 · CCCXXXII

Nohant, 6 juin 1851.

Mon enfant, je suis heureuse de l'amélioration de votre sort. Enfin, voilà du pain quotidien. C'est si cruel d'avoir du cœur, des bras, de l'âme, et de ne pouvoir les occuper pour nourrir ceux qu'on aime ! La manière dont vous avez été élu est charmante. C'est une vraie victoire.

J'étais à Paris quand cette lettre est arrivée ici ; je l'ai trouvée à mon retour. J'avais la grippe et une grosse fièvre que je traînais depuis quinze jours à Paris, n'ayant pas un instant pour me reposer. Votre seconde lettre me confirme votre satisfaction. Une bonne santé à vous trois ! avec cela, tout va donc bien de votre

côté. J'ai retrouvé hier un petit imprimé de vous, intitulé Lieds. Je ne l'avais pas vu. On reçoit ici les lettres, journaux et imprimés, le matin. On m'apporte les lettres dans mon lit ; mais, les imprimés, sous prétexte de lire les journaux, mes jeunes gens les égarent ou les laissent traîner quelquefois, ce qui revient au même. Si bien que j'ai retrouvé le vôtre en fouillant dans une masse de rebuts où il n'aurait pas dû être. Il y a de charmantes choses dans ces Lieds, et je vois que la vie réelle, à laquelle il faut bien que, riche ou pauvre, on donne la meilleure partie de son temps, n'éteint pas en vous le feu sacré. Si la poésie ne fait pas venir le pain à la maison, du moins elle y conserve la vie de l'âme, et cela, joint aux tendres affections du cœur et de la famille, est encore un grand présent du bon Dieu.

J'oublie de vous parler de Molière. — Non, les tracasseries de la censure n'ont été que vaines menaces. Il n'y avait rien dans la pièce à quoi le mauvais vouloir pût se prendre. Je vous l'enverrai en quatre actes, comme elle a été jouée, et en cinq actes, comme je l'avais faite. Vous y trouverez bien de l'impartialité historique. Vous verrez seulement une scène où, après que divers personnages ont bu à la santé du roi et de la reine, des princes de la Fronde ; un chasseur, à ses chiens ; une gardeuse d'oies, à ses oies, Molière boit à la santé du peuple. Voilà le mot que la censure voulait absolument ôter. J'ai tenu bon ; je les ai défiés d'interdire la pièce. Je les ai priés de le faire, leur disant que jamais plus belle occasion ne se présenterait pour moi de proclamer le jugement et les vertus de la censure. Ils ont cédé, et le mot est resté. Ils sont très bêtes, ces gens-là ! si bêtes, qu'on est forcé d'en avoir pitié !

Le public des premières représentations a très bien accueilli ce Molière. Mais je dois dire, entre nous, que le public des boulevards, ce public à dix sous qui doit être le peuple, et à qui j'ai sacrifié le public bien payant du Théâtre-Français, ne m'a pas tenu compte de mon dévouement. Le peuple est encore ingrat ou ignorant. Il aime mieux les meurtres, les empoisonnements, que la littérature de style et du cœur. Enfin, c'est encore le peuple du boulevard du crime, et on aura de la peine à l'améliorer comme goût et comme morale. La pièce, délaissée par ce public-là, n'a eu que douze représentations, peu suivies par lui, et soutenues seulement par les lettrés et les bourgeois. C'est triste à dire. Il ne faut même pas le dire, et surtout il ne faut pas se décourager. La perte d'argent n'est qu'un désagrément ; la perte de travail moral, le dévouement inutile sont des chagrins dont il ne faut pas se trop préoccuper ; et il n'y a qu'un mot qui serve : En avant ! en avant ! — Bonsoir, chers enfants, Désirée, Solange ; je vous embrasse de toute mon âme.

1851 · CCCXXXIII

Paris, 25 octobre 1851.

Mon cher ami, je suis très touchée de vos éloges, car ils sont très affectueux, et très flattée de vos vers, car ils me semblent très beaux. Je ne m'y connais guère, quoique je les aime beaucoup. Mais ceux-là me paraissent pleins d'idées, et la forme en est belle, à coup sûr. Maintenant, est-ce que je mérite tout cela ? Non certainement ; mais, si vous le pensez de moi, sans en être vaine, j'en suis reconnaissante.

Je vois que vous êtes bien pénétré de la vérité dont j'ai fait ma méthode et mon but dans l'art, et je trouve que vous la dites mieux dans vos vers que je ne saurais la raisonner dans ma prose. C'est que la vérité, c'est l'idéal, dans l'ordre abstrait, comme le réel, c'est le mensonge. Dieu tolère le réel et ne l'accepte pas ; comme nous, nous aspirons vers l'idéal et ne l'atteignons pas. Il n'en existe pas moins, l'idéal, puisqu'il doit devenir réalité dans le sein de Dieu, et même, espérons-le pour l'avenir du monde, réalité sur la terre.

Je vous réserve depuis longtemps un exemplaire de mon œuvre complète illustrée, non pas pour vous condamner à tout lire, mais pour que vous l'ayez de moi en souvenir de moi. J'attends, pour vous en commencer l'envoi, qu'il y ait des volumes parus en parties brochées ; car ces feuilles volantes sont fort incommodes et deviennent tout de suite malpropres.

Embrassez Angèle et vos enfants pour moi, s'ils sont près de vous, et gardez-moi tous deux bonne place dans votre cœur. J'y tiens, vous le savez.

GEORGE SAND.

1851 · CCCXXXIV

Nohant, 6 décembre 1851.

Chère enfant, rassure-toi. Je suis partie de Paris, le 4 au soir, à travers la fusillade, et je suis ici avec Solange, sa fille, Maurice, Lambert et Manceau, depuis hier matin. Le pays est aussi tranquille qu'il peut l'être, au milieu d'événements si imprévus. Cela

tue mes affaires, qui étaient en bon train. N'importe ! tant d'autres souffrent en ce monde, qu'on n'a pas le droit de s'occuper de soi-même.

Je t'embrasse mille fois. J'ai laissé tous nos amis bien portants à Paris. Maurice t'embrasse de cœur, et les enfants aussi. Bonjour et tendresses à Bertholdi et à mon petit George. N'aie pas d'inquiétude.

1851 · CCCXXXV

Nohant, 24 décembre 1851.

Mon cher monsieur Lévy, j'avais bien l'intention de vous voir à Paris. Dans les premiers jours, ne pouvant trouver une heure de loisir, je ne vous écrivais pas, comptant le faire aussitôt que ma pièce serait jouée et mes autres affaires éclaircies. Je devais passer une quinzaine à Paris. Les événements sont survenus. Je n'avais aucune inquiétude pour mon compte et je voulais rester. Mais je me suis inquiétée pour Maurice, que j'avais laissé à Nohant. Le mouvement des provinces était à craindre ; nous aimons beaucoup le peuple, et, à cause de cela, pour rien au monde nous ne lui eussions conseillé de se soulever, à supposer que nous eussions eu de l'influence. Je ne sais si les autres socialistes pensent comme moi, mais je ne voyais pas dans le coup d'État une issue plus désastreuse que dans toute autre tentative du même genre, et je n'ai jamais pensé que les paysans pussent opposer une résistance utile aux troupes réglées. Ce n'est pas que le peuple ne puisse faire quelquefois des miracles ; mais, pour cela, il faut une grande idée, un grand sentiment, et je ne crois pas que cela existe

chez les paysans à l'heure qu'il est. Ils se soulèvent donc pour des intérêts, et, dans le moment où nous vivons, leur intérêt n'est pas du tout de se soulever.

Je craignais donc un soulèvement, — non pas chez nous, nos paysans sont trop bonapartistes, mais non loin de nous, dans les départements environnants, — et un passage où l'on se trouve compromis entre les gens qu'on aime et qu'on blâme, et ceux qu'on n'aime pas, mais qu'on ne veut pas voir opprimer et maltraiter. La position eût été délicate et je voulais y être. Je suis donc partie un peu au milieu des balles, le 3 décembre, avec ma fille et ma petite-fille, et j'attends que la situation soit un peu détendue et la méfiance moins grande pour retourner achever mes affaires à Paris. Ici, on a fait beaucoup d'intimidation injuste et inutile, selon moi ; car je suis presque certaine que personne ne voulait bouger. On a arrêté beaucoup de gens qui n'eussent rien dit et rien fait, si on les eût laissés tranquilles. Espérons qu'on se lassera de ces rigueurs, là où elles ne peuvent produire rien de bon, et où vraiment elles n'étaient pas nécessaires.

Quand je retournerai à Paris, je compte donc bien vous le faire savoir et vous prier de venir me voir. Si j'avais pu vous être utile, car j'ai, en toute occasion, pensé à vous, j'aurais bien su trouver le temps de vous en avertir. Mais je n'ai pas une seule fois trouvé le joint. Je n'ai placé ni Nello ni l'autre pièce. J'allais arranger quelque chose quand il a fallu tout laisser en train. Si mes trois pièces eussent été mises à flot, j'aurais bien trouvé, j'espère, le moyen de vous faire entrer dans un des trois théâtres. J'espère que ce moment reviendra favorable ; mais je voudrais, avant tout, savoir ce que vous désirez. Vous m'avez dit qu'on vous avait offert un engagement au Vaudeville, et que cela ne vous convenait

pas. Vous voudriez jouer le drame, et commencer, m'avez-vous dit, par la Porte-Saint-Martin ; or vous savez que je n'ai pu m'arranger avec ce théâtre, parce qu'on m'a refusé d'engager mademoiselle Fernand.

Je regrette d'avoir encore si peu de crédit ; j'espère que je finirai par en avoir un peu plus, et comptez bien que tout ce qui dépendra de moi pour vous être agréable, je le ferai de tout mon cœur.

Bonsoir et à bientôt, mon cher monsieur ; mes enfants vous serrent cordialement la main, et Émile Aucante compte vous écrire bientôt.

Tout à vous.

1852 · CCCXXXVI

Paris, 3 janvier 1852.

J'ai regardé comme une si grande preuve d'obligeance et de bonté de cœur la peine que vous avez prise de venir trouver une vieille malade, que je n'aurais pas osé vous prier d'y revenir.

Ma fille me dit que j'ai eu tort de douter de la franche sympathie avec laquelle vous eussiez accepté mon invitation. Croyez bien que ce n'est pas de vous que je douterai jamais, et, pour preuve, je m'enhardis à vous dire que, si cette pauvre demeure et cette triste figure ne vous font point peur, l'une et l'autre seront ranimées et consolées par votre bonne amitié.

Mille grâces encore.

1852 · CCCXXXVII

Paris, 4 janvier 1852.

Je vous remercie de vos gentilles et bonnes lettres, et de tout ce que vous me souhaitez d'heureux. À supposer que je puisse être bien heureuse au milieu de tant de désolations et d'inquiétudes, il me faudrait encore vous savoir heureux pour l'être entièrement. Mais nous vivons dans un temps où l'on ne peut se souhaiter les uns aux autres qu'une bonne dose de courage pour affronter l'inconnu et traverser le doute.

L'espérance reste toujours au fond du cœur de l'homme ; mais, comme la clarté de cette petite lampe qui veille en nous est faible et tremblotante dans ce moment-ci ! Les huit millions de votes apprendront-ils au président que sa force est dans le peuple et qu'il faut s'appuyer sur la démocratie dans l'exercice de sa puissance, comme à son point de départ ?

Mais je ne veux pas vous attrister par mes réflexions ; je ne veux pas faire rêver et soupirer Désirée et endormir l'aimable Solange, qui, heureusement pour elle, ne comprend pas encore ce que c'est que la vie. Donnez, mon bon Charles, un tendre baiser à ces deux chères créatures, et dites-leur que je les bénis comme mes enfants.

Toujours écrasée de travail et tout à fait malade, je vais devant moi, faisant ma tâche de chaque jour.

Ayons la foi, mes amis, et comptons sur la bonté de Dieu, ici-bas et là-haut.

Je vous embrasse de cœur. Mes enfants vous embrassent aussi et vous aiment.

1852 · CCCXXXVIII

Paris, 20 janvier 1852.

Je vous ai demandé une audience ; mais, absorbé comme vous l'êtes par de grands travaux et d'immenses intérêts, j'ai peu d'espoir d'être exaucée. Le fussé-je d'ailleurs, ma timidité naturelle, ma souffrance physique et la crainte de vous importuner ne me permettraient probablement pas de vous exprimer librement ce qui m'a fait quitter ma retraite et mon lit de douleur. Je me précautionne donc d'une lettre, afin que, si la voix et le cœur me manquent, je puisse au moins vous supplier de lire mes adieux et mes prières.

Je ne suis pas madame de Staël. Je n'ai ni son génie ni l'orgueil qu'elle mit à lutter contre la double force du génie et de la puissance. Mon âme, plus brisée ou plus craintive, vient à vous sans ostentation et sans raideur, sans hostilité secrète ; car, s'il en était ainsi, je m'exilerais moi-même de votre présence et n'irais pas vous conjurer de m'entendre.

Je viens pourtant faire auprès de vous une démarche bien hardie de ma part ; mais je la fais avec un sentiment d'annihilation si complète, en ce qui me concerne, que, si vous n'en êtes pas touché, vous ne pourrez pas en être offensé. Vous m'avez connue

fière de ma propre conscience, je n'ai jamais cru pouvoir l'être d'autre chose ; mais, ici, ma conscience m'ordonne de fléchir, et, s'il fallait assumer sur moi toutes les humiliations, toutes les agonies, je le ferais avec plaisir, certaine de ne point perdre votre estime pour ce dévouement de femme qu'un homme comprend toujours et ne méprise jamais.

Prince, ma famille est dispersée et jetée à tous les vents du ciel. Les amis de mon enfance et de ma vieillesse, ceux qui furent mes frères et mes enfants d'adoption sont dans les cachots ou dans l'exil : votre rigueur s'est appesantie sur tous ceux qui prennent, qui acceptent ou qui subissent le titre de républicains socialistes.

Prince, vous connaissez trop mon respect des convenances humaines pour craindre que je me fasse ici, auprès de vous, l'avocat du socialisme tel qu'on l'interprète à de certains points de vue. Je n'ai pas mission pour le défendre, et je méconnaîtrais la bienveillance que vous m'accordez, en m'écoutant, si je traitais à fond un sujet si étendu, où vous voyez certainement aussi clair que moi. Je vous ai toujours regardé comme un génie socialiste, et, le 2 décembre, après la stupeur d'un instant, en présence de ce dernier lambeau de société républicaine foulé aux pieds de la conquête, mon premier cri a été : « Ô Barbès, voilà la souveraineté du but ! Je ne l'acceptais pas même dans ta bouche austère ; mais voilà que Dieu te donne raison et qu'il l'impose à la France, comme sa dernière chance de salut, au milieu de la corruption des esprits et de la confusion des idées. Je ne me sens pas la force de m'en faire l'apôtre ; mais, pénétrée d'une confiance religieuse, je croirais faire un crime en jetant dans cette vaste acclamation un cri de reproche contre le ciel, contre la nation, contre l'homme

que Dieu suscite et que le peuple accepte. » Eh bien, prince, ce que je disais dans mon cœur, ce que je disais et écrivais à tous les miens, il vous importe peu de le savoir sans doute ; mais, vous qui ne pouvez pas avoir tant osé en vue de vous-même, vous qui, pour accomplir de tels événements, avez eu devant les yeux une apparition idéale de justice et de vérité, il importe bien que vous sachiez ceci : c'est que je n'ai pas été seule dans ma religion à accepter votre avènement avec la soumission qu'on doit à la logique de la Providence ; c'est que d'autres, beaucoup d'autres adversaires de la souveraineté du but ont cru de leur devoir de se taire ou d'accepter, de subir ou d'espérer. Au milieu de l'oubli où j'ai cru convenable pour vous de laisser tomber vos souvenirs, peut-être surnage-t-il un débris que je puis invoquer encore : l'estime que vous accordiez à mon caractère et que je me flatte d'avoir justifié depuis par ma réserve et mon silence.

Si vous n'acceptez pas en moi ce qu'on appelle mes opinions, mot bien vague pour peindre le rêve des esprits, ou la méditation des consciences, du moins, je suis certaine que vous ne regrettez pas d'avoir cru à la droiture, au désintéressement de mon cœur. Eh bien, j'invoque cette confiance qui m'a été douce, qui vous l'a été aussi dans vos heures de rêveries solitaires ; car on est heureux de croire, et peut-être regrettez-vous aujourd'hui votre prison de Ham, où vous n'étiez pas à même de connaître les hommes tels qu'ils sont. J'ose donc vous dire : Croyez-moi, prince, ôtez-moi votre indulgence si vous voulez, mais croyez-moi, votre main armée, après avoir brisé les résistances ouvertes, frappe en ce moment, par une foule d'arrestations préventives, sur des résistances intérieures inoffensives, qui n'attendaient qu'un jour de calme ou de liberté pour se laisser vaincre moralement. Et croyez, prince, que ceux qui sont assez honnêtes, assez

purs pour dire : « Qu'importe que le bien arrive par celui dont nous ne voulions pas ? pourvu qu'il arrive, béni soit-il ! » c'est la portion la plus saine et la plus morale des partis vaincus ; c'est peut-être l'appui le plus ferme que vous puissiez vouloir pour votre œuvre future. Combien y a-t-il d'hommes capables d'aimer le bien pour lui-même, et heureux de lui sacrifier leur personnalité si elle fait obstacle apparent ? Eh bien, ce sont ceux-là qu'on inquiète et qu'on emprisonne sous l'accusation flétrissante — ce sont les propres termes des mandats d'arrêt — « d'avoir poussé leurs concitoyens à commettre des crimes ». Les uns furent étourdis, stupéfaits de cette accusation inouïe ; les autres vont se livrer d'eux-mêmes, demandant à être publiquement justifiés. Mais où la rigueur s'arrêtera-t-elle ? Tous les jours, dans les temps d'agitation et de colère, il se commet de fatales méprises ; je ne veux en citer aucune, me plaindre d'aucun fait particulier, encore moins faire des catégories d'innocents et de coupables ; je m'élève plus haut, et, subissant mes douleurs personnelles, je viens mettre à vos pieds toutes les douleurs que je sens vibrer dans mon cœur, et qui sont celles de tous. Et je vous dis : Les prisons et l'exil vous rendraient des forces vitales pour la France ; vous le voulez, vous le voudrez bien certainement, mais vous ne le voulez pas tout de suite. Ici, une raison, toute de fait, une raison politique vous arrête : vous jugez que la terreur et le désespoir doivent planer quelque temps sur les vaincus, et vous laissez frapper en vous voilant la face. Prince, je ne me permettrai pas de discuter avec vous une question politique, ce serait ridicule de ma part ; mais, du fond de mon ignorance et de mon impuissance, je crie vers vous, le cœur saignant et les yeux pleins de larmes :

— Assez, assez, vainqueur ! épargne les forts comme les faibles, épargne les femmes qui pleurent comme les hommes qui ne pleurent pas ; sois doux et humain, puisque tu en as envie. Tant d'êtres innocents ou malheureux en ont besoin ! Ah ! prince, le mot « déportation », cette peine mystérieuse, cet exil éternel sous un ciel inconnu, elle n'est pas de votre invention ; si vous saviez comme elle consterne les plus calmes et les hommes les plus indifférents. La proscription hors du territoire n'amènera-t-elle pas peut-être une fureur contagieuse d'émigration que vous serez forcé de réprimer. Et la prison préventive, où l'on jette des malades, des moribonds, où les prisonniers sont entassés maintenant sur la paille, dans un air méphitique, et pourtant glacés de froid ? Et les inquiétudes des mères et des filles, qui ne comprennent rien à la raison d'État, et la stupeur des ouvrières paisibles, des paysans, qui disent : « Est-ce qu'on met en prison des gens qui n'ont ni tué ni volé ? Nous irons donc tous ? Et cependant, nous étions bien contents quand nous avons voté pour lui. »

Ah ! prince, mon cher prince d'autrefois, écoutez l'homme qui est en vous, qui est vous et qui ne pourra jamais se réduire, pour gouverner, à l'état d'abstraction. La politique fait de grandes choses sans doute ; mais le cœur seul fait des miracles. Écoutez le vôtre, qui saigne déjà. Cette pauvre France est mauvaise et farouche à la surface, et, pourtant, la France a sous son armure un cœur de femme, un grand cœur maternel que votre souffle peut ranimer. Ce n'est pas par les gouvernements, par les révolutions, par les idées seulement que nous avons sombré tant de fois.

Toute forme sociale, tout mouvement d'hommes et de choses seraient bons à une nation bonne. Mais ce qui s'est flétri en nous,

ce qui fait qu'en ce moment, nous sommes peut-être ingouvernables par la seule logique du fait ; ce qui fait que vous verrez peut-être échapper la docilité humaine à la politique la plus vigoureuse et la plus savante, c'est l'absence de vertu chrétienne, c'est le dessèchement des cœurs et des entrailles. Tous les partis ont subi l'atteinte de ce mal funeste, œuvre de l'invasion étrangère et du refoulement de la liberté nationale ; partant, de sa dignité.

C'est ce que, dans une de vos lettres, vous appeliez le développement du ventre, l'atrophie du cœur. Qui nous sauvera, qui nous purifiera, qui amollira nos instincts sauvages ? Vous avez voulu résumer en vous la France, vous avez assumé ses destinées, et vous voilà responsable de son âme bien plus que de son corps devant Dieu. Vous l'avez pu, vous seul le pouvez ; il y a longtemps que je l'ai prévu, que j'en ai la certitude, et que je vous l'ai prédit à vous-même lorsque peu de gens y croyaient en France. Les hommes à qui je le disais alors, répondaient :

— Tant pis pour nous ! nous ne pourrons pas l'y aider, et, s'il fait le bien, nous n'aurons ni le plaisir ni l'honneur d'y contribuer. N'importe ! ajoutaient-ils, que le bien se fasse, et qu'après, l'homme soit glorifié !

Ceux qui me disaient cela, prince, ceux qui sont encore prêts à le dire, il en est qu'en votre nom, on traite aujourd'hui en ennemis et en suspects.

Il en est d'autres moins résignés sans doute, moins désintéressés peut-être, il en est probablement d'aigris et d'irrités, qui, s'ils me voyaient en ce moment implorer grâce pour tous, me renieraient un peu durement. Qu'importe à vous qui, par la clémence,

pouvez vous élever au-dessus de tout ! qu'importe à moi qui veux bien, par le dévouement, m'humilier à la place de tous ! Ce serait de ceux-là que vous seriez le plus vengé si vous les forciez d'accepter la vie et la liberté, au lieu de leur permettre de se proclamer martyrs de la cause.

Est-ce que ceux qui vont périr à Cayenne ou dans la traversée ne laisseront pas un nom dans l'histoire, à quelque point de vue qu'on les accepte ? Si, rappelés par vous, par un acte non de pitié mais de volonté, ils devenaient inquiétants (ces trois ou quatre mille, dit-on) pour l'élu de cinq millions, qui blâmerait alors votre logique de les vouloir réduire à l'impuissance ? Au moins, dans cette heure de répit que vous auriez donnée à la souffrance, vous auriez appris à connaître les hommes qui aiment assez le peuple pour s'annihiler devant l'expression de sa confiance et de sa volonté.

Amnistie ! amnistie bientôt, mon prince ! Si vous ne m'écoutez pas, qu'importe pour moi que j'aie fait un suprême effort avant de mourir ? Mais il me semble que je n'aurai pas déplu à Dieu, que je n'aurai pas avili en moi la liberté humaine, et surtout que je n'aurai pas démérité de votre estime, à laquelle je tiens beaucoup plus qu'à des jours et à une fin tranquilles. Prince, j'aurais pu fuir à l'étranger lorsqu'un mandat d'amener a été lancé contre moi, on peut toujours fuir ; j'aurais pu imprimer cette lettre en factum pour vous faire des ennemis, au cas où elle ne serait pas même lue par vous. Mais, quoi qu'il en arrive, je ne le ferai pas. Il y a des choses sacrées pour moi, et, en vous demandant une entrevue, en allant vers vous avec espoir et confiance, j'ai dû, pour être loyale et satisfaite de moi-même, brûler mes vaisseaux derrière moi et me mettre entièrement à la merci de votre volonté.

1852 · CCCXXXIX

Nohant, 22 janvier 1852.

Je vais à Paris après m'être assurée des intentions qu'on pouvait avoir à mon égard. Elles sont rassurantes, on m'a même expédié un laissez-passer signé Maupas. Je ne veux pas écrire le principal but de mon voyage ; je te le dirai si je te vois auparavant ou au retour. Mais tu peux le deviner. Si je ne réussis pas, je n'aurai du moins rien empiré, et j'aurai fait mon devoir à mes risques et périls.

Je suis dans l'embarras et dans l'inquiétude pour ce billet de six mille francs. Nécessairement, quoique l'affaire reste bonne et solide, les événements ont imprimé un temps d'arrêt à la vente, juste au moment où les bénéfices, consacrés jusqu'ici à payer tous les frais, allaient devenir nets pour moi. Quelque bien qu'elle aille durant le mois prochain, le caissier doute que je puisse restituer les six mille francs au 8 mars. J'en avais trois mille de réservés sur ma bourse particulière ; mais ce voyage qu'il faut que je fasse me les laissera-t-il intacts ? J'en doute, si, comme il est probable, ma négociation prend un certain temps. Donc, le plus sûr, c'est que tu me fasses renouveler le billet à ton beau-père en payant l'intérêt. — S'il marque la plus légère défiance ou contrariété (ce qu'à Dieu ne plaise je ne voudrais t'attirer !), déplace ma dette et fais-la porter sur quelque autre point pour un an. J'ignore si les événements ont rendu ces transactions difficiles. S'il en était ainsi et qu'on craignît que je ne fusse exilée ou emprison-

née, — j'ai maintenant la certitude du contraire, — je pourrais offrir une délégation sur mes fermages de Nohant, en cas de départ sérieux.

Bonsoir, cher ami. J'embrasse mille fois Eugénie. Si tu arrives avant que je sois partie, viens me voir. Il me semble que cela serait utile, et cela me ferait grand plaisir.

G. S.

Voulez-vous donner l'hospitalité à mon pauvre Marquis ?

Si vous avez des livraisons détachées de mon édition illustrée, renvoyez-les-moi, je vous envoie tout ce qui a paru broché. Un exemplaire pour vous, un pour Muller, un pour madame Fleury.

1852 · CCCXL

Paris, 30 janvier 1852.

J'agis, je cours. Ça va bien. J'ai été reçue on ne peut mieux, et des poignées de main de cette dame en veux-tu en voilà ! Demain, je tâcherai de faire régler l'affaire. Le Gaulois et autres de là-bas me désavouent, me défendent de les nommer. Sont-ils bêtes de craindre quelque bêtise de ma part ! Mais, fichtre, qu'ils parlent pour eux ! Il y en a bien d'autres qui ne seront pas fâchés de revenir coucher dans leur lit, ne fût-ce que le Vigneron.

Je n'ai pas le temps de vous écrire autre chose sinon que ma santé est meilleure, que ma pièce est reçue à bras ouverts, que je cours le jour et que je travaille la nuit, que j'ai vu Eugène, qui me paraît sage et gentil, que je vous embrasse et que je vous aime.

Silence sur mes démarches.

1852 · CCCXLI

Paris, 1 février 1852.

Ayez l'obligeance de vouloir bien rappeler à M. de Persigny que je lui ai demandé l'élargissement des personnes arrêtées ou poursuivies à la Châtre. Elles sont trois : M. Fleury, ex-représentant, absent ; M. Périgois et M. Émile Aucante, prisonniers. Je demande l'abandon de l'instruction commencée contre elles, et je la demande comme un acte de justice, puisque je puis répondre sur ma tête de ces trois personnes, comme n'ayant en rien justifié les soupçons formulés contre elles.

J'ai nommé aussi M. Lebert, notaire, compromis plus sérieusement et coupable, selon l'acte d'accusation, d'avoir rassemblé les habitants de sa commune avec l'intention de les insurger. Je puis encore répondre des intentions de M. Lebert, homme d'ordre, de science et de haute moralité. Il a eu la résolution d'empêcher des actes de violence et de protéger, par son influence et sa fermeté, la propriété et les personnes que menaçait l'insurrection annoncée des communes voisines. Si j'avais été à sa place, j'en eusse fait autant, et je suis très peu partisan des insurrections de paysans.

Voilà ce que j'ai demandé à M. le ministre, non comme une faveur du gouvernement que mes amis ne m'ont point autorisée à accepter, mais comme un acte de justice dont ma conscience peut attester la nécessité morale. Mais, pour moi, si je dois accepter

cet acte de justice politique comme une faveur personnelle de M. de Persigny, oh ! je ne demande pas mieux, et c'est de tout mon cœur que je lui en serai personnellement reconnaissante, ainsi qu'à vous, monsieur, qui voudrez bien joindre votre voix à la mienne, j'en suis certaine.

Heureuse d'obtenir de sa confiance en ma parole l'élargissement de mes plus proches voisins, je n'ai pourtant pas renoncé à plaider auprès de lui la cause de mon département tout entier. C'est dans ce but que je me suis permis de l'importuner de ma parole, toujours très gauche et très embarrassée. Priez-le, monsieur, de se souvenir qu'au milieu de mon gâchis naturel, je lui ai posé une question à laquelle il a répondu en homme de cœur et d'intelligence : Poursuivez-vous la pensée ? — Non, certes.

Eh bien, parmi les nombreux prisonniers qui sont détenus à Châteauroux et à Issoudun, plusieurs peut-être ont eu la pensée de prendre les armes pour défendre l'Assemblée. Je ne sais pas si elle en valait beaucoup la peine ; mais enfin c'était une conviction sincère de leur part, et, avant que la France se fût prononcée d'une manière imposante pour l'autorité absolue, le gouvernement pouvait considérer ceci comme une lutte ardente à soutenir, mais non comme un crime à châtier de sang-froid. La lutte a cessé ; le gouvernement, à mesure qu'il s'éclairera sur ce qui s'est passé en France depuis les journées de décembre, aura horreur des vengeances personnelles auxquelles la politique a servi de prétexte, et reconnaîtra qu'il est perdu dans l'opinion s'il ne les réprime. Il reconnaîtra aussi que, là où ces vengeances se sont exercées, elles ont eu un double but, celui de satisfaire de vieilles haines, et celui de rendre impossible un gouvernement qu'elles

trahissaient en feignant de le servir. Je ne nommerai jamais personne à M. de Persigny ; mais il s'éclairera et verra bien !

En attendant, M. le ministre m'a dit qu'il ne punissait pas la pensée, et je prends acte de cette bonne parole, qui m'a ôté tout le scrupule avec lequel je l'abordais. Je ne sais pas douter d'une bonne parole, et c'est dans cette confiance que je lui dis que personne n'est coupable dans le département de l'Indre. Initiée naturellement, par mes opinions et la confiance que l'on m'accorde, à toutes les démarches des républicains, je sais qu'on s'est réuni, en petit nombre, qu'on s'est consulté, qu'on a attendu les nouvelles de Paris, et qu'à celle de l'abstention volontaire du peuple, chacun s'est retiré chez soi en silence. Je sais que, partie de Paris au milieu du combat, je suis venue dire à mes amis : « Le peuple accepte, nous devons accepter. » Je ne m'attendais guère à les voir arrêtés par réflexion quinze jours après, et, parmi eux, ceux de la Châtre, qui n'avaient été à aucune réunion, attendant mon retour, peut-être, pour savoir la vérité.

S'il en était autrement, si ce que je dis là n'était pas vrai, je n'aurais pas quitté ma retraite, où personne ne m'inquiétait, et mon travail littéraire, qui me plaît et m'occupe beaucoup plus que la politique, pour venir faire à M. le président et à son ministre un conte perfide et lâche. Je me serais tenue en silence dans mon coin, me disant que la guerre est la guerre, et que qui va à la bataille doit accepter la mort ou la captivité. Mais, en présence d'injustices si criantes, ma conscience s'est révoltée, je me suis demandé s'il était honnête de se dire : « Tant mieux que la réaction soit odieuse, tant mieux que le gouvernement soit coupable ; on le haïra d'autant plus, on le renversera d'autant mieux. » Non ! j'ai horreur de ce raisonnement, et, s'il est poli-

tique, alors je n'entends rien à la politique et ne suis pas née pour y jamais rien comprendre.

En attendant, le mal se fait et la souffrance tue le corps et l'âme. Le malheur aigrit les esprits. La défaite exaspère les uns, le triomphe enivre les autres, les haines de parti s'enveniment, les mœurs deviennent affreuses, les relations humaines fratricides.

Non, il n'est pas possible de se réjouir de cela et d'y applaudir dans son coin. En souhaitant que nos adversaires politiques soient le moins coupables envers nous, je crois être plus républicaine, plus socialiste que jamais.

M. de Persigny, chargé de la noble mission de réparer, de consoler, d'apaiser, et joyeux d'en être chargé, j'en suis certaine, appréciera mon sentiment et ne voudra pas que son nom, celui du prince auquel il a dévoué sa vie, soient le drapeau dont les légitimistes et les orléanistes (sans parler des ambitieux qui appartiennent à tous les pouvoirs) se servent pour effrayer les provinces, par l'insolent triomphe des plus mauvaises passions.

Voilà mon plaidoyer, monsieur ; je suis un avocat si peu exercé, et la crainte d'ennuyer et d'importuner est si grande chez moi, que je n'ose pas l'adresser directement à M. le ministre. Mais, comme c'est la première fois, la dernière fois j'espère, que je vous importune, vous, monsieur, je vous demande en grâce de le résumer pour le lui présenter. Il sera plus clair et plus convaincant dans votre bouche.

Qui sait si je ne pourrai pas vous rendre un jour même service de cœur et de conviction.

Les destins et les flots sont changeants. J'ai passé bien des heures, en mars et en avril 1848, dans le cabinet où M. de Persigny m'a fait l'honneur de me recevoir. J'y allais faire pour le parti qui nous a renversé ce que je fais aujourd'hui pour celui qui succombe. J'y ai plaidé et prié souvent, non pour faire ouvrir des prisons, elles étaient vides, mais pour conserver des positions acquises, pour modérer des oppositions obstinées mais inutiles, pour protéger des intérêts non menacés, mais effrayés. J'y ai demandé et obtenu bien des aumônes pour des gens qui m'avaient calomniée et persécutée. Je ne suis pas dégoûtée de mon devoir, qui est, avant tout, je crois, de prier les forts pour les faibles, les vainqueurs pour les vaincus, quels qu'ils soient et dans quelque camp que je me trouve moi-même.

Agréez, monsieur, mes excuses pour cette longue lettre, et mes remerciements pour la patience que vous aurez eue de la lire jusqu'au bout. Permettez-moi d'espérer que vous accorderez votre aide généreuse et sympathique à des intentions dont la droiture ne saurait être soupçonnée.

1852 · CCCXLII

Paris, 2 février 1852.

Le comte d'Orsay, qui est si bon, et qui cherche toujours ce qu'il peut annoncer d'agréable à ses amis, me dit aujourd'hui que vous avez de la sympathie, presque de l'amitié pour moi.

Rien ne peut me faire plus de bien ; outre que je venais de lui dire que j'avais pour vous, et tout à fait ces sentiments-là, je sens

en vous un appui sincère et dévoué pour ceux qui souffrent de l'affreuse interprétation donnée, par certains agents, aux intentions du pouvoir.

J'espère que vous pourrez obtenir la réparation de bien des erreurs, de bien des injustices, et je sais que vous le voulez. Ah ! mon Dieu, comme il y a peu d'entrailles aujourd'hui ! Vous en avez, vous, et vous en donnerez à ceux qui en manquent !

Vous êtes venu aujourd'hui pendant que j'étais chez M. d'Orsay ; il m'a annoncé votre visite, je suis vite revenue chez moi, il était trop tard. Vous aviez fait espérer que vous reviendriez à six heures, mais vous n'avez pu revenir. J'en suis doublement désolée, et pour moi, et pour mes pauvres prisonniers de l'Indre, que je voudrais tant vous faire sauver. M. d'Orsay m'a dit que vous le pouviez, que vous aviez de l'autorité sur M. de Persigny. Je dois dire que M. de Persigny a été fort bon pour moi, et m'a offert des grâces particulières pour ceux de mes amis que je voudrais lui nommer. M. le président m'avait dit la même chose. Mes amis m'avaient tellement défendu de les nommer, que j'ai dû refuser les bontés de M. le président.

M. de Persigny, avec qui je pouvais me mettre plus à l'aise, ayant insisté, et me faisant écrire aujourd'hui pour ce fait, je crois pouvoir, sans compromettre personne, accepter sa bonne volonté comme personnelle à moi.

Si cela est humiliant pour quelqu'un, c'est donc pour moi seule, et j'accepte l'humiliation sans faux orgueil, voire avec un sentiment de gratitude sincère, sans lequel il me semble que je serais déloyale. J'ai donc écrit plusieurs noms, et je compte sur l'effet des promesses ; mais mon but eût été d'obtenir pleine am-

nistie pour tous les détenus et prévenus du département de l'Indre ; c'est d'autant plus facile qu'il n'y a eu aucun fait d'insurrection, que toutes les arrestations sont préventives et qu'aucune condamnation n'a encore été prononcée. Il ne s'agit donc que d'ouvrir les prisons, conformément à la circulaire ministérielle, à tous ceux qui sont peu compromis, et que de faire rendre un arrêt de non-lieu, ou suspendre toute poursuite contre ceux qui sont un peu plus soupçonnés. Un mot du ministre au préfet en déciderait.

Les tribunaux, s'ils sont saisis de ces affaires, ce que j'ignore, sont d'aveugles esclaves.

M. de Persigny ne pouvait guère me promettre cela à moi ; mais vous pourriez le demander avec insistance, et vous l'obtiendriez certainement.

Je n'ai pas besoin de vous dire que mon cœur en sera pénétré de reconnaissance et d'affection. C'est le vôtre qui plaidera en vous-même beaucoup mieux que moi.

Vous avez dit chez moi que vous partiez pour la campagne ; j'espère que ma lettre vous y parviendra et que vous écrirez au ministre ; vous le verrez aussi, à votre retour, n'est-ce pas, prince ? et j'apprendrai aux habitants de mon Berry qu'il faut vous aimer comme je vous aime, moi, avec un cœur qui a l'âge maternel, c'est-à-dire celui des meilleures affections.

GEORGE SAND.

1852 · CCCXLIII

Paris, 3 février 1852.

Dans une entrevue où l'embarras et l'émotion m'ont rendue plus prolixe que je ne me l'étais imposé, j'ai obtenu de vous des paroles de bonté qu'on n'oublie pas. Vous avez bien voulu me dire : « Demandez-moi telle grâce particulière que vous voudrez. »

J'ai eu l'honneur de vous répondre que je n'étais autorisée par personne à vous implorer. Je n'avais vu personne à Paris, vous étiez ma première visite.

Je n'aurais pu que vous importuner d'un détail en insistant sur les arrestations opérées dans ma province, et dont les conséquences ne me paraissent pas graves, puisque aucun fait d'insurrection ne s'est produit là, et qu'à supposer la pensée d'une résistance, il est impossible qu'on veuille châtier la pensée non suivie d'effet. Je pouvais le craindre en quittant cette province, où l'autorité semblait avoir pris à tâche de consterner et de désaffectionner la population par des rigueurs sans motifs sérieux. Mais, en vous écoutant me répondre avec tant de douceur et d'humanité, je ne pouvais plus conserver d'inquiétude, et je n'avais plus d'autre démarche à faire pour mes compatriotes de l'Indre, que celle de hâter leur élargissement par mes instances auprès de votre ministre.

Mais, si je me flatte de l'espoir d'obtenir aisément l'absolution pour des hommes qu'aucune décision n'a encore atteints, je ne suis pas sans effroi pour ceux sur le sort desquels il a été statué ailleurs d'une manière rigoureuse. J'en ai vu deux aujourd'hui

que je sais complètement innocents, si c'est le fait de conspiration que l'on veut châtier, si ce n'est pas l'opinion… chose impossible, inouïe dans nos mœurs, dans les idées de notre génération, impossible cent fois dans le cœur du prince Louis-Napoléon. Je les ai trouvés résignés à leur sort et croyant, grâce au système excessif que vous venez de réprimer, à cette chose monstrueuse qu'ils étaient frappés pour leurs principes et non pour leurs actes. J'ai repoussé vivement cette supposition, qui m'était douloureuse après ce que je vous ai entendu dire. J'ai répété que j'avais foi en vous, et que la personnalité était inconnue au cœur d'un homme pénétré, comme vous l'êtes, d'une mission supérieure aux passions et aux ressentiments de la politique vulgaire.

J'ai dit que j'irais vous demander leur grâce ou la commutation de leur peine. Ils avaient dit non d'abord ; ils ont dit oui, quand ils ont vu ma conviction. Ils m'ont autorisée à profiter de cette offre généreuse que vous m'avez faite et qu'il m'était si douloureux d'être forcée de refuser.

Maintenant, vous n'estimeriez pas ces deux hommes si je vous disais qu'ils rétracteront leurs principes, qu'ils abandonneront leurs sentiments. Ils ont toujours été, ils seront toujours étrangers aux conspirations, aux sociétés secrètes, et la forme absolue de votre gouvernement ne peut plus vous faire redouter l'émission publique de doctrines que vous ne toléreriez pas.

Je prends sur moi la dette de la reconnaissance.

Vous savez que, de ma part, elle sera profonde et sincère. Ne dédaignez pas un sentiment si rare en ce monde, et que vous trouverez peut-être dans les partis vaincus plus que dans ceux qui profitent de la victoire. Prince, je me souviens de vous avoir

écrit à Ham que vous seriez empereur un jour, et que, ce jour-là, vous n'entendriez plus parler de moi. Vous voilà huit millions de fois plus haut placé qu'un empereur d'Allemagne ou de Russie, et pourtant je vous implore. Faites que je m'enorgueillisse de m'être parjurée.

Peut-être n'entrerait-il pas dans vos desseins actuels de laisser savoir que c'est à moi, écrivain socialiste, que vous accordez la commutation de peine de deux socialistes. S'il en était ainsi, croyez à mon honneur, croyez à mon silence. Je ne confie à personne l'objet de cette lettre, et, satisfaite d'être fière de vos bontés dans le secret de mon cœur, je n'en dirai jamais l'heureux résultat, si telle est votre volonté.

GEORGE SAND.

Si vous ne repoussez pas ma prière, daignez me faire savoir le moment que vous m'accordez pour aller vous nommer les deux personnes qui m'intéressent.

1852 · CCCXLIV

Paris, 10 février 1852.

Ne soyez pas inquiets du résultat de mes démarches. Autant qu'on peut être sûr des choses humaines, je le suis que nous gagnerons notre procès. Je vous dirai des choses qui vous étonneront bien, mais qu'il est inutile de confier au papier.

J'ai embrassé, ce soir, dans la rue, votre ami de Ribérac, libre pour vingt-quatre heures sur le pavé de Paris, et partant cette

nuit pour Bruxelles, avec un autre dont vous verrez le nom dans les journaux.

La personne que vous savez a été, à cet égard, d'un chevaleresque accompli, et il y a autour de cela des circonstances qui ébranleront toutes vos idées sur son compte, et qui, pour le mien, m'enchaînent sérieusement par une estime personnelle en dehors de toutes les idées politiques, invariables chez moi, comme vous pensez bien.

Il faut, en effet, beaucoup de prudence et de discrétion en ce qui me concerne. Je ne crains nullement de me compromettre pour mon compte ; mais je peux faire quelque bien à ceux qui souffrent, et il est inutile de susciter des difficultés. Je crois que je les vaincrais toutes, mais cela me retarderait.

Bonsoir, chers enfants ; je n'ai pas le temps d'écrire, mais écrivez-moi et dites-moi qui sort ou ne sort pas.

Je vous embrasse de cœur.

Merci pour mon vieux chien. Vous êtes bons de l'aimer. Je n'ai pas encore perdu l'habitude de le chercher derrière moi à chaque instant.

1852 · CCCXLV

Paris, 12 février 1852.

Permettez-moi de mettre sous vos yeux une douloureuse supplique : celle de quatre soldats condamnés à mort, qui, dans leur profonde ignorance des choses politiques, ont choisi un proscrit

pour leur intermédiaire auprès de vous. La femme du proscrit, qui ne demande et n'espère rien pour sa propre infortune et qui ne connaît pas plus que moi les signataires de la pétition, m'écrit, en me l'envoyant, quelques lignes fort belles, qui vous toucheront plus, j'en suis certaine, que ne le ferait un plaidoyer de ma part. La pauvre ouvrière désolée, réduite à la misère avec trois enfants, malade elle-même, mais muette et résignée, est loin de croire que j'oserai vous faire lire ses fautes d'orthographe. Moi, je ne voulais plus vous importuner ; mais, quand j'ai vu qu'il s'agissait de la peine de mort, et nullement des malheurs de mon parti vaincu, j'ai senti qu'un moment d'hésitation m'ôterait le peu de sommeil qui me reste.

Je n'ai pas pu refuser non plus de vous présenter la supplique du malheureux Émile Rogat, qui m'a été remise en l'absence et de la part du prince Napoléon-Jérôme. C'est ce prince qui m'avait dit, au moment où, pour la première fois, j'allais vous aborder en tremblant : « Oh ! pour bon, il l'est. Ayez confiance ! » C'était un encouragement si bien fondé, que je lui en dois de la gratitude. Et, à propos de la triple grâce que vous m'avez accordée, je voudrais vous dire quelque chose qui vous intéressera et vous satisfera, j'en suis bien sûre. J'en ai même plusieurs à vous dire, c'est mon devoir, et, cette fois, je n'aurai pas à vous demander pardon de vous les avoir dites.

Quand vous aurez un instant à perdre, comme on dit dans le monde, accordez-le-moi, vous me trouverez toujours prête à en profiter avec une vive reconnaissance.

GEORGE SAND.

Noms des condamnés à mort : Duchauffour, Lucas (Jean-César), Mondange, Guillemin, soldats au 3 régiment de chasseurs d'Afrique.

1852 · CCCXLVI

Paris, 20 février 1852.

J'étais bien résolue à ne plus vous importuner, mais votre bienveillance m'y contraint, et il faut que je vous en remercie du fond du cœur. M. Émile Rogat est en liberté, MM. Dufraisse et Greppo sont à l'étranger, et les quatre malheureux soldats dont je me suis permis de vous envoyer la supplique sont graciés, j'en suis certaine, sans m'en informer. — Mais vous m'avez aussi accordé la commutation de peine de M. Luc Desages, gendre de M. Pierre Leroux, condamné à dix ans de déportation ; vous avez permis qu'il fût simplement exilé, et, avec votre autorisation, j'avais annoncé cette bonne nouvelle à sa famille.

Cet ordre de votre part n'a pas eu son exécution, ce doit être ma faute ! Je vous ai donné un renseignement inexact. Il a été condamné par la commission militaire de l'Allier, à Moulins, et non pas à Limoges comme j'avais eu l'honneur de vous le dire.

Prince, daignez réparer d'un mot ma déplorable maladresse, et l'erreur plus déplorable encore d'un jugement inique.

Ah ! prince, mettez donc bientôt le comble à mon dévouement pour votre personne, phrase de cour qui sous ma plume est une parole sérieuse. Votre politique, je ne peux l'aimer, elle m'épouvante trop pour vous et pour nous. Mais votre caractère person-

nel, je puis l'aimer, je le dois, je le dis à tous ceux que j'estime. Faites cette conversion plus étendue, dans les limites où vous avez opéré la mienne, cela vous est facile. Aucune âme de quelque prix ne transformera son idéal d'égalité en une religion de pouvoir absolu. Mais tout homme de cœur, pour qui vous aurez été juste ou clément en dépit de la raison d'État, s'abstiendra de haïr votre nom et de calomnier vos sentiments. C'est de quoi je peux répondre à l'égard de ceux sur qui j'ai quelque influence. Eh bien, au nom de votre propre popularité, je vous implore encore pour l'amnistie ; ne croyez pas ceux qui ont intérêt à calomnier l'humanité, elle est corrompue, mais elle n'est pas endurcie. Si votre clémence fait quelques ingrats, elle vous fera mille fois plus de partisans sincères. Si elle est blâmée par des cœurs sans pitié, elle sera aimée et comprise par tout ce qui est honnête dans tous les partis.

Et, aujourd'hui, accordez-moi, prince, ce que deux fois vous m'avez fait sérieusement espérer. Ordonnez l'élargissement de tous mes compatriotes de l'Indre. Parmi ceux-là, j'ai plusieurs amis, mais que justice soit faite à tous ; puisque personne ne s'est déclaré contre vous, ce n'est que justice. Qu'on sache que ce que vous m'avez dit est vrai : « Je ne persécute pas la croyance, je ne châtie pas la pensée. »

Que cette parole, remportée dans mon cœur de l'Élysée et qui m'a presque guérie, reste en moi comme une consolation au milieu de mon effroi politique. Que les partis qui vous trahissent en feignant de vous servir ne nous disent plus : « Ce n'est pas notre faute, le pouvoir est implacable. » Que les intrigants qui se pressent dans l'ombre de votre drapeau ne nous fassent pas entendre qu'ils attendent des princes plus généreux qui achèteront

les cœurs par l'amnistie. Prenez cette couronne de la clémence ; celle-là, on ne la perd jamais.

Ah ! cher prince, on vous calomnie affreusement à toute heure, et ce n'est pas nous qui faisons cela. Pardon, pardon, de mon insistance ! qu'elle ne vous lasse pas ; ce n'est plus un cri de détresse seulement, c'est un cri d'affection, vous l'avez voulu. Mais, en attendant cette amnistie que vos véritables amis nous promettent, faites que votre générosité soit connue dans nos provinces ; connaissez ce que dit le peuple qui vous a proclamé : « Il voudrait être bon, mais il a de cruels serviteurs et il n'est pas le maître. Notre volonté est méconnue en lui, nous avons voulu qu'il fût tout puissant, et il ne l'est pas. »

Ce désaccord entre votre pensée et celle des fonctionnaires qui s'acharnent sur leur proie dans les provinces, jette la consternation dans tous les esprits ; on commence à croire le pouvoir encore faible en haut, en le voyant toujours si violent en bas. J'ose vous parler de mon département parce que là, par ma position, je suis beaucoup mieux renseignée que la police sur les actes de mon parti ; parce que je vois là une véritable guerre à la conscience intime, une révoltante persécution que vous ne savez pas et dont vous ne voulez pas.

On insulte, on tente d'avilir ; on exige des flatteries et des promesses de ceux qu'on élargit. Quel fond peut-on faire, hélas ! sur ceux qui mentent pour se racheter ? Ah ! ce n'est pas ainsi que vous pardonnez, vous, à vos ennemis personnels, et je sais à présent que vous présenter comme tel un homme qu'on veut sauver, c'est assurer sa grâce. Mais je ne peux pas mentir, même pour cela, et, cette fois, je vous implore pour des hommes qui n'at-

tendent de vous qu'une mesure d'équité et de haute protection contre vos ennemis et les leurs.

Veuillez agréer, prince, l'expression de mon respectueux attachement, et dites sur mon pauvre Berry une parole qui me permette d'y être écoutée quand j'y parlerai de vous selon mon cœur.

GEORGE SAND.

1852 · CCCXLVII

Paris, 20 février 1852.

J'aime autant vous savoir là-bas qu'ici, malgré les embarras, si peu faits pour mon cerveau et ma santé, où votre absence peut me laisser. Ici rien ne tient à rien. Les grâces ou justices qu'on obtient, sont, pour la plupart du temps, non avenues, grâce à la résistance d'une réaction plus forte que le président, et aussi grâce à un désordre dont il n'est plus possible de sortir vite, si jamais on en sort. La moitié de la France dénonce l'autre. Une haine aveugle et le zèle atroce d'une police furieuse se sont assouvis. Le silence forcé de la presse, les on dit, plus sombres et plus nuisibles aux gouvernements absolus que la liberté de contredire, ont tellement désorienté l'opinion, qu'on croit à tout et à rien avec autant de raison pour faire l'un que l'autre. Enfin, Paris est un chaos, et la province une tombe. Quand on est en province et qu'on y voit l'annihilation des esprits, il faut bien se dire que toute la sève était dans quelques hommes aujourd'hui prisonniers, morts ou bannis. Ces hommes ont fait, pour la plupart, un mauvais usage de leur influence, puisque les espérances maté-

rielles, données par eux, une fois anéanties avec leur défaite, il n'est resté dans l'âme des partisans qu'ils avaient faits, aucune foi, aucun courage, aucune droiture.

Quiconque vit en province croit donc et doit croire le gouvernement fort et prenant sa base sur une conviction, sur une volonté générale, puisque les résistances n'y comptent pas une sur mille, et encore sont-ce des résistances timides et affaissées sous le poids de leur impuissance morale. En arrivant ici, j'ai cru qu'il fallait subir temporairement, avec le plus de calme et de foi possible en la Providence, une dictature imposée par nos fautes mêmes.

J'ai espéré que, puisqu'il y avait un homme tout-puissant, on pouvait approcher de son oreille pour lui demander la vie et la liberté de plusieurs milliers de victimes (innocentes à ses yeux mêmes, pour la plupart). Cet homme a été accessible et humain en m'écoutant. Il m'a offert toutes les grâces particulières que je voudrais lui demander, en me promettant une amnistie générale pour bientôt. J'ai refusé les grâces particulières, je me suis retirée en espérant pour tous. L'homme ne posait pas, il était sincère, et il semblait qu'il fût de son propre intérêt de l'être. J'y suis retournée une seconde et dernière fois, il y a quinze ou vingt jours pour sauver un ami personnel de la déportation et du désespoir (car il était au désespoir). J'ai dit en propres termes (et j'avais écrit en propres termes pour demander l'audience) que cet ami ne se repentirait pas de son passé, et ne s'engagerait à rien pour son avenir ; que je restais en France, moi, comme une sorte de bouc émissaire qu'on pourrait frapper quand on voudrait. Pour obtenir la commutation de peine que je réclamais, pour l'obtenir sans compromettre et avilir celui qui en était l'objet, j'osai compter sur

un sentiment généreux de la part du président, et je le lui dénonçai comme son ennemi personnel incorrigible. Sur-le-champ, il m'offrit sa grâce entière. Je dus la refuser au nom de celui qui en était l'objet, et remercier en mon nom. J'ai remercié avec une grande loyauté de cœur, et, de ce jour, je me suis regardée comme engagée à ne pas laisser calomnier complaisamment devant moi, le côté du caractère de l'homme qui a dicté cette action. Renseignée sur ses mœurs, par des gens qui le voient de près depuis longtemps et qui ne l'aiment pas, je sais qu'il n'est ni débauché, ni voleur, ni sanguinaire. Il m'a parlé assez longuement et avec assez d'abandon pour que j'aie vu en lui certains bons instincts et des tendances vers un but qui serait le nôtre.

Je lui ai dit : « Puissiez-vous y arriver ! mais je ne crois pas que vous ayez pris le chemin possible. Vous croyez que la fin justifie les moyens ; je crois, je professe la doctrine contraire. Je n'accepterais pas la dictature exercée par mon parti. Il faut bien que je subisse la vôtre, puisque je suis venue désarmée vous demander une grâce ; mais ma conscience ne peut changer ; je suis, je reste ce que vous me connaissez ; si c'est un crime, faites de moi ce que vous voudrez. »

Depuis ce jour-là, le 6 février, je ne l'ai pas revu ; je lui ai écrit deux fois pour lui demander la grâce de quatre soldats condamnés à mort, et le rappel d'un déporté mourant. Je l'ai obtenue. J'avais demandé pour Greppo et pour Luc Desages, gendre de Leroux, en même temps que pour Marc Dufraisse. C'était obtenu. Greppo et sa femme ont été mis en liberté le lendemain. Luc Desages n'a pas été élargi. Cela tient, je crois, à une erreur de désignation que j'ai faite en dictant au président son nom et le lieu du jugement. J'ai réparé cette erreur dans ma lettre, et, en même

temps, j'ai plaidé pour la troisième fois la cause des prisonniers de l'Indre. Je dis plaidé, parce que, le président, et ensuite son ministre, m'ayant répondu sans hésiter qu'ils n'entendaient pas poursuivre les opinions et la présomption des intentions, les gens incarcérés comme suspects avaient droit à la liberté et allaient l'obtenir. Deux fois, on a pris la liste ; deux fois, on a donné des ordres sous mes yeux, et dix fois, dans la conversation, le président et le ministre m'ont dit, chacun de son côté, qu'on avait été trop loin, qu'on s'était servi du nom du président pour couvrir des vengeances particulières, que cela était odieux et qu'ils allaient mettre bon ordre à cette fureur atroce et déplorable.

Voilà toutes mes relations avec le pouvoir, résumées dans quelques démarches, lettres et conversations, et, depuis ce moment, je n'ai pas fait autre chose que de courir de Carlier à Piétri, et du secrétaire du ministre de l'intérieur à M. Baraguay, pour obtenir l'exécution de ce qui m'avait été octroyé ou promis pour le Berry, pour Desages, puis pour Fulbert Martin, acquitté et toujours détenu ici ; pour madame Roland, arrêtée et détenue ; enfin, pour plusieurs autres que je ne connais pas et à qui je n'ai pas cru devoir refuser mon temps et ma peine, c'est-à-dire, dans l'état où j'étais, ma santé et ma vie.

Pour récompense, on me dit et on m'écrit de tous côtés : « Vous vous compromettez, vous vous perdez, vous vous déshonorez, vous êtes bonapartiste ! Demandez et obtenez pour nous ; mais haïssez l'homme qui accorde, et, si vous ne dites pas qu'il mange des enfants tout crus, nous vous mettons hors la loi. »

Cela ne m'effraye nullement, je comptais si bien là-dessus ! Mais cela m'inspire un profond mépris et un profond dégoût pour l'esprit de parti, et je donne de bien grand cœur, non pas au

président, qui ne me l'a pas demandée, mais à Dieu, que je connais mieux que bien d'autres, ma démission politique, comme dit ce pauvre Hubert. J'ai droit de la donner, puisque ce n'est pas pour moi une question d'existence.

Je sais que le président a parlé de moi avec beaucoup d'estime et que ceci a fâché des gens de son entourage. Je sais qu'on a trouvé mauvais qu'il m'accordât ce que je lui demandais ; je sais que l'on me tordra le cou de ce côté-là si on lui tord le sien, ce qui est probable. Je sais aussi qu'on répand partout que je ne sors pas de l'Élysée et que les rouges accueillent l'idée de ma bassesse avec une complaisance qui n'appartient qu'à eux ; je sais, enfin, que, d'une main ou de l'autre, je serai égorgée à la première crise. Je vous assure que ça m'est bien égal, tant je suis dégoûtée de tout et presque de tous en ce monde.

Voilà l'historique qui vous servira à redresser des erreurs si elles sont de bonne foi. Si elles sont de mauvaise foi, ne vous en occupez pas, je n'y tiens pas. Quant à ma pensée présente sur les événements, d'après ce que je vois à Paris, la voici :

Le président n'est plus le maître, si tant est qu'il l'ait été vingt-quatre heures. Le premier jour que je l'ai vu, il m'a fait l'effet d'un envoyé de la fatalité. La deuxième fois, j'ai vu l'homme débordé qui pouvait encore lutter. Maintenant, je ne le vois plus ; mais je vois l'opinion et j'aperçois de temps en temps l'entourage : ou je me trompe bien, ou l'homme est perdu, mais non le système, et à lui va succéder une puissance de réaction d'autant plus furieuse, que la douceur du tempérament de l'homme sacrifié n'y sera plus un obstacle. Maintenant, le peuple et la bourgeoisie, qui murmurent et menacent à qui mieux mieux, sont-ils d'accord pour ressaisir la République ? ont-ils le même but ? le peuple veut-il

ressaisir le suffrage universel ? la bourgeoisie veut-elle le lui accorder ? qui se mettra avec ou contre l'armée si elle égorge de nouveau les passants dans les rues ?

Que ceux qui croient à des éléments de résistance contre ce qui existe espèrent et désirent la chute de Napoléon ! Moi, ou je suis aveugle ou je vois que le grand coupable, c'est la France, et que, pour le châtiment de ses vices et de ses crimes, elle est condamnée à s'agiter sans solution durant quelques années, au milieu d'effroyables catastrophes.

Le président, j'en reste et j'en resterai convaincue, est un infortuné, victime de l'erreur et de la souveraineté du but. Les circonstances, c'est-à-dire les ambitions de parti, l'ont porté au sein de la tourmente. Il s'est flatté de la dominer ; mais il est déjà submergé à moitié et je doute qu'à l'heure qu'il est, il ait conscience de ses actes.

Adieu, mon ami ; voilà tout pour aujourd'hui. Ne me parlez plus de ce qu'on dit et écrit contre moi. Cachez-le-moi ; je suis assez dégoûtée comme cela et je n'ai pas besoin de remuer cette boue. Vous êtes assez renseigné par cette lettre pour me défendre s'il y a lieu, sans me consulter. Mais ceux qui m'attaquent méritent-ils que je me défende ? Si mes amis me soupçonnent, c'est qu'ils n'ont jamais été dignes de l'être, qu'ils ne me connaissent pas, et alors je veux m'empresser de les oublier.

Quant à vous, cher vieux, restez où vous êtes jusqu'à ce que cette situation s'éclaircisse, ou bien, si vous voulez venir pour quelque temps, dites-le-moi. Baraguay-d'Hilliers ou tout autre peut, je crois, demander un sauf-conduit pour que vous veniez donner un coup d'œil à vos affaires. Mais n'essayons rien de défi-

nitif avant que le danger d'un nouveau bouleversement soit écarté des imaginations.

GEORGE SAND.

1852 · CCCXLVIII

Paris, 24 février 1852.

Mon cher ami, je vous remercie de votre bonne lettre. Elle m'a fait un grand plaisir. On ne me soupçonne donc pas parmi vous ? À la bonne heure, je vous en sais gré, et je puiserai dans cette justice de mes compatriotes un nouveau courage. Ce n'est pas la même chose ici. Il y a des gens qui ne peuvent croire au courage du cœur et au désintéressement du caractère ; et on m'abîme par correspondance dans les journaux étrangers. Qu'importe, n'est-ce pas ?

Si je vous voyais, je vous donnerais des détails sur mes démarches et sur mes impressions personnelles, qui vous intéresseraient ; mais je peux les résumer en quelques lignes qui vous donneront la mesure des choses.

Le nom dont on s'est servi pour accomplir cette affreuse boucherie de réaction n'est qu'un symbole, un drapeau qu'on mettra dans la poche et sous les pieds le plus tôt qu'on pourra. L'instrument n'est pas disposé à une éternelle docilité. Humain et juste par nature, mais nourri de cette idée fausse et funeste que la fin justifie les moyens, il s'est persuadé qu'on pouvait laisser faire beaucoup de mal pour arriver au bien, et personnifier la puis-

sance dans un homme pour faire de cet homme la providence d'un peuple.

Vous voyez ce qui adviendra, ce qui advient déjà de cet homme. On lui cache la réalité des faits monstrueux qu'on accomplit en son nom, et il est condamné à la méconnaître pour avoir méconnu la vérité dans l'idée. Enfin, il boit un calice d'erreurs présenté à ses lèvres, après avoir bu le calice d'erreurs présenté à son esprit, et, avec la volonté personnelle du bien rêvé, il est condamné à être l'instrument, le complice, le prétexte du mal accompli par tous les partis absolutistes. Il est condamné à être leur dupe et leur victime. Dans peu, j'en ai l'intime et tragique pressentiment, il sera frappé pour faire place à des gens qui ne le vaudront certainement pas, mais qui prennent le soin de le faire passer pour un despote implacable (sous d'hypocrites formules d'admiration), afin de rendre sa mémoire responsable de tous les crimes commis par eux à son insu.

Il me paraît essayer maintenant d'une dictature temporaire dont il espère pouvoir se relâcher. Le jour où il l'essayera, il sera sacrifié, et, pourtant, s'il ne l'essaye pas bientôt, la nation lui suscitera une résistance insurmontable. Je vois l'avenir bien noir ; car l'idée de fraternité est étouffée pour longtemps par le système d'infamie, de délation et de lâche vengeance qui prévaut. La pensée de la vengeance entre nécessairement bien avant dans les cœurs, et que devient, hélas ! le sentiment chrétien, le seul qui puisse faire durer une république !

Je ne sais, quant à nous, pauvres persécutés du Berry, ce qui sera statué sur notre sort. J'ai plaidé notre cause au point de vue de la liberté de conscience, et je le pouvais en toute conscience, puisque nous n'avons rien fait en Berry contre la personne du

président depuis les événements de décembre. Il m'a été répondu qu'on ne poursuivait pas les pensées, les intentions, les opinions, et cependant on le fait, et cependant je ne vois pas la réalisation des promesses qu'on m'a faites. On me dit, ailleurs, que c'est fourberie et jésuitisme.

J'ai la certitude que ce n'est pas cela. C'est quelque chose de pis pour nous, peut-être. C'est impuissance. On a donné une hécatombe à la réaction : on ne peut plus la lui arracher. — Pourtant j'espère encore pour nous de mon plaidoyer, et j'espère pour tous de la nécessité d'une amnistie prochaine. On la promet ouvertement. On obtient facilement à titre de grâce ; mais, comme personne de chez nous ne demande ainsi, je n'ai qu'à faire le rôle d'avocat sincère, et à démentir, autant qu'il m'est possible, les calomnies de nos adversaires.

Adieu, cher ami ; brûlez ma lettre ; je la lirais au président ; mais un préfet ne la lui lirait pas, et y trouverait le prétexte à de nouvelles persécutions. Je ne vous exhorte pas au courage et à la patience : je sais que vous n'en manquez pas. Ma famille se joint à moi pour vous embrasser de cœur. Espérons nous revoir bientôt.

1852 · CCCXLIX

Paris, 24 février 1852.

Ce qu'on t'a dit qu'il m'avait dit est vrai, du moins dans les termes que tu me rapportes ; mais il ne faut pas se flatter. Je n'ai pas le droit, moi, de suspecter la sincérité des intentions de la

personne. Il me semble qu'il y aurait une grande déloyauté à invoquer ces sentiments chez elle et à les déclarer perfides, après que je leur dois le salut de quelques-uns.

Mais, en mettant à part tout ce qu'on peut dire et penser contre ou pour cette personne, il me paraît prouvé maintenant qu'elle est ou sera bientôt réduite à l'impuissance, pour s'être livrée à des conseils perfides, et pour avoir cru qu'on pouvait faire sortir le bon (dans le but) du mal (dans les moyens).

Son procès est perdu aussi bien que le nôtre ; qu'en résultera-t-il ? des malheurs pour tous ! S'il y avait un maître en France, on pourrait espérer quelque chose ; ce maître-là pouvait être le suffrage universel, quelque dénaturé et dévié qu'il fût de son principe ; quelque aveugle et pressé de travailler à son bonheur matériel que fût le peuple, on pouvait se dire : « Voilà un homme qui résume et représente la résistance populaire à l'idée de liberté ; un homme qui symbolise le besoin d'autorité temporaire que le peuple semble éprouver : que ces deux volontés soient d'accord et, par le fait, ce sera la dictature du peuple, une dictature sans idéal mais non pas sans avenir, puisqu'en acquérant le bien-être dont il est privé, le peuple acquerra forcément l'instruction et la réflexion.

Il m'a semblé, il me semble encore, bien que je n'aie pas revu la personne depuis le 5 février, que les électeurs et l'élu sont assez d'accord sur le fond des choses ; mais tous deux ignorent les moyens, et s'imaginent que le but justifie tout. Ils ne voient pas que le jeu des instruments qu'ils emploient, et la fatalité, se montrent ici plus justes et plus logiques qu'on ne pouvait s'y attendre. Les instruments trahissent, paralysent, corrompent, conspirent et vendent. Voilà ce que je crois, et je m'attends à tout,

excepté au triomphe prochain de l'idée fraternelle et chrétienne, sans laquelle nous n'aurons pas de république durable. Nous passerons par d'autres dictatures, Dieu sait lesquelles ! Quand le peuple aura fait de douloureuses expériences, il s'apercevra qu'il ne peut pas se personnifier dans un homme et que Dieu ne veut pas bénir une erreur qui n'est plus de notre siècle.

En attendant, c'est nous, républicains, qui serons encore victimes de ces orages. Probablement, nous serions sages si nous attendions, pour rappeler le peuple à ses vrais devoirs, qu'il comprît ses erreurs et qu'il se repentît de lui-même de nous avoir considérés comme une poignée de scélérats qu'il fallait abandonner, livrer, dénoncer aux fureurs de la réaction.

Bonsoir, mon ami ; je t'embrasse et regrette bien que tu sois toujours là-bas quand je suis ici. Ma santé ne se rétablit pas encore, je me suis beaucoup fatiguée pour obtenir jusqu'ici beaucoup moins qu'on ne m'avait promis ; je m'en prends surtout au désordre effrayant qui règne dans cette sinistre branche de l'administration, et à la préoccupation où les élections tiennent le pouvoir. Je crois que l'amnistie viendra ensuite. Si elle ne vient pas, je recommencerai mes démarches pour arracher du moins à la souffrance et à l'agonie le plus de victimes que je pourrai ; on m'en récompense par des calomnies, c'est dans l'ordre, et je n'y veux pas faire attention.

On joue une nouvelle pièce de moi la semaine prochaine, une pièce gaie et bouffonne, que j'ai faite avec la mort dans l'âme, les directeurs de théâtre refusant mes pièces, sous prétexte qu'elles rendent triste. Ces pauvres spectateurs ! ils ont le cœur si tendre ! ils sont si sensibles, ces bons bourgeois ! Il faut prendre garde de les rendre malades !

Bonsoir encore, cher ami ; je t'envoie cette lettre par une occasion sûre. Embrasse ta chère Peppina pour moi. Maurice est très fier de ton compliment.

1852 · CCCL

Paris, mars 1852.

Ils sont partis pour le fort de Bicêtre, ces malheureux déportés de Châteauroux, partis enchaînés comme des galériens, au milieu des larmes d'une population qui vous aime et qu'on vous peint comme dangereuse et féroce. Personne ne comprend ces rigueurs. On vous dit que cela fait bon effet ; on vous ment, on vous trompe, on vous trahit !

Pourquoi, mon Dieu, vous abuse-t-on ainsi ? Tout le monde le devine et le sent, excepté vous. Ah ! si Henri V vous renvoie en exil ou en prison, souvenez-vous de quelqu'un qui vous aime toujours, bien que votre règne ait déchiré ses entrailles et qui, au lieu de désirer, comme les intérêts de son parti le voudraient peut-être, qu'on vous rende odieux par de telles mesures, s'indigne de voir le faux rôle qu'on veut vous faire dans l'histoire, à vous qui avez le cœur grand autant que la destinée.

Àqui plaisent donc ces fureurs, cet oubli de la dignité humaine, cette haine politique qui détruit toutes les notions du juste et du vrai, cette inauguration du règne de la terreur dans les provinces, le proconsulat des préfets, qui, en nous frappant, déblayent le chemin pour d'autres que vous ? Ne sommes-nous pas vos amis naturels, que vous avez méconnus pour châtier les em-

portements de quelques-uns ? Et les gens qui font le mal en votre nom, ne sont-ils pas vos ennemis naturels ? Ce système de barbarie politique plaît à la bourgeoisie, disent les rapports. Ce n'est pas vrai. La bourgeoisie ne se compose pas de quelques gros bonnets de chef-lieu qui ont leurs haines particulières à repaître, leurs futures conspirations à servir. Elle se compose de gens obscurs qui n'osent rien dire, parce qu'ils sont opprimés par les plus apparents, mais qui ont des entrailles et qui baissent les yeux avec honte et douleur en voyant passer ces hommes dont on fait des martyrs et qui, ferrés comme des forçats sous l'œil des préfets, tendent avec orgueil leurs mains aux chaînes.

On a destitué à la Châtre un sous-préfet, j'en ignore la raison ; mais le peuple dit et croit que c'est parce qu'il a ordonné qu'on ôtât les chaînes et qu'on donnât des voitures aux prisonniers.

Les paysans étonnés venaient regarder de près ces victimes. Le commissaire de police criait au peuple : « Voilà ceux qui ont violé et éventré les femmes ! »

Les soldats disaient tout bas : « N'en croyez rien ! on n'a pas violé, on n'a pas éventré une seule femme. Ce sont là d'honnêtes gens, bien malheureux. Ils sont socialistes, nous ne le sommes pas ; mais nous les plaignons et nous les respectons. » À Châteauroux, on a remis les chaînes. Les gendarmes qui ont reçu ces prisonniers à Paris ont été étonnés de ce traitement.

Le général Canrobert n'a vu personne. On le disait envoyé par vous pour reviser les sentences rendues par l'ire des préfets et la terreur des commissions mixtes, pour s'entretenir avec les victimes et se méfier des fureurs locales. Trois de vos ministres me l'avaient dit, à moi ; je le disais à tout le monde, heureuse d'avoir

à vous justifier. Comment ces missi dominici, à l'exception d'un seul, ont-ils rempli leur mission ? Ils n'ont vu que les juges, ils n'ont consulté que les passions, et, pendant qu'une commission de recours en grâce était instituée et recevait les demandes et les réclamations, vos envoyés de paix, vos ministres de clémence et de justice aggravaient ou confirmaient les sentences que cette commission eût peut-être annulées.

Pensez à ce que je vous dis, prince, c'est la vérité. Pensez-y cinq minutes seulement ! Un témoignage de vérité, un cri de la conscience qui est en même temps le cri d'un cœur reconnaissant et ami, valent bien cinq minutes de l'attention d'un chef d'État.

Je vous demande la grâce de tous les déportés de l'Indre, je vous la demande à deux genoux, cela ne m'humilie pas. Dieu vous a donné le pouvoir absolu : eh bien, c'est Dieu que je prie, en même temps que l'ami d'autrefois. Je connais tous ces condamnés : il n'y en a pas un qui ne soit un honnête homme, incapable d'une mauvaise action, incapable de conspirer contre l'homme qui, en dépit des fureurs et des haines de son parti, leur aura rendu justice comme citoyen et leur aura fait grâce comme vainqueur.

Voyons, prince, le salut de quelques hommes obscurs, devenus inoffensifs ; le mécontentement d'un préfet de vingt-deux ans qui fait du zèle de novice et de six gros bourgeois tout au plus, pauvres mauvaises gens égarés, stupides, qui prétendent représenter la population, et que la population ne connaît seulement pas, ne sont-ce pas là de grands sacrifices à faire quand il s'agit pour vous d'une action bonne, juste et puissante ?

Prince, prince, écoutez la femme qui a des cheveux blancs et qui vous prie à genoux ; la femme cent fois calomniée, qui est toujours sortie pure, devant Dieu et devant les témoins de sa conduite, de toutes les épreuves de la vie, la femme qui n'abjure aucune de ses croyances et qui ne croit pas se parjurer en croyant en vous. Son opinion laissera peut-être une trace dans l'avenir.

Et vous aussi, vous serez calomnié ! et, que je vous survive ou non, vous aurez une voix, une seule voix peut-être dans le parti socialiste qui laissera sur vous le testament de sa pensée. Eh bien, donnez-moi de quoi me justifier auprès des miens, d'avoir eu espoir et confiance en votre âme. Donnez-moi des faits particuliers, en attendant ces preuves éclatantes que vous m'avez fait pressentir pour l'avenir et que mon cœur, droit et sincère, n'a pas repoussées comme un leurre, comme une banale parole de commisération pour ses larmes.

1852 · CCCLI

Paris, mars 1852.

Je vous remercie du fond du cœur des grâces que vous avez daigné accorder à ma requête.

Accordez-moi, accordez à vous-même, à votre propre cœur, celle des treize déportés de l'Indre, condamnés par la commission mixte de Châteauroux. Ils ont adressé en vain leur recours à la commission des grâces. Ils m'écrivent que le général Canrobert, qui n'a voulu voir à Châteauroux que les autorités, contrairement à ce qui m'avait été dit de sa mission par trois de vos mi-

nistres, leur est annoncé comme devant les voir au fort de Bicêtre, où ils ont été transférés.

Est-ce le moment d'invoquer la soumission, quand ils viennent, ces malheureux, d'être ferrés comme des forçats sous les yeux du préfet et de traverser ainsi la France, eux, hommes honorables et incapables de la pensée d'une mauvaise action ? Cet affreux système qui assimile la présomption de l'opinion politique aux crimes les plus abjects, ne voulez-vous pas qu'il cesse, et qu'on cesse de croire que vous l'avez autorisé, que vous l'avez connu ?

Prince, faites voir que vous avez le sens délicat de l'honneur français. N'exigez pas que vos ennemis — si toutefois ces vaincus sont vos ennemis — deviennent indignes d'avoir été combattus par vous. Rendez-les à leurs familles sans exiger qu'ils se repentent ; de quoi ? d'avoir été républicains ? Voilà tout leur crime. Faites qu'ils vous estiment et vous aiment. C'est un gage bien plus certain pour vous que les serments arrachés par la peur.

Croyez-en le seul esprit socialiste qui vous soit resté personnellement attaché, malgré tous ces coups frappés sur son Église. C'est moi, le seul à qui l'on n'ait pas songé à faire peur, et qui, n'ayant trouvé en vous que douceur et sensibilité, n'a aucune répugnance à vous demander à genoux la grâce de mes amis.

1852 · CCCLII

Nohant, 5 avril 1852.

Ta volonté soit faite ! Je n'insiste pas, et je ne t'en veux pas, puisque tu obéis à une conviction. Mais je la déplore en un sens, et je veux te dire lequel, afin que nous sachions nous comprendre à demi-mot désormais.

Le point culminant de ton raisonnement est celui-ci : Il faut de grandes expiations et de grands châtiments. La notion de droit ne peut renaître que par des actes terribles de justice.

En d'autres termes, c'est la dictature que tu crois légitime et possible entre nos mains, c'est la rigueur, c'est le châtiment, c'est la vengeance.

Je veux, je dois te dire que je me sépare entièrement de cette opinion et que je la crois faite pour justifier ce qui se passe aujourd'hui en France. Le gouvernement de tous a toujours été et sera toujours l'idéal et le but de ma conscience. Pour que tous soient initiés à leurs droits et à leurs propres intérêts, il faut du temps, il en faut cent fois plus que nous ne l'avions prévu en proclamant le principe souverain du suffrage universel. Il a mal fonctionné, tant pis pour nous et pour lui-même. Que nous lui rendions demain son libre exercice, il se tournera encore contre nous, cela est évident, certain. Vous en conclurez, je pense, qu'il faut le restreindre ou le détruire momentanément pour sauver la France. Je le nie ; je m'y refuse. J'ai sous les yeux le spectacle d'une dictature. J'ai vu celle de M. Cavaignac, qui, je m'en souviens bien, ne t'a pas choqué autant que celle-ci, et qui ne valait certes pas mieux. J'en ai assez ; je n'en veux plus. Toute révolution prochaine, quelle qu'elle soit, ne s'imposera que par ces moyens, qui sont devenus à la mode et qui tendent à passer dans nos mœurs politiques.

Ces moyens tuent les partis qui s'en servent. Ils sont condamnés par le ciel, qui les permet, comme par les masses, qui les subissent. Si la République revient sur ce cheval-là, elle devient une affaire de parti qui aura son jour comme les autres, mais qui ne laissera après elle que le néant, le hasard et la conquête par l'étranger. Vous portez donc dans vos flancs, vous autres qui êtes irrités, la mort de la France. Puissiez-vous attendre longtemps le jour de rémunération que vous croyez souverain et que je crois mortel ! J'espère que les masses s'éclaireront jusque-là, en dépit de tout, qu'elles comprendront que leurs souffrances sont le résultat de leurs fautes, de leur ignorance et de leur corruption, et que, le jour où elles seront aptes à se gouverner elles-mêmes, elles renieront des chefs qui reviendraient vers elles avec la terreur en croupe.

Jusque-là, nous souffrirons, soit ! nous serons victimes, mais nous ne serons pas bourreaux. Il est temps que cette vieille question que Mazzini ressuscite soit vidée : la question de savoir s'il faut être politique ou socialiste. Il prononce qu'il faut être désormais purement politique. Je prononce dans mon âme qu'il faut être, quant à présent, socialiste non politique, et l'expérience des années qui viennent de s'écouler me ramène à mes premières certitudes. On ne peut être politique aujourd'hui sans fouler aux pieds le droit humain, le droit de tous. Cette notion du vrai droit ne peut pas s'incarner dans la conscience d'hommes qui n'ont pas d'autre moyen pour le faire prévaloir que de commencer par le violer. Quelque honnêtes, quelque sincères qu'ils soient, ils cessent de l'être dès qu'ils entrent dans l'action contemporaine. Ils ne peuvent plus l'être, à peine de recommencer l'impuissance du gouvernement provisoire. La logique du fait les contraint à admettre le principe des jésuites, de l'inquisition, de 93, du 18

brumaire et du 2 décembre. Qui veut la fin veut les moyens. Ce principe est vrai en fait, faux en morale, et un parti qui rompt avec la morale ne vivra jamais en France, malgré l'apparence d'immoralité de cette nation troublée et fatiguée.

Donc, la dictature est illégitime, devant Dieu et devant les hommes ; elle n'est pas plus légitime aux mains d'un roi que dans celles d'un parti révolutionnaire. Elle a sa légitimité fatale dans le passé, elle ne l'a plus dans le présent. Elle l'a perdu le jour où la France a proclamé le principe du suffrage universel. Pourquoi ? Parce qu'une vérité, n'eût-elle vécu qu'un jour, prend son rang et son droit dans l'histoire. Il faut qu'elle s'y maintienne, au prix de tous les tâtonnements, de toutes les erreurs dont son premier exercice est entaché et entravé inévitablement ; mais malheur à qui la supprime, même pour un jour ! Là reparaît le grand sens des masses, car elles abandonnent celui qui commet cette profanation ; là est toute la cause de l'indifférence avec laquelle le peuple a vu violer sa représentation au 2 décembre. Elle n'était pas encore le produit du suffrage restreint ; mais elle avait décrété la mort du suffrage universel, et le peuple s'est plus volontiers laissé prendre à l'appât d'un faux suffrage universel, qui du moins n'avait pas été débaptisé, et dont il n'a pas compris les restrictions mentales.

« Mais, me diras-tu peut-être, je ne suis pas de ceux qui voudraient revenir avec la dictature et la suppression ou la restriction du suffrage universel. » Pour ce qui te concerne, j'en suis persuadée ; mais alors je te déclare que tu es impuissant, parce que tu es illogique. Cette nation-ci n'est pas républicaine, et, pour qu'elle le devînt, il faudrait la liberté de la propagande ; plus que cette liberté, car elle ne sait pas lire et n'aime pas à écouter. Il

faudrait l'encouragement donné d'en haut à la propagande ; il faudrait peut-être la propagande imposée par l'État. Fort bien ! Quel sera le gouvernement assez fort pour agir ainsi ? Une dictature révolutionnaire, je n'en vois pas d'autre. Qui la créera ? une révolution ? Soit. Faite par qui ? Par nous, que la majorité du vote repousse et sacrifie ? Ce ne pourra être alors que par une conspiration, par un coup hardi, par un hasard heureux, par une surprise, par les armes. Combien y resterons-nous ? Quelques mois pendant lesquels, pour préparer le bon résultat du suffrage, nous ferons de la terreur sur les riches, et par conséquent de la misère sur les pauvres. Et les pauvres ignorants voudront de nous ? Allons donc ! Un ouvrier a dit une belle parole en mettant trois mois de misère au service de l'idée ; mais est-ce qu'il y a eu de l'écho en France ? est-ce que le pauvre ne sera pas toujours pressé de se débarrasser, par le vote, d'un pouvoir qui l'effraye et qui ne peut pas lui donner des satisfactions immédiates, quoi qu'il ose et quoi qu'il fasse ? Non, cent fois non, on ne peut pas faire une révolution sociale avec les moyens de la politique actuelle ; ce qui a été vrai jusqu'ici est devenu faux, parce que le but de cette révolution est une vérité qui n'a pas encore été expérimentée sur la terre, et qu'elle est trop pure et trop grande pour être inaugurée par les moyens du passé, et par nous-mêmes, qui sommes encore à trop d'égards les hommes du passé. Nous en avons la preuve sous les yeux. Voici un système qui, au fond, porte en lui-même un principe de socialisme matérialiste qu'il ne s'avoue pas, mais qui est sa destinée propre, son innéité fatidique, son unique moyen d'être, quoi qu'il fasse pour s'y soustraire et pour caresser les besoins d'aristocratie qui le rongent lui-même. Le jour où il laissera trop peser la balance de son instinct aristocratique, il sera perdu. Il faut qu'il caresse le peuple ou

qu'il périsse. Il le sait bien et il frémit sur sa base à peine jetée dans le sol. Pourquoi ce pouvoir est-il impossible à consolider sans violence et sans faiblesse ? Car il offre le spectacle de ces deux extrêmes qui se touchent toujours et partout. C'est parce qu'il est l'œuvre des souvenirs du passé, impuissant à entraver comme à fonder l'avenir, et à obtenir un autre résultat que le désordre moral et le chaos intellectuel. Si l'ordre matériel réussit à s'y faire, et j'en doute, quel sera le progrès véritable ? Aucun, selon moi, dont l'avenir puisse lui savoir gré. À présent que je le regarde et que je le juge avec calme, je vois son œuvre et son rôle dans l'histoire. Il est une nécessité matérielle des temps qui l'ont produit. Il est une véritable lacune dans le sens providentiel des événements humains.

Il y a des jours, des mois, des années dans la vie des individus, comme dans celle des nations, où la destinée semble endormie et la Providence insensible à nos maux et à nos erreurs. Dieu semble s'abstenir, et nous sommes forcés, par la fatigue et l'absence de secours extérieurs, de nous abstenir nous-mêmes de travailler à notre salut ; sous peine de précipiter notre ruine et notre mort, nous sommes dans une de ces phases. Le temps devient le seul maître, le temps qui au fond, n'est que le travail invincible de cette mystérieuse Providence voilée à nos regards. Je prendrai un exemple plus saisissant et je comparerai le peuple, que nous avons essayé d'éclairer, à un enfant très difficile à manier, très aveugle, assez ingrat, fort égoïste et innocent, en somme, de ses propres fautes, parce que son éducation a été trop tardive et ses instincts trop peu combattus ; un véritable enfant, en un mot : tous se ressemblent plus ou moins. Quand tous les moyens ont été tentés, dans l'étroite limite où de sages parents peuvent lutter contre la société corrompue qui leur dispute et

leur arrache l'âme de cet enfant, n'est-il pas des jours où nous sentons qu'il faut le laisser à lui-même et espérer sa guérison de sa propre expérience ? Dans ces jours-là, n'est-il pas évident que nos exhortations l'irritent, le fatiguent et l'éloignent de nous ? Crois-tu qu'une œuvre de persévérance et de persuasion comme celle de sa conversion peut s'accomplir par la menace et la violence ? L'enfant s'est donné à de mauvais conseils, à de perfides amis. Faut-il venir sous ses yeux frapper, briser, anéantir ceux qui l'ont accaparé ? Sera-ce un moyen de reconquérir sa confiance ? Bien loin de là ! il les plaindra, il les pleurera comme des victimes de notre fureur jalouse et il leur pardonnera tout le mal qu'ils lui auront fait, par l'indignation que lui causera celui que nous leur ferons. Le moyen le plus sûr et le plus naïvement logique n'est-il pas, quand nous nous sentons complètement supplantés par eux, de laisser l'enfant égaré, souffrir de leurs trahisons et s'éclairer sur leur perfidie ?

Il n'y a plus que le sentiment moral, le sentiment fraternel, le sentiment évangélique qui puisse sauver cette nation de sa décadence. Il ne faut pas croire que nous sommes à la veille de la décadence : nous y sommes en plein, et c'est se faire trop d'illusions que d'en douter ; mais l'humanité ne compte plus ses revers et ses conquêtes par périodes de siècles. Elle marche à la vapeur aujourd'hui et quelques années la démoralisent, comme quelques années la ressuscitent. Nous entrons dans le Bas-Empire à pleines voiles ; mais c'est à pleines voiles que nous en sortirons. Les idées vraies sont émises pour la plupart, laissons-leur le temps de s'incarner, elles ne sont encore que dans les livres et sur les programmes. Elles ne peuvent pas mourir, elles veulent, elles doivent vivre ; mais attendons, car, si nous bougeons dans les circonstances fatales où nous sommes, et où nous sommes par

notre faute, nous allons les engourdir encore et mettre à leur place, des intérêts matériels et des passions violentes. Arrière ces mots de haine et de vengeance qui nous assimilent à nos persécuteurs. La haine et la vengeance ne sont jamais sanctifiées par le droit, elles sont toujours une ivresse, l'exercice maladif de facultés brutales et incohérentes. Il n'en peut sortir que du mal, le désordre, l'aveuglement, les crimes contre l'humanité, et puis la lassitude, l'isolement, l'impuissance.

Mon Dieu, les excès de notre première révolution ne nous ouvriront-ils jamais les yeux ? Les passions n'y ont-elles pas joué un rôle si violent, qu'elles y ont tué l'idée, et que Robespierre, après avoir débuté par flétrir la peine de mort, en arrive à la regarder comme une nécessité politique ? Il croyait tuer le principe de l'aristocratie en détruisant toute une caste ! Une caste nouvelle s'est formée le lendemain, et, aujourd'hui, cette caste ressuscite l'Empire, après avoir cédé la place à celle de la Restauration, que Robespierre n'avait pu empêcher de lui survivre et de procréer !

93 ! cette grande chose que nous ne sommes pas de taille à recommencer, a cependant avorté, grâce aux passions, et vous parlez de garder vos passions comme un devoir de conscience ! Cela est insensé et coupable. Croyez-vous que, le lendemain du jour où vous vous serez bien vengés, le peuple sera meilleur et plus instruit, et que vous pourrez lui faire goûter les douceurs de la fraternité ? Il sera cent fois pire qu'aujourd'hui. Restez donc dehors, vous qui n'avez que de la colère à son service.

Mieux vaut qu'il réfléchisse dans l'esclavage que d'agir dans le délire, puisque son esclavage est volontaire, et que vous ne pouvez l'en affranchir qu'en le prenant par la surprise et la violence d'un coup de main. Mieux vaut que les prétendants se dévorent

entre eux, plutôt que des révolutions prétoriennes s'accomplissent. Le peuple n'est pas disposé à y intervenir. Elles passeront sur sa tête et s'affaisseront sur ses propres ruines. Alors le peuple s'éveillera de sa méditation, et, comme il sera le seul pouvoir survivant, le seul pouvoir qu'on ne peut pas détruire dès qu'il a commencé à respirer véritablement, il mettra par terre, sans fureur et sans vengeance, tous ces fantômes d'un jour qui ne pourront plus conspirer contre lui.

Mais cela ne fait pas les affaires des hommes d'action de ce temps-ci. Ils ne veulent pas s'abstenir, ils ne veulent pas attendre. Il leur faut un rôle et du bruit. S'ils ne font rien, ils croient que la France est perdue. La plupart d'entre eux ne se sont-ils pas imaginé qu'ils avaient sauvé la société dans les horribles journées de juin, en abandonnant la populace au sabre africain ? La populace ne l'a pas oublié, elle ne veut plus d'aucun parti, elle s'abstient, c'est son droit. Elle se méfie, elle en a sujet. Elle ne veut plus de politique, elle subit le premier joug venu et s'arrange pour ne pas se faire écraser dans la lutte, puisque c'est son destin éternel. Elle n'est pas si égoïste que l'on croit, elle voit plus loin, dans son épais bon sens, que nous dans nos agitations fiévreuses. Elle attend son jour, elle sent que les hommes d'aucun parti ne veulent ou ne peuvent le lui hâter. Elle sait qu'elle se fût fait mitrailler en décembre au profit de Changarnier, que Cavaignac et consorts eussent fait jonction avec une bonne partie de la bourgeoisie. Nous tombions dans ce pouvoir oligarchique et militaire ; j'aime autant celui-ci. Je suis aussi bête et aussi sage que le peuple : je sais attendre.

Et allons au fond du cœur humain. Pourquoi sais-je attendre ? Pourquoi la majorité du peuple français sait-elle attendre ? Ai-je

le cœur plus dur qu'un autre ? Je ne crois pas. Ai-je moins de dignité qu'un homme de parti ? J'espère que non. Le peuple souffre-t-il moins que vous autres ? J'en doute fort. Sommes-nous sur des roses dans ce pays-ci ? Nous ne nous en apercevons guère.

Pourquoi êtes-vous plus pressés que nous ? C'est que vous êtes pour la plupart des ambitieux : les uns des ambitieux de fortune, de pouvoir et de réputation ; les autres, comme toi, des ambitieux d'honneur, d'activité, de courage et de dévouement ; noble ambition sans doute que celle-là, mais qui n'en a pas moins sa source dans un besoin personnel d'agir à tout prix et de croire à soi-même plus qu'il n'est toujours sage et légitime d'y croire. Vous avez de l'orgueil, honnêtes gens que vous êtes ! vous êtes peu chrétiens ! vous croyez que rien ne peut se faire sans vous, vous souffrez quand on vous oublie, vous vous dégoûtez quand on vous méconnaît. Les vanités qui vous coudoient vous abusent, vous chauffent et vous exploitent. Vous avez vécu à l'aise dans cette Assemblée constituante qui a commencé à égorger le socialisme sans s'en douter, ou plutôt en le voulant un peu ; car vous ne vous disiez pas encore socialistes à cette époque, vous vous êtes retrempés plus tard dans le programme de la Montagne, qui est votre meilleure action, votre seul ouvrage durable ; mais il était trop tard et trop tôt pour que cela produisît un bien immédiat, vous aviez déjà fait divorce à votre insu avec le sentiment populaire, que vous eussiez voulu féconder, et qui s'éteignait dans la méfiance, pour se jeter dans la passion ou se laisser tomber dans l'inertie. Vous avez pourtant fait pour le mieux, selon vos lumières et vos forces ; mais vous étiez poussés par les passions autant que par les principes, et vous avez commis tous plus

ou moins, dans un sens ou dans l'autre, des fautes inévitables ; qu'elles vous soient mille fois pardonnées !

Je ne suis pas de ceux qui s'entr'égorgent dans les bras de la mort. Mais je dis que vous ne pouvez plus rien avec ces passions-là. Votre sagesse, par conséquent votre force, serait de les apaiser en vous-mêmes, pour attendre l'issue du drame qui se déroule aujourd'hui entre le principe de l'autorité personnelle et le principe de la liberté commune : cela mériterait d'être médité à un point de vue plus élevé que l'indignation contre les hommes. Les hommes ! faibles et aveugles instrumens de la logique des causes !

Il serait bon de comprendre et de voir, afin d'être meilleurs, pour être plus forts ; au lieu de cela, vous vous usez, vous vous affaiblissez à plaisir dans des émotions ardentes et dans des rêves de châtiment que la Providence, plus maternelle et plus forte que vous, ne mettra jamais, j'espère, entre vos mains.

Adieu, mon ami ! d'après toute cette philosophie que j'avais besoin de me résumer et de te résumer en rentrant dans le repos de la campagne, tu vas croire que je m'arrange fort bien de ce qui est, et que je ne souffre guère dans les autres. Hélas ! je ne m'en arrange pas, et j'ai vu plus de larmes, plus de désespoirs, plus de misères, dans ma petite chambre de Paris, que tu n'en as pu voir en Belgique. Là, tu as vu les hommes qui partent ; moi, j'ai vu les femmes qui restent ! Je suis sur les dents après tant de tristesses et de fatigues dont il a fallu prendre ma part, après tant de persévérance et de patience dont il a fallu m'armer pour aboutir à de si minces allègements. Je ne m'en croyais pas capable ; aussi j'ai failli y laisser mes os. Mais le devoir porte en soi sa récompense. Le calme s'est fait dans mon âme, et la foi m'est revenue. Je me

retrouve aimant le peuple et croyant à son avenir comme à la veille de ces votes qui pouvaient faire douter de lui, et qui ont porté tant de cœurs froissés à le mépriser et à le maudire !

Je t'embrasse et je t'aime.

1852 · CCCLIII

Nohant, 23 mai 1852.

Je ne voudrais pas vous écrire en courant, et pourtant, ou il faut que je vous écrive trop vite, ou il faut que je ne vous écrive pas ; car le temps me manque toujours et je ne puis arriver à une seule journée où je ne sois pas talonnée, ahurie par un travail pressé, des affaires à subir, ou quelque service à rendre. Ma santé, ma vie y succombent. Ne me grondez pas par-dessus le marché.

On a tort de s'irriter dans les lettres contre ceux qu'on aime. Il est évident pour moi que, dans votre dernière, vous faites un malentendu énorme de quelque réflexion que je ne peux me rappeler assez textuellement pour m'expliquer votre erreur. Mais ce que vous me faites dire, je ne vous l'ai pas dit comme vous l'entendez, j'en suis certaine, ou bien votre colère serait trop juste. Vraiment, cher ami, la douleur vous rend irritable et ombrageux, même avec les cœurs qui vous aiment et vous respectent le plus. Qui vous dit que travailler pour votre patrie est une vaine gloire, et que je vous accuse de gloriole ?

J'ai cru rêver en voyant votre interprétation d'une phrase, où j'ai dû vous dire, où je crois vous avoir dit qu'il ne s'agit plus de

savoir qui aura l'initiative ; qu'aujourd'hui, ce serait une vaine gloire de s'attribuer, soit comme Français, soit comme Italien, des facultés supérieures pour cette initiative, et que tout réveil doit être un acte de foi collectif.

Je ne sais ce que j'ai dit ; mais je veux être pendue si j'ai pu vouloir dire autre chose, et s'il y a là dedans un reproche, un doute pour vous ; je ne vous comprends pas de vous fâcher ainsi contre moi, quand j'ai si rarement le bonheur de pouvoir causer avec vous ; quand il est si chanceux d'y parvenir sans que les lettres soient interceptées ; quand des semaines et des mois doivent se passer sans que j'aie d'autre souvenir de vous qu'une lettre de reproches trop véhéments et nullement mérités. Je n'ai pas reçu l'article que vous m'avez envoyé. Je crois l'avoir lu en entier dans un extrait de journal qu'on m'avait envoyé de Belgique quelque temps auparavant, lorsque j'étais à Paris. J'ignore si on m'a envoyé la réponse collective dont vous vous plaignez. Je n'ai rien reçu ; une lettre que m'avait écrite Louis Blanc, et dont il me parle aujourd'hui dans une autre lettre étrangère à toute politique, a été saisie apparemment par la police : je ne l'ai pas reçue. J'ai cherché dans les journaux que je suis à même de consulter ici cette réponse, tronquée ou non. Je ne l'ai point trouvée. Je n'en sais donc pas le premier mot. Vous me dites, et l'on me dit d'ailleurs, qu'elle est mauvaise, archimauvaise. Je n'ai pas besoin vis-à-vis de vous de la désavouer. Elle est signée, dites-vous, par des gens que j'aime, c'est vrai, mais plus ou moins : quelques-uns beaucoup, d'autres pas du tout. Quelle qu'elle soit, du moment qu'elle vous méconnaît, vous outrage et vous calomnie, je la condamne et suis fâchée de ne l'avoir pas connue lorsque j'ai écrit à Louis Blanc en même temps qu'à vous, par l'intermédiaire

de Michele. Je lui en aurais dit mon sentiment avec franchise. Cela viendra.

Pour le moment, ce n'est pas facile, puisque je ne peux me procurer ce malheureux écrit, et que, d'ailleurs, les correspondances sont si peu sûres. Il est affreux de penser que nous ne pouvons laver notre linge en famille, et que nos épanchements les plus intimes peuvent réjouir la police de nos persécuteurs les plus acharnés. — Et puis j'arrive trop tard dans ces débats ; je suis placée trop loin des faits par ma retraite, mon isolement, et tant d'autres préoccupations, moins importantes certainement, mais si personnellement obligatoires, que je ne peux m'y soustraire.

Enfin, mes amis, m'écouteriez-vous si j'arrivais à temps pour retenir vos plumes irritées et brûlantes ? Hélas ! non. Il y a dix ans que je crie dans le désert que les divisions nous tueront. Voilà qu'elles nous ont tué, et qu'on s'égorge encore, tout sanglants et couchés sur le champ de bataille ! quel affreux temps ! quel affreux vertige !

Mon ami, fâchez-vous contre moi tant que vous voudrez. Pour la première fois, je vais vous faire un reproche. Vous avez mal fait de provoquer ce crime commis envers vous. Vous voyez, je ne mâche pas le mot, c'est un crime, s'il est vrai qu'on vous accuse de lâcheté, de trahison, d'ambition même.

J'ai la conviction, la certitude que vous ne savez ce que c'est que l'ambition personnelle, et que votre âme est sainte dans ses passions et dans ses instincts comme dans ses principes. On ne peut, sans être en proie à un accès de folie, douter de la pureté de votre caractère. Mais n'est-ce pas une faute, une faute grave de

provoquer un accès de folie chez son semblable, quel qu'il soit ? Ne deviez-vous pas prévoir cette réaction de l'orgueil blessé, du patriotisme saignant, de la doctrine intolérante si vous voulez, chez des hommes qu'une défaite épouvantable, l'abandon du pays, vient de frapper dans ce qui faisait tout leur être, toute leur vie ? Était-ce le moment de retourner sans pitié le fer dans la plaie et de leur crier : « Vous avez perdu la France ! »

Vos reproches vous paraissent si justes, que vous regardez comme un devoir de les avoir exprimés, en dépit de la solidarité qu'il eût été beau de ne pas rompre violemment au milieu d'un désastre horrible, en dépit du sentiment chrétien et fraternel qui devrait dominer tout dans le parti de l'avenir, en dépit enfin des convenances politiques qui défendent de montrer ses plaies au vainqueur, avide de les regarder et d'en rire ! Eh bien, peut-être avez-vous raison en théorie, peut-être est-il des temps et des choses si nécessaires à saisir, qu'il y ait un farouche égoïsme à marcher ainsi sur les blessés et sur les cadavres pour arriver au but. Mais si ces reproches que vous faites ne sont pas justes ! s'ils partent d'une prévention ardente, comme il en est entré plus d'une fois dans l'âme des saints ! les saints ont beau être des saints, ils sont toujours hommes, et ils mettent souvent, nous le voyons à chaque instant dans l'histoire, une violence funeste, une intolérance impitoyable dans le zèle qui les dévore. Je ne sais plus lequel d'entre eux a nommé l'orgueil, la maladie sacrée, parce qu'elle atteint particulièrement les âmes puissantes et les esprits supérieurs. Les petits n'ont que la vanité ; les grands ont l'orgueil, c'est-à-dire une confiance aveugle dans leur certitude.

Eh bien, vous avez été atteint de cette maladie sacrée ; vous avez commis le péché d'orgueil le jour où vous avez rompu ouver-

tement avec le socialisme. Vous ne l'avez pas assez étudié dans ses manifestations diverses, il semble même que vous ne l'ayez pas connu. Vous l'avez jugé en aveugle, et, prenant les défauts et les travers de certains hommes pour le résultat des doctrines, vous avez frappé sur les doctrines, sur toutes, quelles qu'elles fussent, avec l'orgueil d'un pape qui s'écrie : Hors de mon Église, point de salut ! Il y avait longtemps que je voyais se développer votre tendance vers un certain cadre d'idées pratiques exclusives. Je ne vous ai jamais tourmenté de vaines discussions à cet égard. Je ne connaissais pas assez l'Italie, je ne la connais pas encore assez pour oser dire que ce cadre fût insuffisant pour ses aspirations et ses besoins ; vous regardant comme un des trois ou quatre hommes les plus avancés, les plus forts de cette nation, j'ai cru devoir vous dire, lorsque vous parliez à l'Italie : « Dites toujours ce que vous croyez être la vérité. » Oui, j'ai dû vous dire cela, et je vous le dirais encore si vous parliez à l'Italie au milieu du combat. Quand on se bat, pourvu qu'on se batte bien, tout stimulant ardent et sincère concourt à la victoire. Mais, dans la défaite, ne faut-il pas devenir plus attentif et plus scrupuleux ? Songez que vous parlez maintenant non plus à une nation, mais à un parti vaincu dans des circonstances si peu comparables à celles de l'Italie livrée à l'étranger, que ce que vous pouviez crier alors comme le pape de la liberté romaine n'a plus de sens pour des oreilles françaises, étourdies, brisées par le canon de la guerre civile !

Écoutez-moi, mon ami ; ce que je vais vous dire est très différent de ce que vous disent probablement mes amis à Londres et en Belgique. À coup sûr, c'est tout à fait l'exposé de ce que pensent la plupart de mes amis et connaissances politiques en France.

Nous sommes vaincus par le fait, mais nous triomphons par l'idée. « La France est dans la boue, » dites-vous ? c'est possible ; mais elle ne s'arrête pas dans cette boue, elle marche, elle en sortira. Il n'y a pas de chemin sans boue, comme il n'y en a pas sans rochers et sans précipices. La France a conquis la sanction, la vraie, la seule sanction légitime de tous les pouvoirs, l'élection populaire, la délégation directe. « C'est l'enfance de la liberté, » dit-on ? Oui, c'est vrai, la France électorale marche comme l'enfance, mais elle marche ; aucune autre nation n'a encore marché aussi longtemps dans cette voie nouvelle, l'élection populaire ! La France va probablement voter l'empire à vie, comme elle vient de voter la dictature pour dix ans ; et je parie qu'elle sera enchantée de le faire ; c'est si doux, si flatteur pour un ouvrier, pour un paysan, de se dire, dans son ignorance, dans sa naïveté, dans sa bêtise, si vous voulez : « C'est moi maintenant qui fais les empereurs ! »

On vous a dit que le peuple avait voté sous la pression de la peur, sous l'influence de la calomnie. Ce n'est pas vrai. Il y a eu terreur et calomnie avec excès ; mais le peuple eût voté sans cela comme il a voté. En 1852, ce 1852 rêvé par les républicains comme le terme de leurs désirs et le signal d'une révolution terrible, la déception eût été bien autrement épouvantable qu'elle ne l'est aujourd'hui. Le peuple eût probablement résisté à la loi du suffrage restreint, il eût voté envers et contre tous ; mais pour qui ?

Pour Napoléon, qui avait pris les devants, avec un à-propos incontestable, en demandant le retrait de cette loi à son profit, et qui, certes, ne l'eût pas demandé s'il n'eût été sûr de son affaire.

Le peuple est ignorant, borné comme science, comme prévision, comme discernement politiques. Il est fin et obstiné dans le sentiment de son droit acquis. Il avait élu ce président à une grande majorité. Il était fier de son œuvre…, il avait tâté sa force. Il ne l'eût pas compromise en éparpillant ses voix sur d'autres candidats. Il n'avait qu'un but, qu'une volonté sur toute la ligne : se grouper en faisceau immense, en imposante majorité pour maintenir sa volonté. Un peuple n'abandonne pas en si peu d'années l'objet de son engouement, il ne se donne pas un démenti à lui-même. Depuis trois ans, la majorité du peuple de France n'a pas bronché. Je ne parle pas de Paris, qui forme une nation différente au sein de la nation, je parle de cinq millions de voix au moins, qui se tenaient bien compactes sur tous les points du territoire, et toutes prêtes à maintenir le principe de délégation en faveur d'un seul. Voilà la seule lumière que la masse ait acquise, mais qui lui est bien et irrévocablement acquise. C'est sa première dent. Ce n'est qu'une dent, mais il en poussera d'autres, et le peuple, qui apprend aujourd'hui à faire les empereurs, apprendra fatalement par la même loi à les défaire.

Notre erreur, à nous socialistes et politiques, tous tant que nous sommes, a été de croire que nous pouvions en même temps initier et mettre en pratique. Nous avons tous fait une grande chose, et il faut qu'elle nous console de tout : nous avons initié le peuple à cette idée d'égalité des droits par le suffrage universel. Cette idée, fruit de dix-huit ans de luttes et d'efforts, sous le régime constitutionnel, idée déjà soulevée sous la première révolution, était mûre, tellement mûre, que le peuple l'a acceptée d'emblée et qu'elle est entrée dans sa chair et dans son sang en 1848. Nous ne pouvions pas, nous n'aurions pas dû espérer davantage.

De la possession d'un droit à l'exercice raisonnable et utile de ce droit, il y a un abîme. Il nous eût fallu dix ans d'union, de vertu, de courage et de patience, dix ans de pouvoir et de force, en un mot, pour combler cet abîme. Nous n'avons pas eu le temps, parce que nous n'avons pas eu l'union et la vertu ; mais ceci est une autre question.

Quelle que soit la cause, le peuple, depuis trois ans, n'a fait que reculer dans la science de l'exercice de son droit ; mais aussi il a avancé dans la conscience de la possession de son droit. Ignorant des faits et des causes, trop peu capable de suivre et de discerner les événements et les hommes, il a jugé tout en gros, en masse. Il a vu une assemblée élue par lui se suicider avec rage, plutôt que de laisser vivre le principe du suffrage universel. Un dictateur s'est présenté les mains pleines de menaces et de promesses, criant à ce peuple incertain et troublé : « Laissez-moi faire, je vais châtier les assassins de votre droit ; donnez-moi tous les pouvoirs, je ne veux les tenir que de vous, de vous tous, afin de consacrer que le premier de tous ces pouvoirs, c'est le vôtre ! » Et le peuple a tendu les mains en disant : « Soyez dictateur, soyez le maître. Usez et abusez ; nous vous récompensons ainsi de votre déférence. »

Cela, voyez-vous, c'est dans le caractère de la masse, parce que c'est dans le caractère de tout individu formant la masse de ce prolétariat dans l'enfance. Il a les instincts de l'esclave révolté, mais il n'a pas les facultés de l'homme libre. Il veut se débarrasser de ses maîtres, mais c'est pour en avoir de nouveaux ; fussent-ils pires, il s'en arrangera quelque temps, pourvu que ce soit lui qui les ait choisis. Il croit à leur reconnaissance, parce qu'il est bon, en somme !

Voilà la vérité sur la situation. On ne corrompt pas, on n'épouvante pas une nation en un tour de main. Ce n'est pas si facile qu'on croit ; c'est même impossible. Tout le talent des usurpateurs est de tirer parti d'une situation ; ils n'en auront jamais assez pour créer du jour au lendemain cette situation.

Depuis les journées de juin 1848 et la campagne de Rome, j'avais vu très clair, non par lucidité naturelle, mais par absence involontaire et invincible d'illusions, dans cette disposition des masses. Vous m'avez vue sans espoir depuis ces jours-là, prédisant de grandes expiations ; elles sont arrivées. Il m'en a coûté de passer d'immenses illusions à cette désillusion complète. J'ai été désolée, abattue ; j'ai eu mes jours de colère et d'amertume, alors que mes amis, ceux qui étaient encore au sein de la lutte parlementaire, comme ceux qui faisaient déjà les rêves de l'exil, se flattaient encore de la victoire. Quand une nation a donné sa démission devant des questions d'honneur et d'humanité, que peuvent les partis ? Les individus disparaissent, ils sont moins que rien.

En tant que nation active et militante, la France a donc donné sa démission. Mais tout n'est pas perdu ; elle a gardé, elle a sauvé la conscience, l'appétit, si vous voulez, de son droit de législature. Elle veut s'initier à la vie politique à sa manière ; nous aurons beau fouetter l'attelage, il n'ira jamais que son pas.

Àprésent, écoutez, mon ami, écoutez encore, car ce que je vous dis, ce sont des faits, et la passion les nierait en vain. Ils sont clairs comme le soleil. Cinq à six millions de votants, représentant la volonté de la France en vertu du principe du suffrage universel (je dis cinq à six millions pour laisser un ou deux millions

de voix aux éventualités de la corruption et de l'intimidation), cinq à six millions de voix ont décidé du sort de la France.

Eh bien, sur ce nombre considérable de citoyens, cinq cent mille, tout au plus, connaissent les écrits de Leroux, de Cabet, de Louis Blanc, de Vidal, de Proudhon, de Fourier, et de vingt autres plus ou moins socialistes dans le sens que vous signalez. Sur ces cinq cent mille citoyens, cent mille tout au plus ont lu attentivement et compris quelque peu ces divers systèmes ; aucun, j'en suis persuadée, n'a songé à en faire l'application à sa conduite politique. Croire que ce soient les écrits socialistes, la plupart, trop obscurs, et tous trop savants, même les meilleurs, qui ont influencé le peuple, c'est se fourrer dans l'esprit gratuitement la plus étrange vision qu'il soit possible de donner pour un fait réel.

Vous me direz peut-être que ces écrits ont déterminé des abstentions nombreuses ; je vous demanderais si c'est probable, et pourquoi cela serait-il ? L'abstention, là où elle se décrète, n'est jamais qu'une mesure politique, une protestation ou un acte de prudence pour éviter de se faire compter quand on se sait en petit nombre. Les partisans de la politique pure se sont abstenus peut-être plus encore que les socialistes, dans les dernières élections. En de certaines localités, on s'est fait un devoir de s'abstenir ; en de certaines autres, on a risqué le contraire, sans que, nulle part, on se soit divisé sur l'opportunité du fait, au nom du socialisme ou de la politique.

C'est donc, selon moi, une complète erreur d'appréciation des faits que ce cri jeté par vous à la face du monde : Socialistes ! vous avez perdu la France ! Admettons, si vous l'exigez, que les socialistes soient, par caractère, des scélérats, des ambitieux, des imbéciles, tout ce que vous voudrez. Leur impuissance a été telle-

ment constatée par leur défaite, qu'il y a injustice et cruauté à les accuser du désastre commun.

Mais, d'abord, qu'est-ce que le socialisme ? À laquelle de ses vingt ou trente doctrines faites-vous la guerre ? Il règne dans vos attaques contre lui une complète obscurité, vous n'avez presque rien désigné, vous n'avez nommé presque personne. Je comprends la délicatesse de cette réserve ; mais est-elle conciliable avec la vérité, quand vous invoquez ce principe qu'il faut dire la vérité à tous, en tout temps, en tout lieu !

Ne voyez-vous pas qu'en attaquant les diverses écoles sans distinction, vous les attaquez toutes, et que vous vous réduisez à ce principe, qu'il faut agir et ne pas savoir dans quel but ?

Cette conclusion pourtant, vous la repoussez vivement dans votre propre écrit. Je viens de le relire attentivement et j'y vois un tissu de contradictions inouïes chez un esprit ordinairement net et lucide au premier chef. Vous y dites le pour et le contre, vous admettez tout ce que le socialisme prêche, vous déclarez que la pensée doit précéder l'action. Vous ne l'admettriez pas, qu'il n'en serait ni plus ni moins ; car il faut bien que ma volonté précède l'action de mon bras pour prendre une plume ou un livre, et il n'est pas besoin de poser en principe un fait de mécanisme si élémentaire.

Eh bien, alors, de quoi vous étonnez-vous, de quoi vous fâchez-vous ? Ne faut-il pas savoir, avant de se battre, pour qui, pour quoi on se battra ? Vous ne voulez pas qu'on s'abstienne quand on craint de se battre pour des gens en qui l'on n'a pas confiance ? Mais il n'est pas besoin d'être socialiste pour s'accorder à soi-même ce droit-là. Eût-on mille fois tort de se méfier, la

méfiance est légitime parce qu'elle est involontaire. Je vous assure que votre accusation est une énigme d'un bout à l'autre ; relisez-la avec calme, et vous verrez que, quand on n'a pas d'intérêt personnel dans la question, quand on ne se sent entamé par aucun de vos reproches, il est impossible de comprendre pourquoi vous nous traduisez ainsi au ban de l'Europe, comme bavards, vaniteux, crétins, poltrons et matérialistes. Est-ce un anathème sur la France parce qu'elle s'est donné un dictateur ? Bon, si la France était socialiste ; mais, mon ami, si vous dites cela, vous nous faites, sans vous en douter, une atroce plaisanterie ; si vous le croyez, vous connaissez la France moins que la Chine. Est-ce un anathème sur la doctrine matérialiste, selon vous, qui se résume par ces mots de Louis Blanc : À chacun selon ses besoins ? Les besoins sont de plus d'un genre. Il y en a d'intellectuels comme de matériels, et Louis Blanc a toujours placé les premiers avant les seconds.

Louis Blanc a demandé sur tous les tons que toute la récompense du dévouement fût dans les moyens de prouver son dévouement, et, en cela, il est parfaitement d'accord avec vous, qui dites : À chacun selon son dévouement.

N'avez-vous pas lu d'excellents travaux de Vidal, ami de Louis Blanc, sur le développement des récompenses dues au dévouement ? C'est exactement le même thème. Que l'homme ne soit récompensé ni par l'argent ni par le privilège. Ces choses ne payent pas, ne sauraient payer le dévouement. Le plaisir de se dévouer est le seul payement qui s'adresse directement à l'action de se dévouer.

Voilà qu'au moins, en flétrissant les sectaires du pot-au-feu, comme vous les appelez, vous eussiez dû excepter Louis Blanc et

Vidal et Pecqueur, tout un groupe de politiques socialistes et spiritualistes d'un ordre très élevé, dont les travaux n'ont qu'un malheur, celui de ne pouvoir être répandus à profusion dans les masses.

Passons à Leroux. Leroux est-il un philosophe matérialiste ? Ne pèche-t-il pas, au contraire, un peu par excès d'abstraction quand il pèche ? Et, à côté de quelques divagations, selon moi, n'y a-t-il pas un ensemble d'idées admirables, de préceptes sublimes, déduits et aussi bien prouvés par l'histoire de la philosophie et l'essence des religions qu'il est possible de prouver ?

Vous auriez dû excepter Leroux et son école de votre condamnation sur le matérialisme.

Cabet, que je n'admire pas comme intelligence, — c'est peut-être une faute, mais enfin je ne l'admire pas, — n'est pas plus matérialiste que spiritualiste dans ses doctrines. Il associe de son mieux ces deux éléments. Il fait son possible pour les bien établir. Il n'a jamais prêché rien que de bon et d'honnête. Je trouve sa doctrine vulgaire et puérile dans ses applications rêvées. Mais, enfin, elle est tellement inoffensive et si peu répandue, que, lui aussi, méritait une exception.

Restent la doctrine Fourier, la doctrine Blanqui, la doctrine Proudhon.

La doctrine de Fourier est tellement l'opposé de la doctrine de Leroux, qui en a fait la critique foudroyante, de main de maître, qu'il n'eût pas fallu les envelopper dans un vague anathème sur toutes les doctrines. Mais la doctrine de Fourier, elle-même, n'a pas produit tout le mal que Leroux combat en elle avec raison, et que vous lui reprochez à tort. Leroux a raison de nous révéler

que, sous cette doctrine ésotérique, il y a un matérialisme immonde ; mais, si Leroux ne nous l'avait pas révélé, ce livre, écrit par énigmes, ne l'eût fait comprendre qu'à un petit nombre d'adeptes, et vous avez tort de dire qu'il a perdu la France, qui ne le connaît pas et ne le comprend pas.

La doctrine de Proudhon n'existe pas. Ce n'est pas une doctrine : c'est un tissu d'éblouissantes contradictions, de brillants paradoxes qui ne fera jamais école. Proudhon peut avoir des admirateurs, il n'aura jamais d'adeptes. Il a un talent de polémiste incontestable dans la politique ; aussi n'a-t-il de pouvoir, d'influence que sur ce terrain-là. Il a rendu des services très actifs à la cause de l'action dans son journal le Peuple ; il ne faut donc pas l'accuser d'impuissance et d'indifférence. Il est très militant, très passionné, très incisif, très éloquent, très utile dans le mouvement des émotions et des sentiments politiques ; hors de là, c'est un économiste savant, ingénieux, mais impuissant par l'isolement de ses conceptions, et isolé par cela même qu'il n'appuie ses systèmes économiques sur aucun système socialiste. Proudhon est le plus grand ennemi du socialisme. Pourquoi donc avez-vous compris Proudhon dans vos anathèmes ? Je n'y conçois rien du tout.

Quant à Blanqui, je ne connais pas celui-là, et je déclare que je n'ai jamais lu une seule ligne de lui. Je n'ai donc pas le droit d'en parler. Je ne le connais que par quelques partisans de ses principes qui prêchent une république forcenée, des actes de rigueur effroyables, quelque chose de cent fois plus dictatorial, arbitraire et antihumain que ce que nous subissons aujourd'hui. Est-ce là la pensée de Blanqui ? est-ce une fausse interprétation donnée par ses adeptes ? Avant de juger Blanqui, je voudrais le lire ou l'en-

tendre ; ne le connaissant que par des on dit, je ne me permettrais jamais de le traduire devant l'opinion socialiste ou non socialiste. J'ignore si vous êtes mieux renseigné que moi. Mais, s'il est homme d'action, de combat et de conspiration comme on le dit, qu'il soit ou non socialiste, vous ne devez pas le renier comme combattant, vous qui voulez des combattants avant tout.

Plus j'examine ces diverses écoles, moins je vois qu'aucune d'elles en particulier mérite d'avoir été accusée par un homme aussi juste, aussi bon, aussi impartial que vous, d'avoir perdu la France par le matérialisme.

Les unes ont prêché le spiritualisme le plus pur. Les autres n'ont prêché que dans le désert. Donc, ce n'est pas le matérialisme socialiste qui a perdu la France. Ou je suis une imbécile, je ne sais pas lire, je n'ai jamais rien vu, rien compris, rien apprécié, dans mon pays, ou le socialisme, en général, a combattu de toutes ses forces le matérialisme inoculé au peuple par les tendances bourgeoises orléanistes.

Quand, par exception, le matérialisme a été prêché par de prétendus socialistes, il n'a produit que peu d'effet, et ce n'est pas la faute du socialisme s'il a servi de prétexte à des doctrines contraires, pas plus que ce n'est sa faute s'il sert de prétexte aujourd'hui à nos bourreaux pour nous déporter et nous traiter en forçats réfractaires. Il y aurait, de la part des partisans du National, une grande lâcheté à lui reprocher les malheurs communs. Le socialisme n'aurait-il pas le droit de faire le même reproche à ceux qui ont donné aux mœurs publiques l'exemple de la mitraillade dans les rues et de la dictature ? S'il le fait, il est assez pardonnable de le faire ; car il est provoqué sur tous les tons et

par tous les partis depuis dix ans avec une rage qui n'a pas de nom.

Il est le bouc émissaire de tous les désastres, la victime de toutes les batailles, et je ne peux pas imaginer que vous arriviez, vous, le saint de l'Italie, pour lui jeter la dernière pierre et lui crier : « C'est toi qui es le coupable, c'est toi qui es le maudit ! »

Pour moi, mon ami, ce que vous faites là est mal. Je n'y comprends rien. Je crois rêver, en voyant cette dissidence de moyens que je connaissais bien, mais que j'admettais comme on doit admettre toute liberté de conscience, aboutir à une colère, à une rupture, à une accusation publique, à un anathème. On vous a répondu cruellement, brutalement, injustement, ignominieusement ? Cela prouve que cette génération est mauvaise et que les meilleurs ne valent rien ; mais, vous qui êtes parmi les meilleurs, n'êtes-vous pas coupable aussi, très coupable d'avoir soulevé ces mauvaises passions et provoqué ce débordement d'amertume et d'orgueil blessé ?

Si j'avais été à Londres ou à Bruxelles alors que votre attaque a paru, et qu'on ne m'eût pas prévenue par une réponse injurieuse qui me ferme la bouche, j'aurais répondu, moi. Sans égard pour l'exception trop flatteuse que vous faites en me nommant, j'aurais pris ouvertement contre vous le parti du socialisme. Je l'eusse fait avec douceur, avec tendresse, avec respect ; car aucun tort des grands et bons serviteurs comme vous ne doit faire oublier leurs magnanimes services. Mais je vous aurais humblement persuadé de rétracter cette erreur de votre esprit, cet égarement de votre âme ; et vous êtes si grand, que vous l'auriez fait, si j'avais réussi à vous prouver que vous vous trompiez.

Comme écrit, votre article a le mérite de l'éloquence accoutumée ; mais il est faible de raisonnement, faible contre votre habitude et par une nécessité fatale de votre âme, qui ne peut pas et ne sait pas se tromper habilement. Il faut le deviner ; car, au point de vue du fait, on ne peut pas le comprendre. En principe, il est tout aussi socialiste que nous. Mais il nous accuse de l'être autrement, et c'est en cela qu'il est injuste ou erroné. Il devrait se résumer ainsi : « Républicains de toutes les nuances, vous vous êtes divisés, vous avez discuté au lieu de vous entendre ; vous vous êtes séparés au lieu de vous unir ; vous vous êtes laissé surprendre au lieu de prévoir ; vous n'avez pas voulu vous battre, quand il fallait combattre à outrance. »

C'est vrai : on s'est divisé, on a discuté trop longtemps. Il y a eu souvent de mauvaises passions en jeu. On est devenu soupçonneux, injuste. Il y a trois ans que je le vois, que j'en souffre, que je le dis à tout ce qui m'entoure. Après cette division, il était impossible de se battre et de résister.

Ce raisonnement serait bon, excellent, utile, s'il s'adressait à toutes les nuances du parti républicain. Si vous morigéniez tout le monde, oui, tout le monde indistinctement, vous feriez une bonne œuvre ; si, faisant de doux et paternels reproches aux socialistes, comme vous avez le droit de les faire, vous leur disiez qu'ils ont mis parfois la personnalité en tête de la doctrine, ce qui est malheureusement vrai pour plusieurs ; si vous les rappeliez à vous les bras ouverts, le cœur plein de douleur et de fraternité, je comprendrais que vous dissiez : « Il faut dire en tout temps la vérité aux hommes. »

Mais vous faites le contraire : vous accusez, vous repoussez, vous tracez une ligne entre deux camps que vous rendez irrécon-

ciliables à jamais, et vous n'avez pas une parole de blâme pour une certaine nuance que vous ne désignez pas et que je cherche en vain ; car je ne sache pas que, dans aucune, il y ait eu absence d'injustice, de personnalité, d'ambitions personnelles, d'appétits matérialistes, de haine, d'envie, de travers et de vices humains en un mot. Prétendriez-vous qu'il y en eût moins dans le parti qui s'appelle Ledru-Rollin que dans tout autre parti rallié autour d'un autre nom ? Ce n'est pas à moi qu'il faudrait dire cela sérieusement. Les hommes sont partout les mêmes. Un parti s'est-il mieux battu que l'autre dans ces derniers événements ? Je ne sais au nom de qui se sont levées les bandes du Midi et du Centre après le 2 décembre. On les a intitulées socialistes.

Si cela est, il ne faut pas dire que les socialistes ont refusé partout le combat. Mais que cela soit ou non, elles se sont démoralisées bien vite, et les paysans qui les composaient n'ont pas montré beaucoup de foi dans le malheur ; ce qui prouve que les paysans ne sont pas bons à insurger, et que, socialistes ou non, les chefs ont eu grand tort de compter sur cette campagne, source d'une défaite générale et sanction avidement invoquée pour les fureurs de la réaction.

Direz-vous que les socialistes, par leurs projets ou leurs rêves d'égalité, par leurs systèmes excessifs, ont alarmé non seulement la bourgeoisie, mais encore les populations ? Je vous dirai d'abord que, depuis deux ou trois ans, surtout depuis le programme de la Montagne, tous les républicains dans les provinces, tout le peuple de France s'intitulait socialiste, les partisans de Ledru-Rollin tout comme les autres ; et même ceux de Cavaignac n'osaient pas dire qu'ils ne fussent pas socialistes. C'était le mot d'ordre universel. Faites donc, si vous persistez dans votre dis-

tinction, deux classes de socialistes et nommez-les ; car autrement votre écrit est complètement inintelligible dans les dix-neuf vingtièmes de la France, et, si vous me dites que le parti Ledru-Rollin, qui était le seul parti nominal en province, s'est montré plus prudent, plus sage, moins vantard, moins discoureur que tout autre, je vous répondrai, en connaissance de cause, que ce parti, éminemment braillard, vantard, intrigant, paresseux, vaniteux, haineux, intolérant, comédien dans la plupart de ses représentants secondaires en province, a fait positivement tout le mal.

Je ne m'en prends pas à son chef nominal, parce qu'il n'était qu'un nom, nom plus connu que les autres et autour duquel se rattachaient, de la part des sous-chefs, de misérables petites ambitions ; de la part des soldats, des intérêts purement matérialistes et des appétits affreusement grossiers.

Je suis persuadée que Ledru est bien innocent de l'excès de ces choses, et, s'il eût triomphé, j'aurais aujourd'hui à le comparer à Louis-Napoléon, qui ne se doute seulement pas de tout le mal commis en son nom. Voyez-vous, la grande vérité, vous ne l'avez pas dite, et je ne la dirai pas non plus, parce que je ne suis pas de votre avis qu'il faille toujours tout dire, et flageller les morts. La grande vérité, c'est que le parti républicain, en France, composé de tous les éléments possibles, est un parti indigne de son principe et incapable, pour toute une génération, de le faire triompher. Si vous connaissiez la France, tout ce que vous savez de l'état des idées, des écoles, des nuances, des partis divers à Paris vous paraîtrait beaucoup moins important et nullement concluant. Vous sauriez, vous verriez que, grâce à une centralisation exagérée, il y a là une tête qui ne connaît plus ses bras, qui

ne sent plus ses pieds, qui ne sait pas comment son ventre digère et ce que ses épaules supportent.

Si je vous disais que, depuis quatre mois et demi, je fais des démarches, des lettres, j'agis nuit et jour pour des hommes que je voudrais rendre à leurs familles infortunées, que je plains d'avoir tant souffert, que j'aime comme on aime des martyrs quels qu'ils soient, mais que je suis quelquefois épouvantée de ce que ma pitié me commande, parce que je sais que le retour de ces hommes mauvais ou absurdes est un mal réel pour la cause, et que leur absence éternelle, leur mort, c'est affreux à dire, serait un bienfait pour l'avenir de nos idées, qu'ils en sont les fléaux, que leur parole en éloigne, que leur conduite répugne ou fait rire, que leur paresse bavarde est une charge, un impôt, pour de meilleurs qui travaillent à leur place et qui ne disent rien ! Il y a des exceptions, je n'ai pas besoin de vous le dire ; mais combien peu qui n'aient pas mérité leur sort ! Ils sont victimes d'une effroyable injustice légale : mais, si une république austère faisait une loi pour éloigner du sol les inutiles, les exploiteurs de popularité, vous seriez effrayé de voir où on les recruterait forcément.

Soyons indulgents, miséricordieux pour tous. Je nourris de mon travail les vaincus, quels qu'ils soient, ceux qui avaient Ledru-Rollin pour drapeau, comme les autres, ni plus ni moins ; je combats de tous mes efforts leur condamnation et leur misère ; je n'aurai pas une parole d'amertume ou de reproche pour ceux-ci ou pour ceux-là. Tous sont également malheureux, presque tous également coupables ; mais je vous donne bien ma parole d'honneur, et sans prévention aucune, que les plus fermes, les meilleurs, les plus braves ne sont pas plus dans le camp où vous vous êtes jeté que dans celui que vous avez maudit. Je pourrais,

si je consultais ma propre expérience, vous affirmer même que ceux qui juraient le plus haut ont été les plus prudents ; que ceux qui criaient : « Ayez des armes et faites de la poudre ! » n'avaient nulle intention de s'en servir ; enfin que là, comme partout, aujourd'hui comme toujours, les braillards sont des lâches.

Et voilà un homme sans tache qui vient prononcer que par ici il y a des braves, par là des endormis ; qu'il existe en France un parti d'union, d'amour, de courage, d'avenir, au détriment de tous les autres ! Osez donc le nommer, ce parti ! Un immense éclat de rire accueillera votre assertion. Non, mon ami, vous ne connaissez pas la France. Je sais bien que, comme toutes les nations, elle pourrait être sauvée par une poignée d'hommes vertueux, entreprenants, convaincus. Cette poignée d'hommes existe. Elle est même assez grosse. Mais ces hommes isolément ne peuvent rien. Il faut qu'ils s'unissent. Ils ne le peuvent pas. C'est la faute de celui-ci, tout comme la faute de celui-là ; c'est la faute de tous, parce que c'est la faute du temps et de l'idée. Voyez, vous-même, vous en êtes, vous voulez les réunir, et en criant : Unissez-vous ! vous les indignez, vous les blessez. Vous êtes irrité vous-même, vous faites des catégories, vous repoussez les adhésions, vous semez le vent, et vous recueillez des tempêtes.

Adieu ; malgré cela, je vous aime et vous respecte.

1852 · CCCLIV

Nohant, 2 juin 1852.

Hélas ! non, chère mademoiselle, je n'ai pas obtenu la grâce de trois cents personnes, bien que j'aie demandé pour un chiffre de ce genre. Mais, pour toutes sortes de raisons que vous pouvez apprécier sans que je les confie à la poste, je ne devais pas, je ne pouvais pas être exaucée. Je ne l'ai été que pour un bien petit nombre. Je compte par vingtaines les amis que l'on m'emmène en Afrique ou que l'on bannit à perpétuité.

Je comprends bien vos chagrins, c'est ma nourriture depuis six mois. Dans ce moment, je suis en instance pour treize compatriotes au sujet desquels je n'ai que des promesses, et qui sont à Lambessa probablement à l'heure qu'il est ; je n'espère pas !

Si, contre mon attente, leur grâce était accordée, j'oserais recommencer pour votre filleul. Mais, en ce moment, je pense que ma prière compromettrait la cause de mes amis sans succès pour vous. On me trouve déjà probablement bien trop exigeante et obstinée.

L'histoire que vous me racontez est celle de tous mes amis, et les réflexions que vous faites, la douleur que vous éprouvez trouvent en moi un écho fidèle. Combien d'autres cœurs sont navrés à chaque révolution de ce genre ! Croyez que ma peine personnelle ne me rend point insensible à la vôtre, et que je vous garde toujours une vive et constante sympathie. J'étais en train de lire Angélique Lagier quand les événements ont éclaté. Depuis ce moment, il m'a été impossible de reprendre aucune lecture, tant j'ai été accablée de travail et d'autres devoirs ; j'espère m'en dédommager et vous remercier mieux de l'envoi de votre livre et de votre bon et constant souvenir.

G. SAND.

1852 · CCCLV

Nohant, 27 juin 1852.

Vous avez répondu au prince Napoléon, qui vous implorait de ma part pour les déportés et les expulsés de l'Indre, que vous m'accorderiez ce que je vous demandais. Je viens remettre sous vos yeux la liste des grâces que vous avez daigné me promettre et que j'attends comme une nouvelle preuve de vos bontés pour moi.

GEORGE SAND.

1852 · CCCLVI

Nohant, 31 août 1852.

Cher ami, je ne peux pas être enchantée d'une solution qui ne vous rend pas à notre voisinage. Mais, par le temps qui court, le mieux est le moins pire, comme on dit chez nous, et puis voilà votre famille rassurée par un internement, réjouissons-nous en attendant justice complète. Tout est mieux que l'Angleterre et la Belgique en ce moment.

Laissons passer le temps et l'orage : nos pères en ont vu bien d'autres. Travaillons, étudions, ou produisons à travers la tempête. Si le vaisseau sombre, nous tâcherons de jeter quelques souvenirs à la mer, qui flotteront vers de meilleurs rivages. Vous avez, vous, une ressource refusée au grand nombre, vous avez la faculté et l'amour de l'étude, qui ne vous consoleront pas, mais qui vous soutiendront.

Je ne sais si vous serez encore à Paris quand on jouera, dans deux ou trois jours, au Gymnase, la pièce que vous n'avez pu voir à Nohant.

Maurice, à qui je n'ai pu donner votre adresse, ne l'ayant point, ne vous trouvera peut-être pas. Allez donc le voir, rue Racine, 3 ; il vous donnera des places pour aller entendre siffler peut-être ce qu'on a applaudi sur notre théâtre. La pièce n'en valait pas mieux ici, elle n'en vaudra pas moins là-bas.

Adieu, cher enfant. Écrivez-moi toujours et longuement, du lieu où vous serez, quand même je ne pourrais vous répondre de même. Amitiés de mes enfants d'ici.

1852 · CCCLVII

Nohant, 14 septembre 1852.

Je t'envoie la lettre d'Hetzel d'aujourd'hui. Tu verras qu'il faut aller trouver Nanteuil au plus vite, si tu ne veux tomber dans le Gérard Séguin, qui me semble bien mou et peu mariable avec toi.

Tu verras les réflexions de ce bon Hetzel sur les journalistes. Il les craint comme un éditeur qu'il est. Il se trompe sur ce que je veux les empêcher de dire. Je désire, au contraire, qu'ils soient de plus en plus mauvais, lâches et méchants, qu'ils jettent le masque enfin devant le sang-froid et la dignité des gens qui sauront comme moi leur dire : « Vous voyez bien ce que vous faites et ce que vous dites ? Ça m'est égal, à moi ; mais je prends le public à témoin de la manière dont vous remplissez votre mandat. Je re-

lève les injures que vous m'adressez, je les signale à l'appréciation de tous. Continuez, vous me ferez plaisir. »

Qu'ont-ils à dire ? des sottises toujours ? Tant mieux. Je suis d'un trop grand sang-froid sur ces choses-là, et trop inattaquable dans ma conscience et dans ma délicatesse pour ne pas les réduire au silence, ou à des fureurs qui les déshonoreront. Laissons faire, je tiens bon.

Hetzel s'inquiète des querelles, des duels même que cela peut attirer à toi et à mes amis. Mes amis n'ont pas le droit de se mêler de cela, je m'y suis toujours opposée, je m'y opposerai toujours. Quant à toi, comme toi et moi c'est la même chose, pour rien au monde il ne faut commettre notre cause dans cette ressource bête et brutale.

Quelque injure qu'on m'adresse, j'ai une épée plus forte dans les mains que la leur, et je ne veux pas être réduite au silence par la menace de l'épée du duel, ni de ta part, ni de la leur.

Nello leur fera faire quelques réflexions là-dessus, sur l'odieux d'attaquer une femme dans son fils, ou le fils dans sa mère. La plus grande tranquillité et la plus grande circonspection de conduite sont donc nécessaires. Ne te laisse entraîner à aucun dépit, à aucune impatience qui me paralyserait dans ma lutte. Évite même les propos autour de toi et sois tranquille. La plupart de ces messieurs, et M. Jules Lecomte en tête, sont si méprisables, qu'on aurait, au besoin, le droit de leur refuser tout autre combat que celui des coups de pied au derrière, et ils ne les chercheront pas.

J'arrive à la fin du roman ; je pense à Mauprat. Sois tranquille. Il faudra bien que je m'en tire et que je fasse un drame dans les

conditions dont tu parles et qui, en effet, sont les bonnes.

Bonsoir, mon Bouli ; je t'embrasse mille fois. Recommande bien à Giraud et à Dagneau de mettre sur l'ouvrage que l'auteur se réserve le droit de traduction, et d'envoyer deux exemplaires à la commission dramatique. Tu aurais dû faire mettre cela au contrat, peut-être ; mais je pense qu'ils ne le négligeront pas.

1852 · CCCLVIII

Paris, 26 novembre 1852.

Je suis désolée de ne pas vous avoir revu. Je pars en vous remerciant de votre bonne visite d'hier, et en vous aimant toujours de tout mon cœur.

Je vous envoie la pétition d'un pauvre vieux soldat de l'Empire, autrefois soldat modèle, aujourd'hui très digne père de famille. C'est un paysan de mon village, et il est digne d'un véritable intérêt ; je serais bien heureuse de vous devoir un peu de bien-être pour lui, si cela est possible. Jusqu'à présent, ses instances, passant par la préfecture, qui, chez nous, comme ailleurs, ne s'occupe pas des petites gens, ne sont pas parvenues au ministère.

Je ne veux plus rien demander qu'à vous, certaine que vous seul ne vous lassez pas d'obliger.

GEORGE SAND.

1852 · CCCLIX

Nohant, 18 décembre 1852.

Vous voulez de mes nouvelles et demandez si je vous aime toujours.

Pouvez-vous douter de ce dernier point ? Plus la destinée s'acharne à nous séparer, plus mon cœur s'attache avec respect et tendresse à vos souffrances, et plus votre souvenir me revient cher et précieux à toute heure.

Quant à ma santé, elle se débat entre la fatigue et la tristesse. Vous connaissez mes causes de chagrin et le travail perpétuel qui m'est imposé, comme devoir de famille, alors même que, comme devoir de conscience, je suis paralysée par des causes extérieures. Mais qu'importe notre individualité ? Pourvu que nous ayons fait pour le mieux en toute chose, et selon notre intelligence et nos forces, nous pouvons bien attendre paisiblement la fin de nos épreuves.

J'espérais que la proclamation de l'Empire serait celle de l'amnistie générale et complète. Il me semblait que, même au point de vue du pouvoir, cette solution était inévitable parce qu'elle était logique. C'eût été pour moi une consolation si grande que de revoir mes amis ! J'espère encore, malgré tant d'attentes déçues, que l'Empire ne persistera pas à venger les querelles de l'ancienne monarchie, et d'une bourgeoisie dont il a renversé le pouvoir.

Écrivez-moi, mon ami ; que quelques lignes de vous me disent si vous souffrez physiquement, si vous êtes toujours soumis à ce cruel régime de la chambrée, si contraire au recueillement de

l'âme et au repos du corps. Je ne suis pas en peine de votre courage ; mais le mien faiblit souvent au milieu de l'amère pensée de la vie qui vous est faite. Je sais que là n'est point la question pour vous et que votre horizon s'étend plus loin que le cercle étroit de cette triste vie. Mais, si l'on peut tout accepter pour soi-même, il n'est pas aisé de se soumettre sans douleur aux maux des êtres qu'on aime.

Je suis toujours à la campagne, n'allant à Paris que rarement et pour des affaires. Mon fils y passe maintenant une partie de l'année pour son travail ; mais il est en ce moment près de moi et me charge de vous embrasser tendrement pour lui. J'ai une charmante petite fille (la fille de ma fille), dont je m'occupe beaucoup.

Voilà pour moi. Et vous ? et vous ? Pourquoi ai-je été si longtemps sans avoir de vos nouvelles ? C'est que tous nos amis ont été dispersés ou absents. J'ignore même quand et comment ceci vous parviendra ; j'ignore si vous pouvez écrire ouvertement à vos amis, et si leurs lettres vous arrivent.

Mais, que je puisse ou non vous le dire, ne doutez jamais, cher ami, de mon amitié pleine de vénération, et inaltérable.

GEORGE.

1853 · CCCLX

Nohant, janvier 1853.

Je saisis avec plaisir l'occasion que vous m'offrez de vous encourager dans un travail dont M. Eugène Delacroix est l'objet,

puisque vous partagez l'admiration et l'affection qu'il inspire à ceux qui le comprennent et à ceux qui l'approchent.

Il y a vingt ans que je suis liée avec lui et par conséquent heureuse de pouvoir dire qu'on doit le louer sans réserve, parce que rien dans la vie de l'homme n'est au-dessous de la mission si largement remplie du maître.

D'après ce que vous me dites, ce n'est pas une simple étude de critique que vous faites, c'est aussi une appréciation morale. La tâche vous sera douce et facile, et je n'ai probablement rien à vous apprendre sur la constante noblesse de son caractère et l'honorable fidélité de ses amitiés.

Je ne vous apprendrai pas non plus que son esprit est aussi brillant que sa couleur, et aussi franc que sa verve. Pourtant cette aimable causerie et cet enjouement qui sont souvent dus à l'obligeance du cœur dans l'intimité, cachent un fonds de mélancolie philosophique, inévitable résultat de l'ardeur du génie aux prises avec la netteté du jugement.

Personne n'a senti comme Delacroix le type douloureux de Hamlet. Personne n'a encadré dans une lumière plus poétique, et posé dans une attitude plus réelle, ce héros de la souffrance, de l'indignation, du doute et de l'ironie, qui fut pourtant, avant ses extases, le miroir de la mode et le moule de la forme, c'est-à-dire, en son temps, un homme du monde accompli. Vous tirerez de là, en y réfléchissant, des conséquences justes sur le désaccord que certains enthousiastes désappointés ont pu remarquer avec surprise entre le Delacroix qui crée et celui qui raconte, entre le fougueux coloriste et le critique délicat, entre l'admirateur de Rubens et l'adorateur de Raphaël. Plus puissant et plus heureux que

ceux qui rabaissent une de ces gloires pour déifier l'autre, Delacroix jouit également des diverses faces du beau, par les côtés multiples de son intelligence. Delacroix, vous pouvez l'affirmer, est un artiste complet. Il goûte et comprend la musique d'une manière si supérieure, qu'il eût été très probablement un grand musicien, s'il n'eût pas choisi d'être un grand peintre. Il n'est pas moins bon juge en littérature, et peu d'esprits sont aussi ornés et aussi nets que le sien. Si son bras et sa vue venaient à se fatiguer, il pourrait encore dicter, dans une très belle forme, des pages qui manquent à l'histoire de l'art, et qui resteraient comme des archives à consulter pour tous les artistes de l'avenir.

Ne craignez pas d'être partial en lui portant une admiration sans réserve. La vôtre, comme la mienne, a dû commencer avec son talent, et grandir avec sa puissance année par année, œuvre par œuvre. La plupart de ceux qui lui contestaient sa gloire au début rendent aujourd'hui pleine justice à ses dernières peintures monumentales, et, comme de raison, les plus compétents sont ceux qui, de meilleur cœur et de meilleure grâce, le proclament vainqueur de tous les obstacles, comme son Apollon sur le char fulgurant de l'allégorie.

Vous me demandez, monsieur, de vous renseigner sur les peintures de ce grand maître qui sont en ma possession. Je possède, en effet, plusieurs pensées de ce rare et fécond génie.

Une Sainte Anne enseignant la Vierge enfant, qui a été faite chez moi à la campagne et exposée, l'année suivante (1845 ou 1846), au Musée. C'est un ouvrage important, d'une couleur superbe, et d'une composition sévère et naïve.

Une splendide esquisse de fleurs d'un éclat et d'un relief incomparables. Cette esquisse a été également faite pour moi et chez moi.

La Confession du Giaour mourant, un véritable petit chef-d'œuvre.

Un Arabe gravissant les montagnes pour surprendre un lion.

Cléopâtre recevant l'aspic, caché au milieu des fruits éblouissants que lui présente l'esclave basané, riant de ce rire insouciant que lui prête Shakespeare. Ce contraste dramatique avec le calme désespoir de la belle reine a inspiré Delacroix d'une manière saisissante.

Un intérieur de carrières.

Une composition tirée du roman de Lélia d'un effet magique.

Une composition au pastel sur le même sujet.

Enfin, plusieurs aquarelles, pochades, dessins et croquis au crayon et à la plume, voire des caricatures.

Tel est mon petit musée, où le moindre trait de cette main féconde est conservé par mon fils et par moi avec religion de l'amitié.

Si vous croyez ma réponse utile pour votre travail, disposez-en, monsieur, quoique ce soit un bien mince tribut pour une si chère gloire.

Agréez mes remerciements pour la sympathie que vous me témoignez et l'expression de mes sentiments distingués.

GEORGE SAND.

1853 · CCCLXI

Nohant, 30 janvier 1853.

Je suis contente que vous soyez contents, que Paris vous amuse, que la bonne Berthe y ouvre de grands yeux. Je pense vous y rejoindre le mois prochain. Rien de nouveau dans le pays, que vous ne sachiez : la mort de madame Vergne et la banqueroute de M. Chabenat. Planet, qui est venu dîner avec nous aujourd'hui, m'a dit que tu y étais pour quelques milliers de francs. C'est fort désagréable sans doute ; mais ce l'est moins que si la chose fût arrivée il y a quelques mois. — Je sais que ta mère se porte bien, Borie l'ayant vue, il y a deux jours. Quant à Nohant, c'est toujours la même régularité monastique : le déjeuner, l'heure de promenade, les cinq heures de travail de ceux qui travaillent, le dîner, le cent de dominos, la tapisserie pendant laquelle Manceau me fait la lecture de quelque roman ; Nini, assise sur la table, brodant aussi ; Borie ronflant, le nez dans le calorifère et prétendant qu'il ne dort plus du tout ; Solange le faisant enrager ; Émile disant des sentences. Nous avons ici un temps magnifique, du soleil chaud, ou un ciel gris et doux. Les amandiers fleurissent, et je crois que les rossignols vont arriver. Je fais faire des travaux, dont je ne sais pas m'occuper beaucoup et qui ne me montent pas la tête, comme ceux qui consument d'impatience et d'activité fiévreuse notre bon Planet. Je l'ai trouvé mieux moralement que je ne m'y attendais, mais bien changé, quoique son état général soit amélioré. Solange va repartir et me laisse Nini. Elle ira vous voir.

Racontez-moi si vous avez vu l'impératrice et quelle mine qu'elle a. Puisque Sa Majesté la promène pour la présenter à la

population, vous avez le droit d'exiger qu'on vous la montre.

Bonsoir, mes chers enfants ; je m'aperçois que je vous écris sur une feuille simple. Ce n'est point par paresse ; mais l'heure du sommeil arrive, et comme j'ai la vertu de me coucher à une heure du matin, je n'y dois pas déroger. Ce progrès que j'ai fait de dormir la nuit m'a remis sur mes pattes. Je me porte très bien depuis un mois. Et toi, te trouves-tu bien de l'air de Paris ? Il ne vaut certes pas celui du Coudray ; mais la distraction est une compensation, surtout pour les organisations nerveuses. J'espère que ma grosse Eugénie ne va pas perdre ses couleurs et son embonpoint berrichons.

Je vous embrasse de cœur tous deux, ainsi que la petite Berthe. Je donne trois coups de poing à ton gros gars. Engage-le de ma part à ne pas trop écrire de lettres, ça pourrait le fatiguer. Une pichenette à Marquis le rentier ; heureux vieillard !

Tout mon monde vous envoie amitiés, compliments, hommages.

1853 · CCCLXII

Nohant, 8 février 1853.

Merci, cher prince ; j'attendais pour vous envoyer mes actions de grâces que le nom de Patureau parût au Moniteur. J'ignore encore s'il y a figuré ; car on ne se le procure pas aisément là où je suis. Mais j'ai reçu de M. Charles Abbattucci la confirmation de votre bonne nouvelle et j'ai envoyé sa lettre comme passeport à mon fugitif. Je l'attends, et il vous exprimera sa reconnaissance

lui-même probablement, dans son langage de paysan et d'honnête homme.

J'irai à Paris vers la fin du mois. Si, comme j'en suis sûre, chère Altesse impériale, les grandeurs temporelles ne vous ont pas changé, je vous demanderai de venir me serrer la main dans mon petit taudis de poète classique ; car je vous aime et je crois en vous, quelque monseigneur que vous soyez.

1853 · CCCLXIII

Nohant, 16 février 1853.

J'ai été bien malade pendant deux jours d'une affreuse migraine. Je vais bien aujourd'hui et j'ai été me promener jusqu'à Vic, où l'on retourne le terrain autour de l'église et où l'on trouve des tombeaux et des ossements comme si toutes les armées de César et autres Ostrogoths y avaient passé. J'ai fait apporter trois cercueils de pierre dans notre jardin, et, avec la permission du maire et du curé, j'ai mis trois ouvriers pour remuer un petit coin, où l'on n'a trouvé aujourd'hui que des débris déjà fouillés à je ne sais quelle époque. En fouillant plus bas, au-dessous de la couche de sarcophages, on trouve de la brique romaine, et des squelettes couchés avec ordre dans des cercueils de maçonnerie, la tête couverte seulement d'une pierre. Malheureusement, pour faire faire des fouilles avec soin, l'endroit n'est pas commode et nous n'avons trouvé ni monnaie ni bijoux.

Mais ces découvertes nous ont mis en goût de recherches, et, comme je me rappelle un endroit du jardin, sous les noyers, d'où

j'ai vu extraire autrefois toute une première couche de sépultures et d'ossements, nous allons nous amuser à faire creuser plus bas pour voir si, là aussi, nous trouverons le lit romain. Alors, en y ayant l'œil et la main, nous trouverons peut-être des monnaies et des lacrymatoires.

Pendant que nous fouillons les tombes et qu'Émile, penché sur la fosse béante, se donne des airs de vampire, tu cours le bal et la mascarade. Amuse-toi bien, mais pas trop et n'échine ni ta santé ni ton travail. J'ai repris le mien aujourd'hui, après deux jours de souffrances atroces. M'en voilà encore une fois revenue, et j'arrive à la fin de mes deux gros volumes de berrichon. Nini va bien ; dis-le à Solange, à qui, du reste, j'écrirai demain. J'ai, ce soir, la tête encore un peu en marmelade. Patureau est de retour au pays. Périgois est gracié. Il fait assez froid mais très beau. Ton atelier est si magnifique, qu'il n'y aura ni châtelain du royaume de Léon, ni reine des Asturies, mieux logés que toi.

Bonsoir, mon petit. Écris-nous si tu as fait de l'épate avec ton costume. Tu ne seras pas si bien coiffé que si j'étais là. Je t'embrasse mille fois. Tâche de ne pas t'enrhumer.

Le jardinier a peur des sarcophages de pierre que j'ai fait mettre dans le jardin. Il n'ose plus sortir le soir !

1853 · CCCLXIV

Paris, mars 1853.

Merci encore et toujours pour toutes vos tendresses pour ma petite-fille… Il me tarde de vous remercier, de vous embrasser, de

revoir ma Nini et de me retrouver dans mon nid tranquille ; car je m'ennuie ici à avaler trois langues, si je les avais. Tout le monde y est bête à manger de l'herbe, surtout les gens d'esprit, qui redoublent de vide et de paradoxe pour prouver que tout est pour le mieux.

Je fais mon possible pour sourire à toute chose en me parlant à moi-même, pour me consoler de ce que j'entends. Mais il me semble que je suis aux galères. On sent tellement que la contradiction ne serait qu'un jeu d'esprit et n'atteindrait pas des cœurs vides ou absents ! Quelle décadence que celles des âmes, et comme l'intelligence est stupide quand elle se met à vouloir vivre et marcher toute seule !

Aussi les arts périssent et se traînent froids devant des yeux troubles. — Cependant la pièce de Ponsard l'Honneur et l'Argent a fait vibrer encore un peu de jeunesse à l'Odéon. C'est presque de l'opposition que d'oser mettre ces deux choses en parallèle.

Àbientôt, chers amis ; mille et mille tendresses de tous les miens pour vous. Je vous embrasse de cœur.

GEORGE SAND.

1853 · CCCLXV

Nohant, juin 1853.

Merci, merci, mon cher enfant ! Vous êtes la providence du théâtre de Nohant, qui vous donne plus de peine qu'il ne vaut, mais qui vaudra grâce à vous. Encouragez bien notre ingénue et

dites-lui qu'il n'y a pas de beaux esprits ici, mais de très bonnes gens, sans en excepter les romanciers.

Dans deux ou trois jours, je vous écrirai pour vous dire le jour et l'heure où ma voiture pourra se trouver à Châteauroux ; car les diligences ne correspondent plus avec l'arrivée des convois, et je ne peux pas disposer de mes moyens de transport pour une seule personne. Priez donc mademoiselle Bérengère d'être bien gentille et bien exacte au rendez-vous que nous lui donnerons ; car j'ai à cœur de ne pas la laisser attendre et s'ennuyer à Châteauroux ou s'embarquer pour Nohant dans une guimbarde berrichonne par le joli temps qu'il fait.

Ce sera pour le 30 juin, le 1 ou le 2 juillet, et il faudra partir de Paris par le convoi de neuf ou dix heures du matin. Je vous dirai cela d'une manière plus précise ; mais prévenez-la. Si elle a quelques chiffons à l'usage d'une gentille villageoise très simple, faites-les-lui apporter ; sinon, nous la costumerons ici. Dites-lui d'avance toutes mes amitiés. Qu'elle sache aussi que je suis liée d'amitié avec M. Vaez, que j'attends lui-même un de ces jours.

Remerciez pour moi les jeunes gens qui ont bien voulu répondre à l'appel de Maurice ; nous comptons sur eux. Quand pouvez-vous être de la partie ? ce sera pour une autre année, j'espère.

Àvous de cœur.

G. SAND.

1853 · CCCLXVI

Nohant, 25 septembre 1853.

Le jour de notre arrivée, il a passé sur la route un pifferaro napolitain, que j'ai happé bien vite ; ce n'était pas un fameux maître sonneur ; mais sa musette est bien autrement belle de sons que les nôtres, et il jouait des airs qui avaient beaucoup de caractère. Il y avait avec lui deux musiciens de Venise sans aucune couleur locale, et un jeune homme qui dansait très joliment, très sérieusement, et les yeux baissés, des cachuchitas et des jotas, d'une manière si pareille aux paysans maïorquins, et il en avait si bien les airs et le type, que j'aurais juré que c'en était un. Il m'a dit qu'il était de Tolède et qu'il dansait à la manière des gens de son pays. Alors c'est absolument la même chose qu'à Maïorque.

Je ne crois pas du tout qu'on ait joué Nello à Bruxelles. Tout au contraire, Hetzel le retire parce qu'on n'a pas maintenu les acteurs qu'on lui avait promis.

Ne reste pas trop longtemps, mon Bouli ; je t'embrasse comme je t'aime. Tes petits camarades t'embrassent aussi.

1853 · CCCLXVII

Nohant, 28 octobre 1853.

Ma chère mignonne, je suis bien contente de te savoir arrivée en bonne santé, et installée chez de si excellents parents. Embrasse mon Georget, qui écrit de si belles lettres et qui voyage comme un homme. Rien de nouveau depuis ton départ. Maurice,

Lambert et Manceau sont toujours ici ; nous allons prendre notre volée pour Paris dans peu de jours, je pense. Nous attendons qu'on nous dise que Mauprat est près de passer.

Il paraît que les répétitions vont bien et qu'on prépare des décors superbes. Mademoiselle Fernand jouera Edmée. Elle va jouer aussi Claudie, que l'on reprend à l'Odéon. On a repris le Champi avec de nouveaux acteurs. La petite Bérengère, que tu as vue ici, a joué très bien Mariette. Thiron est parti avec Rachel pour la Russie ; il fait partie de sa troupe. Peut-être le verras-tu à Varsovie. Buthiaud a débuté très bien à l'Odéon. Le Pressoir va toujours bien. Voilà toutes les nouvelles de théâtre nous concernant.

Moi, j'ai fait un roman, et une préface pour la nouvelle édition de Balzac. Voilà mon travail de ce mois-ci. Je me porte bien. Je travaille tous les jours à mon petit Trianon : je brouette des cailloux, j'arrache et je plante du lierre, je m'éreinte dans un jardin de poupée, et cela me fait dormir et manger on ne peut mieux. Nous avons eu des temps affreux ; mais, depuis quelques jours, il fait chaud comme en été, et nous avons été aujourd'hui nous promener au Magnier.

Madame Fleury est partie avec ses filles pour rejoindre son mari à Bruxelles. Le pauvre Planet s'en va, lui, tout à fait. Il se promène encore un peu, et il est venu me voir hier, avec sa femme et son beau-père. Il se voit bien partir et fait ses adieux à tous ses amis avec sa bonté et son effusion ordinaires. Je ne le crois pas si près de sa fin que les médecins le prétendent ; mais je crois bien qu'il n'en reviendra pas. C'est un vrai chagrin pour moi ; car, après Rollinat, c'était le meilleur du pays.

L'empereur et l'impératrice ont été voir le Pressoir. L'empereur a beaucoup applaudi, l'impératrice a beaucoup pleuré. On s'inquiète fort de la guerre à Paris. Dans les campagnes, tu sais qu'on ne s'occupe que du temps qu'il fait. La vendange est à peu près nulle. La moisson a été mauvaise. Les noix ont gelé. Les pommes de terre sont malades. On craint un hiver très malheureux pour les pauvres, gêné pour tout le monde.

Comme nous voilà tout seuls en famille, le petit théâtre remplace le grand, et Maurice, avec Lambert, nous donne souvent des représentations de marionnettes. Ils ont fait encore des merveilles de décors et de costumes.

J'espère que je te donne un bulletin complet de nos faits et gestes. Réponds-moi pour tout ce qui t'occupe et t'intéresse. Écris-moi toujours ici ; car je ne compte pas rester longtemps à Paris, et, d'ailleurs, on me renverra tes lettres.

Bonsoir, ma mignonne chérie ; je t'embrasse mille fois. Maurice t'embrasse de tout son cœur.

1853 · CCCLXVIII

Nohant, 13 décembre 1853.

J'ai reçu ta lettre, mon vieux Bouli. J'étais inquiète, toujours à propos de pommes cuites ! et j'avais écrit hier soir à Lambert de me donner de tes nouvelles.

Je suis contente que tu ailles bien. Je vais bien aussi. Il a fait aujourd'hui un temps charmant.

J'ai été avant-hier au spectacle de la Châtre entendre des chanteurs montagnards fort intéressants.

Je travaille avec zèle à une petite comédie qui m'intéresse. C'est pour le Gymnase. — Je cultive toujours les nymphes de Trianon ; mais leurs eaux sont pourries. Ainsi finissent les nymphes en ce siècle de prose ! Je ne me dégoûte pourtant pas de Trianon, parce que les mousses et le lierre sont de tous les temps et sont toujours prêts à renaître. Nini a une brouette et s'en va bruquant dans tous les arbres. Elle est très gentille et demande pourquoi tu es à Paris quand elle est à Nohant.

Rien de nouveau, qu'une lettre de Titine que je t'envoie. Travaille, amuse-toi et aime-moi. Je te bige mille fois.

1853 · CCCLXIX

Nohant, 15 décembre 1853.

Je n'ai pas cessé de vous chérir et de vous respecter, mon ami. Voilà tout ce que je peux vous dire ; la certitude que toutes les lettres sont ouvertes et commentées doit nécessairement gêner les épanchements de l'affection et les confidences de la famille.

Vous dites que je suis résignée, c'est possible ; j'ai de grandes raisons pour l'être, des raisons aussi profondes, à mes yeux, aussi religieuses et aussi philosophiques que vous paraissent celles qui vous défendent la résignation. Pourquoi supposez-vous que ce soit lâcheté ou épuisement ? Vous m'avez écrit à ce sujet des choses un peu dures. Je n'ai pas voulu y répondre. Les affections sérieuses sont pleines d'un grand respect, qui doit pouvoir être

comparé au respect filial. On trouve parfois les parents injustes, on se tait plutôt que de les contredire, on attend qu'ils ouvrent les yeux.

Quant aux allusions que vous regrettez de ne pas voir dans certains ouvrages, vous ne savez guère ce qui se passe en France, si vous pensez qu'elles seraient possibles. Et puis, vous ne vous dites peut-être pas que, quand la liberté est limitée, les âmes franches et courageuses préfèrent le silence à l'insinuation. D'ailleurs, la liberté fût-elle rétablie pour nous, il n'est pas certain que je voulusse toucher maintenant à des questions que l'humanité n'est pas encore digne de résoudre et qui ont divisé jusqu'à la haine les plus grands, les meilleurs esprits de ce temps-ci.

Vous vous étonnez que je puisse faire de la littérature ; moi, je remercie Dieu de m'en conserver la faculté, parce qu'une conscience honnête, et pure comme est la mienne, trouve encore, en dehors de toute discussion, une œuvre de moralisation à poursuivre. Que ferais-je donc si j'abandonnais mon humble tâche ? Des conspirations ? Ce n'est pas ma vocation, je n'y entendrais rien. Des pamphlets ? Je n'ai ni fiel ni esprit pour cela. Des théories ? Nous en avons trop fait et nous sommes tombés dans la dispute, qui est le tombeau de toute vérité, de toute puissance. Je suis, j'ai toujours été artiste avant tout ; je sais que les hommes purement politiques ont un grand mépris pour l'artiste, parce qu'ils le jugent sur quelques types de saltimbanques qui déshonorent l'art. Mais vous, mon ami, vous savez bien qu'un véritable artiste est aussi utile que le prêtre et le guerrier ; et que, quand il respecte le vrai et le bon, il est dans une voie où Dieu le bénit toujours. L'art est de tous les pays et de tous les temps ; son bienfait particulier est précisément de vivre encore quand tout semble

mourir ; c'est pour cela que la Providence le préserve des passions trop personnelles ou trop générales, et qu'elle lui donne une organisation patiente et persistante, une sensibilité durable et le sens comtemplatif où repose la foi invincible.

Maintenant, pourquoi et comment pensez-vous que le calme de la volonté soit la satisfaction de l'égoïsme ? À un pareil reproche, je n'aurais rien à répondre, je vous l'avoue ; je ne saurais dire que ceci : Je ne le mérite pas. Mon cœur est transparent comme ma vie, et je n'y vois point pousser de champignons vénéneux que je doive extirper ; si cela m'arrive, je combattrai beaucoup, je vous le promets, avant de me laisser envahir par le mal.

Je répondrai à M. Linton dans quelques jours. C'est une affaire, en somme, et il faut que je m'occupe de cette affaire, c'est-à-dire que je consulte, que je relise des traités : le tout pour savoir si je ne suis pas empêchée pour clause entendue ou sous-entendue, dont je ne me souviens pas. Sous le rapport des intérêts matériels, je suis restée dans un idiotisme absolu ; aussi j'ai pris un homme d'affaires qui se charge de tout le positif de ma vie ; je désire être à même de satisfaire M. Linton et de répondre à ses bonnes intentions. Adieu, mon ami, ne me croyez pas changée, pour vous, ni pour quoi que ce soit.

GEORGE.

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/Correspondance_1812-1876%2C_3. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.